UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LA FIDÉJUSSION

dans l'Ancienne Bourgogne

ET

CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

de 1321 à 1332

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de droit de l'Université de Dijon

Le samedi 30 novembre 1907, à une heure et demie du soir

PAR

Joseph FRICAUDET

JUGE SUPPLÉANT A CHALON-SUR-SAÔNE

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS DE DIJON

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*

Suffragants : M. ROUX, *Professeur.*
M. EUGÈNE GAUDEMET, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—

1907

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LA FIDÉJUSSION

dans l'Ancienne Bourgogne

ET

CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

de 1321 à 1332

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de droit de l'Université de Dijon

Le samedi 30 novembre 1907, à une heure et demie du soir

ACAD. LUGDUNAT. BIBL.

PAR

Joseph FRICAUDET

JUGE SUPPLÉANT A CHALON-SUR-SAÔNE

ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE DES AVOCATS DE DIJON

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*

Suffragants : M. ROUX, *Professeur.*
M. EUGÈNE GAUDEMET, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

1907

BIBLIOGRAPHIE

Ancien cartulaire de l'abbaye de Citeaux, Archives départementales de la Côte-d'Or, série H, reg. 188.

Beaumanoir (Philippe de), *Les coustumes de Beauvoisis*, édition Beugnot.

Bégat (Jean), *Instituts au droit coutumier de Bourgogne*. A Dijon, chez Jean Ressayre, M. DC. XCVII.

Bouhier, *Les coustumes du duché de Bourgongne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol.

Breviarium Alaricianum, édition Conrat.

Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, Fontemoing, 1898-1904.

Calisse, *Storia del diritto italiano*, 1891.

Cartulaire de l'abbaye de Cluny.

Cartulaire de Saint-Etienne de Dijon, édition Collette, Dijon, Nourry, 1905.

Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon.

Champeaux (E.), *Compilation Bouhier*.

Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiae fereque totius Galliae commentariis D. Bartholomaei a Chassenaeo ut amplissimis illustratae summaque diligentia et labore recognitae*, Lugduni, apud Antonium Vincentium, 1552, in-folio.

Courtois (J.), *Les origines de l'hypothèque en Bourgogne*, thèse, Dijon, Nourry, 1907.

Davot et Bannelier, *Traités de droit françois à l'usage du duché de Bourgogne et des autres pays qui ressortissent au Parlement de Dijon*. A Dijon, chez la veuve Sirot et Causse, M DCC LVII.

De Salis (Rodolphe), *Monumenta Germaniae historica*, legum s. 1, t. II, pars I, Hanovre, 1892.

Esmein (A.), *Etude sur les contrats dans le très ancien droit français*, Paris, Larose et Forcel, 1883. — *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, Larose et Forcel, 1898.

Fort (Le), *L'otage conventionnel d'après les documents du moyen âge* : *Revue de législation*, 1874, p. 408 et suiv.

Fyot, *Histoire de l'église abbatiale et collégiale de Saint-Etienne de Dijon*, Dijon, Jean Ressayre, 1696.

Gambier (Marcel), *Le cautionnement dans l'ancien droit romain, le droit germanique et le très ancien droit français.*

Garnier (Joseph), *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, Dijon, Rabutot, 1867-1868, 2 vol. in-4°.

Gauthier (Léon), *Les Lombards dans les deux Bourgognes*, Paris, Honoré Champion, 1907.

Giraud, *Coustumes et stiles observez au duché de Bourgogne avant la réformation des dites coutumes : Revue de législation*, 1843, t. II.

Grégoire de Tours, *Historia Francorum*, édition Omont et Guizot.

Guigon (Henry), *La succession des bâtards dans l'ancienne Bourgogne*, thèse, Dijon, Nourry, 1905, p. 100.

Landin (J.-B.), conseiller au Parlement de Dijon en 1607, *Remarques faites sur les titres de la coutume de Bourgogne.*

Loisel, *Institutes coutumières*, Dupuis et Laboulaye, Paris, 1846.

Marnier (A.-J.), *Ancien coutumier de Bourgogne*, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 525 et suiv.

PARDESSUS, *Diplomata, Chartae, Epistolae.*

PERTILE, *Storica del diritto italiano,* t. IV, p. 70 et suiv.

PETIT, de Vausse, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne, avec des documents inédits et des pièces justificatives,* Dijon, Darantière, 9 vol., 1885-1905.

PERTZ, *Monumenta historiae germanica.*

PEYRÉ, *Traduction de la loi Gombette.*

Registres de la municipalité de Dijon (Archives municipales de Dijon).

SCHRŒDER, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte,* Leipzig, 1889.

SCHULTE, *Lehrbuch der deutschen Reichs und Rechtsgeschichte,* traduction M. Fournier, 1882.

SMITH (Valentin), *La loi Gombette, reproduction intégrale de tous les manuscrits connus* (1889-1890), en 14 fascicules.

STOUFF, *Le cartulaire de Saint-Marcel-lez-Chalon,* biblioth. municipale d'Autun, D. 855.

TAISAND, *Coutume générale des pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de M. Taisand,* Dijon, Jean Ressayre, 1698.

INTRODUCTION

Fréquence du contrat de cautionnement dans les législations primitives. — Intérêt de son étude dans l'ancienne Bourgogne. — Plan.

La fréquence du contrat de cautionnement est un trait commun aux législations primitives. M. Dareste, dans ses *Etudes d'histoire du droit,* a démontré l'existence d'un lien de parenté unissant les peuples à l'aube de leur civilisation. Le régime de la propriété collective, la famille solidement organisée, dont tous les membres sont unis par les sentiments d'une étroite solidarité, le formalisme des contrats, le caractère délictueux de la non-exécution d'une obligation, et la vengeance privée laissée par l'Etat à la disposition des individus, sont des phénomènes que l'on rencontre, en effet, dans toutes les législations à leur naissance. Le contrat de cautionnement est un fait non moins général.

La *fidejussio* romaine, l'*adhramitio* germanique, et la *fides facta* franque devaient, par la fréquence de leur application, démontrer une fois de plus la présence de cette affinité entre les peuples que nous signale M. Dareste.

Aujourd'hui, le crédit réel a supplanté le crédit personnel. On ne croit plus guère à l'homme, on croit aux

choses. Les lois hypothécaires qui se sont succédé dans notre droit moderne, la sollicitude dont leur perfectionnement est l'objet ont relégué au second plan l'institution civile du cautionnement.

Mais si, de nos jours, cette institution ne joue plus qu'un rôle restreint — et le but de notre étude est d'indiquer les raisons précises de cette évolution — il n'en fut pas de même en droit romain, en droit germanique et dans notre ancien droit français. Née des mêmes besoins et inspirée par les mêmes sentiments, elle fut appelée à occuper une place considérable dans ces diverses législations.

A Rome, la popularité de la *fidejussio* avait sa source dans la solidarité familiale, et l'absence pendant longtemps de toute sûreté réelle également favorable au débiteur et au créancier. Jusqu'à la fin de la République, époque de l'introduction de l'hypothèque, la *fiducia cum creditore* et le *pignus* présentaient de multiples inconvénients dont le plus grave consistait certainement dans cette véritable aliénation de la chose donnée en garantie, privant le débiteur de sa possession et de ses fruits jusqu'au paiement intégral de la dette.

De son côté, le créancier bien que détenant la chose n'avait sur elle qu'un droit précaire ; la *possessio ad interdicta* et le droit de vendre le gage lui furent longtemps refusés. La *vadis datio*, forme de la garantie personnelle, par laquelle le débiteur engageait sa personne en même temps que ses biens, devait donc être préférée par le créancier. A l'époque classique, c'est-à-dire alors même que l'hypothèque était connue, la fréquence de la *fidejussio* est attestée par de nombreux textes (1). La pratique romaine est réfractaire à l'hypothèque, et malgré

---

(1) L. 7, D. XLVI, 5. — L. 34, § 1er, D. XX, 1.

l'opinion de Sextus Pomponius, formulée dans cette maxime restée célèbre : *Plus cautionis in re quam in persona* (1), l'organisation d'un bon régime hypothécaire est sacrifiée au perfectionnement de l'institution de la fidéjussion. La solidarité animant les membres des mêmes groupes subsiste.

L'ancien droit germanique et notre très ancien droit français offraient également un terrain favorable au développement des sûretés personnelles. La famille était fortement constituée chez les Germains et chez les Francs. Tous ses membres étaient liés entre eux par des devoirs réciproques, et celui qui consistait à garantir l'obligation de son parent, à se porter caution pour lui, était un des plus impérieux. Puis, cette forme de la garantie personnelle avait sur les sûretés réelles de grands avantages. Dans le droit germanique, la seule sûreté réelle longtemps connue fut l'engagement mobilier. L'immeuble était, en effet, inaliénable sous le régime de la propriété collective pratiquée chez les Germains. Combien devait-on dès lors préférer le cautionnement, en vertu duquel la caution était amenée, sous la menace de l'emprisonnement, à exercer une contrainte sur le débiteur pour le forcer à exécuter l'obligation, ou à l'exécuter elle-même lorsque le créancier n'était pas complètement désintéressé par la vente des meubles ? En réalité les fidéjusseurs étaient les seuls garants possibles.

Aux époques franque et féodale, la même cause devait produire les mêmes effets. Jusqu'à l'apparition dans notre ancien droit de l'*obligation générale* de tous biens, et surtout de l'*obligation spéciale*, qui seule conférait au créancier le droit de suite et de préférence sur les immeubles du débiteur, les sûretés réelles furent dans

---

(1) L. 25, D. *De reg. juris.*

un état d'infériorité marquée vis-à-vis du cautionnement.

Cette institution si répandue dans ces vieilles législations, il nous a semblé intéressant de l'étudier dans notre ancienne Bourgogne où elle a joué un rôle des plus importants. Intimement lié à l'obligation dont il fut à l'origine considéré comme une condition essentielle de l'existence, le cautionnement occupa en outre une place importante dans la procédure. Il assura la comparution des parties en justice, et l'exécution des décisions judiciaires, tant que l'Etat ne se fut pas, dans l'œuvre de la réalisation du droit, substitué aux particuliers et n'eut pas mis à leur disposition des moyens de contrainte plus efficaces.

Nous verrons aussi, grâce au cautionnement, les tribunaux étendre de plus en plus leur compétence, au fur et à mesure du développement, en Bourgogne, de la société féodale. De même qu'à Rome, le client avait le devoir de garantir les obligations de son patron, de même dans les rapports féodaux de suzerain à vassal, celui-ci devait se porter plège de celui-là. D'un autre côté, à partir du treizième siècle, le fidéjusseur devient un personnage de plus en plus considérable ; le seigneur justicier intervient dans les contrats de ses vassaux en se portant lui-même garant, et si l'on songe que dans l'organisation judiciaire de la féodalité, le juge était compétent pour connaître des différends relatifs aux actes passés devant lui et dans lesquels il était intervenu, on comprend quel moyen puissant pour étendre leur souveraineté, les ducs de Bourgogne trouvèrent dans la plègerie.

Enfin nous aurons l'occasion, dans cette étude, d'assister à l'introduction du droit romain en Bourgogne. Nous verrons comment les notions de la *fidejussio* romaine ont peu à peu remplacé les vieux principes coutumiers, et nous constaterons que cependant, sur un point très important, et malgré les efforts de certains juristes, le

droit bourguignon conserva jusqu'à la fin de l'ancien régime un caractère propre dont les autres coutumes de France s'étaient depuis longtemps dépouillées. Les bénéfices de division, de discussion et de cession d'action, empruntés par notre Code civil à la législation romaine, furent inconnus dans notre province.

Nous avons divisé notre étude en deux parties :

1° Des origines aux coutumes ;

2° Des coutumes au dernier état du droit.

PREMIÈRE PARTIE

DES ORIGINES AUX COUTUMES

CHAPITRE PREMIER

La fidéjussion dans la législation burgonde

L'ancien droit germanique et les lois barbares. — Le rôle de la promesse formaliste : la convention d'otage.

Le royaume burgonde fut fondé au début du cinquième siècle par les Barbares qui franchirent le Rhin pour s'établir dans les provinces de l'est et du sud-est de la Gaule. Ces hommes de race germanique, en abandonnant la vie nomade pour la vie sédentaire, apportaient avec eux une législation coutumière vraisemblablement analogue à celle des autres peuplades indo-européennes : Francs Saliens, Ripuaires et Wisigoths qui avaient pris part au démembrement de l'empire d'Occident. Il est probable que dans le droit burgonde à l'origine, comme dans l'ancien droit germanique, on ne connaissait que la caution vivante qui se donnait elle-même en gage, et consentait, en cas de violation du contrat, à être réduite en servitude. On coupait les cheveux du fidéjusseur, parfois on le chargeait de chaînes ; dans tous les cas, il prenait place dans la domesticité du créancier de la même façon que l'homme libre devenu esclave (1). Sa respon-

(1) Schraeder, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte*, 1889.

sabilité (*Haftpflicht*) commençait dès que le débiteur principal ne satisfaisait point à la dette ; la caution, comme telle, était prise de corps (1).

A l'époque des invasions, la caution réelle, patrimoniale, devait succéder à cette caution vivante. Nous ne rencontrons plus cette dernière dans le droit burgonde.

Le *Liber constitutionum* (2), premier texte connu de la législation burgonde, renferme des dispositions nombreuses sur la fidéjussion et le gage ; ces contrats accessoires y sont intimement liés l'un à l'autre et on les rencontre presque toujours employés en même temps comme moyens de sûreté. Il est probable qu'à l'origine, le fidéjusseur intervenait principalement à l'occasion des délits. Le chapitre LXXXIII, paragraphe 1^er^, vise, en effet, l'hypothèse d'un vol : « Quiconque aura reconnu sa chose, son esclave ou quoi que ce soit entre les mains de celui qui est détenteur, devra recevoir une caution solvable, ou si cette caution lui est refusée, il aura la faculté de reprendre les choses qu'il aura reconnues. »

Par la suite, on se servit du fidéjusseur pour la garantie d'une dette quelconque.

Les lois burgondes nous présentent deux cautionnements distincts par leur rôle : l'un a pour but de garantir des obligations ordinaires, c'est la caution *de solutione* ou *de paiement ;* l'autre est destinée à assurer la comparution du débiteur en justice, elle garantit des obligations de procédure, c'est la caution *de audientia* ou *de presencia*.

---

(1) Schulte, *Lehrbuch der deutschen Reichs und Rechtsgeschichte* (trad. M. Fournier : *Histoire du droit et des institutions de l'Allemagne*).

(2) On trouvera les indications les plus complètes sur le *Liber constitutionum* dans l'édition des *Leges Burgondionum*, par Rodolphe de Salis (*Monumenta Germaniae historica legum*, S. 1, t. II. pars I, Hanovre, 1892). Les conclusions de cet auteur sont résumées dans Brissaud, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris. Fontemoins, 1898. p. 82.

Le *Liber constitutionum* ne parle guère explicitement que de cette dernière caution qui revêt deux formes différentes : elle est tantôt *garnie*, tantôt *non garnie*.

Le fidéjusseur garni recevait du débiteur des gages suffisants pour garantir le montant de la condamnation. Il semble qu'il ait pu faire lui-même ce garnissement. Le titre XIX, paragraphe 6, indique comment s'établit le contrat de gage :

> Modus vero pignerum hic erit, ut tertiam partem fideiussor amplius tollat, quam summa debiti est, et denunciet coram testibus debitori. Quod si intra tres menses soluto debito pignera sua non receperit, postmodum ea requirendi pontificium non habebit.

La caution s'empare d'objets valant un tiers en plus de la dette. Puis, en présence de témoins, elle fait une dénonciation de sa gagerie au débiteur qu'elle somme en même temps de payer la dette et de retirer les gages dans les trois mois, temps passé lequel il sera forclos. Si le fidéjusseur ne se nantit pas personnellement des gages, il peut, par une triple sommation, mettre le débiteur en demeure de les lui liver (t. XIX, § 5).

> Si quis pro parente aut pro amico vel pro quocumque fideiussor extiterit pro quolibet debito, et is, qui sub fideiussore discesserit, ter admonitus coram testibus vel post admonitionem pigneratus, si convictus fuerit pignera sua fideiussori per vim abstulisse, et necesse fuerit fideiussorem constrictum atque compulsum debitum de suo solvere, in triplum ab illo quem fidedixit impleatur, quidquid fideiussorem in hac causa solvisse constiterit.

Enfin, à défaut de gages, le fidéjusseur peut livrer la personne de son débiteur (t. XIX, § 7).

> Si is, qui fideiussorem dedit, non habuerit unde solvat, ipsum fideiussor ad se absolvendum tradat, et a fideiussore aliud non queratur.

Il est alors déchargé de son obligation. On ne peut manquer, au premier abord, d'être surpris de cette solution. Mais il convient de se souvenir qu'il s'agit, dans cette disposition du droit burgonde, d'une caution de présentation ; le fidéjusseur est tenu sous une certaine somme à présenter une personne en justice. Il gage alors le débiteur pour se garantir lui-même contre le paiement de cette somme, et il se trouve libéré en livrant la personne du débiteur.

Les gages donnés au fidéjusseur par le débiteur doivent lui appartenir en propre ; s'ils étaient la propriété de la femme du débiteur, la caution ne serait pas inquiétée, mais le débiteur devrait restituer ces objets à sa femme et en remettre d'autres à son répondant. (*Extrav.*, t. VIII, 17).

> Quicumque, tam Burgundio quam Romanus, fideiussor accesserit, et pro fideiussione aut pro quolibet debito mariti res uxoris pigneratas fuerint, nullam calumniam fideiussor habeat pro pignere ; ita tamen ut maritus, cui pro debito res uxoris pigneratas sunt, apud fideiussorem suum se absolvat et res uxoris, quae pigneratas sunt, restituat.

Le fidéjusseur est fortement protégé contre la mauvaise foi et les agissements frauduleux du débiteur. Si celui-ci reprend son gage ou néglige d'acquitter le montant des condamnations prononcées contre lui, et met ainsi sa caution dans la nécessité de payer la dette de ses propres deniers, il devra lui restituer le triple de tout ce qu'elle justifiera avoir payé (t. XIX, § 5, 8).

§ 8.

Quod si dissimulaverit implere, quod placitum est, et necesse fuerit, fideiussorem constrictum atque compulsum debitum de suo solvere, in triplum ab illo quem fidedixit impleatur, quidquid fideiussorem in hac causa solvisse constiterit.

Le fidéjusseur est tenu, au moment des poursuites, de faire porter sous sa responsabilité les biens du débiteur au domicile du créancier; jusqu'alors, il n'est pas libéré de son obligation (t. XIX, § 9).

Quicumque fideiussor res debitoris dederit illi, cui fideiussor accessit, usque ad domum ipsius sub sua defensione perducat; si autem non fecerit, non sit a fideiussione penitus absolutus.

Il s'expose, en cas de résistance de sa part, à payer seul le montant de la dette sans pouvoir, par la suite, exercer aucun recours contre le débiteur (t. XIX, § 10).

Quicumque fideiussor noluerit satisfacere debitori, et necesse fuerit fideiussorem suum pignerare, et voluerit fideiussor ille resistere, fideiussionis suae debitum, quantum ab illo reposcitur, de suo satisfaciat.

Mais si ce dernier s'était permis de distraire ou d'enlever ces gages qu'il avait précédemment remis, il en paiera neuf fois la valeur et devra, en outre, acquitter une amende de 12 sous d'or (t. XIX, § 11).

Si vero fideiussorem pigneravit et is, pro quo ille fideiussor accesserat, pigna fideiussoris sui aut sua, si fideiussor dederit, crediderit praesumenda aut

diripienda, in novigildo solvat, quantum abstulisse convincitur, et inferat multae nomine solidos XII.

Quelle était la durée de l'obligation de la caution? Elle ne cessait point par la mort du débiteur, mais seulement par le paiement et l'extinction de la dette. Elle ne passait point aux héritiers du fidéjusseur, à condition, toutefois, qu'ils aient fait certaines démarches auprès du juge du lieu (t. LXXXII, § 2) (1).

Aut si fideiussor mortuus fuerit, heredes mortu iudicem loci interpellent, ut eius ordinatione alium fideiussorem ipsa conditione cogatur accipere, et ab heredibus fideiussoris mortui nihil queratur.

Cette caution est d'origine romaine : elle garantit l'exécution d'une obligation ordinaire. Le paragraphe précité nous fait connaître que si la caution, après une triple sommation faite au débiteur de fournir des gages, a été obligée de payer de ses propres deniers, elle a droit au triple de la dépense qu'elle a pu faire. Et ce qui nous permet de croire qu'il s'agit bien dans cette hypothèse d'une caution de paiement, c'est que le paragraphe 8 du même titre consacre une solution analogue pour le cas où le débiteur est dans l'impossibilité de payer le montant de sa dette (2).

En tous cas, on ne peut expliquer que comme caution de paiement la règle de la loi Gombette qui oblige le créancier à faire trois sommations au débiteur principal avant de faire saisir les gages détenus par le fidéjus-

(1) L'intransmissibilité de l'obligation du fidéjusseur à ses héritiers est un caractère commun aux cautions primitives. M. Pertz (*Leges*, I, 527) cite un capitulaire de Louis II, de l'an 875, duquel il résulte qu'en cas de pluralité de fidéjusseurs, l'un d'eux venant à décéder, ceux qui lui survivront paieront sa part. C'est donc bien que les héritiers de la caution ne sont pas tenus.

(2) Voir *supra*, p. 13.

seur (1). Il y a là, évidemment, une disposition empruntée au droit romain, qui ne saurait se comprendre dans le cas d'une caution *de audientia*, d'origine barbare.

Chez les Barbares, le paiement d'une dette était effectué non en argent, mais en objets mobiliers, c'était une *datio in solutum*. Lorsque le fidéjusseur avait payé la dette, il était libéré du surplus des gages vis-à-vis du débiteur principal trois mois après le paiement (t. XIX, § 6).

> Modus vero pignerum hic erit, ut tertiam partem fideiussor amplius tollat, quam summa debiti est, et denunciet coram testibus debitori. Quod si intra tres menses soluto debito pignera sua non receperit, postmodum ea requirendi pontificium non habebit.

La caution de comparution peut être également non garnie, c'est-à-dire que le fidéjusseur n'a reçu aucun gage du débiteur. Le *Liber constitutionum* ne distingue pas nettement les cas d'application de cette caution et il semble que c'est plutôt à la caution de paiement, que se réfère le paragraphe 5 du titre XIX.

C'est en effet la *Lex romana Burgundionum*, due comme la *Lex barbara* au roi Gondebaud, qui nous fournit les indications les plus complètes sur la caution de paiement. La *Lex romana*, plus connue sous le nom de *Papien*, répondait à un besoin dans le royaume burgonde. Nécessitée par le principe de la personnalité des lois, c'est-à-dire destinée à l'usage des Gallo-Romains à qui les Codes germaniques ne furent jamais imposés, elle avait en outre l'avantage de résumer, en une langue moins abstraite et plus vulgaire, les dispositions des textes trop nombreux et trop difficiles de la législation impériale.

---

(1) Extrav. (21, 8). Voir plus loin, p. 17.

En ce qui concerne la fidéjussion, la *Lex romana* présente certaines différences de détail d'avec la loi barbare.

En premier lieu, la prise de gages ne peut être faite sans la permission du juge, sa *sententia* (t. XIV, § 1er).

> Debitor solutionem differens potest ad satisfactionem pignerum usurpatione conpelli ; quod tamen sine sententia iudicis fieri non licebit, secundum Ermogeniani constitutionem sub titulo : De pignoribus, Diocletiani et Maximiani ad Viventium, Erennium et Antigonum, vel aliam ad Septimum datam.

Le paragraphe 2 du même titre prescrit de plus le remboursement immédiat et sans aucun retard du gage par le créancier, dès que la dette est remboursée. Cette disposition se trouve dans une Constitution de Dioclétien et de Maximien de l'an 294 (1).

En second lieu, en cas de sinistre, naufrage ou incendie, celui à qui le gage a été confié n'est pas tenu d'en payer la valeur, à moins toutefois qu'il ne soit démontré qu'il a sauvé de l'accident sa propre chose, alors qu'il a négligé évidemment de prendre les mêmes précautions pour mettre le gage à l'abri (2).

La *Lex romana* parle de l'hypothèse où des esclaves donnés en gage ont été emmenés par le créancier et occupés par lui à certains travaux. Dans ce cas, si le débiteur a promis de payer des intérêts, les travaux exécutés par les esclaves doivent venir spécialement en compensation des intérêts (t. XIV, § 3).

> Obligatis cautione mancipiis, debitor promisit se usuram prestaturum, et mancipia creditor intra statutum tempus de domo debitoris abduxit, operas

---

(1) *Code de Justinien*, VIII, 13, « De pignoribus », c. 20.
(2) Paul. *Sententiae*, II, 4, 2. — *Lex romana*, t. XIV, § 4.

eorum in usuras specialiter imputandas, sub eodem Ermogeniani titulo, lege ad Nonnusam data.

En ce qui concerne les rapports entre le créancier d'une part, le fidéjusseur et le débiteur principal d'autre part, nous voyons que la loi permet au premier de poursuivre les deux autres indifféremment et sans discussion. Le créancier devra cependant déclarer devant le juge quel est celui des deux qu'il préfère contraindre au paiement (t. XIV, § 7).

Gregoriani constitutionibus libro XII, sub titulo : [De] sponsoribus et fideiussoribus, tenetur insertum : quod, si quis a debitore suo fideiussorem de solutione acceperit, in potestatem habeat creditor aut fideiussorem tenendi aut eum, qui debitor prius exteterat. Quod tamen ante iudicem creditor profiteri debebit, quem eorum ad solutionem mallit tenere.

Enfin, le fidéjusseur qui a payé a un recours contre le débiteur principal. Après trois sommations portées à la connaissance du juge, le débiteur qui ne s'exécute pas sera condamné à la peine du double (t. XIV, § 8). Cette disposition est empruntée à la loi *Aquilia* qui édicte cette peine contre ceux qui nient leur dette.

Si quis fideiussor pro quocumque debitore aut per iudicium addictus aut per chirographum obligatus exteterit et constituta die ea, quae fidedixit exsolverit et postmodum eum, pro quo solvit, tertio cum noticia iudicis admonuerit, ut summam soluti debiti recipiat, et ille semper distulerit, post trinam conventionem dupli redibitione pro inficiante, hoc est negante, iure damnabitur secundum legem Aquiliam, quae negantes debitum dupli satisfactione damnat.

Tels sont les principaux renseignements fournis par le *Papien* sur le gage et la fidéjussion.

Il convient de mentionner, après l'examen des lois burgondes, la *Lex romana Wisigothorum* qui, jusqu'au douzième siècle, resta l'expression incontestée du droit romain en Occident. La disposition la plus intéressante de cette loi est celle qui interdit la prise de gages sans l'autorisation du juge (1).

A côtés des textes rédigés par les Barbares après la fondation de leurs royaumes, il nous semble utile de faire connaître rapidement les renseignements qui nous sont fournis au sixième siècle par Grégoire de Tours (2), qui nous donne dans son ouvrage de nombreux exemples de cautions de comparution et de paiement.

Le fidéjusseur est une personne capable d'exercer une contrainte sur le débiteur pour l'amener à l'exécution de son obligation soit procédurale, soit conventionnelle. Le roi Gontran jure en donnant comme caution la nappe de l'autel, c'est-à-dire en faisant intervenir la divinité, dont la puissance morale est invincible.

> Qui ambienter iurans, pallam altaris fideiussorem dedit, numquam se exinde sine iussione rege egressurum (3).

La caution de comparution est très fréquente, on la voit fournie par un évêque (4), on donne également caution de se présenter devant un synode (5). Le roi Childebert répond au pontife de Verdun, le priant en faveur de

---

(1) *Breviarum alaricianum*, édit. Conrat, 1903, p. 235. B (a), P. 2, 14, 15. — « Si quis pignora debitoris citra auctoritatem iudicantis abduxerit, violentiae crimen admittit. »

(2) Grégoire de Tours, *Historia Francorum*.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 159, édit. Omont.

(4) *Ibid.*, t. II, p. 100.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 54, 56.

Gontran qui a gravement outragé la reine Brunehaut, et qui s'est réfugié à l'intérieur de la cathédrale, lieu d'asile :

> Veniat coram nobis ; et datis fidejussoribus in praesentia patrui mei, quicquid illius judicium decreverit, exsequamur (1).

« Qu'il vienne et après avoir donné des fidéjusseurs, il se présente devant notre oncle, dont nous exécuterons la décision. »

Nous trouvons dans Grégoire de Tours mention de l'*otage*. Tandis que le fidéjusseur engage sa foi et ne donne pas sa personne, l'otage est au contraire livré comme gage de l'exécution des traités, il en répond corporellement. Théodoric et Childebert s'étaient promis solennellement de ne pas guerroyer l'un contre l'autre, ils s'étaient donnés mutuellement des otages pour confirmer cet accord. A la suite de nouvelles discordes entre les deux rois, les otages furent réduits en esclavage. Attale, neveu de Grégoire de Tours, se trouvait dans le nombre, il fut employé à garder les chevaux pour le compte d'un barbare habitant le territoire de Trèves (1).

Nous retrouverons cette institution très curieuse de l'otage, dans les chartes, à partir du onzième siècle.

---

(1) Grégoire de Tours, édit. Guizot, t. II, p. 11.

(1) « Theodoricus vero et Childebertus foedus inierunt, et dato sibi sacramento, ut nullus contra alium moveritur, obsides ad invicem acceperunt, quo facilius firmarentur, quae fuerant dicta. Multi tunc senatorum filii in hac obsidione dati sunt, sed orto iterum inter reges scandalum, ad servicium publicum sunt addicti, et quicumque eos ad custodiendum accepit. Multi tamen ex eis per fugam lapsi, in patriam redierunt, nonnulli in servicium sunt retenti. Inter quos Attalus, nepus beati Gregorii Lingonenci episcopi, ad publicum servicium mancipatus est custusque aequorum distinatus. Erat enim intra Treverici terreturio cuidam barbaro serviens. » Grégoire de Tours, *op. cit.*, édit. Omont, p. 87.

CHAPITRE II

La fidéjussion dans les documents de la pratique, jusqu'à la fin du douzième siècle.

Les fidéjusseurs proprement dits sont peu nombreux jusqu'au douzième siècle, grâce au rôle particulier des témoins. — L'institution de l'otage conventionnel se développe et se modifie. — Les fidéjusseurs ordinaires sont des personnages de plus en plus puissants. — L'otage forcé est prohibé à la fin du douzième siècle.

L'examen des textes bourguignons antérieurs au début du douzième siècle ne nous révèle presque aucune trace des fidéjusseurs. On ne peut manquer d'être surpris, au premier abord, de cette constatation, après avoir vu combien les lois barbares s'occupaient de la fidéjussion et du gage.

Une charte de 993 du *Cartulaire du prieuré de Saint-Marcel-lez-Chalon* (1) parle bien de *wadiatores*, mais il s'agirait, en l'espèce, non pas de cautions proprement dites, mais d'exécuteurs testamentaires chargés de faire au prieuré la tradition d'un immeuble, objet d'une donation.

(1) *Le cartulaire de Saint-Marcel-lez-Chalon*, par M. L. Stouff, p. 13.

Le *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon* (1) fournit en outre plusieurs textes où il est question des fidéjusseurs pendant le onzième siècle. En 1074 (2), Jocerannus vend à Stephanus de Pasiaco une terre de Saint-Vincent ; dans l'acte passé, Artaldus de Buxeria est *fidejussor de sacramento tenendo*. Le nom des fidéjusseurs est prononcé dans plusieurs autres chartes (3). On le trouve aussi dans dans la charte d'immunité à Dijon (4) de 889. Il est dit dans ce document que les officiers du roi ne pourront enlever les fidéjusseurs habitant la ville de Dijon (*fidejussores tollendos*).

Il ne s'agit pas là d'un fidéjusseur conventionnel, mais d'une institution reposant sur la solidarité de village et d'après laquelle, lorsqu'une personne était tenue d'une dette, le créancier pouvait prendre un homme du village qu'il conservait jusqu'à complet acquittement de la dette. La charte d'immunité de Dijon accorde aux habitants de cette ville le privilège de ne pouvoir être pris par les officiers royaux.

Ces exceptions mises à part, quelle est la raison du mutisme des textes à cette époque (5) ? Peut-être pourrait-on voir dans cette solidarité de village dont nous venons de parler, un premier motif de l'absence des fidéjusseurs. On peut penser que par le fait de cette solidarité unissant étroitement les membres d'une même famille ou d'un même village, les engagements pris par certains membres de ces groupements étaient naturellement garantis par les autres.

---

(1) *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*, connu sous le nom de *Livre enchaîné*, publié par Ragut, Mâcon, imp. Protat, 1864.

(2) *Op. cit.*, p. 362, ch. 573.

(3) *Op. cit* , ch. 529, 533.

(4) Fyot, *Eglise Saint-Etienne*, preuves, n° 31.

(5) Dans les chartes de l'abbaye de Saint-Etienne du huitième au onzième siècle, publiées par M. Courtois (Dijon, Nourry, 1907), nous ne trouvons aucune mention des fidéjusseurs.

Mais la véritable raison du silence des chartes à l'égard des fidéjusseurs réside, à n'en pas douter, dans ce fait que les témoins jouent dans les actes un rôle particulier. Ce ne sont pas seulement les *testes* ordinaires, les témoins instrumentaires, ce sont des *garants*, des *laudatores*. Pendant tout le cours des dixième, onzième et même douzième siècles, nous voyons les *testes* garantir l'exécution d'un engagement (1). Dans une charte de 1101, on parle même de personnes qui sont en même temps juges et témoins : « Fuerunt hujus rei *judices* et *testes :* Milo, Barrensis comes, Rainerius, dapifer ; Walterius connestabularius, Odo de Buxo ; Hugo cavalcata (2). »

Dès lors, en présence de cette coutume qu'on a dans les actes de faire garantir les obligations par les témoins eux-mêmes, on comprend facilement l'absence dans les cartulaires de la mention des fidéjusseurs dont le besoin ne se faisait pas sentir.

Les fidéjusseurs *de solutione* étaient donc presque toujours remplacés par les témoins ; quant aux cautions de comparution, leur rôle a bien diminué aux onzième et douzième siècles. Depuis l'époque carolingienne, en effet, la *manumissio*, forme grossière de l'invitation à comparaître en justice, a été remplacée par la *bannitio*, citation portée à la connaissance de l'intéressé par un délégué du seigneur. A la volonté et à la puissance de l'individu se sont substituées la force et l'autorité du souverain.

La caution de paiement est donc la seule dont l'application pratique fut fréquente, les fidéjusseurs ordinaires étant remplacés par les témoins. Cette habitude de garantir l'exécution d'une obligation, d'un engagement passé en sa présence ne pouvait soulever aucune difficulté et ne présentait aucun inconvénient, lorsque le

---

(1) Petit de Vausse, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. II, p. 667.
(2) Petit, *op. cit.*, t. I, n° 104.

fidéjusseur était un personnage puissant, par rapport au débiteur, et qu'il pouvait forcer ce dernier à exécuter son obligation. Mais si le débiteur est plus fort que le témoin, s'il dispose de nombreux hommes d'armes, comment le garant arrivera-t-il à le contraindre? Il était donc nécessaire que le créancier ait une garantie plus sérieuse que le témoin ; on la trouva dans l'*otage* (en latin, *ostagium;* en allemand, *Einlager* ou *Geiselschafft*).

L'otage est rencontré pour la première fois, à notre connaissance, dans certaines chartes extraites des titres de l'abbaye de Cluny. Le 12 avril 1096, le chevalier Achard de Montmerlé, sur le point de partir pour la croisade, engage au monastère de Cluny divers biens. Il promet, ainsi que deux cautions, de se rendre dans le château de Rottier et d'y demeurer jusqu'à complète satisfaction du monastère : « Ego et fidejussores mei *intra castrum Roherterium nos in custodiam tradimus,* et non exeamus inde donec totum emendatum sit et ad sententiam seniorum cluniacensium bene pacificatum (1). »

Le *Cartulaire de l'abbaye de Cluny* nous fournit un autre exemple très intéressant de la convention d'otage. A l'occasion de la donation du village de Gevrey, faite par Eudes, duc de Bourgogne, aux moines de Cluny, le duc fait de ce village une *werpitio* que ses deux fils, Hugues et Henri, jurent de respecter. Si la *werpitio* est brisée dans les quarante jours de la sommation faite par l'abbé de Cluny, l'amende devra être payée pour le dédit, sinon l'aîné des fils, ou le plus jeune, *si ducatum tenuerit,* se rendra comme otage au castrum de Dijon, dont il ne pourra franchir la clôture, avant d'avoir été jugé par un des seigneurs désignés à l'avance comme juges. Puis, il devra rester jusqu'au paiement de l'amende.

(1) Guigue, *Documents inédits pour servir à l'histoire des Dombes*, t. I, n° 28. Cité par Le Fort, *L'otage conventionnel d'après les documents du moyen âge* (*Revue de législ.*, 1874, p. 408).

Deinde super hoc reddidit Hugonem, filium suum, cui Ducatum relinquebat, ipsumque super sacrum altare fecit jurare, ut unquam, pater videlicet ex sua parte, idemque filius scilicet qui jusjurandum fecit, omni vita sua hanc werpitionem et hanc pacem firmiter fideliterque per se ac per suos sic servarent. Similiter juravit et junior frater Heinricus ut hanc pacem ac diffinitionem quam pater suus promiserat, fraterque juraverat, ipse si quando hereditas sibi perveniret, firmam et inconcussam custodiret. Quod si quis eorum, Dux videlicet, sive isti infantes, aut eorum clientela, sive quilibet per preceptum ipsorum pacem hanc et werpitionem sicut diffinita et jurata est fregerit, infra quadraginta dies postquam ab abbate Cluniacensi sive priore vel camerario, aut obedienciario de Gibriaco, sive a proprio quilibet horum nuncio commonitus fuerit et vocatus, si infra illos quadraginta dies forfactum juxta ipsius valentiam ad emendatum non habuerit, ille infans prior natu, aut junior si Ducatum tenuerit, se ipsum in prehensionem apud Divionem castrum conducat, nec inde sicut per burgum et villam clausum est exeat, nisi quantum ab aliquo predictorum seniorum judicatus fuerit. Postque juditias se ipsum ibidem captum teneat, donec forfactum illud juxta quod valebat habeat restauratum sive ad monitum abbatis seu prioris, aut camerarii, aut obedienciarii Gibriacensis fuerit emendatum (1).

On voit combien rigoureuses étaient les obligations de l'otage.

En 1113, dans la donation faite à Molesme des biens

---

(1) 1101. Arch. de la Côte-d'Or, titres de l'abbaye de Cluny, carton 184, orig. — Petit, t. I, n° 108.

possédés à Poilly par Milon de Montbard, plusieurs fidéjusseurs interviennent entre le donateur et l'église donataire. Ils sont chargés d'obtenir l'exécution de la libéralité, l'envoi en possession des biens. Ce ne sont plus des témoins qui garantissent, mais des fidéjusseurs spéciaux, des *otages*.

> Ego Rainardus et uxor mea [Aanoldis], hoc donum quod frâter meus Milo Deo et ecclesie Molismensi dedit pro remedio animarum nostrarum ex nostra parte gratulanter laudamus, et jure perpetuo ab ecclesia possidendum legitima concessione firmamus, et infantes nostros, cum ad intelligibilem aetatem pervenerint, laudare faciemus, et hoc per manum comitis Milonis de Barro, domini nostri, facere pollicemur, qui in fide hoc nos veraciter agere promisimus, per manum etiamque Tecelini, qui dicitur Sorus, et Milonis de Nucerio, et etiam hominum et casatorum nostrorum, quos omnes et fideijussores inter nos et predictam ecclesiam constituimus, quatenus si quilibet nostrum ab hac pactione declinare voluerit, ipsi munimine permittant ; quod si alterum nostrum infra hunc terminum mori contigerit, ipsi infantes nostros predictum domum concedere facient, et bona que concessimus ceclesiam amittere non permittant (1).

Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas très fréquents dans les textes de cette époque (2), les témoins y conservent encore souvent leur rôle de garants, parfois même certains parmi les témoins sont choisis comme fidéjus-

---

(1) 1113, Arch. de la Côte-d'Or, *Cart. de Molesme*, t. I, p. 116. — Petit, t. I, n° 234.

(2) La première mention du mot *fidejussor* dans les chartes de Saint-Etienne de Dijon se trouve dans les environs de 1161. *Cartul. de Saint-Etienne de Dijon*, édit. Valat, n° 12.

seurs, et chargés d'assurer l'exécution de l'obligation. Dans un document de 1133, deux témoins sont particulièrement chargés de cette mission.

> ... *Hujus rei testes sunt multi. Sed isti duo precipue scilicet : Galterius Malvasleth et Guido de Chalanciaco* (1).

A une date qui nous est inconnue, mais qui se place vraisemblablement vers 1154, Gui de Vergy donne quatre chevaliers comme garants de sa parole. On y joint quatre témoins. Les premiers sont des fidéjusseurs responsables avec le duc de son manque de foi (2).

Dans une charte de la même année, Henri de Bourgogne atteste que Roger de Semur a donné à l'abbaye de Fontenay ce que Richard de Carabois tenait de lui à Fresnes, près Montbard : « Actum est per manum Andree Montisbarri domini quem Rogerus fidejussorem dedit ecclesie, ut hoc donum firmiter seruaret (3). » En 1167, nous voyons que ce sont ceux qui font la tradition des immeubles donnés qui promettent « de his garantiam se portaturos (4) ».

> De his omnibus investivit Arnaldum cellerarium Cistercii apud Divionem, in curia Sancti Stephani, presentibus his qui subscripti sunt: Arveio, abbate sancti Stephani; Bosone, canonico ejus ; Arnaldo, cellerario Cistercii ; Euvrardo converso ; Henrico de Chaneves, Willelmo de Urjol, per cujus manum hoc

---

(1) E. Petit, *op. cit.*, t. II, p. 255. — 1133, orig., titres de la commanderie de Bure, Arch. de la Côte-d'Or, carton 1156.

(2) E. Petit., *op. cit.*, t. II, n° 343. — « Verum ne res gesta casu aliquo veniret ad irritum, fidei vinclo me ipsum et quatuor milites meos obligavi quatinus si quando quod absit aliter agerem, fides irrita nobis fieret ad roborem. Porro nomina militium sunt hii, etc » Orig., Arch. de la Côte-d'Or, titres de Saint-Bénigne, carton 72.

(3) Petit, *op. cit.*, t. II, n° 352 — Orig., Arch. de la Côte-d'Or, série H. L. 575, fonds Fontenay.

> factum est et Humberto, fratre ejus ; Petro proposito de Nui et Bernardo, filio ejus, et Johanno genero ejus ; Humberto Arnaldo, Hugone Fabro, et Odone filio ejus. Et sciendum quod predictus Odo et Willelmus de Urjol spoponderunt coram predictis testibus de his garantiam se portaturos ubicumque necessitas exegerit, et maxime erga matrem suam, et maritum ejus, et fratres suos et sorores, eo quod ea que ad territorium gelliacense pertinent dedit ipsi Odoni pater ejus specialiter (1).

A partir de 1171, les fidéjusseurs deviennent des personnages de plus en plus importants (2). Eudes de Marigny fait une donation aux religieux de Cîteaux et donne comme garants « dominum Haimonem Rufum et Willelmum de Orgeolo (3)... » Hugues III, duc de Bourgogne, s'établit lui-même fidéjusseur.

> ...De hoc me [Hugo] Escotus responsorem monachis dedit, et quid patrem suum et matrem, fratres et sonores hoc laudare faceret promisit (4).

Les documents où l'on voit intervenir le seigneur comme garant sont nombreux : en 1172, Hugues de Bourgogne prend dans une charte l'engagement de garantir encore une donation : « ...Meque responsalem in manu fratrum Cisterciensium misit (5)... »

La présence dans les textes pratiques du seigneur jus-

---

(1) E. Petit., *op. cit* , t. II, n° 461. — Charte de 1167, extraite du *Cartulaire de Cîteaux*, t. I, fol. 93, 94 (Arch. de la Côte-d'Or).

(2) En 1158, nous voyons déjà un *responsor* qui est le vicomte. (*Chartes de Saint-Etienne de Dijon*, édit. Valat, n° 8, Nourry, Dijon, 1907.)

(3) Petit, *op cit.*, t. II, n° 527, charte de 1171. — Orig., Arch. de la Côte-d'Or. — *Cartul. de Cîteaux*, t. I, fol. 60 et 61.

(4) Petit, *op. cit.*, t. II, n° 541, charte de 1172. — Orig., Arch. de la Côte-d'Or, fonds Fontenay, H. 581.

(5) Arch. de la Côte-d'Or. — *Cartul de Cîteaux*, t. I, fol. 34

ticier et souvent du duc de Bourgogne lui-même nous permet de penser que la notion de la fidéjussion s'est considérablement élargie. En se portant caution dans un acte passé devant lui, le duc devient par ce seul fait compétent pour statuer sur les différends des parties, en raison de cette règle féodale que les contrats passés devant une Cour entraînent la compétence du seigneur.

Dans les chartes bourguignonnes de la fin du douzième siècle, nous voyons réapparaître l'*otage*. La convention d'otage est alors très usitée si l'on en juge par sa fréquence dans les textes. Hugues, duc de Bourgogne, choisi comme arbitre dans le différend entre Obert de Brion et les religieux de Quincy, déclare qu'Obert renonce à toutes ses prétentions, donne sa foi qu'il tiendra son obligation et s'engage, si plus tard un procès survient, à se rendre où les religieux l'appelleront, à condition qu'ils lui paient sa nourriture, ainsi que celle de ses deux compagnons (1). Dans une autre charte de la même année, Hugues se porte lui-même garant et comme otage : « Me autem *fidejussorem* et *obsidem* pactionis, etc. (2). » Les expressions *responsores pacis, testes* sont très employées (3). Il s'agit des *otages*, des cautions qui s'obligent à résider dans un certain lieu et à ne pas le quitter jusqu'au paiement intégral de la dette.

Ces otages contre lesquels, à l'origine, des mesures très rigoureuses étaient prises, qui étaient jetés en prison et considérés comme des esclaves, virent leur sort s'amé-

---

(1) E. Petit., *op. cit.*, t. II, n° 561. « Hoc fiduciavit idem Obertus in manu mea se fideliter tenere, et terram de qua calumpnia habebatur erga omnes garantire, si calumpnia inde emerserit, et pro garantia se iturum quocumque eum Quinciacenses vocaverint. Ita tamen quod Quintiacenses ipsi Oberto cum duobus tantum sociis pro garantia euntibus victum procurabunt... » 1174, Orig., Arch. de l'Aube, fonds Quincy, H. 1.

(2) Petit, t. II, p. 569.

(3) Petit, t. II, p. 592, 594, 401 ; t. III, p. 954. — *Chartes de Saint-Etienne de Dijon*, de 1155 à 1200 (édit. Valat, n° 43).

liorer à la fin du douzième siècle. La prison fut remplacée par la nécessité seulement de demeurer dans un lieu déterminé : on peut dire que la situation de l'otage, à ce point de vue, ressemblait à celle faite de nos jours à l'officier puni des arrêts et consigné dans son appartement. L'otage doit demeurer dans une ville fixée à l'avance : *Divioni obsides stabunt,* dit un document de 1172 (1) ; quelquefois dans un lieu dont le choix est laissé au créancier, comme dans la charte de 1174 : *quocumque eum Quinciacenses vocaverint.*

En résumé, l'étude des chartes bourguignonnes jusqu'au treizième siècle nous apprend que la fidéjussion se présentait sous deux formes différentes.

Les *responsores, fidejussores, obsides, defensores, plegios,* etc., sont considérés surtout comme devant exercer une contrainte sur le débiteur pour l'amener à l'exécution de son obligation. Ces fidéjusseurs, qui se confondent longtemps avec les témoins, s'en distinguent un peu au début et très nettement à la fin du douzième siècle. Nous avons vu aussi que les fidéjusseurs devenaient des personnages de plus en plus puissants et que particulièrement dans le *Cartulaire de Cîteaux,* le duc de Bourgogne lui-même figure fréquemment comme garant.

A côté de cette forme de la caution, on rencontre celle exprimée par l'otage. Cet otage volontaire, qui consent à se rendre chez le créancier et à y demeurer jusqu'à complète satisfaction de ce dernier, exerce une contrainte morale sur le débiteur. Nous l'avons déjà rencontré dans Grégoire de Tours. Mais au douzième siècle sa situation a changé, il n'est plus réduit en servitude mais seulement obligé à résider pendant un certain temps dans un lieu déterminé. Un texte de 1197 (2) nous montre des otages

(1) Fyot, *Eglise Saint-Etienne,* preuves, p. 114, n° 181.
(2) Petit, *op. cit.*, t. III, n° 964. — *Cartul. de Citeaux*, t. III, n° 168.

qui promettent, s'ils ne réussissent pas à contraindre le débiteur, de se soumettre à l'excommunication.

L'otage devait se nourrir à ses frais. Il en était ainsi en Italie où la convention d'otage était extrêmement répandue (1). Il devait en être de même en Bourgogne, puisque la charte de 1174, citée plus haut, stipule qu'Obert et ses compagnons seront nourris par les religieux ; c'était une dérogation au droit commun.

Le caractère de gage vivant, visible dans l'otage conventionnel, l'était bien plus encore dans l'otage forcé, que l'on enlevait et emprisonnait pour assurer l'exécution d'une convention à laquelle il n'était pas partie. La charte d'immunité octroyée à la ville de Dijon, en 889, interdisant aux officiers royaux d'enlever les fidéjusseurs du territoire de l'immunité, fut très bien accueillie. L'otage forcé était très mal vu par l'opinion publique et, au douzième siècle, à cette époque où les expéditions lointaines nécessitées par les croisades avaient fait découvrir l'Orient, étendu le commerce et provoqué une renaissance qui semble être l'avant-garde de la grande Renaissance, on ne pouvait conserver cette institution trop brutale.

Aussi, les communes jurées, personnes morales indépendantes, prohibent l'otage forcé. La charte de Soissons, de 1116, s'exprime ainsi :

> Si guerra inter Ducem et alium orta fuerit, Dux vel alius, licet in communia homines habeant, nichil de rebus hominum communie pro illa guerra capere poterit.

Cette charte fut adoptée, en 1183, par la commune de Dijon et la nouvelle rédaction de 1187 crut nécessaire d'insister davantage. Il s'agit des obligations des hommes

---

(1) A. Pertile, *Storica del diritto italiano*, t. IV, p. 70 et suiv.

de la commune ; le créancier ne pourra s'emparer d'aucun de ces hommes, sauf du débiteur et du fidéjusseur :

§ 9.

Pro illa vero pecunia quam crediderunt postquam hanc communiam juraverint nullum hominem capient, nisi sit debitor vel fidejussor.

Il y a dans ces mesures un effort remarquable vers l'individualisation de l'obligation. Ainsi finit le douzième siècle.

DEUXIÈME PARTIE

DU TREIZIÈME SIÈCLE A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

Du commencement du treizième siècle au milieu du quinzième.

SECTION PREMIÈRE

LE TREIZIÈME SIÈCLE

Le fidéjusseur est ordinairement le duc. Il est garanti par l'obligation de tous biens. — L'institution de l'otage tend à diminuer en droit privé pour se développer dans le droit des gens. — Cas principaux d'application de la fidéjussion. — La situation du créancier, du plège et du débiteur principal.

En étudiant la fidéjussion au treizième siècle, nous ne sommes plus obligé de nous en tenir aux seuls renseignements contenus dans les cartulaires. Nous possédons, en en effet, les coutumiers de Bourgogne.

L'examen de ces différents documents nous apprend que le fidéjusseur, considéré comme exerçant une contrainte sur le débiteur pour le forcer à exécuter son obligation, disparaît de plus en plus. La caution tend à se faire donner des garanties ; l'obligation de tous biens remplacera la caution personnelle, le gage vivant. Cette évolution se fait en grande partie avec l'adjuvant du droit romain qui se montre, au treizième siècle, l'implacable adversaire des doctrines féodales. Cette influence se

manifeste dans certains délais dilatoires accordés à la caution, et dans le *mandatum pecuniae credendae* dont il nous semble que l'on voit des traces dans l'important *Coutumier Marnier*.

L'habitude de choisir comme fidéjusseur le seigneur justicier se continue ; souvent même, le seigneur rédacteur de l'acte se porte garant. En 1203, Hugues, doyen d'Autun et de Vergy, accepte de se porter garant des conventions intervenues entre Saint-Etienne et différentes personnes, relativement à la dîme de Mirebeau (1). Le *Cartulaire de Cluny* nous fournit de nombreux exemples d'engagements du seigneur. En 1214, Guillaume, comte de Mâcon et de Vienne, s'exprime ainsi dans un acte : *...de praedictis servandis me fidejussorem perpetuo obligavi* (2). Jean, comte de Chalon, donne plusieurs fidéjusseurs à Cluny ; chacun s'engage, pour une fraction de la somme, à tenir otage (3).

Cet usage se répand de plus en plus, et souvent le duc ne se porte pas expressément fidéjusseur, il se contente de donner sa garantie. Eudes, duc de Bourgogne, confirme à l'abbaye de Longuay les donations faites par ses prédécesseurs et les seigneurs de Duesme sur la terre d'Aignay : *De cetero grangiam suam ad custodia et protectore mea suscepi specialiter contra omnes, sicut res meas proprias defendendam* (4). Désormais cette garantie se sous-entend et il est presque décidé que lorsqu'un acte se passe devant un justicier, c'est lui qui est obligé comme fidéjusseur. C'est là un point très important, car le seigneur, ou en général le duc, aura toutes les garanties données à l'ancien fidéjusseur. L'usage continue de lui fournir des

---

(1) *Cartul. de Saint-Etienne de Dijon*, édit. Collette, Nourry, 1905, n° 8.
(2) *Cartul. de Cluny*, t. VI, n° 4478.
(3) *Ibid.*, t. VI, n° 4525.
(4) Petit, t. III, n° 1039, anno 1201.

gages, et le mécanisme de la garantie du duc nous est complètement expliqué par un document de 1209 : Mathilde, comtesse d'Auvergne et dame de Liernais, atteste que Barthélemi et Guillaume, fils d'Anseric de Liernais, ont donné au prieuré de Bar-le-Régulier ce qu'ils avaient sur le territoire de Savilly : *Et ut ista donatio firmior haberetur, me fidejussorem domui posuerunt. Ipsi vero quicquid possidebant, ne donatio perturbaretur, in manu nostra obligaverunt, et ad instantiam utriusque partis, presentem paginam munimine sigilli mei corroborare decrevimus* (1).

En 1221, Hugues, seigneur de Couches, atteste qu'il a livré et obligé à Simon, vierg d'Autun, pour cent livres dijonnaises, ses terres d'Epiry et de Lause qui relèvent de la duchesse de Bourgogne et, pour garantir sa plègerie, il place la duchesse comme fidéjusseur : *Et de ista gageria in pace tenenda obligavi dictam A. ducissam Burgundie, fidejuxorem in manu dicti Symonis et de ista fidejuxione teneor super me et super quicquid possideo, dictam ducissam indempnem penitus observare que istam gageriam laudavit et concessit* (2).

Il s'oblige donc, lui et tous ses biens, pour garantir la duchesse fidéjusseur contre toutes les conséquences de la fidéjussion.

Seguin, doyen de Mâcon, fait savoir qu'il a vendu à l'abbaye de Cluny certains biens. Il place Josserand de Brancion comme fidéjusseur et le garantit de tous ses biens : *Et de hoc attendendo nobilem virum Joccerannum dominum Brancedoni, super omnibus bonis nostris in manu ejusdem Cluniacensis ecclesie dedimus plegium et fidejussorem* (3).

---

(1) Petit, t. III, n° 1214. — Orig., Arch. de la Côte-d'Or, fonds du prieuré de Bar-le-Régulier, carton 721.

(2) Petit, t. IV, n° 1659.

(3) *Cartul. de Cluny*, t. VI, n° 4653.

Il faut voir, à notre avis, dans cette habitude de fournir des gages au fidéjusseur, la source de l'*obligation générale de tous biens* reliée très étroitement à la fidéjussion et que nous rencontrerons plus tard.

Le duc se porte plège de l'acte, il donne sa garantie et le débiteur s'est obligé dans sa main : *in manu*... Nous avons vu que dans les lois burgondes le fidéjusseur se faisait remettre des gages qu'il livrait ensuite au créancier en cas de la non-exécution de l'obligation. Au treizième siècle, la même idée subsiste, elle explique l'obligation de tous les biens. Un document intéressant nous est fourni par une charte du *Cartulaire de Saint-Etienne de Dijon*, de l'année 1229. Il s'agit de l'amodiation des moulins de Genlis, faite par Pierre Barbote, abbé, et le couvent de Saint-Etienne à Hugues de Genlis. Hugues s'oblige à observer les conventions intervenues et il donne des fidéjusseurs qu'il oblige chacun pour moitié et engage en même temps lui-même et ses biens : *Et super hoc unusquisque eorum de medietate et se et sua tanquam plegius et debitor in manu dicti abbatis obligavit* (1).

En droit romain, le *praedes* ne s'engage-t-il pas lui-même pour la garantie de sa propre dette ? Ici, il apparaît très nettement que, en dehors de son engagement comme débiteur, Hugues garantit également comme plège, puisqu'il oblige tous ses biens.

Cet usage extrêmement fréquent au treizième siècle du fidéjusseur justicier nous explique la diminution de plus en plus croissante des fidéjusseurs particuliers. Le duc, en raison de sa force, de sa richesse et de sa souveraineté, n'offre-t-il pas plus que tout autre les garanties exigées d'une caution ?

A notre époque, l'otage, cette forme personnelle de

---

(1) *Cartul de Saint-Etienne de Dijon*, édit. Collette, n° 79.

l'engagement n'a pas encore disparu. On le retrouve d'ailleurs bien plus tard en Italie et en Allemagne où, au quinzième siècle, d'après M. Le Fort (1), il devient une clause de style dans les actes. Mais, en Bourgogne, cette institution trouve, surtout au treizième siècle, son application la plus fréquente en cas de convention internationale entre souverains. A la suite d'un traité de paix, passé entre Othon, duc de Méranie, et le comte de Bourgogne Etienne II, le duc de Méranie donne pour garants de ces conventions et de sa parole le duc Eudes III, l'évêque de Langres, Guillaume de Joinville et l'archevêque de Besançon, s'exposant aux foudres de l'excommunication s'il ne tient pas ses serments (2). Pendant les trêves, des otages sont fournis (3), quelquefois ce sont des enfants (4). En cas de rupture de l'accord, les otages sont faits prisonniers et ils sont libérés à la fin des hostilités (5). Itier de Toucy se porte caution de la fidélité de son cousin Archambaud VI, sire de Bourbon, à l'égard du roi Philippe-Auguste (6).

On voit donc déjà se manifester à cette époque la tendance de faire de l'otage une institution du droit des gens.

L'otage destiné à assurer l'exécution d'une convention entre particuliers n'a cependant pas complètement disparu dans les actes. En 1224, Hugues de Corvée, chevalier, s'engage à rendre à l'abbaye de Saint-Etienne de Dijon les lettres remises au templier Aymar pour la

---

(1) Le Fort, *op. cit.*, p. 488.

(2) Petit, t. III, anno 1211, n° 1252. — Charte extraite des *Documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté*, publiés par l'Académie de Besançon, t. III, p. 498-501.

(3) Petit, t. IV, n° 1786, anno 1224 ; n° 2181, anno 1225.

(4) Petit, t. IV, n° 1970, anno 1230.

(5) Petit, t. IV, n° 1867, anno 1227.

(6) Petit, t. III, n° 1356, mars 1215, charte extraite de l'ouvrage de M. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 1640, p. 369.

duchesse de Bourgogne. La garantie de sa promesse est une somme de 400 livres; il promet en outre quatre bourgeois de Dijon comme otages :

> ... Fide sua in manu abbati data promiserent se tenere ostagium infra abbatiam sancti Stephani divionensis ad requisicionem ipsius abbatis ita quod muros... ecclesie sancti Stephani non possunt exire nisi de mandato ipsius abbatis quousque ducentas libras abbati sepedicto reddiderunt (1).

Alix, duchesse de Bourgogne, emprunte 11,720 livres à des marchands de Sienne pour les employer aux affaires du duché. Elle promet de les rendre aux foires prochaines de Bar et de Provins, et dans le cas où elle n'y satisferait pas, Mile, seigneur de Noyers, s'établit caution et promet de se rendre en otage à Troyes pour cette somme. Il ne sortira de prison qu'avec le consentement des créanciers, où à défaut par lui de tenir cet engagement, il se soumettra, ainsi que sa femme et toute sa famille, à l'excommunication de l'évêque de Langres (2).

En dehors de ces cas généraux d'application, la fidéjussion ordinaire intervient en matière de dette. Les parents se portent garants pour leurs enfants mineurs qui n'ont pas l' *aetatem laudandi* (3). Dans la disposition testamentaire d'une femme, le fidéjusseur qui se soumet à l'excommunication est le mari (4). Le cautionnement se contracte par un engagement sous la foi, la *fides*. Le fidéjusseur s'oblige vis-à-vis du créancier *in manu* : *constituimus nos fidejussorem et plegium in manu*

---

(1) *Cartul. de Saint-Etienne*, édit. Collette, n° 64.

(2) Petit, t. IV, n° 1715, avril 1222. — Orig., Arch. de la Côte-d'Or, Chambre des comptes (titre déchiré et maculé). — Copie dans le *Cartul. de la duchesse Alix*, fol. 115-117, t. I.

(3) Petit, t. III, n° 1056, anno 1202 ; IV, n° 1945, anno 1229.

(4) Petit, t. IV, n° 2549, anno 1246.

dicti abbatis (1). L'engagement spécial du fidéjusseur est également rencontré fréquemment dans les actes. En 1222, Godefroi de Bouilli se rend caution de la comtesse de Nevers par-devant le roi Philippe-Auguste (2) ; Guillaume de Pesmes, en 1250, se rend caution d'un engagement pris par Poinçart de Duesme, son oncle (3) ; la même année Hugues d'Antigny, seigneur de Pagny, et Guillaume, seigneur de Pesmes, déclarent que Pierre de Chantenay, chevalier, a fait un semblable cautionnement (4).

La *fides* se contractait soit au moment de la convention, soit après. L'usage de contracter la fidéjussion par dation de foi, par *fiance*, était si fréquent que le mot *fis* était synonyme de garant. Etre *fis* de quelque chose équivalait à en être garanti : *On est fis par un bon plège*, disait le *Coutumier Marnier* (5).

Régulièrement, en se fiançant, le plège remettait des gages au créancier. La *Coutume de Dijon-Bourgogne* s'exprime ainsi :

> Il est de costume et de droit que se aucuns se moit en gairantie de aucune chouse por uns autre et il ne la ploigoit, que il ne serai pas recaihuz en gairant (6).

En 1208, à la suite d'un accord intervenu entre Frédéric, duc de Lorraine, et Thibaud, comte de Bar-le-Duc, précédemment en guerre, le duc donne pour caution Eudes, duc de Bourgogne, pour 200 marcs et Simon de Joinville pour la même somme, à condition qu'en cas

---

(1) *Cartul. de Cluny*, t. VI, n° 4645.
(2) Petit, t. IV, n° 1701, anno 1222.
(3) Petit, t. IV, n° 2670, anno 1250.
(4) Petit, t. IV, n° 2671, anno 1250.
(5) *Coutumier Marnier*, VI.
(6) *Coutume de Dijon-Bourgogne*, édit. Bouhier, § 93.

de non-observation des conventions arrêtées, chacune des cautions s'oblige à fournir des gages quinze jours après réquisition.

Ce sens de la fiance, ce fait que le plège équivaut à une garantie explique que dans le *Coutumier de Marnier*, on le considère comme équivalant à un paiement. Il s'agit, en l'espèce, d'une reconnaissance partielle de dette faite par un débiteur. Le créancier demande à ce dernier de s'acquitter de sa dette; si le débiteur est en mesure de le faire, pas d'inconvénient; sinon le créancier lui dit:

> Ore en soie fis. Et se il en est fis par bon plège, bien est. Puis doit dire: Ore sui-ie de tant fis. Si monstrerai ensi comme droit dira, que tu me doit encore tant (1).

La *Coutume de Dijon-Bourgogne* donne aussi des exemples de gages fournis au moment de la *fiance*. Cette remise du gage libérait le plège de son obligation:

> Il est de costume partout que se aucuns est ploiges en lai main d'aucune parsone d'aucune some d'argent, ou d'aucune chouse: et lidiz ploiges bailoit ses gaiges an lai main de celi de cui il est ploiges; se cils por cui il est ploiges, li rent ou fait rendre ses gaiges, il ne serai des enqui en lai plus ploiges, se lidiz ploiges ne redit derechief ladite ploigerie (2).

Le plège qui s'engage par fiance devait être accepté par le créancier. Le *Coutumier Marnier* le dit d'une façon expresse:

> Se aucuns te met en fiance aucuns home du quel tu te doutes que il n'ait de quoi tu le gageoies; et tu dit: Cestui ne vuet-ie pas prendre pour fiance; et

---

(1) *Coutumier Marnier*, VI.
(2) *Coutume de Dijon-Bourgogne*, Œuvres de Bouhier, t. XXI, § CCXLVII, § 53.

vns autre dit que tu le puet bien prendre, tu li dois dire ensi : Dites-vous que ie le puis bien prendre ? — Se il te dit oil, se il te siet, tu dois dire : Et ie le prent puisque tu dis que ie l'en puis bien prendre. — Se tu le prent ensi, et il n'ait de quoi tu le gageois, tu t'en puis torner à celui qui te le loa à prendre et li dois dire : Je vous gagera por celui, pour ce que vous me deistes que ie le pooie bien prendre en fiance. Et se il dit : Je le cuidai pour bien dire. Et tu dois dire : Je ne vuet pas hauoir damage en uotre cuidiez, et si le met en droit se ie me doit torner à vous. Se dist droit, que se il ne puet gagier le fiance, il le doit gagier par l'us de Bourgoigne (1).

Lorsque la fiance est contractée et qu'à un moment donné le créancier veut exécuter, il va poursuivre la caution et lui demander si elle veut payer. Si elle nie la fiance, le créancier demandeur devra la prouver par *loyals témoins* qui la « virent faire », ces témoins doivent avoir assisté à la fiance, ils sont des témoins instrumentaires. A leur défaut, le créancier sera dans la nécessité de jurer avec deux ou trois cojureurs.

Si li iuges — on par droit que il doit prouer par loials tesmoins qui li virent faire la fiance, ou li virent recognoistre que il se mit en la fiance. — Ore est monstrez qu'il fit la fiance et ne vuet pour ce païer, que il ne set se cis le paia eu sa vie. Si vuet-on iurez de ce, et se contendent li iureour. Et dient li uns que se il est loials hons il doit iuriez sor sains que il n'en ha estez paiez : Et hait I proudome ou II ou III, qui tant le croient que il iuroient auec lui. Et li autre dient que ce ciz est mort que il l'a à desraniez (prouver son

(1) *Coutumier Marnier*, VI.

droit en justice) par les sains et par les iuis que il n'a heu cel det (1).

Très souvent, au lieu de nier simplement la fiance, la caution cherchera des échappatoires. Si le débiteur principal est présent, elle se retournera contre lui et lui dira : On me poursuit parce que je suis fiancé pour toi. Si le débiteur répond : Je t'ai acquitté, il y aura lieu à un procès intenté par le fiancé, qui, s'il triomphe, devra être mis en paix par le débiteur ou remboursé des sommes qu'il aurait versées. En ce qui concerne le montant de ces sommes, le fidéjusseur jure avec trois prud'hommes, témoins pouvant prêter le serment à l'occasion d'une chose qu'ils n'ont pas vue et dont ils n'ont même pas entendu parler.

§ II.

Item. — Se aucuns dit à I. autre : on m'arraine pour toi, pour ce que ie suis fiancé pour toi. Et ciz respont : Je ne te mis onques en fiance dont ie ne t'aie bien acquitté. — Ore vient-on au ior par deuant le seignour, si dist droit : que se ciz puet monstrez que il le meist en fiance, et *gari* ne l'en ha, il le doit metre en pais ; et si li doit rendre les coustes et les grieves que il hauera heu ou plait. Et est tex li cous enuers celui de cui la querelle est, que il doit hauoir III. proudomes qui le creoient tant que il li aidoient à iurez, il li portoient tesmoins sanz veir et oir. Et se on le iuge par les sains ou par le iuis, le monstrera (2).

Si le débiteur principal est absent, le fidéjusseur peut

(1) *Coutumier Marnier*, VI.
(2) *Coutumier Marnier*, VI.

demander et obtenir un délai, un terme. Il semble qu'il y ait là un moyen inspiré par le bénéfice de discussion du droit romain. Nous ne trouvons qu'un texte qui puisse être comparé à cette disposition. C'est un acte par lequel il est entendu que l'abbaye de Cluny ne pourra poursuivre le plège Josserand de Brancion, si le débiteur est prêt à exécuter (1). Quoi qu'il en soit, le *Coutumier Marnier* indique la procédure.

> Si iuge-on que par loial tesmoins doit monstrez qui haient veu et oi que ciz li fit la fiance, ou oi recognoistre. Et se il n'a les tesmoins si le doit prouer par lui ou par I home. Et au primiers puet ciz dire : Ciz n'est pas au paiz, vous me deussiez hauoir arraisnié (assigné) endemenstres (pendant) que il i estoit. Je n'en vodroie respondre se droit ne le disoit. Et se vous auiez monstrez que ie heusse faite la fiance, si vaudroie ie hauoir respit iusques à tant que il fut ou païs, et orroie se il m'en metroit en paiz ou non. Ore dit li vns et li autres que il en l'oient droiz. — Si dit droit que à droit iugier, ciz doit hauoir respit iusques à I terme auenant, pour ce que on sache se il repaierra ou non, ou se il est mors ou vis. Et quant se vendra au terme que on i hauera mis, se ciz ne repaire et on n'en set nouelles, ciz doit venir à celui et li doit dire : Je ne me vuel plus souffrir de mon auoir, tu m'es fiancé. Et cil dit, de quoi ? de toi ne sai-ie riens, monstre et preu et par tel couent que quant cilz ert venus, se il te paie, tu me torneras le mien arrières. Et se il t'en rendoit riens, tu me le renderoie. — La monstre que ciz en doit faire est tex : on li iuge que par loials tesmoins ha à monstrez que il haient veus et oi, ou oi recognoistre

(1) *Cartul. de Cluny*, t. IV, n° 4653.

que ciz li fit la fiance. Et se il n'a les tesmoins, par lui ou par vns home le doit prouer, et que le det n'a heu (1).

Si le débiteur est mort, il est possible qu'à l'origine, la fidéjussion prenait fin, mais il n'en est rien à l'époque du *Coutumier Marnier*. Les poursuites sont compliquées. En effet, le fidéjusseur poursuivi répond : « Tu aurais dû me poursuivre pendant la vie du débiteur principal. Si je te suis fiancé, peut-être as-tu déjà été payé par lui ? » Il faudra alors que le créancier prouve par *loyals témoins* la fiance et, en outre, qu'il n'a rien reçu du débiteur. A cet égard, une controverse existait parmi les juges à l'époque du *Coutumier Marnier*. Les uns estimaient que le créancier, en jurant avec des cojureurs, administrait une preuve suffisante qu'il n'avait pas été payé ; les autres exigeaient qu'on recourût à l'ordalie ou duel judiciaire :

Et se ciz est mors et ciz denie la fiance et dit à celui qui le quiert : Je ne sais riens, ciz est mors. Se ie le te fiancai tu m'en deusse bien hauoir arraisnié quand il viuoit : par aventure il t'en paia, et l'encolpe à tort. Bien garde comment tu proueras que ie t'en soie, quar ie n'en sais riens. Tu encolpe celui à tort. Et cil dit : Lui n'en encolpe-ie-mie, mais vous qui m'estes fiancé de mon auoir (2).

La mort du fidéjusseur éteignait la fidéjussion. Nous en avons un exemple dans le *Cartulaire de Cluny* (3). Les *Consuetudines ducatus Burgundiae* sont d'ailleurs précises :

Heres fideijussoris non tenetur, nisi expresse haeredem obligaverit ; etsi juravit fidejussor. Nec

(1) *Coutumier Marnier*, VI.
(2) *Coutumier Marnier*, VI.
(3) *Cartul. de Cluny*, t. VI, n° 4471.

obstat juramentum ; quia debet imputari ei qui non petiit vivente fidejussore (1).

Quand le fidéjusseur a payé, il peut exercer un recours contre le débiteur principal. Ce recours paraît avoir été conventionnel à l'origine. (Document de 1222, V. *supra*, p. 41.)

En 1230, on voit un engagement spécial contracté par Eudes de Bourgogne. Il déclare que si l'abbé de Saint-Seine encourt quelque préjudice à propos d'une fidéjussion faite pour lui par l'abbé entre les mains de Viard Ysembard, de Guillaume, son fils, et de Savery de Corbigny et Rodolphe de Fontaines, il s'est obligé et il s'oblige à ne faire porter aucun service sur les hommes de l'abbaye de Saint-Seine (2).

Dans le *Coutumier Marmier*, il semble que le recours soit habituel :

> Et se aucuns dit à I. autre : Ciz me gage por toi, garis-moi. Se ciz l'en ha mis en pais, si respondra ensi : Je te ha mis en pais. Dont li me fai à dire : Volentiers. A donc vient à celui et li dist : Pour quoi gagiez-vous celui ? — Pour ce que il m'est fiancé pour vous. — Et ciz respont : Je le hai mis en pais, et ciz vous hai rendus votre det. Et se vous le gagiez, a li commant que il vous *rescoue* (regagner, recouvrer, retirer) le gage. A moi vous en tornez. Et se vous volez dire que vous ne fussiez paiez, à le monstrera ensi comme droit dira. Et vous ferai bon compe que à vous hai païez. Et cil dist : Là où vous le monstrerez, si serai païez. — Si li iuge on que il drit monstrez par loials tesmoins, que il l'ait paiez et par

(1) *Consuetudines ducatus Burgundiae*, § 39 (Bouhier).
(2) Petit, t. IV, nº 1982.

loials compe. — Et se il ne le puet ensi monstrez, il le doit prouer par lui ou par un home (1).

En résumé, lorsqu'on étudie la fidéjussion au treizième siècle, on assiste à sa diminution. On constate aussi que, très souvent, c'est le justicier qui est le fidéjusseur et qu'il est garanti par l'obligation générale de tous biens. On rencontre encore l'emploi de la fidéjussion sous sa forme ancienne de l'otage dans les conventions intervenues entre seigneurs puissants. On possède cependant des documents plus nombreux qu'au douzième siècle : les coutumiers. Sous l'influence probable du droit romain, on tend à voir avec défaveur la poursuite initiale contre le fidéjusseur avant la mise en cause du débiteur principal.

Nous avons vu que le fidéjusseur a divers moyens dilatoires : s'il paie en l'absence du débiteur, il pourra après son retour demander ses gages au créancier ou exercer lui-même un recours contre le débiteur principal.

SECTION II

DU QUATORZIÈME SIÈCLE A LA COUTUME RÉFORMÉE DE 1569

La résistance au droit romain. — L'obligation générale de tous biens est une cause de la diminution de la fidéjussion en matière civile — Le rôle du cautionnement en droit criminel.

On constate, au quatorzième siècle, une influence de plus en plus grande du droit romain dans toute la France. A vrai dire, l'enseignement de ce droit ne portait

---

(1) *Coutumier Marnier*, VI.

pas sur l'examen des lois romaines telles qu'elles avaient été transmises, mais sur l'étude qu'en avaient faite les glossateurs. En Bourgogne, quand on examine les gloses du *Grand Coutumier*, on voit qu'à côté des auteurs de la *Grande Glose*, des Bartholdistes comme Barthole, Boich, Odafredus, Johannes Faber, se trouvent les noms de nombreux canonistes : Ynocentius, Yves, Johannes Andree.

On peut dire qu'à cette époque le droit écrit en Bourgogne est aussi bien le droit canonique que le droit romain. Dans notre province, le droit canonique fut d'ailleurs enseigné jusqu'à la fin de l'ancien régime. A Dijon, des cours spéciaux lui étaient réservés avant la fondation de l'Université de Dôle en 1424, et, au dix-huitième siècle, en 1763, le fils d'un professeur à l'école de droit de Dijon, Fromageot, composait encore un ouvrage sur les *Lois ecclésiastiques tirées des seuls livres saints.*

La base de la coutume, au quatorzième siècle, semble surtout reposer dans les *Consuetudines ducatus*, mais les *Consuetudines* sont amplifiées par une série de Coutumiers fort nombreux que l'on tente de fondre en leur joignant un certain nombre d'ordonnances ducales. Dans cette grande compilation que l'on pourrait appeler le *Grand Coutumier de Bourgogne*, les règles des *Consuetudines ducatus* nous sont présentées avec certaines gloses et certaines amplifications. Mais ces gloses ne vont pas à l'encontre des vieux principes et des anciennes règles. Dans le *Coutumier Marnier*, on pouvait voir des tentatives timides pour arriver aux bénéfices de discussion, de division et de cession d'action du droit romain.

Les *Consuetudines ducatus* posent au contraire très nettement des principes différents :

En premier lieu, l'héritier du fidéjusseur n'est obligé que s'il a été expressément engagé : *Heres fidejussoris non tenetur nisi expresse heredem obligaverit et si juravit fide-*

jussor (1). La glose indique que cette règle est contraire au droit romain. (*Instit. de fidej.*, III, 20). On le voit, aucun doute ne peut exister : l'obligation du fidéjusseur ne passe pas à ses héritiers.

Il en était déjà ainsi, nous l'avons vu, dans la loi burgonde (2), et ce principe de l'intransmissibilité était général dans le droit coutumier. Beaumanoir l'indiquait en ces termes : *Li oir ne sont de riens tenu à respondre de la plegerie lor père* (3). Cependant, il est à remarquer que dans la Coutume de Beauvoisis, ce principe avait déjà perdu de sa force au treizième siècle, car Beaumanoir ajoute que la transmissibilité de la dette du plège à ses héritiers est admise quand le créancier est un seigneur (4). Le grand coutumier de Normandie ne faisait aucune distinction : *En cette plevyne doibt len scavoir que si le plège meurt, la plevyne meurt, car simple plévine n'oblige pas les hoirs* (5).

En droit bourguignon, les *Consuetudines ducatus* sont précises. La compilation Bouhier traduit ainsi le passage précité : « L'héritier du pleige n'est tenu de la pleigerie, se le pleige n'a expressément obligié ses hoirs, encore qu'il ait juré en la pleigerie (6). »

Les *Consuetudines ducatus* posent en second lieu un principe très important. Le fidéjusseur peut être poursuivi avant le débiteur principal, s'il plaît au créancier : *Fidejussor primo potest conveniri quam debitor principalis* (7). C'est donc que le bénéfice de discussion n'existe pas. La compilation Bouhier nous dit la même chose : « Se aucuns sont obligiez chacun por soi et pour le tout,

---

(1) *Consuetudines ducatus*, § 39.
(2) *Lex Burgondionum*, LXXXIII, 2.
(3) Beaumanoir, *Cout. de Beauvoisis*, édit. Beugnot, l. XLIII, ch. IX.
(4) Beaumanoir, *op. cit.*, l. XLIII, ch. IX.
(5) *Grand coutumier de Normandie*, édit. Gruchy, p. 144.
(6) *Compilation Bouhier*, § 246.
(7) *Consuetudines ducatus*, § 45.

combien que l'un soit principal et que les autres ayant faite telle obligation à sa requeste, toutes voyes le créditeur exécutera, s'il lui plaist, sur tous, ou sur un chacun de toute sa dette contenue en l'obligation. La cause est, car ils sont chacun obligiez pour le tout, et se sont tous et uns chacun faits principaux de la debte (1). »

Au premier abord, on pourrait croire qu'il s'agit là de débiteurs solidaires, mais le manuscrit original de Bouhier et sa glose montrent que le texte se rapportait à des fidéjusseurs : « Il fut dit à Beaune par le bon duc Robert, en parlement dessus dit, pour le bailli d'Auxois qui exécutoit sur pluseurs une dette de 100 livres en laquelle ilz estoient obligiez chacun pour le tout. L'un d'eulx disoit qu'il estoit preit de monstrer des biens de celui qui estoit principal. Prononcé fut que le bailli se tendroit auquel quil lui plairoit des dites cent livres (2). »

La glose qui accompagne ce texte indique que sa disposition est contraire aux Authentiques (*C. de fidej.*, coll. I, IV), *qui non praticantur in patria consuetudinaria.*

Dans quelle forme la plègerie se contracte-t-elle et comment finit-elle ? Le formalisme manuel a disparu, mais il y a toujours une remise de gages accompagnant la fidéjussion. Ce qui nous le montre, c'est l'article suivant des *Consuetudines ducatus: Si fidejussor tradidit pignus pro debitore, et creditor pignus eidem reddidit, amplius non tenetur, nisi se obliget de novo* (3). La compilation Bouhier traduit ainsi : « Si le pleige a donné un gage pour le debteur, et le créditeur lui ait rendu icelui, le pleige est quitte se il ne s'engage de nouvel (4). »

---

(1) *Compilation Bouhier*, § 244.
(2) *Manuscrit de Beaune*, § 244.
(3) *Consuetudines ducatus*, § 40.
(4) *Compilation Bouhier*, § 247.

Il y avait donc au moment du contrat remise de gage, et le fidéjusseur se libérait de son obligation en remettant ce gage au créancier.

La compilation Bouhier nous indique un effet de la communauté matrimoniale sur la fidéjussion : « La femme sera tenue de la plegerie faite au vivant de son mari par tel partage, comme elle prenra en ses debts et en ses acquests (1). » Ce paragraphe est emprunté au *Coutumier de Montpellier :* « De Guyot Bergier et de la femme Estienne de Perrigny. La femme sera tenue de la ploigerie faite au vivant de son mari par tel partage come el le panra en ses debz et en ses acquez (2). » Il s'agit d'un cautionnement contracté par le mari de son vivant et engageant tous les biens de la communauté. La femme appelée à accepter la communauté répondra de cet engagement dans la mesure où elle recueille les biens communs.

Telles sont les dispositions intéressantes du droit coutumier aux quatorzième et quinzième siècles.

Les documents de la pratique nous apprennent que la fidéjussion, en matière civile, tend à devenir de plus en plus rare à cette époque. La raison en est simple ; elle tient à l'apparition et à la propagation des engagements de tous biens qui donnent naissance à l'hypothèque. Au cours du treizième siècle, on rencontre cependant fréquemment des cas d'application en matière de dette. Les chartes relatives au commerce des Lombards dans les deux Bourgognes nous en fournissent de nombreux exemples où nous pouvons constater l'engagement général de tous biens. En mai 1302, Etienne d'Oiselay, seigneur de La Villeneuve, donne une lettre de garantie à Jean de

(1) *Compilation Bouhier*, § 248.
(2) *Coutumier de Montpellier*, § 92.

Montbéliard, seigneur de Montfaucon, et à Gauthier, son frère, qui s'étaient portés pleiges pour lui d'une dette de 1,000 livres. Il engage tous ses biens (1). Etienne de Bougey, dit li Bougerez, écuyer, s'engage *sous l'obligation de tous ses biens,* meubles et immeubles, à indemniser de tous dépens Jacques de Rupt, damoiseau, qui s'était porté garant du remboursement d'une certaine somme empruntée par Etienne à plusieurs marchands lombards (2). En 1304,

---

(1) « Je Estienes d'Oiseler, sires de la Ville Nueve, fais savoir à touz que comme je ai mis en plaige et enlié et fait principaul dabte pour moi mas biens amez et redoutez seignours, monsseignour Jeham de Monbeliart, chevaliers, seignour de Monfaucon, et monsseignour Wautier, chevalier son frère, en la main de Bonhome, lombart, merchant et citien [d'Ast], d'Alixandre à (*sic*) Boniface, frère, ses nevouls, de mil livres de monoie corssable en la conté de Bourgoigne, à paier à ceste feste saint Michier prouchennement venant et des cousteinges et des despans et de la poinne que si efferoient dès le dit terme en avant, se je ne paieue les dictes mil livres, j'en ai promis et promeit par ma foy donée sour sainz euvangiles garder et restorer et rendre es dessus dit monseignour Jeham et monssi Wautier, son frère, ou à leurs hoirs se lour deffailloit, tout couz, touz damaiges, toute mission et tout interest que il hauroient et recevroient en quelque meniere que ce fust pour raison de la ploigerie dessus dicte. Et les doit croire de touz domaiges et missions et de l'interest de ce que il en diroient ou li uns de lour, ou celui qui ces lettres porteroit, par lour simple soirement, sanz autre prove faire ; et por les covenances tenir et garder es dessus dit monssi Jeham et monssi Wautier, son frere et à lour hoir se de lour deffailloit, je, li dessus diz Estiennes, *par ma foy donée pour moi et pour mes hoirs enlous touz mes biens moubles et non moubles present et avenir es mains des dit monssi Jeham et monssi Wautier,* son frère, et à lour commandement que ces lettres porteroit. En tesmoignaige de laquel chose, etc. » — Léon Gauthier, *Les Lombards dans les deux Bourgognes*, ch. XXVII, p. 141, Paris, Champion, 1907. (*Cartul orig. de Montfaucon*, fol. 54, Arch. cantonales de Neuchâtel (Suisse), sans cote).

(2) « ...Ie lidiz Estevenins diz li Bougerez, desus nommez, promat et hay promis par ma foy donée corporelment sus saintes evangiles, et sus la obligacion de toz mes biens moubles et non moubles, presenz et à venir, paier, rendre et restaublir toz coz, despans, messions, poinnes et interest que li desus nommez Jacoz, damoisels, mesires, auray euz, sostenuz ne encorruz par lesdiz lombars ou par l'un d'als, ou par le portor de lor lettres, por raison de la dite ploigerie faite por moy en la main des diz lombars et des condicions contenues et costemenz que sont contenues es lettres des diz lombars que sont seelées dou taubellion de Port, de la court monsignor Hugue de Borgoingne... » — L. Gauthier, *op. cit.*, p. 156. Orig., Bibl. nat., Lat. 9129, n° 21.

Jean de Bourgogne, chevalier, prend un pareil engagement (1).

Si la fidéjussion a diminué en matière civile en raison de la naissance de l'hypothèque, ses cas d'application sont très fréquents en matière criminelle. Nous retrou-

---

(1) « Nos, officiaux de la court de Besançon, façons savoir à touz que per devant Henry de Poissonfonteine, clerc, nostre commandement especial, au quel nos avons doné nostre pooir quant à ce faire, por ce personelment estaubliz nobles hons, messires Jehans de Bourgoigne, chevaliers, ai recognu et confessé publiement en droit per devant nostre dit commandement que à [sa] proiere et à sa requeste et de sa volunté, nobles hons, messires Wautiers de Monfaucon, sires de Willaufans, s'est mis et estaubliz ploiges et principals renderres por ledit monssi Jeham de Bourgoigne en la main de Bonhomme, Alixandre et Boniface, lombars, merchanz, compagnons et citiens d'Ast, de V^e^ livres de monoie corsable ou roialme de Franche, à paier entierement es diz merchant ou a l'un de lour ou à lour certein commandement deanz la mikaraime pruchenement venant, en laquelle some d'argent li diz messires Jehans de Bourgoigne est tenuz es diz merchans de leaul cause, ensi comme li diz messires Jehans de Bourgoigne l'a confessé per devant le dit nostre commandement. Et an ai promis et promeit li diz messi Jehans de Bourgoigne, per son soirement doney en la main doudit nostre commandement, ledit monssi Wautier de Monfaucon *garder de domaige de la dicte ploigerie* et à lui rendre, restorer et restablir touz couz, touz domaiges, missions, despans et interest lesquelx li diz messi Wauttiers feroit, hauroit, et soustendroit por l'occasion de la dicte ploigerie dès le dit terme en avant et lui croire sus les dit couz, domaiges, missions, despens et interest par son simple soirement sanz autre preve faire. Et por ces choses devant dites tenir et garder, lediz messires Jehans de Bourgoigne *ai obligie et oblige per son dit soirement en la main doudit monssi Wautier touz ses biens moubles et non moubles present et a venir et en quelque* [*leu*] *que il soient senz recreance faire et sanz requerir*. Et toutes ces choses dessus dites et une chescune per soy ay recognu et confessé publiement li diz messi Jehans de Bourgoigne, per devant ledit nostre commandement, estre veraies per som dit soirement et promis que il tendra, gardera et acomplira ycelles entierement sanz venir encontre per lui ne per autrui en jugement ne defuer Et quant à ce il s'est soumis en la juridition de la court de Besançon. En tesmoignage de laquel chose, nos, à la requeste et à la proiere dou dit monssi Jeham faite à nos per le dit nostre commandement, avons mis en ces presentes lettres le seel de la court de Besançon avec le seel doudit monssi Jeham de Bourgoigne, lequel il y ai fait por plus grant fermeté des choses dessus dictes : ce fu fait le jour dou mardi après la feste saint Georges, l'ain Nostre Seignour mil CCC et quatre. » Léon Gauthier, *op. cit.*, p. 152. (*Cartul. orig. de Montfaucon*, fol. 54 r°. — Arch. cantonales de Neuchâtel (Suisse), sans cote.

vons surtout la caution de comparution du droit burgonde.

Un arrêt du Parlement de Paris, du 25 avril 1322, confirme une sentence du bailli de Mâcon qui avait condamné plusieurs individus à payer les sommes pour lesquelles ils s'étaient engagés, en se portant caution de la comparution devant le bailli, de Jacques, dit Marnier. Ce dernier qui ne s'était pas présenté, était poursuivi pour avoir commis de graves excès dans la ville de Mâcon, étant « sans tonsure cléricale et en vêtements laïques (1) ». Les registres de la municipalité de Dijon nous fournissent entre autres cas, le suivant : le 8 août 1450, un nommé messire Jean Boniface, se disant « chevalier adventureux », a fait mettre en plusieurs lieux au marché Saint-Michel des images représentant un homme pendu par les pieds et entouré de diables. Au bas de chacune d'elles était cette inscription : « Enoit du sel qu'il a mentie sa foy. » On lui fait demander s'il a licence du duc ; il répond qu'il n'en a nul besoin, étant « chevalier adventureux ». On lui fait défense de sortir de son logis. Il promet de garder les arrêts, « à peine de 100 salus d'or en cas de deffaut, se non pour aller à l'église et à sa prière ». M. de Lesmes et Lucot de Bretenières, ses hôtes, s'établirent ses *ploiges*, à la somme de 100 salus d'or. Le « chevalier adventureux » fut plus tard condamné à une amende pour offense à la ville (2).

En 1410, Jehan Lebon, coadjuteur au tabellionage de Dijon, rédige l'acte de la promesse faite par Guiard de Magny, écuier, et Jean de Saulx, seigneur de Vantoux, de ramener prisonnier par-devant le maire de Dijon ou son lieutenant, le lendemain de l'Assomption, Jean de Pon-

---

(1) Petit, *op. cit.*, t. VIII, p. 271, n° 7020. — Boutaric, *Arrêts du Parlement de Paris*, t. II, n° 7181.

(2) Registres de la municipalité de Dijon, Arch. municip., p. 154.

tailler, détenu prisonnier dans les prisons de la ville, sous peine de 500 francs d'or dont ils se portent pleiges (1).

Le *Coutumier Giraud* nous indique un cas de cautionnement de *audientia*.

> Et est à entendre que se les parties ont tendu a fin de recevoir et de non recevoir ou autres fins precedans, lon les doit avant jugier et doit chacun bailler hostaigé de comparoir et ester a droit et faire ce que la court ordonnera des injures, dommaiges et interest et despens de partie (2).

La caution intervient aussi fréquemment comme garantie de la liberté provisoire de l'auteur d'une infraction. Par arrêt du Parlement de Paris, du 17 mars 1324, frère Etienne Fort, moine, poursuivi pour injures et violences envers l'official d'Autun, est autorisé à demeurer en liberté sous caution (3).

Robert de Bourgogne, comte de Tonnerre, prisonnier du dauphin de Viennois, est mis en liberté à condition qu'il se constituera prisonnier à la Saint-Remy, sous peine de 200,000 livres tournois, que les comtes de Flandre, de Rouci, les sires de Mello, de Joinville et le duc Eudes de Bourgogne, ses cautions, s'engagent à payer (4).

Jusqu'au milieu du quinzième siècle, la mise en liberté provisoire sous caution fut très souvent appliquée à Dijon. Cette mesure avait un avantage économique considérable pour le budget de la ville qui n'avait pas à supporter les frais très lourds de garde et de nourriture. Aussi, dans les registres de justice de 1382 à 1444 (5), trouve-t-on toujours un chapitre intitulé: *Relâchement des prisonniers*.

---

(1) Archives municip. de Dijon, C. 18.
(2) *Coutumier Giraud*, § 274.
(3) Petit, *op. cit.*, t. VIII, n° 7130.
(4) Petit, *op. cit.*, t, VIII, n° 7210, janvier 1326.
(5) Arch départ. de la Côte-d'Or, C. 7, n°s 5 à 50.

On y voit les jugements autorisant la mise en liberté de certains prévenus qui s'engageaient à se présenter au jour fixé, et donnaient des cautions qui, en cas de défaut, payaient une somme déterminée.

Au milieu du quinzième siècle, les bâtiments des prisons municipales furent agrandis, une réorganisation dans le service du personnel gardien eut lieu, et le chapitre des relâchements disparut des registres.

M. Garnier (1) pense que les individus, prévenus de crimes entraînant une peine afflictive et infamante, ne pouvaient bénéficier de la mise en liberté provisoire sous caution. C'est là évidemment une erreur jusqu'au début du quinzième siècle, puisque le *Coutumier Giraud* et la *Compilation Bouhier* renferment des dispositions précisément relatives à la liberté provisoire sous caution d'individus poursuivis pour crimes.

> Se aucun pleige corps pour corps (autre), pour avoir aucun qui soit soupçonniez de crime de corps, se le soupçonné ne vient, les pleiges sont en tel point comme lui ; non pas quant à la peine du corps, mais dez biens tant seulement ; et sera a quant journe à ban ; et se il ne vient l'en explettera les biens des pleiges, ainsi comme sur le principal (2)
>
> Se aucun ploigent corps pour corps, avoir pour avoir aucun suspeçonne de crime de corps, se li supeçonne ne vient, li ploigeur seront en tel point comme lui, non pas quant à la pene du corps, mais quant aux biens tant seulement ; et sera adiourne a ban, et se il ne vient lou exploictera les biens des ploiges ainsin comme sur le principal (3).

---

(1) Garnier, *Chartes de communes*, p. 437, 438.
(2) *Compilation Bouhier*, § 245.
(3) *Coutumier Giraud*, § 61.

Il est vraisemblable que ce fut en matière criminelle que la fidéjussion conserva le plus longtemps son caractère primitif. Dans la rigueur des principes, le fidéjusseur qui ne représentait pas l'accusé était exposé aux mêmes peines qui auraient dû frapper celui-ci. Mais depuis le treizième siècle, la caution n'est tenue que sur ses biens, les textes rappelés ci-dessus le démontrent pour notre époque.

Nous pouvons citer en terminant l'hypothèse visée dans le paragraphe 289 du *Coutumier Giraud*. Il s'agit du gage de bataille.

> Quand son ennemi le met hors des lices ou vi ou mort, et en ce cas le corps est délivré au mareschal comme vaincu et atteint et pour en faire justice, ses biens confisquez, après restitucion de partie et ses ploiges retenus pour les injures dommaiges et interestz ; et le vaincqueur apres ce sen doit partir à cheval et en ses armes et ses hostages delivrez.

Ainsi, nous avons vu que jusqu'au milieu du quinzième siècle, malgré l'influence du droit romain et du droit canonique, les traits de l'ancien cautionnement burgonde restent nettement tracés. Pour toutes les questions non traitées par la coutume, il est évident que ces influences ont pu se faire sentir.

CHAPITRE II

De la coutume de 1459 au dernier état du droit.

La rédaction de la coutume n'apporte aucune innovation. — Les cahiers de 1659, non suivis d'application, font une tentative en faveur du droit romain.

Il nous a semblé utile, dans l'examen historique de la fidéjussion dans l'ancienne Bourgogne, de réserver un dernier chapitre à l'étude de cette institution, depuis la coutume rédigée de 1459 jusqu'à la fin de l'ancien régime. Cette date correspond, en effet, à la diminution de la fidéjussion en matière criminelle et à la fusion des anciennes coutumes. Mais il convient de remarquer qu'en ce qui concerne notre sujet, la rédaction de 1459 laissa presque entièrement subsister les principes admis jusque-là. Le droit romain, en effet, enseigné dans toute la France, appliqué dans la pratique, ne réussit pas à triompher d'une manière générale dans notre province. Son succès fut extrêmement restreint et les règles coutumières relatives au cautionnement subsistèrent dans l'ensemble en Bourgogne. Seul, le principe de l'intransmissibilité de l'obligation du fidéjusseur à ses héritiers paraît avoir été abandonné. Chasseneuz, qui commenta la coutume d'une

façon très complète, la prenant article par article, indiquant les sources de telle ou telle disposition, en recherchant la cause dans la législation antérieure comparée au droit de Justinien, nous indique que cette obligation parvint à être sous-entendue. Sans qu'il y ait de sa part ou de celle de son auteur une convention spéciale, l'héritier est tenu de l'engagement fidéjussoral. « Et potest etiam agire creditor contra heredem fidejussoris, eo quod obligatio fideiussoris transit ad heredes (1). »

D'un autre côté, on persiste à refuser d'une façon absolue le bénéfice de discussion à la caution.

Le titre V, article 3, de la coutume de 1459 est encore très formel sur ce point.

> Le créancier peut poursuivre son principal obligé ou son pleige, pour tout son délit, lequel il veut choisir (2).

Ce n'est là que la traduction pure et simple de la règle des *Consuetudines ducatus.*

Bouhier (3) y voit un exemple de l'application du principe de la personnalité des statuts dans notre province. « Cette disposition de notre coutume, dit-il, qui donne au créancier le droit de poursuivre la caution de plein vol, aussi bien que le principal obligé, sans être tenu de discuter ce dernier, est contraire au droit des Novelles. »

Donc, sous l'empire de la législation de 1459 qui, en somme, n'était que la reproduction des anciens articles, rien de nouveau n'intervient, si ce n'est la réformation

---

(1) Chasseneuz, *Consuetudines ducatus Burgundiae fereque totius Galliae, commentariis D. Bartholomei a Chassenaeo ut amplissimis illustratae, summaque diligentia et labore recognitae*, Lugduni, apud Antonium Vincentium, 1552, col. 962

(2) *Coutume de Bourgogne*, édit. Bouhier, t. V, art. 111.

(3) Bouhier, *Observations sur la coutume de Bourgogne*, t. I, ch XXVI, CCIII et CCIV.

d'une seule règle relative à l'intransmissibilité de l'obligation du fidéjusseur.

Mais une tentative fut faite au milieu du seizième siècle pour arriver à la modification de notre droit coutumier.

« La Bourgogne, réunie à la couronne en 1478, chercha, durant tout le seizième siècle, à substituer la clarté, la précision, l'uniformité aux incertitudes et à la variété de la coutume. Dès 1562, les députés des trois ordres demandaient une correction, et des lettres patentes de Charles IX (6 juin 1562) ordonnaient la réunion des Etats pour nommer les commissaires chargés de procéder à cette revision. Après quelques réunions et sur nouvelles lettres du roi, une commission entreprenait ce travail de réfection : il s'agissait de modifier les règles anciennes selon les mémoires présentés par les députés des bailliages et les arrêts du Parlement. Malheureusement, la présentation des cahiers avait lieu au moment des guerres de religion, et leur adoption était contrariée par l'opposition du tiers. Aussi la noblesse et le clergé se bornaient à rédiger quelques articles qui les intéressaient particulièrement et obtenaient l'approbation du roi Henri III (1). »

Les cahiers de 1569, rédigés sur la demande du roi de France, n'apportaient qu'une seule modification au droit antérieur.

Après avoir défini le pleige en ces termes : « Le pleige s'entend celui qui cautionne ou promet pour autrui, soit que la fidéjussion se fasse devant, ou après l'obligation du debteur (2) », les cahiers introduisaient le bénéfice de discussion :

> Se aucun s'oblige de payer, en cas que le debteur ne paye, ou bien qu'il promette seulement indemnité

---

(1) Guigon Henry, *La succession des bâtards dans l'ancienne Bourgogne*, Dijon, 1905, p. 101 et 102.

(2) *Cahiers de 1659*, édit. Bouhier, art. 117.

pour le debteur, en ces cas le créancier ne se peut adresser au pleige, que préalablement il n'ait discuté les biens du principal debteur (1).

Mais s'il est permis de croire, puisque rien chez les commentateurs ne nous dit le contraire, que l'ancien formalisme du contrat de fidéjussion ait disparu au seizième siècle, nous pouvons affirmer que le bénéfice de discussion ne fut pas admis en Bourgogne.

Les cahiers de 1569 ne furent en effet jamais considérés comme des textes législatifs ; ils n'eurent pas force de loi et nous remarquons que dans tous les auteurs de la fin de l'ancien régime, l'ancienne règle permettant au créancier de choisir entre le plège et le débiteur principal est maintenue.

C'est l'opinion du conseiller Landin : « La Coutume [de 1459] abroge la Novelle 24 par laquelle on ne peut s'adresser au pleige sans avoir préalablement discuté le débiteur principal, si ce n'est lorsque le débiteur principal est absent; par ce moyen, la Coutume rétablit le droit romain qui avait lieu avant cette Novelle et semble, en cette matière, nous y renvoyer particulièrement (2). »

Davot et Bannelier expriment la même idée en commentant la maxime de Loisel : *Qui répond paye* (3). « Nous avons préféré le droit ancien qui permettait de s'adresser à la caution comme au débiteur (4). » M. Bégat nous dit la même chose (5).

---

(1) *Cahiers de 1659*, édit. Bouhier, art. 118.

(2) *Remarques faites sur les titres de la coutume de Bourgogne*, par M. Jean-Baptiste Landin, conseiller au Parlement de Dijon, en 1607, « Des rentes vendues à réachapt », p. 46.

(3) *Les institutes coutumières*, l. IV, t. V, reg. 1.

(4) *Traités de droit français à l'usage du duché de Bourgogne et des autres pays qui ressortissent au Parlement de Dijon*, par Davot et Bannelier, à Dijon, chez la veuve Sirot et Causse. M.DCC.LVIII, 8 vol., t. VII, p. 552.

(5) *Instituts au droit coutumier du duché de Bourgogne*, par Bégat, conseiller au Parlement, à Dijon, chez Jean Ressayre, M.DC.XCVII, art. 3 : « Des rentes vendues à réachapt ».

Enfin Taisand (1) qui, dans son ouvrage, résume de la façon la plus détaillée les dispositions du droit coutumier bourguignon, commente de la même manière l'article 118 des cahiers de 1569. Notre province a commenté le droit antérieur aux Novelles, et le Parlement de Dijon, par arrêt donné en la Chambre de l'édit, le 12 mars 1614, a jugé, à propos de la distraction des dîmes de Varennes acquises par Me Job Bouvot, deux ans avant la saisie faite par les sieur et dame de Montigni, que *le bénéfice de discussion n'a point de lieu au duché de Bourgogne.*

On le voit, malgré la tentative de 1569, le droit romain de Justinien n'a pu triompher en Bourgogne.

Taisand cite l'hypothèse de la libération du fidéjusseur, en suite d'une novation. Il s'appuie sur deux arrêts du Parlement de Dijon du 28 novembre 1623 et du 17 mai 1624, aux termes desquels lorsque le créancier change une obligation ou une simple dette en une constitution de rente, le fidéjusseur est déchargé, attendu que par ce changement, le créancier innove la dette qui ne devient plus exigible (2).

En résumé, nous pouvons dire que les cahiers de la réformation de la coutume n'ont pas réussi à être considérés en Bourgogne. Ils constituaient une tentative intéressante qui ne put prévaloir contre un état de choses établi, contre des usages immémoriaux que devait définitivement abolir notre Code civil revenant au droit romain.

---

(1) *Coutume générale des pays et duché de Bourgogne avec le commentaire de M. Taisand*, Dijon, M.DC.XCVIII, p. 295 et suiv.

(2) Taisand, *op. cit.*, m. t.

CONCLUSION

Diminution des cas d'application de la fidéjussion. — Les règles séculaires de cette institution en Bourgogne sont abrogées par notre Code civil.

Notre étude rapide de la fidéjussion dans l'ancienne Bourgogne nous a permis de constater combien une institution juridique, puisant sa force dans l'usage, dans une série de dispositions coutumières reflétant les besoins de la pratique, pouvait opposer de résistance à l'influence de législations plus développées et plus savantes. Il est curieux de faire cette remarque en Bourgogne où le cautionnement, si fréquemment employé sous l'ancien régime, est, comme dans le reste de la France, peu employé de nos jours.

La vieille promesse formaliste du droit germanique comme le contrat de fiance du moyen âge trouvaient les raisons de leur développement et de leur application dans les principes de la solidarité et dans les rapports entre suzerain et vassal. Aujourd'hui, l'hypothèque offre au créancier des garanties plus certaines et plus tangibles. Le cautionnement, rarement usité dans les conventions

entre particuliers, est davantage employé en matière criminelle, pour garantir la mise en liberté provisoire. La situation des contractants a également changé.

Le Code civil, édictant une législation uniforme pour toute la France, ne pouvait laisser subsister les règles de notre droit coutumier, en opposition avec toutes les autres coutumes de province.

Vu :

E. CHAMPEAUX.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer,

Dijon, le 14 novembre 1907,

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE III

INTRODUCTION 1

PREMIÈRE PARTIE

Des origines jusqu'aux coutumes.

CHAPITRE Ier. — *La fidéjussion dans la législation burgonde.* . 9

CHAPITRE II. — *La fidéjussion dans les documents de la pratique jusqu'à la fin du douzième siècle* 21

DEUXIÈME PARTIE

Des coutumes au dernier état du droit.

CHAPITRE Ier. — *Du treizième siècle au milieu du quinzième siècle.* 35

Section Ire. — Le treizième siècle 35

Section II. — Le quatorzième et la moitié du quinzième siècle. 48

CHAPITRE II. — *Le dernier état du droit depuis la coutume réformée de 1569* 59

CONCLUSION. 65

Imp Jobard, Dijon

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1321 A 1332

NOTA. — Les pièces non précédées d'un sommaire ne sont que des analyses.

Ces Chartes font partie de la publication intégrale du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par un Groupe d'étudiants de l'Université de Dijon.

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1321 à 1332

N° 1.

19 janvier 1321.

Villemot de la Marche donne à l'abbé Poinsard le fief et le droit qu'il possédait sur le four du château de Dijon et ses dépendances.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo primo, jndicione quanta, die decima nona mensis Januarii, Jn presencia mei *Johannis de Longo Vico,* clerici jurati curie illustris principis domini ducis *Burgondie,* coadiutorisque *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis,* et testium subscriptorum, personaliter constituti, venerabili presbitere jn Christo fratre *Poincardo* abbate monasterii *Sancti Stephani dyuionensis* ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, ex vna parte, et *Villermeto de Marchia* apud *Dyuionem* commorante, ex parte altera, dictus *Villermetus* feodum et omne jus suum furni de castro *dyuionense,* domusque in quo existit idem furnus et aliarum domorum et camerarum hinc inde executium et pertinenciarum earumdem

prout de ingerunt a maisionamento et manso heredum magistri *Johannis Bigoti* usque ad mansum in quo fuerunt puerue scole *dyuionenses*, prefato abbati resignauit penitus et quittamus quas resignationem dictus abbas recepit et acceptauit, petens a me dicto jurato sibi super premissis justerum fieri sigillo dicte curie sigillatum dictus vero *Villermetus* dictum insterum superpre missis fieri concessit. In cuius rei testimonium hinc presereti instero sigillum dicte curie obtinui apponi. Acta sunt hec anno, jnditione, mense et die predictis, apud dictum *Dyuionem* in dicto monasterii, videlicet in cameria dicti abbatis ; presentibus *Hugone de Viomgiis* domicello, *Petro de Molinis* et *Johanne dicto Petit*, testibus ad hoc uocatis et rogatis ac pluribus aliis fidedignis.

Orig., G. 266, scellé sous simple queue.

N° 2.

1321 2 (1).

Regnaud et Huguete, enfants de Richard le clerc de Dijon, vendent à Jean de Viomges, chanoine de Saint-Etienne, une vigne située « en Champ-Euvrard ».

Vniuersis presentes litteras inspecturis, officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod in presentia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico* clerici tabellionis nostri jurati cui quantum ad hec commisimus vices nostras, propter hoc personaliter constituti, *Regnaudus* et *Hugueta* liberi quondam *Richardi* clerici de *Dyuione*, ac *Jaquetus*, chapelerius de *Dyuione*, maritus dicte *Huguete*, recognouerunt et confessi sunt se vendidisse et quittauisse religioso viro fratri *Johanni* de *Viomgiis* canonico monas-

(1) Le deuxième chiffre indique la date de l'année d'après le calen drier moderne

terii sancti *Stephani dyuionensis*, et *Guillermo* eius nepoti clerico filio *Johannis* de *Chancigneyo* domicello, ad vitam eorum et superuiuentis ex ipsis quandam peciam vinee que est « *in deserto* », continentem circa quinque quarteria, sitam in finagio *Dyuionis* in camppo *Euurardi* juxta vineam *Marguarete la Bondere* hinc, et vineam prioris de *Tardo* inde, pretio octo librarum bonarum turonensium eiusdem venditoris a dictis emptoribus solutarum. Promittentes pro se et suis per juramenta sua super sancta euuangelia corporaliter prestita, predicta vendita libere pro censu et decima dictis emptoribus ad vitam eorum et superuiuentis ex ipsis. Contra omnes garantire pro quaquidem garancia portanda obligauerunt dicti venditores generaliter omnia bona sua, et specialiter dictus *Regnaudus* jornale et dimidium vinee site in finagio *Dyuionis* « *En Craissolles* » juxta vineam *Villermeti la dant,* dicti vero *Jaquetus* et eius vxor tria jornalia vinee site in finagio de *Fontanis* « *en Rue Saint-Martin* » juxta vineam *Johanneti Marioche.* Renunciantes in hoc facto exceptionibus venditionis legittime non facte non numerate pecunie non habite et non numerate spei future numerationis et habitionis predicte obligationis legittime non facte deceptionis in aliquo foro priuilegio, ac omnibus aliis exceptionibus et rationibus juris et facti que contra tenorem presentium possent oblici seu dici et precipue juri dicenti generalem renunciationem non valere. Supponentes se et sua quantum ad hec jurisdicioni curie *lingonensis* ac omnis alterius curie cuiuscunque tam ecclesiastice quam secularis, quibus sic actis dictus juratus nomine nostro dictos venditores et laudatores condempnauit et vnia voce monuit adimplendum premissa. In cuius rei testimonium ad relationem dicti jurati nostri cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus. Sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus *Johanne* dicto *Fuser* et

Johanne dicto *Amee* de *Dyuione* clerico testibus ad hoc vocatis die sabbati ante dominicam qua cantatur letare Jherusalem, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo primo. — *Johannes Piquardi.* Ita est.

Orig., G. 295, scellé sous simple queue.

N° 3.

Mars 1321/2.

Quittance réciproque entre Othonin de Verceaux, écuyer, Guiot de Grosbois, écuyer, et Isabeau, sa sœur.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo primo, mense martii, ego *Guiotus* de *Grosso Boscho* domicellus notum facio vniuersis quod pro eo quod *Othoninus* de *Vercellis* domicellus me et *Ysabellem* sororem meam quictauit de omnibus in quibus ipsi potuimus vnquam teneri in toto tempore retroacto ego sponte et prouide pro me et dicte sorore mea, quicto imperpetuum et absoluo predictum *Othoninum* et suos de omnibus rebus, actionibus, querelis et de omnibus in quibus michi et predicte sorori mee potuit vnquam teneri a toto tempore retroacto vsque ad tempus confectionis presentium litterarum. Et promitto pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum portare garantiam de predictis predicto *Othonino* et suis erga predictam *Ysabellem* sororem meam et suos, si aliquid peterent de predictis ab eisdem omnibus exceptionibus iuris et facti renunciando in hoc facto. Et volo me compelli ad premissa tenenda quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie* cuius iurisdicioni quo ad hoc suppono me et heredes meos. In quorum testimonium litteris istis sigillum dicte

curie rogaui et obtinui apponi. Actum in presencia *Symoneti Judei* notarii *Roure, Gaufridi de Vlmis, Symonis le Pointre, Stephani* quondam generi au *Grasset* et *Johannis Vaudouhot de Roura*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue.

N° 4.

1322.

Résolution d'un acte par lequel Thierry, de Til-Châtel, avait donné tous ses biens à son fils Perrenetus et à Hugo, dit Granz, de Mirebeau, à charge par eux de lui payer annuellement, durant sa vie, quatorze livres tournoises de rente.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis*, salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Johannis Cultilerii* de *Dyuione*, clerici tabellionis nostri iurati ad hoc specialiter deputati, cum quatenus ad hoc commisimus vices nostras propter hoc personaliter constituti, *Thierricus* dictus de *Tylicastro* burgensis *dyuionensis*, ex vna parte, *Perrenetus* filius dicti *Thierrici* et *Hugo* dictus *Granz de Mirabello*, clerici, ex altera, recognauerunt et confessi sunt quod cum dicti *Hugo* et *Perrenetus* tenerentur dicto *Thierrico* in quatuordecim libras turonensium paruorum annui redditus ad vitam ipsius *Thierrici* anno quolibet certo termino persoluendas, quod eo scilicet pro ipse *Thierricus* eisdem *Perreneto* et *Hugone* cesserat perpetuo et quictauerat omnia bona ipsius *Thierrici* hereditagia seu mobilia prout in litteris super hoc confectis sigillato curie domini ducis *Burgondie* sigillatis plenius continetur ipse partes ad presens considerata super hoc vtilitate sua euidenti quittauerit se ad inuicem perpetuo et absoluerit pro se et suis heredibus de premissis et de omnibus et singulis que ipse partes

altera earum ab alia petere possent ratione premissorum. Volentes ipse partes dictas litteras tanquam cassas et inualidas nullius obtinere roboris firmiter dictus *Thierricus* quictauit dictum *Perronetum* perpetuo et asoluit de septem libris turonensium paruorum in quibus *Perronetus* ipsi *Thierrico* tenebatur, in litteris sigillato curie dominis ducis *Burgondie* sigillatis, quas litteras voluit dictus *Thierricus* penitus esse nullas. Promiserint auctem dicte partes prout cuilibet earum competit pro sua iura data ad sancta Dei euuangelia, et sub obligatione omnium bonorum suorum predictas quittationem, absolutionem ac omnia premissa tenere, attendere, inuiolabiliter obseruare, et non contra venire infuturum, supponentes partes eodem se heredes suos ac omnia bona sua quantum ad hoc juridictioni *lingonensis* sine reclamatione alterius curie seu fori, renunciando in hoc facto exceptionibus doli, mali deceptionis in aliquo, premissis modo premisso non gestorum, et omnibus aliis que contra tenorem presentium possent obici seu dici. Omnibus sic actis ad requisitionem dictorum partium nobis factam per dictum juramentum nostrum qui nobis predicta retulit, et cui quantum ad hoc et maiora fidem plenariam adhibemus et commisimus vices nostras sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus *Guillermo de Castello,* et *Perroneto filio quondam Perroneti de Claraualle,* clericis, testibus ad hoc vocatis, die veneris post dominicam qua cantatur Cantate, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo secundo. — *Johannis Cultilerii* de *Dyuione.* Ita est.

Orig., G. 277, scellé sous simple queue.

N° 5.

Mars 1322.

Sentence de Jean de Châtillon, bailli de Dijon, relativement au différend entre l'abbaye de Saint-Etienne et les habitants d'Ahuy.

A touz ces qui verront et orront ces presentes lettres, nous *Jehans* de *Chastoillon,* cheualiers bailliz de *Digenois*, facons sauoir que cum plaiz fust mehuz par deuant nous, entre frere *Hugue d'Ostun* procureur et en non de procureur de religiouses persones labbey et le couuant de *Saint Estienne* de *Dyion* d'une part, et *Raoul Moingeron* et *Villemot Moingeon d'Ahuist* en non daux et pour aux, et comme procureur et en non de procureur des autres hommes et habitanz de la dite vile d'Ahuist d'autre part. En affermant de par le procureur des diz religioux en non que dessus que par la generaul et notoire costume de *Bourgoigne*, tuit habitant sont taillauble haut et bas, se il ne monstrent tytre de frainchise au contraire, et pour ce disoit et affermoit li diz procureur en non que dessus que li dit religioux en non d'aux et de lour dite yglise estoient et hauoient estey pour plusours annees et pour les darriere en saisine et en possession paisible de leuer taille haut et bas sus les diz habitans d'*Auhist* chascun an, vne foiz plus, autre foiz moins selon ce qu'il lour sembloit bon. Item estoient et hauoient estey en saisine en la meniere que des sus, de leur et perceuoir chascun an, d'un chascun des diz habitans d'*Ahuist* qui tient feu et leu en la dite vile hun bichot d'auoine, que l'on appelle sauuement. Item estoient et hauoient estey en saisine en la meniere que dessus, de leuer et perceuoir chascun an d'un iornaul de terre assis ou finaige d'*Ahuist*, demi quartaul de bley de rente parmi conseaul et auoine, la quele rente est appelee renterre, exceptez des terres assises ou dit finaige que l'on appelle les aleux. Si nous requeroit li diz procureur en non que

dessus, que se li procureur des diz habitanz en non que dessus cognoissoient les choses dessus dites estre uoires que nous les condampnessens et condampnez, controingnessens a cesser dou trouble et de l'empeschemant que il metoient es diz religioux en lour dite saisine, et auxi les condampnessiens et condampnez, controignessiens a paier es diz religioux les dites tailles et rentes. Et se il les metoient en ny li procureur des diz religious en non que dessus les offroit de prouer a fin de santancion. Contre la quele entation fut dit et apposey de par les diz *Raoul* et *Villemot* en non d'aux et pour aux, et comme procureur et en non de procureur des autres habitanz d'*Ahuist* que il et li autre habitant d'*Ahuist* estoient et auoient estey pour les darreres annees et pour plus et pour tant de temps comme il assiert a tenir et a acquerir droit de proprietey en saisine et en possession paisible de vendre et aliener franchement a cuy qu'il lor plait miez et de quelque condition qu'il soient lour heritaiges qui sient en la vile d'*Ahuist*. Item de marier leur filles et de doner de lour heritaiges. Item estoient en saisine en la meniere que dessus, d'auoir leur parcours sur ces de *Dyion* et des viles voisines et de vendre lour heritaiges franchement, et de tenir lour heritaiges franchement dois quelque leu qu'il lour plait demoirer pour paiant cens et disme. Item estoient en saisine en la meniere que dessus, de demorer franchement en la dite ville d'*Ahuist* pour paiant chascun an vne foiz es diz religioux cent libres de dygenois ou la valour, et sont gitees et hugalees les dites cent libres pour quatre ou six prodomes que li dit habitant eslisent. Item estoient en saisine en la meniere que dessus de eslire messiers et vigniers chascun an en la vile d'*Ahuist* pour guarder lour blez et lour vignes. Et li dit religioux ou lour comandemanz recurent le sairement des diz messiers et vigniers de faire l'office bien et loiaulmant. Item estoient en saisine en la meniere que dessus de

panre et cuillir chascun an roortes pour lour charrues et liens pour lour moissons es boiz des diz religioux, qui sont assis dessus *Ahuist* pour raison des coruees que li dit habitant en paient chascun an es diz religioux. Item estoient en saisine en la meniere que dessus de estre de la haute iustice de *Dyion* et de la banlee et de viure et joir des priuileges de *Dyion* toutes foiz que mestiers lou faire. En la quele saisine et possession les trobloient et empeschoient li dit religioux si comme il disoient. Si, nous requeroient li procureur des diz habitanz en non que dessus, que se li procureur des diz religioux cognoissoit les choses dessus dites estre voires, que nous condampnessiens les diz religioux et condampnez, controignessiens a cesser dou trouble et de l'ampoischemant que il lour y mettoient. Et se il les metoit en ny li procureur des diz habitanz en non que dessus les offroient de prouer a fin de lour entantion. Sus les quex faix et articles ensine proposez d'une part et d'autre, et niez de cay et delay et affermez a prouuer ce que mestiers lour en feroient. En protestant que ce qu'il en proueroient en tout ou en partie lour vaussist et fust sauf. Nous moismes la chose dou debat en la main de mons. Et sur ce plusours tesmoins produiz et amenez d'une partie et d'autre, et plusours faiz proposez deuant publication de tesmoins et nyez de la partie aduerse, et auxi plusours tesmoins produiz et amenez et examinez tant sus le fait principaul cum sus les faiz proposez deuant publication. Et fus les faiz auxi contenuz es raisons proposees contre les tesmoins et les diz des temoins amenez d'une partie et d'autre, et plusours raisons de fait et de droit proposees de cay et delay, et sur ce plusours iournees assignees es dites parties a oyr conclux et renoncie en la dite cause, a la parfin iournee assignee es dites parties a oyr droit troinchiement en la dite cause. C'est a sauoir a nostre assise de *Dyion* qui sont commancay le mercredi apres les Bordes,

a la quele iournee les dites parties estanz en iugement par deuant nous et requerant droit sur ce, a grant instance. Vehu tout le proces et le demeney de la cause et diligemmant examiney ; vsez dou consoil de prodons hommes et saiges haianz Dieu tant solemant deuant les eulz : en non dou pere et dou fil et dou saint esperit, prononceons et a droit par nostre sentence diffinitiue le procureur des diz religioux et en non que dessus hauoir bien et soffisamment prouey sentention, et ensinc lour adiugons la saisine de leuer la taille haut et bas sus les diz habitanz d'*Ahuist,* et pour hugaler ycelle taille sus les diz habitanz appeleront li dit religioux ou lour commandemanz des proudomes de la vile. Item lour adiugons la saisine de leuer et perceuoir chascun an sus les diz habitanz le sauement et la renterre sus les terres d'*Ahuist* les queles possident lour hommes d'*Ahuist* qui ont plaidoie en ceste cause en la forme et en la meniere qu'il est contenu en lentancion des diz religioux sauf le droit et la question de la proprietey. Et les procureurs des diz habitans en non que dessus condampnons par nostre dite sentence a cesser dou trouble et de l'empoischement qu'il lour y metoient. Item prononcons et a droit par nostre dite sentence les procureurs des diz habitanz en non que dessus non auoir prouey soffisamment lour entancion. Et ensinc assoillons les diz religioux de ce que li procureur des diz habitanz en non que dessus proposoient et auoient proposey en contre aux, c'est à sauoir de ce qu'il se disoient estre en saisine auoir lour parcours à *Dyion* et es autres viles voisines. Item, de tenir lour heritaiges frainchement dois quelque leu qu'il lour plaisoit. Item, de vendre lour heritaiges frainchement a cuy qu'il lour plaisoit et de doner en mariaige lour heritaiges frainchement quand il marioient lour filles fors d'*Ahuist* et n'est pas nostre entancion par ceste sentence de restroindre franc mariaige sauf le tramport des heritaiges faire frainchement. Item,

qu'il soient de la haute iustice de *Dyion* et qu'il viuent selonc les priuileges de *Dyion*. Item, de tenir fuers d'*Ahuist* frainchemant et de vendre frainchemant lour heritaiges. Item, qu'il soient demoranz a *Ahuist* franc et quitte pour paiant es diz religioux vne foiz l'an tant solemant cent libres dygenois. Et quant a ces choses dessus dites, nous metons es diz habitanz silence perpetuel. Item, prononcons et a droit par nostre dite sentence les procureurs des diz habitanz en non que dessus quant es doux articles qui parlent de panre roortes et liens es bois des diz religioux. Item, de meitre lour messiers et vigniers a *Ahuist* hauoir bien et soffisammant prouey lour entencion. Et ensinc lour adiugons la saisine de panre et cuillir roortes pour lour charrues et liens en moissons es bois des diz religioux d'*Ahuist*. Item, de eslire messiers et vigniers soffisanz chascun an a *Ahuist* pour guarder lour blez et lour vignes sauf tant qu'il facient lou sairement en la main des diz religioux ou de lour commandemant de faire l'office. Et quant a ce, nous condampnons les diz religioux a cesser dou troble et de l'empeschement qu'il lour y metoient. Au tesmoignage de la quel chouse, nous hauons saelees ces lettres dou seaul de nostre bailliaige. Faites et donees a *Dyion* le mercredi dessus dit, l'an de grace mil trois cent vint et doux.

Orig., G 312, scellé sous simple queue. — Cop., reg. G. 133, f° 167.

N° 6.

Juin 1322.

Transaction entre l'abbaye de Saint-Etienne et la cure de Saint-Julien, au sujet des oblations et des revenus de la cure.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis nos discreto viro

magistro *Jacobo* de *Vantoux* de *Dyuione* clerico quondam commissario fecisse cuius tenor sequitur in hec verba : Officialis *lingonensis* discreto viro magistro *Jacobo de Vantoux* de *Dyuione* clerico, salutem in domino. Cognitionem cause que mouetur seu moueri speratur inter religiosos viros abbatem et conuentum monasterii sancti *Stephani dyuionensis* ex vna parte, et rectorem parrochialis ecclesie sancti *Juliani* ex altera, super prouentibus et oblationibus dicte ecclesie sancti *Juliani* et capellaras eiusdem, si de parcium voluntate processit vobis commitimus per presentes nobis summa diffinitia omnia reseruata. Datum die mercurii ante Natiuitatem Domini, anno eiusdem millesimo trecentesimo decimo nono. H. de Mais... et Jmp... Virtute cuius commissionis partibus cum dicto commissario sufficienter comparentem frater *Johannes* de *Burgilles* canonicus predicti monasterii sancti *Stephani* procuratione et procuratorio nomine dictorum religiosorum et per ipsis petitionem suam contra dictum rectorem coram dicto commissario edidit. Jn hinc modum dicit et proponit jn jure coram me *Jacobo de Vantoux*, canonico beate Marie de *Salione* commissario in jnfrascripta causa a venerabili et discreto viro domino officialis lingonensis dato, frater *Johannes* de *Burgilles* canonicus monasterii sancti *Stephani dyuionensis* procurator et procuratorio nomine religiosorum virorum abbatis et conuentus monasterii sancti *Stephani* predicti contra dominum *Johannem* rectorem ad curam parrochialis ecclesie sancti *Juliani* et de *Agneyo* prope *Dyuionem*, quod ecclesia dicta *Juliani* et de *Agneyo* prope *Dyuionem* quod ecclesia sancti *Juliani* et de *Agneyo* predicta spectat ad dictos religiosos et eorum monasterium. Jta proprios usus et quod habent jus percipiendi omnia beneficia et fructus prouentus et exitus ipsius ecclesie, congruatam portione reseruata, curato seu rectori ad curam pro sua sustentatione. Jtem et quod dicti religiosi sunt ab antiquo

et adhuc sunt jn possessione vel quasi percipiendi duas partes omnium beneficiorum fructuum et prouentuum ipsius ecclesie, alia parte tertia remissa curato pro sua sustentatione. Jtem quod tertia pars beneficiorum fructuum et prouentuum ecclesie predicte est et esse consueuit et habita est ab antiquo, et habetur pro competenti ad sustentationem rectoris, et cum dictus dominus *Johannes* rector jmpediat dictos religiosos et eorum mandatum quominus percipiant duas partes beneficiorum fructuum et prouentuum ecclesie supradicte eas que percipere nitterant jn ipsorum religiosorum et eorum monasterii grande per iudicium et grauamen. Petit dictus procurator procuratorio nomine quo supra ecclesiam sancti *Juliani* predictam cum capellis eiusdem ad dictos religiosos et eorum monasterium jn proprios vsus spectare jpsos que habere jus percipiendi beneficia fructus prouentus et exitus ecclesie predicte, portione sufficienti reseruata curato pro sua sustentatione, et terciam partem beneficiorum fructuum et prouentuum ipsius ecclesi sufficiente esse pro sustentatione curati per dominum officialem predictum summaliter declarari, jpsumque rectorem vt a dicto jmpedimento desistat sibi condempnari et compelli. Et hoc dicitur et petitur dictus procurator nomine procuratorio, quo supra omni jure et modo quibus melius potest jus et officium... seu dominum officialem in hiis in quibus expedit jmplorando saluo sibi beneficio corrigendi, addendi, detrahendi et mutandi potest quod non abstringit se ad omnia premissa probandi sed ad ea solum que sibi sufficierit de premissis et quod illud quod probauit jn toto vel in parte sibi prosit ac de expensis suis jn litte et littis actione factis et faciendi qua petitione ex parte dicti procuratoris nomine quo supra edicta dictus rector nomine quo supra narrata prout narrantur jn dicta petitione littem contestando negauit esse vera, dicens petita fieri non debere et sit litte legittime contestata

dictus procurator nomine procuratorio quo supra jn animas dominorum suorum et suam ac dictus rector jn dicta causa de veritate dicenda prestiterunt juramenta litte igitur super premissis legittime contestata prestito a dictis partibus jn dicta causa calumpnie juramento. Positionibus positis, et responsionibus ad easdem subsecutis pluribus testibus productis coram dicto commissario, juratis et diligenter examinatis attestationibusque ipsorum testium publicatis pluribus rationibus contra ipsos testes et eorum dicti propositis et responsionibus ad easdem subsecutis conclusoque et renunciato hinc et jnde coram dicto commissario. In causa predicta dictus commissarius ipsas partes citauit coram nobis ad certam diem. Auditur a nobis diffinitiam summam et processus coram ipso jnter partes habitos et tamen sufficienter jnstructam nobis remisit ad diffinendum a nobis super premissis. Tandem die jouis post octabas festi beatorum apostolorum Petri et Pauli assignatis perheptorum *lingonensis* coram nobis hora prima dictis partibus ad diffinendum a nobis jn causa predicta si possit commode diffiniri, jpsa die dictis partibus videlicet dictis religiosis per *Huonem* de *Masuillo* clericum curie lingonensis procuratorem suum et dicto *Girardo* curato per *Girardum* de *Besua* clericum dicte curie procuratorem suum nomine procuratorio dictarum parcium et pro ipsis jn judicio coram nobis comparentes et a nobis cum jnstancia diffinitiam sinam super premissis ferri postulantes. Nos visis actis et processibus dicte cause et diligenter jnspectis omnibus rite actis solum Deum habentes per oculis nostram summam protulimus, jn hunc modum. In nomine domini amen. De bonorum virorum consilio jus dicendo jn hiis scriptis pronunciamus et declaramus ecclesiam sancti *Juliani* et de *Agneyo* predictam ad dictos religiosos sancti *Stephani* et monasterium eorumdem jn proprios vsus spectare, jpsosque habere jus percipiendi beneficia prouentus et exitus

ecclesie predicte modo et forma et pro rata jnfrascriptis; videlicet duas partes panum, jtem duas partes legatorum que que fiunt pro tempore a parrochianis dicti loci; item duas partes oblationum que fiunt ad manum presbiteri missam celebrantis, exceptis illis oblationibus que fiunt ratione sponsaliorum et jnstanciam mortuorum matre jacente jn puerperio; jtem ipsos habere jus percipiendi duas partes omnium oblationum que fiunt jn diebus festuus sancti *Juliani,* sancti *Georgii* de *Agneyo* et jn die festo Natiuitatis beate Marie apud *Clinaygum;* jtem duas partes omnium oblationum que fiunt jn tribus festis annualibus, videlicet: jn festo omnium Sanctorum, die festo Natiuitatis Domini, jtem die festo Resurrectionis Domini, exceptis illis oblationibus quas parrochiam dictarum ecclesiarum dicta die festo Resurrectionis Domini conseruerat offerre videlicet: vnum denarium qui est ratione sancti Benedicti, jtem alium denarium pro crucibus qui consueuit persolum monasterii *besuensis;* item alium denarium qui soluitur per confratria sancti Mammetis; jtem ipsos habere jus percipiendi duas partes omnium oblationum et beneficiorum que fiunt et fieri consueverunt ratione corporum deffunctorum, exceptis illis jnfantibus quod moriuntur matre jacente adhuc jn puerperio; item et exceptis illis oblationibus panis candele et vnius denarii qui offeriuntur a mulieribus qui jacuerunt jn puerperio quando venuit ad ecclesiam causa reconciliationis. A prefatis vero oblationibus et prouentibus exceptatis ac ceteris oblationibus que fiunt per annum jn ecclesiis predictis, necnon ab omnibus aliis in ipso libello petitis ipsum curatum et ecclesiam sancti *Juliani* et de *Agneyo* predictam, per eandem summam absoluimus jn hiis scriptis, dictum curatum in expensis factis, usque ad responsionem positionum jnclusiue predictos religiosos dictos vero religiosos et eorum procuratores nomine quo supra. Jn residuis expensis ipsius littis

legittime factis eidem curato per eandem summam condempnantes quarum taxationem nobis jmposterum reseruamus. In cuius rei testimonium, etc. (1). Datum die Jouis predicta cum dictis partibus vt dictum est, anno domini millesimo ccc vicesimo secundo. *Johannes de Noereto* dictus *Huo* jmperpetuum.

Cop., reg. G. 126, f° 28 v°.

N° 7.

Juin 1322.

Amodiation des dîmes de Neuilly, faite par l'abbé Poinsard, à Girardus li Baptoiez, de Neuilly, moyennant soixante émines de grain et la recouverture de la grange.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo secundo, mense iunii, ego *Girardus li Baptoiez* de *Nulleyo*, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis, quod ego retineo ad amodiationem seu firmam a religioso fratre *Poncardo* abbate monasterii *sancti Stephani diuionensis*, fructus et prouentus huius anni decimarum suarum dicto *Nulleyo* ad monasterii sancti *Stephani* pertinentium, pro sexaginta eminiis per medium frumenti et auene, quas promitto per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum quorumcumque soluere et reddere dicto abbati aut eius certo mandato latoris presentium infra festum Natiuitatis domini Christi venturum. Et est actum inter nos, quod pro eo quod ego debeo habere straminia dictarum decimarum vna cum blado ipsarum. Ego pro-

---

(1) Mêmes formules que dans les actes n^os^ 1 et 3.

mitto et teneor grangiam seu bordam ipsius abbatis, in qua decime dicti loci poni et recolligi consueuerunt facere recoopari omnem et in totum meis ipsis sumptibus. Saluo tamen quod dictus dominus abbas debet soluere precium, quod constabit loichia quod domo predicti quam ego *Girardus* debeo capere in loicheria, et ipsam teneor quadrigare, facere promitto eciam omnia blada dictarum decimarum recolligere et ponere in dicta grangia, et nichil de dicto blado in meos vel alios vsus committere donec dicto abbati de dicta quantitate dicti bladi fuerit plenarie satisfactum, et si reperiretur de dicto blado aliquid extra dictam grangiam in meos vel alios vsus committere ante satisfactionem predictam. Ego volo et consencio illud michi esse perditum, et dicto abbati acquisitum seu sibi in tantum teneri. Que predicta omnia et singula promitto per meum jam prestitum juramentum firmiter tenere, adimplere et inuiolabiliter obseruare, et renuncio pro me et meis penitus in hoc facto omni actioni et exceptioni mali, metus et in factum condictioni sine causa dicte admodiationis non legitime factorum omnibus quod aliis actionibus et exceptionibus iuris et facti, que contra tenorem presentium dici possent vel opponi iurique dicenti generalem renunciationem non valere. Et volo me compelli et premissorum obseruanciam, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie* cuius iuridictioni quo ad hoc suppono me, meos heredes et omnia bona mea. Actum in presencia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico*, clerici coadiutoris *Johannis Rateti*, notarii diuionensis, domini *Johannis* de *Tannureyo*, presbyteri, *Guillermi Breti* de *Johannis*, et magistri *Johannis Valonis* de *Sancto Fidelo*, clerici ; testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 375, scellé sous double queue.

N° 8.

Juillet 1322.

Vente par Demongetus, dit Bonnechouse, d'une maison, sise à Dijon, hors de la porte au Comte.

In nomine domini, amen. Anno jncarnacionis eiusdem millesimo ccc vicesimo tertio, mense julii, nos *Demoingetus* dictus *Bonnechouse* de *Dyuione,* et *Ysabellis* eius vxor, notum facimus vniuersis quod nos sponte, scienter et prouide, vendimus perpetuo et quictamus pro nobis et nostris heredibus, *Nicholao* dicto *Folot* de *Besua Diuionis* commorante, pro se et suis heredibus, vnam domum sitam *Dyuione* extra portam *Comtis,* juxta domum *Johannis* de *Tamela* ex vna parte, et juxta domum *Johannis Frerouhot* filii *Theobaldi Frerouhot* ex altera, precio scilicet: viginti quinque librarum turonensi um paruorum bonorum, nobis a dicto emptore solutarum in pecunia legit time numerata et de quibus a dicto emptore nos tenemus plenarie pro pagatis. Quare nos pro nobis te nostris heredibus, de dicta domo vendita penitus deuestimus, dictumque emptorem pro se et suis heredibus inuestimus corporaliter de eadem. Et promittimus pro nobis et nostris heredibus per nostra juramenta corporaliter ad sancta Dei euuangelia, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, dictam domum venditam quictam pro sexaginta solidos *diuionenses,* anno quolibet religiosis *sancti Stephani* de *Diuione* perpetuo soluendis, et pro partita dicto emptori et suis heredibus contra omnes perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere jn judicio et extra ; nostris propriis sumptibus et expensis si qui calumpniatores apparerent superhoc quod absit quamcito, quociensque et quacunque parte littis super hoc a dicto emptore fuerimus requisiti, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, et contra tenorem presencium non venire infuturum. Et volumus

nos ad premissorum obseruanciam compelli, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie* cuius juridictioni quo ad hoc supponimus nos et nostros heredes. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Curtilerii* de *Diuione*, clerici coadiutoris *Johannis Rateti*, notarii *dyuionensis Hugonis Graindorge* et *Stephani li Mouceuz* de *Diuione*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Cop., reg. G. 127, f° 87.

N° 9.

Septembre 1322.

Sépulture contre la chapelle du duc.

Nos *Henricus* decanus, et capitulum capelle domini ducis *Burgundie* de *Dyuione*, notum facimus vniuersis presentes litteras jnspecturis, quod dominum *Haymonem Baudeti* concanonicum nostrum jnhumemus seu inhumare proponamus in cappella predicta, nostre tamen jntentionis seu voluntatis non est quod per hoc aliquod nouum jus cimeterii seu parrochiatus vel dictorum jurium possessio nobis vel cappelle predicte acquiratur, aut ecclesie *sancti Stephani* preiuditium generetur ymo volumus, quod omnia sua pura sibi remaneant illesa, juri tamen si quod habebamus antea non jntendimus renuntiare : promittimus insuper compositionem inter ecclesias *sancti Stephani* et cappellam predictas nouissime factam, et de vtriusque partis sigillis sigillatam procurare pro viribus et quantocitius commode poterimus per sedem apostolicam, ex certa scientia confirmari secundum modum et formam alias concordatam. Datum sub sigillis

nostris, die mercurii post festum exaltationis sancte Crucis anno Domini M CCC vicesimo secundo.

Orig., G. 221, scellé sous simple queue. — Cop., reg. G. 133, f° 298 v°.

N° 10.

1322, mercredi avant la Madeleine.

Echange entre l'abbé Poinsard et le couvent.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, nos frater *Ponczardus* humilis priorque et totus conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis *sancti Augustini lingonensis* dyocesis, notum facimus quod nos diligenti tractatu et deliberatione prouida in nostro capitulo et extra : Inter nos abbatem predictum ex vna parte, et nos priorem et conuentum predictos ex altera, habetis in capitulo nostro propter hoc ibidem specialiter constituto, vtriusque nostrorum et successorum nostrorum considerato commodo euidenti vnanimes inhimus, habemus et facimus ad inuicem de rebus infrascriptis permutationem seu excambium ac conuentionem prout inferius continentur. Videlicet quod pro rebus inferius declarandis nobis abbati pro nobis et nostris successoribus, et dictis priore et conuentu de bonis suis ad vsum pictanciarum suarum deputatis in perpetuum traditis quictatis et remissis. Nos abbas predictus pro nobis et nostris successoribus, de bonis nostris propriis et ecclesie nostre ad sellam nostram spectantibus dictis priori et conuentui pro se et eorum successores, tradimus in perpetuum, concedimus et quictauimus ea que secuntur. In vsus necessarium pictanciarum suarum secundum ipsorum arbitrium totaliter commitenda, videlicet quandam maiseriam in qua quondam fuit domus jamdiu durupta et defecta cum camera ante dictam domum sita, cellario et pertinente

aisanciis et exitibus uniuersis quam inhabitare solebat dictus *Radulphus* de *sancto Luppo* presbiter, et quondam nostre dicte ecclesie celerarius et quam *Aubricus* quondam christianitatis *Dyuionis* decanus in perpetuam elemosinam ecclesie nostre dedit et concessit. Item quoddam torcular, quod fuit quondam *Renaudi* dicti *Bec Doye*, situm retro domum nonam conuentus predicti quam nunc inhabitat *Hugo* dictus *Chapez* de *Dyuione* clericus, et maiserie et camere contingerim, inter torcular quod fuit quondam *Renaudi* de *Perreceyo* ex vna parte, et torcular quod fuit quondam *Guillermardi Chappon* ex altera situm. Item aliam domum ruinam jam minantem, sitam ibidem que quondam fuit *Aubrici* decani predicti et quam nunc inhabitat *Johanna de Cutigneyo* dicta *Morsselote*, et que sita est inter domum religiosorum *cisterciensium* ex vna parte, et mansum qui fuit *Regnaudi* de *Perreceyo* ex altera ; que domus maiseria cum camera et tortuclari predictis eorumque pertinentiis vniuersis se extendunt de vico in vicum, scilicet de vico *es Ribotez*, usque ad *Rooletam monialium de Thardo*. Nos vir prior et conuentus predicti, pro premissis omnibus nobis et nostris successoribus, a dicto domino abbate pro se et suis successoribus, imperpetuum traditis et concessis de bonis nostris propriis ad nos et pictancias nostras jmmediate spectantibus pro dicto domino abbati pro se et suis successoribus, et ad sellam eorumdem tradimus, concedimus jmperpetuum, et quictamus omnia que hic inferius declarantur; videlicet septem pecias terre arabilis, continentes septem jornalia cum vno quartio, sita in finagio de *Cutigneyo*, quarum tres site sunt in loco vbi dicitur *Miseneler*, prima iuxta terram *Andrieti* dicti *dou Pasgner* ex vna parte, et terram *Aubrieti Bone* ex altera, secunda, iuxta terram heredum *Johannis le Corbe* ex vna parte, et terram *Guillermi* de *Cutigneyo* domicelli ex altera ; tertia, iuxta terram reli-

giosorum *sancti Stephani* ex vna parte et terram *Marione* filie quondam *Belini dou Pasgner* ex altera. Item aliam peciam terre sitam in loco vbi dicitur *en Brenaul* juxta terram hospitium Ierosolimitani hinc et inde ; item aliam peciam terre sitam en *manl boissat* juxta terram liberorum *Forgnandi* ex vna parte, et terram *Hugonis* dicti *Lobereaul* ex altera ; item aliam peciam terre sitam *es Crais des vignes*, juxta terram heredum dicti *au mairot de mirandes*, hinc et inde ; item aliam peciam terre sitam *es quarres* juxta terram *Garneri Griffon*, hinc et inde ; item dimidiam secturam prati sitam in loco vbi dicitur *An viner*, infra finagium de *Cutigneyo* et partitur cum pratis ecclesie *sancti Stephani* predicti ; item boissellos bladi prouenientes in terra sita supra duodecim jornalia terre arabilis et in finagium de *Cheuigneyo*, in loco vbi dicitur *En Percey*, quos dominus *Guillermus* quondam dominus de *Maigneyo super Tyliam*, miles, in suo testamento legauit predicto conuentui pro anniuersis suo perpetuo celebrando, qui boisselli in modium qui sequitur recipiuntur et a conuentu predicto recipi consueuerunt, videlicet quod quicumque vnum ex hiis jornalibus tenebit uel excolet soluere tenebitur quatuor boissellos bladi prouenientes in tria quorum tres equalent dimidio quartallo. Tertio uero anno quando dicta jornalia erunt *en sombre* qui ipsa tenebit tunc solummodo soluet vel soluere tenebitur loco boissellorum sex denarium pro jornali, et omnia alia que nos prior et conuentus predicti nunc habemus et haberi possimus in villis et finagiis de *Cutigneyo* et *Cheuigneyo* predictis, excepto patronatu ecclesie de dicto *Cheuigneyo* ; item viginta solidatas terre ad monetam *dyuionensis*, quas conuentus predictus habet et habere debet et precipue consueuit, et quas sibi in suo testamento nam diu est legauit dictus *Guillermus* abbati presbyter pro anniuersiis suo perpetuo celebrando, super quandam domum sitam in vico *sancti*

petri dyuionensis, ante domum fratrum minorum inter mansum vacuum quem nunc tenet vir nobilis dominus de *Verduno* ex vna parte, et domum *Guieti* dicti *Damprior* ex altera. Quictamus etiam et remittimus nos prior et conuentus predicti, pro nobis et nostris successoribus, predicto domino abbati et suis ex causis predictis, summas pecuniarum infrascriptas ab eodem domino abbate de voluntate et assensu nostro, jam habitas et receptas et nobis legatas a personis infrascriptis ; videlicet a domine *Odone* de *Besua* quondam *Aubianense* canonico quadraginta librarum turonensium bonorum et forcium, pro domino *Renaudo de Colohis* quondam canonico *eduense* hexaginta librarum turonensium, pro domino *Haymone de Leugley* quondam vicario de *Nuylleyo* duodecim librarum turonensium. Item viginti tres librarum turonensium a domino domino abbate nobis conuentui debitas per computum legittimum inter ipsum et nos factum pro deffectu solutionis ouorum, caseorum et alectinis ab ipso et officialibus suis pro prebendis nostris cothidianis de... precito debitorum ; has ante pecuniarum summas a personis predictis, dictis priori et conuentui secundum quod permittitur legatus. Nos abbas predictus habuimus et recepimus et in vsus vtiles et necessarios nostros et nostri monasterii, videlicet in exhonerationem debitorum nostrorum et dicti nostri monasterii confitemus esse positas totaliter et conuersas, dictas que viginti tres librarum ex causa predicta, predictis priori et conuentui debebamus per computum supradictum has ante permutationem seu excambium, conuentionem, quictationem et remissionem predictas. Nos abbas predictus priorque et conuentus predictus tenemur et promittimus bona fide secundum quod nostrum quemlibet tangere potest et tangit. Alte nostrum abbati tenere et imperpetuum et inuiolabiliter pro nobis et nostris successoribus obseruare. In cuius rei testimonium et ad obseruanciam

omnium premissorum, nos abbas prior et conuentus prenominati sigilla nostra hiis presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum, in capitulo nostro, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo secundo, die mercuris ante festum beate Marie Magdalene,

Orig., G. 142, scellé sous double queue. — Cop., reg. G 127, f° 10 (mars 1411), et reg. G, 133, f° 162 r° (1er octobre 1664, Arv.).

N° 11.

Octobre 1322.

Vente faite par Thierry de Til-Châtel, bourgeois de Dijon, au couvent de Saint-Etienne, de quatre livrées de terre qu'il assigne sur sa maison, sise rue « es Channex ».

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem M° CCC° vicesimo secundo, mense octobris, ego *Thierricus* de *Thilicastro* burgensis de *Diuione,* notum facio vniuersis tam presentibus quam futuris, quod ego prouida deliberatione super hec habita, non vi, non metu, non dolo, ad hoc inductus nec in aliquo circonuentus, sed pro vtilitate et neccessitate meis super consideratis, vendo et titulo pure perpetue perfecte ac irreuocabilis venditionis concedo pro me et meis heredibus, religiosis viris priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, quatuor libratas terre ad monetam *diuionensem*, quas assideo et assigno pro se et eorum successoribus, super quandam domum cum manso curtili platea torculari celario pertinenciisque et appendentiis ipsius domus vniuersis, que omnia sita sunt *Diuione* in vico *Es Channex,* iuxta domum burgensis *Pelliparii* et domum que fuit *Belote la Vullere* et se ingerit vsque ad domum dictorum religiosorum que fuit *Regnaudi Bec doie.* Item, vendo una cum predictis venditis et quicto in perpetuum prefatis religiosis pro se et suis successoribus, latitudinem vnius pedis cum

dimidio ad manum de terra mea mansi mei quem habeo iuxta domum dictorum religiosorum, et se extendit dicta terra vendita secundum dictam latitudinem a manso in quo fuit torcular *Villemardi Chapom* ad longitudinem dicte domus dictorum religiosorum et in medietate iuxta ipsam domum vsque ad *Raoletam monalium de Thardo.* Quam venditionem facio precio triginta librarum bonorum turonensium paruorum cum vna bladi et vno modio vini quas pecunie et bladi quantitates recepi et habui a dictis emptoribus in pecunia numerata, et de eisdem me teneo pro pagato penitus et contento. Quare teneor et promitto pro me et meis heredibus, et a me super hoc causam habentibus et habituris per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum expresse tam mobilium quam immobilium, presencium et futurorum, soluere et reddere annuatim de cetero prefatis religiosis et eorum successoribus, quatuor libras monete *Dyuionis* supradicte ad terminos qui secuntur, videlicet : quadraginta solidos dicte monete *Dyuionis* ad festum Natiuitatis beati Johannis Baptiste, et alios quadraginta solidos eiusdem monete, ad festum Natiuitatis Domini, in pace et sine litte mouenda, et absque strepitu et fugura iudicii cuiuscunque. Volo etiam et concedo quod, si forte me, vel meos heredes, aut a me causam habentes super hoc vel habituros deficere contigerit in soluctionibus predictis aut aliqua earumdem dictis religiosis per se vel per mandatum suum sua propria auctoritate et sine clamore vel ostensione alicuius curie ad predicta in dictis assessione et assignatione contenta recurrant, eaque teneant et possideant fructusque et exitus leuent et percipiant ex eisdem quousque super dicto deffectu et dampnis inde habitis sibi ad plenum fuerit satisfactum, teneorque ex pacto et promitto pro me et meis heredibus et a me causam super hoc habentibus

et habituris, sub iuramentum et obligatione predictis, prefatis emptoribus ac eorum successoribus super premissa contra omnes portare legitimam garantiam, et in me littis onus suscipere causamque deffendere, necnon in omni curia semper et vbilibet locorum me contra personas omnes opponere et respondere propriis meis sumptibus, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis et dampni illati debet fieri et prestari. Dampna vero expensas et totum interesse que et quas dicti religiosi aut eorum successores occasione premissorum sibi per me modo premisso non completorum incurrerunt, sustinuerint aut fecerint, teneor ex pacto et promitto pro me et meis heredibus et a me causam super hoc habentibus et habituris sub iuramento et obligatione predictis eisdem religiosis seu eorum procuratoribus pacifice, resarcire, et super hoc redere per suum simplex verbum probatione alia non exacta renuncio siquidem in hoc facto pro me et meis heredibus et habituris exceptionibus doli, mali, vis, metus, lesionis et circonuentionis rei hoc modo vel debito modo non geste vendicionis legitime non facte, non numerate et non habite pecunie spei future numerationis et habitionis deceptionis in aliquo reique minoris precio vel minus dimidio iusti precii vendite subsidio cleri fori priuilegio presencium copie ac transcripto. Et omnibus aliis exceptionibus rationibus et allegationibus tocius iuris et facti que ad elidendum premissa vel aliquod de predictis possit obici seu dici, et precipue iuri dicenti generalem renunciationem non valere. Volentes me et meos heredes seu a me super hoc habentes causam seu habituros compelli ad premissarum obseruantiam, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie,* cuius iuriditioni quo ad hoc suppono me, heredes meos, et a me causam super hec habentes seu habituros, ac omnia bona mea. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico* clerici

coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *Diuionis*, *Perrini* de *Verrangiis* domicelli et *Johannis* dicti *Petit* testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Cop., reg. G. 133, f° 156, scellé sous double queue (Arv.).

N° 12.

Février 1323.

(Pièce en mauvais état.)

Bail à cens. — *Perrotus de Eschigeyo* reconnaît retenir à cens de l'abbaye de *Saint-Etienne*, un journal de terre sis au finage de ladite ville, au lieu dit « *Es Plantes de Gresilles* », joignant la terre de *Gilotus de Eschigeyo*. Ledit bail à cens est consenti moyennant 10 sols *dijonnais* payables chaque année à la Saint-Jean. Fait en présence de *Johannes Ratetus*, notaire à *Dijon ; Hugo de Auxona* et *Parisetus Lectoisiet* de *Dijon*, témoins requis.

Orig., G. 300, scellé sous double queue.

N° 13.

Mars 1323.

Quittance donnée à Othenin par Perrinus, Henricus et Humbertus, ses enfants, de leur portion des héritages ayant appartenu à Dannone, leur mère, sur les finages de Varanges et de Champagne.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem M° CCC° vicesimo tertio, mense marcii ante pascha, nos *Johannes Perrinus* et *Henricus* liberi *Othonini* de *Verrangiis* domicelli, notum facimus vniuersis quod nos sponte et prouide considerata in hoc vtilitate nostra, et commodo euidenti tam nomine nostro et pro nobis, quam nomine

Humberti fratri nostri, et pro ipso partiti singuli penitus et diuisi a predicto patre nostro, jn omnibus bonis mobilibus et jmmobilibus, et omnibus aliis que inter nos omnium predictorum fratrum et predictum patrem nostrum fuerunt aut vnquam debuerunt esse communa in toto tempore retroacto, et jmpartamus proportionibus nostris et proportione dicti *Humberti* bonorum predictorum omnia hereditagia que data fuerunt *Dannone* matre nostrê in maritagium tam apud *Verranges* quam apud *Champagnes,* de quibus omnibus predictis, tenemus nos pro pagatos. Quare quittamus jmperpetuum et emittamus pro nobis et nostris, et pro dicto *Humberto*, eidem *Othonino* et suis totum aliud residum bonorum predictorum, et omnia bona que acquirere potuerit infuturum. Promittentes pro nobis et nostris, et pro dicto *Humberto* per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predictum partagium et quictationem predictam predicto patre nostro tenere firmiter et contra predicta sine aliquod de predictis de cetero non venire nec contrauenienti consentire. Conuenientes in hoc facto ex certa scientia omnibus exceptionibus et deffensionibus totius juris et facti, que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici et precipue jurisdicenti generalem renunciationem non valere. Et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presentia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, *Hugonis Zelebetis* et *Stephani* generi quondam *au Grasset* de *Verrangiis*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous simple queue.

N° 14.

1323 (du mercredi avant l'Ascension).

L'abbé *Poinsard* nomme *Johannetus* de *Chambeire* bourgeois de *Dijon*, moyennant une livre de cire payable chaque année « in festo *Sancti Stephani* ».

Orig., G. 193, scellé sous simple queue (1).

N° 15.

1323.

Ratification par le couvent de la lettre de l'abbé Poinsard, nommant un bourgeois de Dijon (V. *supra*, n° 14).

Nos frater *Stephanus* prior ac conuentus monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, notum facimus vniuersis, quod nos contenta in litteris presentibus hiis annexitis, laudamus, confirmamus, rattifficamus et approbamus. In cuius rei, etc. Datum die mercurii in vigila festi Natiuitatis beate Marie Virginis, anno domini millesimo ccc° vicesimo tertio.

Orig., G. 193, scellé sous simple queue.

N° 16.

Juin 1323.

Vente de cens. — *Jacquina*, epouse de *Perrenetus de Alta-Villa*, demeurant à *Dijon*, vend à *Philippus Borelerius* deux deniers de cens, payables chaque année au couvent de *Saint-Etienne* à la Saint-Martin d'hiver, et

---

(1) Cette pièce est presque illisible, l'indication de son contenu est tirée de la note inscrite au verso.

assignés sur une maison, sise à *Dijon,* joignant d'un côté la maison de *Stephanus de Geureyum*, et de l'autre celle de la veuve de *Philippus Grifon*. Ladite vente est consentie moyennant le prix de quatre livres de petits tournois dont le présent acte vaut quittance. — Approbation par *Perrenetus* de la vente consentie par sa femme *Jacquina*. — Fait à *Dijon*, en présence de *Johannes Piquardus,* coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire à *Dijon ;* de *Regnaudus Bourelorius* et de *Bonin*, sergent du maire, témoins.

Cop., reg. G. 127, f° 72 r°.

N° 17.

Octobre 1323 (vendredi après la Saint-Denis).

Le duc Eudes ratifie la tradition des bans-vins donnés à Saint-Etienne par le chapitre de la chapelle.

Nous, *Eudes* dux de *Bourgoigne,* facons sauoir a touz que cum li doyens et li chapitres de nostre chapale de *Dyion,* haient baillie et baillient a religioux hommes labbey et le couant de *Saint Estiene* de *Dyion* les bans de la vendue des vins en la ville de *Dygeon*, et tout le droit qu'il hont es diz bans por raison d'une composition faite entre les dictes parties et par eschaange des vantes et des setiers que li dit religioux hauoient en la ville de *Dyion*, nous pour le bien de pais entre les dictes parties et lour eglises, nous consantons a la dicte tradicion et au dit eschaange, et le loons et confermons non obstant que li diz bans fussient de nostre fie ou de nostre fundation, et que les rentes des personaiges de la tresorerie, de la chantrerie et de la preuostey de nostre dicte chapale, estient assignez surs les diz bans et que par ce li tresoriers, li chantres et li preuoz nous doiuent faire hommaige. En tesmoingnaige de la quel chouse nous hauons fait mettre

nostre grant seaul en ces presentes lettres, donnecs le vanredy apres la feste saint Denis, l'an de grace mil trois cenz vint et trois.

Orig., G. 184, scellé sous simple queue.

N° 18.

1324.

Reconnaissance de cens. — « *Petrus de Roseriis*, curatus ecclesie de *Arcu super Tiliam*, presbiter », reconnaît devoir à l'abbaye de *Saint-Etienne* 40 sous *dijonnais* « ratione iuris patronatus dicte ecclesie mee », payables chaque année à la Saint-Martin d'été, tant qu'il sera curé de ladite paroisse d'*Arc-sur-Tille*. Fait « die mercurii post dominicam qua cantatur Jubila te », en présence de *Villermus* de *Marchia* et de *Petrus* dicto *Prouanceaul* de *Auxona*, clercs, témoins requis.

Orig., G. 211, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 159 v°.

N° 19.

Janvier 1323/4.

Bail à cens. — « *Guillermetus dictus li Barboux* », demeurant à *Dijon*, et *Beatrix*, sa femme, reconnaissent retenir à cens pour leur vie, une maison avec ses dépendances, située à *Dijon*, hors la porte *du Comte* « extra portam comitis », près de la maison de *Johannes Lambertus* et de celle de *Johannes dictus Monbeliart*, pour 20 sols « monete communiter currentis pro tempore per ducatum *Burgondie* »; et une maison située également à *Dijon*, près ladite porte, en face l'église *Saint-Nicholas*, à côté de celle des enfants de *Johannes* de *Trancelayo* et

« mansum *Guillermi Griffonis* », pour 30 sols petits tournois, payables annuellement par moitié à la Noël et à la Saint-Jean-Baptiste, à peine de 12 deniers tournois. Fait en présence de *Johannes dictus de Besua,* clerc coadjuteur de *Johannes Ratetus,* notaire à *Dijon,* de *Sougneretus Corrigear,* de *Alnuphus Recoopertor,* témoins.

Cop., reg. G. 127, f° 89 r°.

N° 20.

10 janvier 1324.

Confirmation, par le papè Jean XXII, de la transaction intervenue, le 17 mars 1311, entre l'abbaye de Saint-Etienne et la chapelle du duc (V. *Cartulaire de Saint-Etienne,* édit. Parisot, n° 27).

Johannes episcopus, seruus seruorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii sancti *Benigni diuionensis lingonensis* diocesis et decano ecclesiæ *cabilonensis* ac officiali *Trecensis,* salutem et apostolicam benedictionem. Ea quæ iudicio et concordia terminantur firma debent et illibata consistere, et ne in recidiuæ contentionis scrupulo relabantur, apostolico conuenit presidio communiri. Exhibitu siquidem nobis dilectorum filiorum *Ponczardi* abbatis et conuentus monasterii *Sancti Stephani* de *Diuione,* ordinis *Sancti Augustinis,* ac *Henrici* decani et capituli capellæ ducis *Burgundiæ* dicti loci de *Diuione* ad *romanam* ecclesiam nullo medio pertinentis *lingonensis* diocesis petitio continebat, quod olim inter quondam *Hugonem* tunc abbatem et conuentum dicti monasterii ex parte vna ; et quondam *Petrum* decanum et capitulum dictæ capellæ ex altera ; super integritate seu perceptione cuiusdem integræ prebendæ quum dicti abbas et conuentus prefatum monasterium obtinere dicebant in capella predicta, faciendo in ea per canonicum regularem presbyterum eiusdem monasterii deseruiri, nec non super per-

ceptione fructuum redditum ex prouentuum primi anni omnium prebendarum dictæ capellæ pro tempore vacantium in eadem. Jure quoque percipiendi decimas de quibusdam vineis dictæ capellæ, sitis in territoriis decimalibus monasterii antedicti, ac etiam super ius habendi cimiterium ac inhumandorum et clericorum eiusdem capellæ, quod prefati decanus et capitulum sibi nitebantur per priuilegia sedis apostolicæ vendicare, et super quibusdam aliis articulis orta materia questionis. Tandem post plures tractatus inter easdem partes habitos, ex quibus plena concordia non exstitit subsecuta mediantibus bonis viris inter partes easdem, super predictis aliisque variis et diuersis articulis amicabilis compositio interuenit, per quam dictæ partes mutuo videlicet certos redditus et census annuos et quædam alia iura in se ipsas transferre curarunt, saluo tamen et reseruato sacrosanctæ r*omanæ* ac uniuersalis summi pontificis beneplacito et consensu, sine cuius auctoritate nihil in hac parte intendebant facere uel etiam attemptare quout in patentibus litteris inde confectis *Hugonis* abbatis et conuentus ac *Petri* decani et capituli predictorum sigillis munitis plenius continetur. Et licet post modum omnibus et singulis supradictis, felicis recordationis *Clementi* papæ et predecessori nostro expositis fuisset eidem a dictis partibus humiliter supplicatum, vt confirmationis suæ robur eisdem ex certa scientia adicere dignaretur, idemque predecessor predicta omniæ et singula ex certa scientia confirmasset. Quia, tamen litteræ predecessoris eiusdem super huiusmodi confirmatione confecta bullatæ, propter ipsius superuenientem obitum non fuerunt, pro parte *Ponczardi* abbatis et conuentus, ac *Henrici* decani et capituli predictorum nobis exstitit humiliter supplicatum vt compositionem predictam cum omnibus articulis contentis in ea, confirmationis nostræ munimine roborare auctoritate apostolica dignaremur. Nos itaque abbatis et

conuentus ac decani et capituli predictorum supplicationibus inclinati compositionem huiusmodi, et omnia in ea contenta rata et gratia habentes illa auctoritate apostolica ex certa scientia confirmauimus supplentes omnem defectum si quis interuenisset forsitan in premissis vel aliquo premissorum de apostolicæ plenitudine potestatis, quo circa discretiòni vestræ per apostolica scripta, mandamus quatenus vos, vel duo aut vnus vestrum, per vos vel per alium, seu alios predictis partibus, efficacis defensionis presidio assistentes faciatis compositionem ipsam auctoritate nostra firmiter obseruari, nec partes easdem et ipsarum alterutram ab aliquibus super predictis contra huiusmodi nostrarum confirmationis et suppletionis tenorem molestari indebite permittatis, molestatores huiusmodi nec non contradictores quoslibet et rebelles per censuram ecclesiasticam appellatione post posita compescendo, nec obstante si aliquibus a sede sit indultum predicta quod interdici suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum, de indulto huiusmodi mentionem. Datum *Auinione* x° kalendas janua, pontificatus nostri anno nono.

Cop., reg. G. 121, f° 50.

N° 21.

Février 1324.

Renaud, fils de Richard, clerc à Dijon, vend au couvent de Saint-Etienne deux chambres situées rue des Nonnes-du-Tard.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo quarto, mense februarii, ego *Renaudus* filius quondam *Richardi* clerici de *Dyuione*, notum facio vniuersis, quod ego sponte et prouide, vendo ac imperpetuum quitto, pro me et meis heredibus, reli-

giosis viris priori et conuentui monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, pro se et eorum successoribus, duas cameras sitas apud *Dyuionem* in vico *monialium de Thardo*, juxta domum meam hinc, et domum dictorum emptorum jnde, cum manso et pertinentiis retro dictas cameras existentes vsque ad murum retro dictas cameras existentem, necnon et cum muro ad dictum mansum pertinente, qui mansus se extendit a coquina domus dictorum emptorum vsque ad metam prope mansum meum appositam. Quam quidem venditionem facio pro precio decem et octo librarum turonensium michi a dictis emptoribus solutarum, et de eisdem me teneo plenarie pro pagato. Deuestiens me de predictis venditis et dictos emptores et suos successores corporaliter inuestiens de eisdem. Promittens pro me et meis heredibus per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum, predicta vendita libere pro perticha prefatis emptoribus et suis, contra omnes perpetuo garantire. Et in me littis honus suscipere, causamque deffendere meis propriis sumptibus, si qui calumpniatores quod absit apparerent quamcito, quociens et quacunque parte littis super hoc fuero requisitus, necnon facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Ego vero *Guillerma* relicta *Richardi* clerici predicti, mater dicti venditoris predictam venditionem cum omnibus aliis predictis laudo, volo penitus, et approbo. Et quicquid juris actionis et rationis in predictis venditis habeo, habere possum vel debeo prefatis emptoribus et suis, quitto pro me et meis heredibus perpetuo penitus et remitto. Promittens pro me et meis heredibus, per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum contra tenorem presentium non venire tacite, vel aperte. Et insuper nos venditor et laudatrix predicti renunciamus in hoc facto

prout cuilibet nostrum competi, ex certa scientia, pro nobis et nostris heredibus sub prestitis juramentis, exceptionibus venditionis predicte legitime non facte dicte pecunie non habite et non numerate, spei future numerationis et habitionis deceptionis in aliquo omni juri in fauorem mulierum introducto, ac omnibus aliis exceptionibus juris et facti qui contra tenorem presentium possent obici seu dici, jurique dicenti generalem renunciationem non valere. Et ad premissa tenenda volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Piquardi* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Perroneti Poissenet* de *Dyuione* carpentarii, et magistri *Andree* de *Creceyo* clerici morantis apud *Dyuionem*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 277, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 165 v°.

N° 22.

1324 (samedi avant les Bordes).

Pierre de Semur, clerc du duc de Bourgogne, rend une sentence condamnant Huguenot de Troichères à supprimer les jours qu'il avait établis sur la maison de l'abbaye.

Nous, *Pierres* de *Semur*, clercs le duc de *Bourgogne*, facons sauoir a touz que cum cause fust mehue pour deuant nous, entre le procurour de religieuses persones l'abbey et li couant de *Saint Estienne* de *Diion*, en non de procurour d'une part, et *Huguenot* de *Troicheres* demorans à *Mombart*, ou non de luy et de *Lore* sa femme qui fut suer *Jeham* de *Perrecey*, d'autre, sur ce que li diz procurour ou non que dessus propousay por deuant nous contre les diz mariez, que vne maison assise a *Diion* en la rue *es Nonains de Thart*, en la quelle demore

Hugues Chappey, appertient es diz religieux por droit de soignorie ou auxi ; et que vne autre maison assise entre la dite maison d'une part, et vne autre maison qui est des diz religieux d'autre, estoit au dit *Jeham* de *Perrecey* au temps que il viuoit et que il ala de vie a mort, et en estoit sasiz comme de la soe propre, et que par vertu de couenances contenues en lectres seaulees dou seaul de la court monseigneur le duc faites entre les diz religieux et li dit *Jeham*, au temps que li diz *Jehans* tenoit la dite maison comme soe, sus le fait et le droit des dites maisons la maison dou dit *Jeham*, ne li diz *Jehans* ne sui successours ne cilz qui de lui hont ou hauront cause, ne hauoient, pouhoient droit, sasine, ne proprietey, ne seruitute, en la dite maison des diz religieux, ne ou mur d'ycelle, manques tant solemant de mectre et de tenir mis ou dit mur, trois boichoz issanz dou gros de hun poin dou dit mur pour deuer la maison dou dit *Jeham*, et cum puis la confection des dites lectres et contre la tenour d'ycelles, li murs de la maison des diz religieux hoit estey perciez en plusiours leux, et mis marrien ou dit mur por sostenir la maison dou dit *Jeham* et hoit l'on mis et estandu vne partie dou toit d'yceley maison sus le dit mur ou griez et ou preiudice des diz religieux, et li diz *Hugues* et sa femme a cuy est auenue la dite maison apres le deceps dou dit *Jeham*, et la tenent en disant qu'il sont sasis dauoir pertuis et fenestres ou dit mur et d'apuier et sostenir le marrien de la dite maison ou dit mur, et d'auoir le toit de la dite maison sur le dit mur, empoichoient les diz religieux a oster les chouses dessus dites faites et mises ou dit mur et sus yceluy outre les diz trois boichoz. Nous requerroit li diz procurour ou non que dessus, que nous desclaressiens le dit *Hugues* et sa femme et lour dite maison, non hauoir droit ou mur de la maison des diz religieux, maques des diz trois boichoz hauoir et tenir ou dit mur si cum dessus

est dit, et que li pertuis, fenestres et marrien et li toiz de la maison des diz mariez et les autres chouses mises ou dit mur, fors que ce qui est sur les diz trois boichoz, fussient ostez, et que li diz mariez cessient de l'ampoicher es diz religieux en ostant, et deffacent les chouses dessus dites faites et mises en lour dit mur, et que a ce les condempnessions. Et des chouses dessus dites s'offroit a prouer li diz procurour en non que dessus, ce qui l'an soffiroit, se niez ly estoit. A quoy respondit li diz *Hugues* en non de luy et de sa dite femme, que il n'estoient pas hoirs dou dit *Jeham,* et que les dites lectres ne les toichoient en riens, et lou fait dou dit procurour en tant comme il estoit contraires à aux, mit en ny le dit procourour en non que dessus, disant au contraire que il estoient hoirs ou successours et hauoient cause dou dit *Jeham* et des biens d'ycelluy, se estoient heuz entremis apres son deceps, et que nous deuiens faire la requeste dou dit procurour, moimement comme li diz *Jehans* tenist la dite maison por soe, et en morit li diz *Jehans* sires et sasiz et de ce soffrit à prouer ce qui li s'offirait a fonder santancion. Es quelx chouses prouer a luy noies dou dit *Hugues,* en non que dessus. Li diz procurour en non qve dessus amenay plusiours tesmoignaiges et mit en meniere de proue les lectres faites sus l'acort dessus dit. Desquelx tesmoignaiges recehuz, les sairemanz yceaulx diligemmant examinez, le dit *Hugues* ou non que dessuz adiorne soffisammant pour deuant nous, pour vehoir faire la publicacion des lectres et des attestacions des diz tesmoignaiges la dite publicacion faite en l'absance dou dit *Hugues* plusiours jours assignez por deuant nous, es dites parties a oyr droit a la parfin le sambadi apres la quinzaine des Bordes continuee de nous de jour en jour, dou juedi deuant, au quel juedi li diz *Hugues* et sa femme estoient adiornez por deuant nous a oyr droit en la dite cause, le procurour des diz

religieux estant en jugement por deuant nous et à nous requerrant instammant droit a luy estre dit en ceste dite cause ; les diz mariez absenz par contumace usey dou consoil de prodomes et saiges, deu haiant tant solement deuant les eaulz ; ou non dou pere et dou fil et dou saint esprit, prononceons et a droit por notre sentance diffinitiue, le dit procurour des diz religieux hauoir soffisammant prouee santancion, et por notre dite sentance, declairons le dit *Hugues* et sa femme et lour dite maison non hauoir droit ou mur de la maison des diz religieux, fors solemant des diz trois boichoz, hauoir et tenir ou dit mur, si cum dessus est dit. Et les pertuis, fenestres, le marrien et le toit de lour dite maison, et les autres chouses mises ou mur des diz religieux d'auoir estre ostez, demolliz et deffaiz, fors que ce qui est sus les diz trois boichoz et que ils cessoient de trobler empoicher les diz religieux es chouses dessus dites. Et a ce les condempnons par notre dite santance, et sur ce lour mettons perpetuel sillence. Ou tesmoignaige de la quel chouse, nous hauons fait mectre lou seaul dou quel l'on vse es causes de la cort mons. le duc à *Diion*. Fait et doney le sambadi dessus dit, l'an de grace mil ccc° vint et quatre.

Orig., G. 277, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 127, f° 75.

N° 23.

Mai 1324.

Le duc Eudes amortit à Saint-Etienne dix livres de rente.

Nous, *Eudes* dux de *Bourgoigne,* facons sauoir à touz que de grace especiaul, a la priere et a la requeste de nos amez et feauls le seigneur et la dame *Dartingney,* hauons outroye a religiouses persones labbe et le couant de *Saint Estienne* de *Dyion,* que il puissient acquerir en noz

fiez et rierefiez (1) de nostre baronie dou duchief de *Bourgoigne,* quant il lour viendray a point dix liurees de terre a tournois, en terres gaignaubles, prez, vingnes, en blef, en deniers de rentes ou en autres redeuances saulf tant comme eu ces dix liurees de terre fiez, rierefiez, ne autres nobloces ne pourront estre acquis, les queles acquises nous lour promettons en bone foy pour nous et pour noz hoirs, amortir senz riens retenir saulf nostre baronie, nostre souerenete, nostre garde, nostre ressort et le droit d'autruy. Ou tesmoing de la quel chouse nous hauons fait mettre nostre seaul en ces presentes lettres, donnees à *Villoynes en Duismois,* le sabmadi apres l'ascension nostre seigneur, l'an de grace mil trois cenz vint et quatre.

Orig., G. 180, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 171.

N° 24.

Août 1324.

Constitution de quatre livres de rente sur une maison et un banc à vendre chair, rue au Comte, faite par Andreas, dit Pié de Porc, au profit de Johannes, fils de Perellus Bourgeoise, receveur du duc.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo quarto, mense augusti, nos *Andreas* dictus *Pie de Porc* burgensis *dyuionensis*, *Juhanneta* eius vxor, *Matheus* filius dicti *Andree,* et *Maria* vxor eiusdem *Mathei*, notum facimus vniuersis presentes litteras jnspecturis quod nos prouida deliberatione et tractatu diligenti super hoc perhabitis non vi, non dolo, non metu, super hoc ducti nee in aliquo circonuenti, ymo

---

(1) Arrière-fiefs.

sponte et prouide, vendimus quilibet nostrum insolidum penitus et quittamus *Johanni* filio *Perrelli Bourioise* de *Dyuione,* receptori domini ducis *Burgundie,* pro se et eius heredibus quatuor libratas terre ad monetam bonorum turonensium annui et perpetui redditus seu census, precio videlicet quadraginta librarum turonensium predictorum nobis a dicto emptore solutarum, et de quibus tenemus nos plenarie pro pagatos ; quas quidem quatuor libratas terre ad dictam monetam, tenemur ex pacto et promittemus quibus nostrum insolidum per juramenta nostra super sancta dei euuangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, reddere et soluere dicto emptore vel eius heredibus de cetero annuatum perpetuo Die vigilia festi Natiuitatis beati Johannis Baptiste, sub pena duorum solidorum dicte monete in qua volumus nos et heredes nostros tenere dicto emptori et eius heredibus pro qualibet ebdomada quamdiu debebuntur dicte quatuor librate terre vltimum terminum supradictum, et si forte nos vel nostros heredes in solutione dicti annui redditus vt dictum est facienda omnia dampna, omnes expenses missionis ve et totius interesse qui et quas occasione deffectus nostri, dictus emptor vel eius heredes per suum simplex juramentum, se dixerit vel dixerint incurrisse, tenebimur ex tunc eidem vel eisdem pacifice resarcire. Dictasque quatuor libratas terre ad dictam monetam vna cum pena predicta assidemus et assignamus prefato emptori et eius heredibus, supra quandam domum cum eius fundo, manso, pertinenciis et appendiciis, jtem et supra stallum seu bannum ante dictam domum existens super quo carnes vendere consueuimus, que domus sita est apud *Dyuionem* in *vico Comitis*, iuxta domum que fuit *Mathei Candelarii,* et iuxta voleriam mei *Andree* predicti. Volentes nos predicti venditores et expresse concedentes, quod nisi dicte quatuor librate terre modo premisso fuerint persolute, quod dictus

emptor aut eius heredes ad predicta in dictis assessione et assignatione contenta, auctoritate sua propria tanquam ad rem suam propriam recurrat vel recurrant sine reclamatione alterius curie seu judicis, eaque teneat vel teneant, possideat vel possideant, fructus, redditus, et exitus suos faciendo ex eisdem quousque super dicto deffectu et pena predicta, ac de omnibus et singulis dampnis occasione dicti deffectus nostri habitis eidem emptori aut eius heredibus ad plenius fuerit satisfactum. Renunciamus si quid in hoc facto ex certa sciencia pro nobis et nostris heredibus sub prestitis juramentis, exceptionibus venditionis predicte legittime non facte, dictarumque quadraginta librarum non habitarum non receptarum et non numeratarum spei future numerationis, receptionis, et habicionis, deceptionis in aliquo, omnis juri in fauorem mulierum introducto, ac omnibus aliis exceptionibus rationibus et allegationibus tocius juris et facti que contra tenorem presentium possent obici seu dici, et specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere. Et ad premissa, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis, Humbeleti Poisseneti* et *Perroneti Dadot*, clericorum, ac *Monini Pitoul* de *Dyuione,* testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 281, scellé sous double queue.

N° 25.

Octobre 1324.

Arrêt des auditeurs des causes d'appeaux, confirmant une sentence rendue en 1322, par Jean de Châtillon, bailli de Dijon, à propos des droits des religieux de Saint-Etienne sur les habitants d'Ahuy.

En non de nostre Seignour, amen. Nous, auditours des causes des appeaulx, faceons sauoir a touz cels qui verront et orront ces presantes lectres, que cause fuit jadis mehue por deuant monseignour *Jehan de Chastoillon* cheualier, a ce temps baillif de *Dyion*, entre le procurour de religioux hommes l'abbey et le couuent de *Saint Estienne* de *Dyion* d'une part, et *Raoul Mangeron* et *Villemot Mangeon* procurours, et en non de procurours des habitanz de la ville d'*Ahuy* d'autre, sur ce que li procurour des diz religioux disoit et propousoit contre les procurours des diz habitanz, que li diz religioux estoient saisiz por plusours annees et por les darreres, de leuer chascun an d'un chascun qui tient feu en la vile d'*Ahuyt* hun bichot d'auoyne d'annuel rante, que l'on appale sauuemant; item, de leuer d'un chascun qui hay terres ou finaige d'*Ahuyt* demorant au leu dois la vile, tanques a la riuere de *Suson* et dois la dicte riuere en la, excepte les terres que l'on appale les alleux, por vn chascun journaul dimey quartaul de blef, conseaul et auoyne por mey d'annuel rante, dou plux le plux, et dou moins le moins que l'on appale ranterre ; item, que li diz religioux estient saisiz de getier et de leuer taille chascun an, haut et bas, vne foiz plux et autre foiz moins, sius les diz habitanz, de l'un plux et de l'autre moins, segon lour aisemant. Et en confortant ceste saisine disoit li diz procurour que por la costume generaul de *Bourgoigne*, tuit hommes non nobles sunt taillaubles se il ne monstrent titre de frainchise, et que de ces chouses estoit renommee et fame

commune. Si requeroit les diz procurours, qu'il fust declairie les diz religioux estre en saisene des droiz dessiuz diz, et que il fuissient tenuz et gardez en lor dites saisines, et que li habitanz fuissient condampne a paier les dites chouses et a cesser dou troble que il mettent es diz religioux sur ce. D'autre part par les diz habitanz fuit dit et propose, que por tout le temps passey, il estoient en saisene de vandre, d'acheter et de faire tout autre contraut en quelque soignerie que il lor plait, de lor heritaiges soit en la vile d'*Ahuyt* ou defors, en mariant lor anfanz ou autremant et que cilz en cuy il transportent lors heretaiges les tienent frainchemant por paiant tant soulemant cense et disme, et encores que il estoient saisiz de mettre messiers et vigniers por garder les biens et qu'il doiuent faire le sairemant en la main des diz religioux ou de lour commandemant; item, de prendre reortes por lor charrues et lyens por lor moissons ou bois qui est es diz religioux, et que fame estoit que por celuy vsaige, il lour doiuent les coruees des charrues et de moissons; disoient encores li diz habitanz, que il estoient en saisine de estre de l'aute justice, des frainchises et des priuileges de *Dyion* et d'estre frant et quittes de toutes tailles por paiant es diz religioux cent liures de *digenois*, qui doiuent estre geties et ygaulees antre aulx por quatre ou por sex prodomes de la vile, eslehuz sur ce de lour consantemant. Si disoient que li diz religioux au contraire les hauoient controinz et ampoichiez en lour dites saisenes, dont il estoient domaigiez en la some de mil liures; si requeroient, que il fust deelairiez aulx estre es dites saisenes, et que il y fuissent gardez et li diz religioux controinz a cesser des diz trobles et ampoichemanz. Les articles ansint propousez d'une partie et d'autre, et nyez decey et delay tranchiemant, en tant comme il estoient contraires dou consantemant des parties fait acourdez que li vne partie, et li autre amenes-

sient lor proues por deuant *Vemen de Cloistre* lors preuost de *Diion,* et por deuant maistre *Estienne de Clareuaulx,* clerc dou dit baillif, a certeyne journee. Es quelx li diz baillifz commist la recepcion et l'examinacion, et assigna journee a publier. Sur ce, li procurour des diz religioux deuant publicacion a cele fin que li faiz contenuz es articles des diz habitanz soient declairiez et tenuz por faulx, et que silance lour y soit mise; dit et propousa et bailla por escript, que la costume generaul de *Bourgoigne* estoit que tuit hommes et toutes habitacions qui n'ont titre de frainchise ou d'abonnement sont taillaubles haut et bas a lour soignour, et que se li hons taillaubles ou aboniez se desauouhe ou transporte en autre soignerie, tuit suy bien qui sont troue en la justice qu'il laisse sont commis au soignour, et que li sires qui troue les heritaiges de son homme justisauble et taillauble transpourtez en autruil que de sa soigneur, il les puet mettre en sa main comme commis a luy. Dit encore li diz procurour que de lonc temps passey li diz religioux sont saisiz de la vile d'*Ahuit* des habitanz et dou finaige comme de ses taillaubles haut et bas, esploictaubles et justisaubles et de torner en lor demmoine les biens que cilz des diz habitanz qui se transportent en autruil soignerie hont ou hauront en la vile et ou finaige d'*Ahuyt*, au temps de lor transport et les heretaiges auxi de la vile et dou finaige dessius dit qu'il hont troue hauoir estre transporte d'aucun des diz habitanz en homme d'autruil soignerie. Et disoit li diz procurour, que de ces chouses faire li diz religioux estient priuilegiez tant por la costume generaul comme por lectres et declaracion sealle dou seaul de la court monseignour le duc. Disoit encores li diz procurour que li diz religioux por tout le temps passe sont saisiz de la meniere dessus dite, et que les dites terres furent baillies des diz religioux es habitanz d'*Ahuyt* por celle redeuance, et encor que li diz religioux sont saisiz

de mettre les diz messiers et vigniers, et de leuer amandes des diz habitanz qui sont trouez tranchanz reortes es bois dessus diz, de justifier en touz cas la dite vile et les diz habitanz non pas segon les priuileges de *Diion*, mais por la generaul costume de *Borgoigne*. Et dit li diz procurour que de ces chouses estoit voiz et renummee commune. Les quelx articles preiudiciaux ensint bailliez a la fin que dessus, furent aiornez li diz habitanz a certene jornee por deuant le dit preuost por especiaul commission que il hauoit sur ce dou dit baillif a respondre es diz articles; a la quel journee li diz habitanz et lor procurours feirent deffaux, ne n'y vindrent, ne annoyrent. Et furent raiornez de rechief comme dessus a vne autre jornee, a la quele li diz articles lor furent lehuz, et lor fuit commande quatre foiz que respondissient, li quelz ny vouxirent respondre. Finaulement, por deuant le dit baillif, fuit ordene dou consantemant des parties, que li proue por les diz religioux se faroit suis les diz articles apres la publicacion des tesmoings trouez et amenez de cehay et delay, suis les faiz principaulx vaurroient celes preuues des articles qui saront reciuaubles autant comme se ele se facent deuant la dite publicacion. La quelle publicacion faite, hont este proposees d'une partie et d'autre raisons de fait et de droit, a reproue les tesmoings qui hont este amenez et produz deceay et delay et la deposition d'iceaulx. Especiaulmant, por les diz religioux hont este propose plusours cas et articles reprobatoires, por les quelx il antandent que li plusours des tesmoings des diz habitanz hont depose fauxete et manceonge en lor tesmoignaige. Les quelx chouses propousees et noyes d'une partie et d'autre hont este amenez deceay et delay tesmoinz et lettres qui hont este examine diligemmant. Finaulmant, les parties se botirent en droit por deuant le dit baillif, li quelx baillif, les parties presentes et requeranz droit pronuncit et a droit le procurour des diz reli-

gioux hauoir soffisammant proue santancion. Et ansint lor adiugit la saisine de la taille haut et bas, qui doit estre ygaulee por les prodomes que li diz religioux y dauent appeler et de preuoir chascun an le sauemant et la ranterre sius les habitanz d'*Ahuyt* qui hont plaidie en ceste cause, por la meniere contenue en l'antancion des diz religioux, sauue la question de la propriete, et hay condampnez les procurours des diz habitanz a cesser dou troble et de l'ampoichemant que il lor metret ; encor hay pronuncie li diz baillifz, les procurours des diz habitanz non hauoir proue lor antancion, en absoillant les diz religioux quant a la saisine dou parcors de *Diion* et des autres viles voisines de tenir lor heritaiges franchemant de quelque leu que il lor plait, de vendre et de doner en mariaige franchemant a lor filles lor heritaiges, fors dou leu d'*Ahuyt* combien que il ne soit de l'antancion dou dit baillif de restroindre franc mariaige, saulf le transport des heritaiges franchemant. Encor hay pronuncie li diz baillifz, li diz habitanz non estre saisis, d'estre de l'aute justice, ne de viure selonc les priuileges de *Diion,* ne que il soient demoranz a *Ahuyt* frant et quittes por paiant vne foiz l'an es diz religioux cent liures de *digenois* et quant a ce, il lor met silance perpetuel ; et quant es articles des lyens et des raortes, et de mettre messiers et vigniers soffisanz por garder les biens defors, hay pronuncie li diz baillifz que il hont soffisammant proue lor antancion sius la saisine la quele il lor hay adiugie saulf le sairemant des messiers et des vigniers dessius diz, le quel il doiuent faire en la main des diz religioux, de la quele saisine li procurours des diz habitanz hont appele a nous, et nous hont baillie et presantez les dites parties lor esploiz qui furent faiz es causes dessus dites por le dit baillif, et por ses diz commisseours requis que nos lor feissiens droit, c'est a sauoir : por les diz habitanz en tant comme la dite santance estoit donee por aulx que ele fust

confirmee, et en tant comme ele hauoit este donee contre aulx que il fust pronuncie, ley hauoir estre maul donee et les habitanz hauoir bien apele. Et li procurour des diz religioux requeroit le contraire. Nous hauons vehu les esploiz, les actes et les parties et hauons done plusours journees doir droit es dites parties. Finaulmant, a la journee de huy qui sur ce est assignee nous hauons ose dou consoil de prodomes et de saiges, et por la volunte des parties nous hauons appele a voir les esploiz especiaulmant maistre *Bon de Chalon* et maistre *Eude le Chageour*. Si disons en tel meniere : en non dou pere, et dou fil, et dou saint esperit, que li diz religioux hont bien et soffisammant proue les antancions et les articles dou sauuemant, de la ranterre et de la taille haut et bas faire chascun au sius les diz habitanz, et que la saisine dou dit baillif qui sur ce est donee por les diz religioux hay este bien donee sur la possession, la question de la propriete sauue, por l'une partie et por l'autre et que li diz habitanz ou lor procurours sur ce hont mal appele. Item, nous disons et pronunceons, et a droit que considere et regarde les articles preiudiciaulx proposez et prouez de par les diz religioux contre le fait et les articles des diz habitanz, et les reproues qui hont este auxi faites por les diz religioux contre les proues et les tesmoins des diz habitanz, li diz habitanz n'ont pas proue soffisammant que il soient en possession de vandre ne transporter por mariaige ne por autre titre frainchemant, en genz d'autre condicion ou d'autre soignerie les heritaiges que il hont en la vile et ou finaige d'*Ahuyt* ne que cilz a cuy il les transporteret fors de la soignerie d'*Ahuyt*, les puisse tenir frainchemant por paiant cense et dime ; encor que li diz habitanz n'ont pas proue soffisammant si il demore en autre soignerie, que il soient en possession de tenir les heritaiges de la vile et dou finaige d'*Ahuyt* frainchemant por paiant cense et dime, et que li diz baillifz qui sur ce

lor hai mis silance bien hay pronuncie, sauue la question de la propriete, a l'une partie et a l'autre; et que li diz habitanz ou lor procurours quant a ce hont mal appele; disons encor que li diz habitanz ont soffisammant proue la saisine de mettre les messiers et les vigniers, et de faire jurer en la main des diz religioux, et de pranre lyens et reortes es bois dessuz diz, et que li diz baillifz qui ce lor hay adiugie hay bien pronuncie, la question de la propriete sauue; disons encor que li diz habitanz n'ont pas proue soffisammant que il soient en saisine des priuileges et de la haute justise de *Diion* ne que il soient auxi franc de toutes tailles por paiant es diz religioux cent liures *digenois*. Et en tel meniere nous disons et a droit, que li diz baillifz qui sur ce lour hay mis silance, la question de la propriete sauue, hay bien pronuncie et que li diz habitanz ou lor procurours quant a ce hont mal appele. Pour quoy nous, la santance dou dit baillif es articles et ez faiz dessius donee por les diz religioux contre les diz habitanz et contre lor procurours, nous conformons et quant es articles et es faiz que ele est donee por les diz habitanz ou fait des reortes, des liens, des messiers et des vigniers nous conformons. Encor, disons nos sius l'article des frainchises de *Diion* donc li diz habitanz se vantent qu'il hont soffisamment proue la possession de charroier lor vins en la vile de *Diion* sanz paier rouhaige, et de vandre en gros et en graille en la vile de *Diion* lors diz vins toutes foiz qu'il lour plait frainchemant, por la meniere que cilz de la vile por quoy en ce non lor adiugees la saisene, en adiostant quant a ce la saisine dou dit baillif, et condampnons quant a ce les diz religioux de cesser dou troble et de l'ampoichemant qu'il lor y mettret, et condampnons les diz habitanz, c'est a sauoir : vn chascun qui hay tenu feu a *Ahuyt* de satisfaire es diz religioux por chascune annee dois que li plaiz fuit anconnianciez de hunz bichot d'auoyne por non

et raison de sauemant ; jtem, de touz cels qui hont tenu terres ou finaige d'*Ahuyt,* dymey quartaul de blef conseaul et auoyne por mey, por non et raison de ranterre, por la meniere que il est dessius contenuz, exceptez les aleux. Nous approuons la rasure en la dozeyme lygne. Ou tesmoignaige des quelx chouses, nous hauons mis le seaul des causes des appeaulx en ces presentes lectres, faites et donees le lundi deuant la Touz Sainz, l'an de grace mil ccc vint et quatre.

Orig., G. 312, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 134, f° 157 r°.

N° 26.

Novembre 1324.

Echange entre l'abbaye de Saint-Etienne et celle de Maisières.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, nos frater *Johannes* abbas *Maceriarum* totusque eiusdem loci conuentus *cysterciensis*, ordinis *cabilonensis* dyocesis, notum facimus vniuersis, quod cum nos teneremur religiosis viris abbati et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* jn duodecim solidis *dyuionensium* annui redditus seu census ratione, cuiusdam mansi siti *Belne* retro muros castri, juxta domum discreti viri domini *Humberti* de *Jocis*, nobis a dictis religiosis ad dictam censam perpetuam traditi ; nos pro dicta censiua, damus, tradimus, cedimus et quittamus eisdem decem solidos censuales quos habemus et habere consueuimus et debemus super quandam peciam vinee, circiter decem operatas continentem, sitam jn finagio de *Roiffeyo* « *En Rouans* », jnter vineam que fuit *Johannini* filii *Hugoneti* ex vna parte, et vineam *Odeti le Perretat* de *Varois* ex altera, cuius vinee medietatem tenent nunc *Aubricus* dictus *li Poloz* de *Roiffeyo* et eius frater, aliam vero

medietatem tenet dictus *Radulphus* de *Aqueductu* presbiter, quam eciam vineam dicimus et asserimus a nobis seu predecessoribus nostris olim traditam fuisse tanquam nostram *Girardo* de *Roiffeyo* clerico ad censam perpetuam pro decem solidis *dyuionensium* nobis jn die Bordarum singulis annis apud *Dyuionem* persoluendos, sub pena seu emenda septem solidorum si non soluerentur die et loco predictis. Item, damus, tradimus et cedimus eisdem duos solidos censuales quos habemus et nos habere asserimus super quandam peciam terre, circiter jornale cum dimidio continentem, sito jn dicto finagio, vbi dicitur « *in petraria* », jnter terram que fuit domine *Marie* de *Roiffeyo* hinc et jnde, quod jornale cum dimidio fuit quondam *Girardi* predicti, qui duo solidi soluendi sunt nobis singulis annis, loco, die, et sub pena predictis. Deuestientes nos de predictis et jn dictos religiosos et eorum monasterio totum jus, possessionem, proprietatem, dominionem seu censam quod habemus aut habere possumus jn vinea et terra predictis, perpetuo transferentes vna cum actionibus nobis racione premissorum competentibus, tam vtilibus quam directis, dictumque censum eis garantire promittimus perpetuo contra omnes, et facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. In cuius rei, etc. Datum anno domini millesimo trecentesimo vicesimo quarto, mense nouembris.

Orig., G. 387, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 175.

N° 27.

1325 (vendredi avant la Purification).

Transaction entre le chapitre de la chapelle ducale et l'abbaye de Saint-Etienne, relativement à la prébende canoniale et au droit de cimetière.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, abbas monasterii *sancti Benigni dyuionensis* ordinis *sancti Benedicti lingonensis* diocesis, et decanus ecclesie *cabilonensis* exequtor seu conseruator, vna cum venerabili et discreto viro domino officialis *Trecensis* cum illa clausula quatenus vos duo aut vnus vestrum, etc., a sede apostolica deputati, salutem in domino. Noueritis nos in presencia notarii et testium infrascriptorum, litteras venerabili et discreto viri officialis *lingonensis* sigillatas prout prima facie apparebat recepisse quarum tenor sequitur in hec verba : Officialis *lingonensis* venerabilibus et discretis viris dominibus abbati monasterii *sancti Benigni dyuionensis* et decano ecclesie *cabilonensis* salutem in domino. Cum religiosi viri abbas et conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, et venerabili et discreto viro decanus et capitulum capelle domini ducis *Burgundie* dicti loci, quasdam litteras apostolicas compositionem factam inter ipsos aduenientem, confirmationem, executionem et conseruationem, eiusdem continentes quas difficile et periculosum esset exhibere quotiens ipse partes aut earum altera vellet seu vellent eis vti auctoritate nostra, seu iudicis alterius competetis per manum publicam desiderent exemplari. Ita pro exemplis seu transcriptis sic inde factis eadem fides perpetuo cum originalibus habeatur. Nos de discretione, fidelitate et industria, viris plenius considerentes vobis et vestrum cuilibet insolidum circa premissa et ea tangentia committimus vices nostras. Datum die veneris ante festum purificationis beate *Marie*

Virginis, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto.

Orig., G. 184, scellé sous double queue.

N° 28.

1er février 1325.

Procès-verbal d'exécution par l'abbé de Saint-Bénigne, le doyen de Chalon et l'official de Troyes, commissaires délégués par le Saint-Siège, de la transaction intervenue en 1311 entre l'abbaye de Saint-Etienne et le chapitre de la chapelle ducale, et confirmée par Jean XXII, le 10 janvier 1322.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, abbas monasterii *sancti Benigni dyuionensis* ordinis *sancti Benedicti lingonensis* diocesis, et decanus ecclesie *cabilonensis* exequtores seu conseruatores, vna cum venerabili et discreto viro domino officialis *trecensis* cum illa clausula quatenus vos duo aut vnus vestrum, etc., a sede apostolica deputati, salutem in domino. Noueritis nos jn presentia notariorum et testium jnfrascriptorum, litteras venerabili et discreti viri domini officialis *lingonensis* sanas et integras, vero et integro sigillo curie *lingonensis* sigillatas prout prima facie apparebat recepisse (*suit la charte n° 27*). Quibus litteris nobis per fratres *Johannem de Burgilles* cantorem dicti monasterii *sancti Stephani* et *Johannem Viomgiis* priorem prioratus de *Thardo*, canonicos dicti monasterii *sancti Stephani*, procuratores et procuratorio nomine religiosorum virorum abbatis et conuentus dicti monasterii *sancti Stephani* ex vna parte, ac per discretos viros dominos *Petrum* de *Corbigneyo* et *Petrum* de *Loya* canonicos dicte capelle, procuratores et procuratorio nomine dictorum decani et capituli eiusdem capelle ex parte altera ; exhibitis iisdem procuratores procuratoriis nominibus quibus supra, exhibuerunt coram nobis litteras

apostolicas quarum tenores inferius continentur, petentes ac humiliter supplicantes vt cum esset eis periculosum et difficile dictas litteras apostolicas totiens exhibere, et de loco ad locum transferre quotiens et vbi dicte partes et earum altera contra alteram vellet eis vti, quatenus tam auctoritate apostolica quam dominum officialis *lingonensis* nobis in hac parte commissa per personam publicam exemplari et transcribi faceremus, decernentes exempla seu transcripta dictarum litterarum apostolicarum sit facta eandem vim et auctoritatem cum ipsis originalibus auttenticis habitura, et fidem facere perpetuo inter partes jta que auttenticis originalibus in tuto loco repositis possint dicte partes et earum quelibet dictis exemplis seu transcriptis, vt publicis et auttenticis vti quotiens opus erit. Qua supplicatione sit facta, nos dictas litteras apostolicas vidimus et inspeximus, ac per jnfrascriptos publicos notarios et alios fidedignos videri et jnspici fecimus diligenter. Et quia dictas litteras sanas et integras ac omni suspitione carentes prout prima facie apparebat, inuenimus ipsas per infrascriptos auctoritate apostolica publicos notarios percepimus et fecimus exemplari et transcribi, ac in publicam formam redigi decernentes exempla seu transcripta huiusmodi sit facta eandem fidem facere et eandem firmitatem habere perpetuo cum auttenticis originalibus antedictis. Quarum litterarum apostolicarum prima cum vera bulla domini pape in filo serico bullata prout prima facie apparebat continet talem formam : *Johannes*, episcopus, etc. (Voir la confirmation de la transaction, *supra*, n° 20).

...Tenorem vero dictarum litterarum super compositionem huiusmodi confectarum de verbo ac verbum presentibus inseri facimus quum talis est. (Voir la copie de la transaction de 1311, *Cartulaire de Saint-Etienne*, édit. Parisot, n° 27).

...Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam

nostre confirmationis, commitionis et suppletionis, insi augere uel ei ausu temerario contrarie, si quis ante hoc attemptare presumpsit jndignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se nouerit incursurum. Datum *Auinione* x° kalendas januari, pontificatus nostri, anno nono, alia vero littera apostolica cum vera bulla prefati domini pape in filo canapis bullata prout prima facie apparebat formam continet infrascriptam... (Nouvelle copie de l'acte confirmatif, voir *supra*, n° 20).

Preterea nos abbas dicti monasterii *Sancti Benigni* et decanus *Cabilonensis* conseruatores prefati attendentes quod parum esset compositionem huiusmodi factam esse insi et partibus seruaretur ac teneretur cum effectu, et quod hactenus plures compositiones inter partes predictas facte sunt, quas ipse partes pro eo quod non seruantibus ipsas seu quantum eas vementibus pena non erat inflicta dicte partes seruare non curarunt. Nos dictarum partium quieti, paci et concordie prouidere volentes et compositionem huiusmodi firmiter obseruare auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa. Abbati et conuentui ac omnibus et singulis canonicis dicti monasterii *Sancti Stephani* necnon decano et capitulo et omnibus et singulis canonicis capellanis et clericis dicti capelle, tam presentibus quam sustituendis imposterum, tenore presentium districte percipiendo mandamus, et nichilominus ipsos et eorum singulos monemus quatenus ipsi et eorum singuli quantum in ipsis est, et ad eos spectat tam communiter quam diuisim jnfra quindecim dies a tempore, quo presentes ad eorum notitiam peruenerint nunciandos quorum quinque pro primo quinque vero pro secundo et alios quinque pro tertio et perhemptorum termino, assignamus compositionem predictam et omnia et singula in ipsa contenta recipient, approbent, et perpetuo infuturum obseruentiam et teneant cum effectu jnhibemus

etiam ipsis et eorum singulis, ne contra tenorem dicte compositionis vel contentoris in ea aliquid facere vsurpare, retinere vel attemptare presumant per se vel per alium, seu alios tacite vel aperte, alioquin in abbatem, decanum ac singulares personas predictas qui mandatis, monitionibus et jnhibitionibus nostris predictis parere contempserint infuturum excommunicationis vero et capitulum suspensum. Et in eorum ecclesias interdicti summas ex causa predicta canonica monitione premissa ferimus in hiis scriptis. Et ne pretextu ignorantie se valeant excusare *Sancti Johannis* et *Sancti Philiberti* de *Dyuione* presbiteris, necnon omnibus et singulis publicis notariis qui super hoc fuerint requisiti. Damus tenore presentium in mandatis quatenus hunc nostrum processum in ecclesia *Sancti Stephani* et in capella domini ducis predicta, et alibi vbi videbitur expedire publicent, insinuant atque legant. Per hunc autem nostrum processum, seu alios a nobis uel nostrum altero faciendos non volumus, nec interdimus nostro preiudicare college predicto videlicet officialis *trecensis* quominus possit ad exequtionem mandati apostolici predicta procedere sicut procedere posset, si nullum fecissemus processum saluo quod presente processum aut aliqua de contentis in ipse seu summas per nos latas reuocare, suspendere aut relaxare seu quomodolibet eis preiudicare non possit, insi de dictarum partium seu legittimi procuratoris earum ad hoc habentis suffitiens et speciale mandatum processerit voluntate. Quibus sit actis procuratores prenominati, nominibus quibus supra, omnia et singula predicta approbauerunt et recepereuerunt predictis omnibus suum prebentes assensum voluerunt que et expresse consenserunt predicta procuratores dictarum partium, nominibus quibus supra, quod supradicte littere apostolice nobis abbati *Sancti Benigni* predicto ad presens tradantur in deposito fideliter obseruare in dicto nostro monasterio nomine dictarum

partium, et pro ipsis quamdiu ipsis partibus visum fuit expedire. Ita tamen quod quotiens eisdem partibus aut earum alteri opus fuerit, vel nocte ostendantur et parti petenti fiat copiam earumdem prefati quoque procuratorie dictorum decani et capituli dictis procuratoribus dictorum abbatis et conuentus *Sancti Stephani*, nominibus quibus supra, corporalem et vacuam possessionem vel quasi bannorum, reddituum, et jurium ex tenore dicte compositionis et concessione dictorum decani et capituli vel predecessorium suorum ratione compositionis vltimo inter ipsos decanum et capitulum ac abbatem et conuentum predictos facte, et per sedem apostolicam confirmate, nominibus quibus supra, tradiderunt et ipsos inuestierunt de ipsis per traditionem vnius cerotece, et vsauice dicti procuratores abbatis et conuentus *Sancti Stephani* dictis nominibus prenominatis procuratoriis dictorum decani et capituli, nominibus quibus supra, similiter corporalem et vacuam possessionem, vel quasi bonorum, reddituum et jurium, que debent habere ex concessione dicte. Abbatis et conuentus vel predecessorum suorum ratione compositionis predicte facte vltimo inter ipsos, et per sedem apostolicam confirmate tradiderunt et ipsos inuestierunt de eisdem per traditionem vnius cerotece, et permiserunt iidem procuratores bona fide nominibus quibus supra contra, predictamcom positionem non venire nec aliquid de cetero attemptare, sed eam penitus obseruare. Tenores vero procuratoriorum virtute quorum prenominati procuratores se gerebant pro procuratoribus et supra presentibus inseri fecimus vnde sequitur. Tenor procuratorii per prefatos fratres *Johannem* de *Burgilles* et *Johannem* de *Viomgiis*, coram nobis exhibiti sigillis dictorum abbatis et conuentus *Sancti Stephani* sigillati prout prima facïe apparebat : Nos frater *Poincardus* abbas humilis monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, totusque eiusdem loci

conuentus, notum facimus vniuersis presentibus et futuris, quod nos fratres *Johannem de Burgilles* cantorem ecclesie nostre, et *Johannem de Viomgiis* priorem prioratus de *Thardo*, concanonicos nostros latores seu exhibitores presentium nostros, facimus, constituimus et ordinamus procuratores, generales et nuntios speciales, et eorum quemlibet jnsolidum ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod per vnum ipsorum inceptum fuerit per alium valeat terminari et finiri. Jn omnibus et singulis causis et negotiis nostris motis et mouendis, tam pro nobis quam contra nos, contra quascumque personas ecclesiasticas et seculares, coram quibuscumque judicibus delegatis, subdelegatis, ordinariis, extraordinariis commissariis seu amicabilibus compositoribus, et omnibus aliis judicibus ecclesiasticis et secularibus quibuscumque et quocunque nomine censeantur. Dantes et concedentes prefatis procuratoribus nostris et eorum quilibet jnsolidum plenariam potestatem et mandatum speciale, agendi pro nobis et nomine nostro, nos et dictum nominem nostrum deffendendi, excipiendi, proponendi, replicandi, duplicandi, triplicandi, quadruplicandi, littem seu littes contestandi, jurandi in animam nostram de calumpnia et de veritate dicenda tam super principali quam accessori, et expensi ac prestandi cuiuslibet alterius, sacramentum ponendi, positionibus... testes et instrumenta in modum probationis producendi, dicendi in testes et eorum dicta de jnstrumenta, contra nos productos et exhibita conchidendi, renunciandi, jntelloqutores et diffinitias omnias audiendi ab eisdem et a quolibet granamine appellandi appellationem suam, seu appellationes suas persequendi et jnnouandi libellum, et articulos offerendi, appellos petendi et recipiendi, expensi, petendi taxare, videndi et recipiendi easdem, super eisdem que jurandi, beneficium absolutionis nostre si necessarie fuerit jmperandi, curiam hominum et recredentiam bonorum nostrorum petendi,

nec non tradendi venerabilibus et discretis viris dominibus decano et capitulo capelle domini ducis *Burgundie* de *Dyuione,* aut eorum procuratoribus pro ipsis corporalem et vacuam possessionem, vel quasi bonorum reddituum et jurium que debent habere ex concessione nostra, vel predecessorum nostrorum ratione cuiusdem compositam vltimo inter nos et ipsos facte, et per sedem apostolicam confirmate, ac eciam recipiendi pro nobis, conuentu et monasterii nostris corporalem possessionem uel quasi bonorum, reddituum et jurium que habere debemus virtute compositionis predicte, ac omnia alia et singula faciendi que nos faceremus, facere possemus et deberemus si presentes essemus, et specialiter ad petendum procurandi et consentiendi quatenus littere super confirmatione compositionis inter nos ex vna parte, et dominos decanum et capitulum capelle domini ducis ex altera, et ipsius compositionis exequtione, et obseruatione ab apostolica sede obtente auctoritate competentis judicis per manum publicam exemplentur et transcribantur firmitatem perpetuam, cum ipsis originalibus habituris quod que contenta in ipsa compositione et apostolica confirmatione teneantur, seruentur et exequtioni debite demandentur, necnon super ipsa compositione obseruanda prestandi in animam nostram abbatis predicti si necessarie fuerit corporale juramentum ratum et gratum, ac firmum plenius habentes et habituri quicquid per dictos procuratores nostros aut eorum alterum super premissis et ea tangentibus factum fuerit seu etiam procuratum. Promittentes bona fide et sub ypotheca rerum nostrarum, et dicti nostri monasterii ad opus omnium quorum interest seu intererit si necessarie fuerit judicatum solui, cum suis clausulis opportunis. Jn cuius rei testimonium, etc. Datum et actum anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto mense januarii. Item sequitur tenor procuratorii per prefatos dominos *Petrum* de

Corbigneyo et *Petrum* de *Loya* coram nobis exhibiti dictorum decani et capituli sigillati prout prima facie apparebat : Nos *Henricus* decanus et capitulum capelle illustris principis domini ducis *Burgundie* de *Dyuione, lingonensis* diocesis ad Romanam curiam nullo medio pertinentis, notum facimus vniuersis presentibus et futuris, quod nos dominos *Petrum* de *Corbigneyo* ac *Petrum* de *Loya* concanonicos nostros, latores seu exhibitores presentium nostros facimus, constituimus et ordinamus procuratores generales ac nuntios speciales, et eorum quemlibet jnsolidum ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod per vnum ipsorum inceptum fuerit per alium valeat terminari et finiri, jn omnibus et singulis causis et negotiis nostris motis et mouendis, tam pro nobis quam contra nos, contra quascumque personas ecclesiasticas et seculares coram quibuscumque judicibus delegatis subdelegatis ordinairis, extraordinariis commissariis seu amicabilibus compositoribus et omnibus aliis judicibus ecclesiasticis et secularibus quibuscumque et quocumque nomine censeantur. Dantes et concedentes prefatis procuratoribus nostris et eorum quilibet jnsolidum plenariam potestatem et mandatum speciale, agendi pro nobis et ecclesia nostra dicte capelle, nos et dictam ecclesiam nostram deffendendi, excipiendi, proponendi, replicandi, duplicandi, triplicandi, quadruplicandi, littem seu littes contestandi, jurandi in animam nostram de calumpnia et de veritate dicenda, tam super principali quam accessori et expensi ac prestandi cuiuslibet alterius generis sacramentum ponendi, positionibus... testes et jnstrumenta in modum probationis producendi, dicendi in testes et eorum dicta ac jnstrumenta, contra nos productos et exhibita conchidendi, renunciandi, jntelloqutores et diffinitias omnias audiendi ab eisdem, et a quolibet granamine appellandi appellationem suam seu appellationes suas persequendi, et jnnouandi libellum et articulos

offerendi, appellos petendi et recipiendi, expensi, potendi taxare videndi et recipiendi easdem super eisdem que jurandi, beneficium absolutionis nostre si necessarie fuerit jmperandi, curiam hominum et recredentiam bonorum nostrorum petendi nec non tradendi religiosis viris abbati et conuentui monasterii *Sancti Stephani dyuionensis* aut eorum procuratoribus pro ipsis corporalem et vacuam possessionem vel quasi bonorum reddituum et jurium que debent habere ex concessione nostra vel predecessorum nostrorum ratione cuiusdem compositionis vltimo inter nos et ipsos facte ex per sedem apostolicam confirmate, ac etiam recipiendi pro nobis capitulo et ecclesia nostris corporalem possessionem vel quasi bonorum, reddituum et jurium que habere debemus virtute compositionis predicte, ac omnia alia et singula faciendi que nos faceremus, facere possemus et deberemus si presentes essemus, et specialiter ad petendum procurandi et consentiendi quatenus littere super confirmatione compositionis inter nos vna parte, et dictos abbatem et conuentum ex altera, et ipsius compositionis exequtione et obseruatione ab apostolica sede obtente auctoritate competentis judicis per manum publicam exemplentur et transcribantur firmitatem perpetuam cum ipsis originalibus habituris, quodque contenta in ipsa compositione et apostolica confirmatione teneantur, seruentur et exequtioni debite demandentur, necnon super ipsa compositione obseruanda prestari in animam nostram si necessarie fuerit corporale juramentum ratum et gratum, ac firmum plenius habentes et habituri quicquid per dictos procuratores nostros aut eorum alterum, super premissis et ea tangentibus factum fuerit seu etiam procuratum. Promittentes bona fide et sub ypotheca rerum nostrarum et dicte nostre ecclesie, ad opus omnium quorum interest seu intererit si necessarie fuerit judicatum solui cum suis clausulis opportunis. In cuius rei testimonium, etc.

Datum et actum anno millesimo trecentesimo vicesimo quinto mense februarii. In quorum omnium testimonium premissorum et euidentiam pleniorem, nos prefati abbas *Sancti Benigni*, et decanus *Cabilonensis* exequtores seu conseruatores ut supra, presentes litteras fieri et publicari fecimus per publicos notarios jnfrascriptos, eorumque signis cum subscriptionibus signari vna cum sigillis nostris que ipsis presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum anno Domini currente more curie gallicane, millesimo trecentesimo vicesimo quinto, jndictione nona, pontificatus sanctissimi patris ac domini domini *Johannis* diuina prouidentia pape vicesimi secundi, anno decimo, prima die mensis februarii, videlicet die sabbati in vigilia festi purificationis beate Marie Virginis apud *Dyuione* jn hospitio quod fuit *Guillermi* de *Alto Villari*, assistentibus jbidem et in premissis consentientibus prefato decano dicte capelle, ac pluribus canonicis eiusdem capelle presentibus, quod religiosis viris fratribus *Renaudo* priore prioratus de *Larreyo* monacho, et celerario dicti monasterii *Sancti Benigni*, *Petro* de *Corbeton* ordinis fratrum minorum de conuentu *dyuionense*, magistri *Johanne* de *Villeyo*, *Johanne* dicto *Bouhot*, de *Dyuione* clericis jurisperitis, ac *Petro* de *Jaho* et *Clementio Guillermi* de *Lingonense*, *Dyuionem* commorantibus clericis, et multis aliis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Et ego *Guido* de *Vergeyo eduensis* diocesis sacrosancte romane ecclesie auctoritate publicus notarius, qui vna cum *Johanne Piquardi de Longo Vico* et *Regnaudo Raterii* de *Dyuione* clericis auctoritate apostolica notariis publicis infrascriptis, litteras originales apostolicas domini officialis *lingonensis* et procuratoribus supradictis quarum tenores superius conscribuntur, vidi, legi, diligenter inspexi, tenui et palpaui quia ipsas litteras originales cum presenti exemplo seu transcripto concordare, mueui diligenti collatione facta,

predicto *Regnaudo* legente, ac me *Guidone* et *Johanne Piquardi* prefatis assistantibus, inspicientibus et intelligentibus concordare mueui,vel additto vel muctato quod mutet sensum aut variet intellectum quia etiam exhibitioni dictarum litterarum apostolicarum domini officialis *lingonensis* ex procuratororium predictarum modo premisso facte, ac omnibus aliis premissis dum per dominos abbatem *Sancti Benigni diuionensis*, et decanum *Cabilonensem* executores seu conseruatores prefatos, et coram eisdem agerentur presens fui vna cum testibus supradictis. Ideo presens instrumentum ex inde confectum de mandato eorumdem dominorum seu conseruatorum in hanc publicam formam redegi, signosque meo solito signam rogatus vna cum appositione sigillorum ipsorum dominorum abbatis *Sancti Benigni diuionensis* et decani *Cabilonensis* executorum seu conseruatorum predictorum, necnon et signorum ac subscriptionum notarorium suprascriptorum... Ego *Johannes Piquardi de Longo Vico,* clericus *lingonensis* dyocesis auctoritate apostolica publicus notarius, vna cum magistro *Guidone* de *Vergeyo* et *Renaudo Raterii* notariis predictis litteras originales tam apostolicas quam prefati domini officialis nec non et procuratoria supradicta vidi, tenui et legi et diligenter jnspexi, ipsasque litteras originales cum presenti exemplo seu transcripto diligenti collatione factam de ipsis, prefato *Renaudo* legente, me quod et dicto magistro *Guidone* assistantibus, jnspicientibus et jntelligentibus concordare mueui vel muctato addito, vel remoto quod sensum jmmitet, aut variet jntellectum exhibitioni quod predictorum originalium et aliis premissis dum sic per prefatos dominos exequtores seu conseruatores, et coram ipsis agerentur presens fui vna cum testibus suprascriptis hinc, quod presenti jnstrumento jnde confecto signum meum consuetum, vna cum signis et subscriptionibus dictorum magistri *Guidonis* et *Renaudi*, nec non

sigillis dictorum dominorum exequtorum seu conseruatorum apposui vocatus et rogatus... Et ego *Renaudus Raterii* de *Diuione* clericus *lingonensis* diocesis, auctoritate apostolica publicus notarius vna cum magistris *Guidonis* de *Vergeyo* et *Johanne Piquardi de Longo Vico,* notariis supradictis litteras originales tam domini pape quam domini officialis ac procuratorium supratranscriptium vidi, tenui, de verbo ad verbum legi et diligenter inspexi sanas et jntegras, et de ipsis cum earum presenti transcriptione facta collatione diligenti de eisdem, me *Renaudo* legente, prefatis *Guidonis* et *Johanne* assistantibus et jnspicientibus concordantiam jnueni nil in ipsis mutato, addito uel remoto sensum mutate aut intellectum variante exhibitioni, vero dictorum originalium et aliis superius contentis dum ut premissum est tam per prefatos dominos exequtores seu conseruatores quam coram ipsis agerentur presens vna cum testibus prenominatis fui, istud que presens instrumentum super premissis consuetum signis magistrorum *Guidonis* et *Johannis* notariorum predictorum signatum signo meo consueto signaui ad premissorum certitudinem vocatus et rogatus.

Orig., G. 221. — Cop., reg. G. 126, f° 24.

N° 29.

Mars 1325.

Johannes, dit Quoquaiz d'Arconcey, vend à Brice de Saint-Maurice la moitié du dîme de Sampigny, au finage de Couchey.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo quinto, mense marcii ante pascha, ego *Johannes* dictus *Quoquaiz* de *Arconceio* domicellus, notum facio vniuersis presentes litteras jnspecturis, quod ego pro necessitate mea vrgenti et

vtilitate euidenti, ac eciam pro maiori detrimento euictando, sponte, scienter, et prouide, vendo, trado, cedo et concedo pro me et meis heredibus, in hereditatem perpetuam *Bricio* de *Sancto Mauricio Dyuione* commoranti clerico, pro se et suis heredibus, medietatem decime finagii seu loci dicti de *Sampigneyo,* siti in finagio de *Coicheyo,* prout ipsa medietas partitur seu partiri consueta est cum alia medietate ipsius decime religiosorum *Sancti Stephani* quam nunc tenet a dictis religiosis dictus *Bricius;* item omne jus omnemque actionem et rationem quod et quam habeo seu habere possum, vel debeo in ipsa totali decima prout hactenus leuare et percipere consueui. Hanc autem venditionem de premissis facio precio scilicet : triginta septem librarum turonentium paruorum, de quibus a dicto emptore solutionem et satisfactionem in integram habui et recepi, et ab eodem emptore me teneo de dicta summa pecunie plenarie pro contento. Quare de predictis venditis me penitus deuestio, et dictum emptorem pro se et suis heredibus inuestio, et in possessionem corporalem vel quasi et in verum dominum indicto tenore presentium de eisdem pro omni sua et suarum voluntate modis omnibus perpetuo facienda; teneorque et promitto pro me et meis heredibus, per meum juramentum datum ad sancta Dei euuangelia, et sub obligatione omnium bonorum meorum, predicta vendita tanquam de proprio allodio mouencia et quitta omni honere prefato emptori et suis heredibus; contra omnes perpetuo garantire, deffendere et jn pace tenere in judicio et extra, meis propriis sumptibus in meque littis onus suscipere causamque defendere, si qui calumpniatores super hoc fuero requisitus hac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, et contra tenorem presentium non venire jnfuturum, exceptionibus non numerate et non habite pecunie, speique future numerationis et habitionis biennalis solucionis

probande et decepcionis in aliquo renunciando in hoc facto ; volens me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Curtilerii* de *Dyuione*, clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *diuionensis, Johannis Godelineaul* de *Coicheyo,* et *Perelli Volandi* de *Fixeyo*, testum vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 337, scellé sous double queue.

N° 30.

2 juillet 1325.

Transaction sur procès entre l'abbaye de Saint-Etienne et Hugues, fils de feu Richard de Montmorot, ancien bailli du duc, chevalier, seigneur de Genlis, au sujet de la justice et de leurs droits respectifs sur le finage.

Pièce dont la grande partie est en mauvais état et dont la fin est ainsi conçue : Acta sunt hec, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto, jndictione octaua, pontificatus sanctissimi patris domini *Johannis* diuina prudentia pape vicesimi secundi, anno nono, secunda die mensis julii, videlicet die martis post festum beatorum *Petri* et *Pauli* apostolorum, apud dictum *Dyuionem lingonensis* diocesis predicti, jn dicto capitulo predicti monasterii *Sancti Stephani,* jn presencia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico* clerici auctoritate apostolica publici notarii coadiutorisque *Johannis Rateti* de *Belna* clerici notarii *dyuionensis,* discretorum virorum magistrorum *Johannis Bruchiote* rectoris ecclesie beati *Johannis dyuionensis, Johannis* de *Breteneria* clerici jurisperiti et *Girardi* de *Croiseyo* clerici, testium ad premissa vocatorum et specialiter rogatorum. Ego *Johannes Piquardi* de *Longo Vico* clericus *lingonensis* dyocesis, auctoritate apostolica publici notarii, coadiutorisque prefati *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis* ex parte predicta domini ducis, litteris pre-

missis dum sic per predictas partes agerentur, presens fui vna cum testibus suprascriptis eaque ad requisitionem earundem partium jn hanc publicam formam redegi et scribi feci, meoque signo consueto cum appositione predicti sigilli predicte curie prefati domini ducis signaui, et his manu propria subscripsi jn testimonium veritatis.

Orig., G. 356, scellé sous double queue.

N° 31.

15 juillet 1325.

Donation d'un pré sous la garde de Jean, seigneur de Chargey, à Magny, faite par Jean Rosierus, au prieuré de Fauverney.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo quinto, mense julii, ego *Monetus* dictus *Rosierus de Fauornego* clericus, notum facio vniuersis tam presentibus quam futuris, quod ego do, cedo, concedo pro me et meis heredibus ac jmperpetuum committo in elemosinam perpetuam et pro remedio anime mee et antecessorum meorum, donatione irreuocabili facto inter viuos Dei et prioratui de dicto *Fauorneyo* quatuor secturas prati sitas in custodia *Johannis* domini de *Chargeyo* domicelli, in loco vbi dicitur *Es-Ylles Sancti Stephani diuionensis* et parciuntur cum religiosis *Sancti Stephani* predicti ; quas quidem quatuor secturas acquisiui a *Richardo de Besua,* burgense de *Dyuione.* Quare de dictis quatuor secturas prati, me et meos heredes deuestio et dictum prioratem et eius successores corporaliter inuestiens de eisdem, promittens pro me et meis heredibus, per juramentum meum super Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum predictas quatuor secturas prati a me sic donatas libere pro custodia prefata prioratui et eius successoribus,

contra omnes perpetuo garantire, et in me littis honus suscipere causamque deffendere meis propriis sumptibus, si qui calumpniatores quod absit apparerent quamcito, quotiens et quacumque parte littis, super hoc fuero requisitus et ad premissa tenenda. Volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Picardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *diuionensis, Clemencii Blondelli* et *Lamberti* dicti *Triber* de *Roura*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 366, scellé sous double queue.

N° 32.

1325, dimanche après les Brandons.

Mandement de Raoul Souvain, dit de Joy, bailli de Sens, qui, en vertu de lettres royales du 21 décembre 1325, ajourne l'abbaye de Saint-Etienne pour le paiement de vingt livres, résultant d'une composition faite avec les Templiers.

Raoul Souain dit *de Joy* cheualier le Roy, bailliz de *Senz,* au commissaires deputez ou a deputer de par le Roy messire, sur le fait des biens iadis dou temple en la baillie de *Senz*, salut. Les lectres dou Roy messire hauons recehues contenanz la forme qui sansuit : *Karolus* Dei gratia *Francie* et *Navarre* rex, bailliuo *senosense* vel eius locum tenente, salutem. Religiosi viri frater *Pontius* abbas et conuentus *sancti Stephani dijuonensis*, nobis exponi fecerunt quod cum nuper commissarii a nobis super facto bonorum quondam templi in vestra bailliua deputati religiosos ipsos impetentur et compellere nitterentur ad soluendum arreragia preteriti temporis, de viginta libris monete currentis in ducatu *Burgundie*, in quibus frater *Hugo* quondam abbas dicti monasterii certis ad hoc datis fideiussoribus de soluendo eas annis singulis perpetuo preceptori et fratribus tunc domus de *Villa*

subtus Geureyum ex causa eiusdem composicionis facte dudum vt dicitur inter dictum quondam abbatem ex una parte, et fratrem *Hugonem de Parando* tunc visitatorem generalem domorum milicie templi ex altera. Dicti conquerentes rationes et causas coram dictis commissariis vt dicitur, allegarunt propter quas ve se ad hoc non teneri dicebant, et super eis ipsi commissarii ad proponendum dictas rationes coram dilectis et fidelibus nostris gentibus camere compotoris nostrorum paris certam diem assignasse dicuntur. Auditis igitur per dictas gentes nostras dictorum religiosorum racionibus eos, et dictum negocium ad vestrum remittentes examen mandanus vobis quatenus ab ipsorum religiosorum compulsionem super hiis desistatis. Contra fideiussores per dictum quondam abbatem propter hoc datos, non per viam exceptionis, sed per viam actionis, super hiis precedentes prout eosdem fideiuussores ad hoc esse constiterit obligatos. Ipsis quod fideuissoribus in suis rationibus et deffensionibus legitimis auditis exhibeatis eis super hiis iusticie complementum. Datum *Parisius* XXI[a] die decembris, anno domini millesimo CCC° vicesimo. Pour la vertu des quelles lectres, nous vous deffendons de par le Roy messire, que vous por cause de la dite rante et composicion ne controigniez en riens les diz religieux, et ou cas que vous voudriois auxi exploicter contre les ploiges dessus diz si nalez, auxi contre yceux ploiges par voie d'execucion eincois les aiournez par deuant nous a jour conuenauble, a respondre de par ycels ploige pour voie d'action selon la tenour des dites lectres a cels ou a celuy a cuy il appartiendray. Au quel jour nous irons si diligemmant auant a acomplir yceli mandemant qu'il in haura par nous deffaut. Et donnons en mandemant pour la tenour de cels lectres, et hauecques ce commectons au premier sergent le Roy de notre ballie, que les diz religieux et ploiges ne seuffre estre controingz

par la cause dessus dite contre la tenour dou dit mandemant et que li diz sergenz face savoir au comandeur et freres de la dite maison de ville, que se il vuillent riens demander au diz religieux et ploiges facent les appeller par deuant nous, et nous lour en ferons bon droit et brief, selon ce que mandey nous est de ce faire, nous donons pooir au dit sergent, mandanz et commandanz a touz nos subgiez, requeranz touz autres qu'il obeissent a luy en ce facent. Doney a *Paris* le dymanche apres les Brandons l'an mil CCC° vint et cinc.

Orig., G. 184, scellé sous simple queue.

N° 33.

Novembre 1325.

Echange entre l'abbaye de Saint-Etienne et les héritiers d'Etienne Berrot.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo CCC° vicesimo quinto, die dominica ante... festum beati Martini, ego *Odo Cambitoris* de *Belne* clericus, electus super hoc et ex potestate michi concessa a partibus jnfrascriptis, prout jn litteris super hoc confectis sigillo curie domini ducis *Burgondie* sigillatis continetur, notum facio vniuersis quod ego reffero, volo et ordino per modum subscriptum videlicet, quod vinea de *Sanuignes* continentes circiter octo operatas sitas juxta vinea liberorum magistri *Petri* de *Treceyo* quondam, hinc et jnde ; jtem, due operate site « *an Pehuiller* » juxta vineam relicte. *Humberti* clerici ; jtem, quatuor operate site retro dominum Dei de *Pommarto,* juxta vineam *Johannis Onderi,* ex titulo seu nomine permutationis tradentur a *Clara* relicta magistri *Laurencii Clemenceti* clerici, et a *Johanne* eius genero quondam filio *Stephaneti Berroti* de

Belne pro se, *Gilleta* vxor sua, *Regnaude* et *Emoneta* liberis dicte *Clare* et heredibus dicti deffuncti, religioso ac discreto viro domino abbati *sancti Stephani dyuionensis* et contentui suo, pro tresdecim operatis illius petie vinee *Thope*, quam quondam vineam tenuit et tenebat tempore quo vivebat dictus magister *Laurencius* a dictis religiosis ad vitam suam et quam suo tempore relinquit jncurtam, sitam jn finagio *Belne*, jn loco vbi dicitur « *an Chardenereul* » ; et que viginti quatuor operate sunt jn toppa vbi tolerentur sufficienter adhuc supersint vndecim operate de quibus superius nominati satisfacere tenentur dictis religiosis de octo et... dictorum liberorum de tribus. Et hanc ordinationem facio presente *Johanne Berroti* predicto pro se et vxore sua, *Clara* et aliis liberis antedictis per relationem consilium consensum et assensum dicti... *Arnulphi* filii dicti *Noiron*, *Laurenceti* dicti *Noiretat*, et *Philippi le Loichart*, qui de consensu partium predictarum subjecierint occulis res predictas, arbitrantes jta fieri debere de arrerragiis vero adhuc ordinandum retineo. Et ego *Johannes Berroti* predictus maritus dicte *Gillete* pro ipsa *Gilleta Clara* et aliis liberis antedictis pro quibus, manucapio me, forcem facio et obligo. Omnibus notum facio quod ego dictum ordinationem, relationem seu pronunciationem, predictas factas dictas seu prolatas per virum discretum magistrum *Odonem* de *Belne* clericum antedictum, facio, volo, laudo, confirmo et approbo, et ipsas me presente ac de mea voluntate consensu et assensu tam meo quam nomine quo supra, confiteor et assero ac publice recognosco specialiter refectas ac eciam ordinatas a magistro *Odone* supradicto modo et... quibus superius continetur. Quare teneor et promitto tam meo quam nomine vxoris mee *Clare*, et liberorum predictorum, per juramentum meum propter hoc super sancta Dei euuangelia corporaliter datum, pro me et meis heredibus quos ad hoc

obligo, et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et jmmobilium, presentium et futurorum, predicta omnia et singula prout superius sunt expressa, tenere facere et adjmplere firmiter jmperpetuum et jnuiolabiliter obseruare, necnon res predictas jn prouide predictam contentum titulo seu nomine permutationis, dictis religiosis traditas dictis religiosis ac eorum successoribus ; contra onus deffendere quitte et libere ac perpetuo paciffice, garantire meis sumptibus propriis et expensis, pro decima et garda persoluenda illi aut illis cui vbi debetur et quantum contra predictam non venire decetero per me aut per alium seu alios tacite vel apperte omnibus exceptionibus juris et facti que contra presentes litteras possent dici, obici vel opponi quod ad hoc penitus remdictam jurisque dicentur generalem remdictam non valere. Volens me compelli, etc. Jn cuius rei testimonium etc. Actum jn presencia *Vincentii de Sampigneyo* tabellionis *Belne*, prefacto domino duce... *Guillermi Cambitoris,* et *Perreneti Fancrerii* de *Belne* clericorum, testium ad hoc vocatorum, anno et die predictis.

Orig., G. 328, scellé sous double queue.

N° 34.

Février 1326/7.

Fondation d'anniversaire par Maignandus, dit Chant le Boy, et Agnès, sa femme, pour lequel ils assignent des terres sur Mirande, et une maison sise « Es Noiroz ».

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo sexto, mense februarii, nos *Maignandus* dictus *Chant le boy* de *Dyuione* et *Angnes* eius vxor, notum facimus vniuersis presentes litteras inspecturis, quod nos non decepti, nec coacti,

permutationem seu excambium perpetuum facimus cum religiosis viris priore et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* in hunc modum, videlicet, quod pro eo predicti prior et conuentus nobis perpetuo quictauerunt et remiserunt duas pecias terre sitas in finagio de *Mirandes:* vna continens circa duo journalia sita est subtus *nemus doisseaux*, juxta terram religiosorum *alte Rippe* et terram magistri *Guillermi* de *Campo diuiso*, et alia continens circa vnum jornale, sita est juxta terram domine *de Lithero* et terram dicti *Lirot;* quas quidem duas pecias terre vna cum quadam domo manso et pertinentiis eiusdem domus, sita *Dyuione* in vico *Es Noiroz*, juxta domum dicti *Ganlart*, dictis priori et conuentui in elemosinam perpetuam dedamus pro anniuersario nostro in eorum ecclesia perpetuo celebrando. Nos tam permutationis seu excambii predicti dictis priori et conuentui pro se et successoribus suis tradimus, deliberamus et quictauimus perpetuo vnam domum cum eius pertinentiis sitam in vico *Es Noiroz*, in capite dicti vici juxta domum dictorum religiosorum ex vna parte, et domum hospitalis beate Marie Virginis ex altera, de qua domo sic a nobis dictis religiosis tradita nos ex nunc penitus deuestimus, et ipsos pro se et successoribus suis inuestimus, et in veram et corporalem possessionem uel quasi inducimus tenorem presentium de eadem. Et eam tenemur ac promittimus pro nobis et nostris heredibus, per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, prefatis religiosis et successoribus suis contra omnes perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere, si qui calumpniatores super hoc quod absit apparerent, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et pretari. Preterea confitemur nos dicti coniuges predicti religiosis nobis tradiderunt et deliberauerunt dictam domum sibi a nobis prout premittitur traditam tenendam et

possidendam ad vitam nostram, et superuiuentis ex nobis pro viginta solidis bonorum paruorum turonensium, quos eidem religiosis tenemur et ex pactu promittimus reddere et soluere anno quolibet; scilicet, medietatem ad festum natiuitatis beati Johannis Baptiste, et aliam medietatem ad festum natiuitatis Domini. Confitemur etiam dictam domum nomine dictorum religiosorum ad vitam nostram ac superuiuentis, ex nobis tenere ac possidere, et eam modis omnibus nostris expensis ac sumptibus manu tenere et post decessum nostrum amborum ad ipsos religiosos reuerti perpetuo debere contradictione aliquod non obstante, nec heredes nostri in ea quicquam inter perpetuam possessionem saisine aut commodi reclamare potuerunt aut debebunt. Omnibus exceptionibus juri et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici, renunciando penitus in hoc facto, et volumus nos compelli ad premissam obseruantiam, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie*, cuius juridictioni quo ad hoc supponimus nos, et nostros heredes. In quorum testimonium., etc. Actum in presencia *Galteri Falconeti* de *Dyuione* clerici, coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis, Johannis* de *Vercellis* clerici, et *Hugueti Lathomi*, testium ad hoc vocatorum et specialiter rogatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 279, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 127, f° 50.

N° 35.

10 février 1326.

Mandements relatifs au paiement, par les plèges de l'abbaye de Saint-Etienne, de vingt livres de rente résultant d'une composition jadis faite avec les Templiers.

Doney pour copie. A touz cels qui ces lettres uerront, *Hugues de Cruse* garde de la preuostey de *Paris* saichient

onc que nous hauons vehu les lectres dou roy messire scellees de son grant seaul, contenant la forme qui sansuit : *Charles* par la grace de Dieu, rois de *France* et de *Nauarre,* a notre amey maistre *Rahoul le Scutrier,* dien de *Mortain* clerc, salut et dilection. Comme moe foiz vous haions mande et commis par noz lettres passees de certaine sciance de nous genz des compes que controignessiez ou faissiez controindre les ploiges de l'abbey de *Saint Estienne de Dyion* ou lour hoirs por l'esploicement et vandue de lour biens, tant por arreges que nous fut dehuz por vne composicion jadis faite entre nous et les freres de l'ospitaul de saint *Jehan de Brechon,* comme por les arreges dehuz au dit hospitaul, en quoi les diz ploiges sont tenuz a nous et au dit hospitaul por certaine cause contenues au dit mandemant, por la vertu des quelles vous hauez commancie assurer execucion sus les biens des hoirs des ploiges dessuz diz, la quelle execucion vous hauez retardee a faire por la vertu d'aucune lettre empechois tahue la vertu de nos lettres execoutoires dessus dites, a vous enuoies ou dommaige et ou retardemant de la paie de nous et dou dit hospitaul dou dit, il nous desplait se il est enxint. Pour quoy, nous vous mandons et commettons de rechief que non quittant lettres empechiees por les diz ploiges lour hoirs et le dit abbey et couuant et autres a empecier subrepticionses, vous alez auant en la dite execucion selonc la forme et la tenour de nos dites lettres a vous enuoies et commises. Doney a *Paris,* le xxvii jour de januier, l'an de grace mil ccc vinc et sex. Por la vertu des quelles, li diz maistres *Rahoulz* por ce presenz por deuant nous, le quel en leu de luy commis et estaubli a faire la dite execution et enterener le mandemant dou dit messire le Roy... de troyes moilloz son venent vssier de la chambre dou parlement dou dit messire le Roy, ... de ces lettres selonc la forme et tenour des premeres lettres dou dit messire le Roy a lui enuoies et

commises les quelles sont encorporees es lettres pour les quelles ces presentes sont annexees, seaulees dou seaul de la dite preuostey de *Paris*, et dou seaul dou dit maistre *Rahoul* dont nous hauons ehu l'originaul et li donnay autre pooir... done li hauoit por vertu des dites lettres por les quelles cestes sont annexees, mandans et commandanz por la tenour d'ycelles a touz les justiciers et subiez dou dit messire le Roy, requerant a touz autres de par ycelluy soiz nous et pranre de por lui que... en ce facent obeissient et (fin illisible). Datum pro copiam sub sigillo nostri capituli die decima februarii, anno domini millesimo ccc vicesimo sexto...

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 36.

7 avril 1326.

Nous *Raoul le Scutrier,* doyen de *Mortain*, a notre amey *Theuenin de Troismolins,* huissier du parlement, salut et dilection. Nous auons receu les lectres messire leu Roy contenanz la forme qui s'ensuit : *Karolus* Dei gratia *Francie* et *Nauarre* rex, dilecto nostro magistro *Radulphi Seuturii,* decano *Mauritanense* clerico, salutem et dilectionem. Cum per nostras alias litteras vobis mandauimus quatenus fideiussores quondam datos per abbatem *Sancti Stephani diuionensis,* racione cuiusdam composicionis inter ipsum abbatem facte ex vna parte, et Templarios eo tempore quo erant in statu ex altera, aut ipsorum fideiussores heredes compellentis seu compelli faceretis per explettationem et vendicionem bonorum suorum ad soluendum nobis et hospitalariis certa arreragia nobis et ipsis debita racione composicionis supradicte litteris subrepticis non obstantibus quibuscumque prout in dictis aliis nostris litteris plenius continetur :

mandamus vobis nichilominus atque committimus quatenus, si heredes predicta contra executionem predictam se in aliquo opponere voluerint ab executione predicta cessantes omnino, ac ad statum perfectum et debitum quicquid dictarum litterarum nostrarum virtute factum fuerit reducentur manu tamen nostra prius sufficienter munita predictis heredibus coram dilectis et fidelibus nostris presidentibus *Parisius* competentem diem assignetur, allegatur ibidem quicquid allegare seu proponere voluerint justiciam quod receptur super oppositionem huiusmodi et facturam ulterius quod fuerit racionis de diei autem assignatione et aliis que fecistis in premissis curiam nostram certificare curetis. Ab omnibus aut subditis nostris vobis in premissis et ea tangentibus pareri volumus et mandamus. Datum *Parisius* vltima die marcii, anno domini M° CCC° vicesimo sexto. Par la vertu des quelles lectres nous vous mandons et commettons que se les hoirs des pleges iadis donnez pour l'abbe iadis de *Saint Estienne* de *Diion* se veulent en riens opposer contre l'execution qui a este commencee contre euls, vous la main garnie souffisamment de leurs biens cessens de faire la dite execucion et mettans en estat deu et premier quanque a este fait par la vertu des lectres qui nous furent commises de par le Roy de faire la dite execucion, assignez de par nous et au nom de nous, certaine journee deuant les presidens de *Paris* pour prenre droit sur la dite opposicion pour aler auant, si comme de raison sera et certefiez les diz presidenz de la dite assignacion et de ce que vous auez fait des choses dessus dites. Donne a *Paris* souz notre seel le VII^e^ jour d'auril, l'an de grace mil CCC° vint et six.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 37.

31 avril 1326.

In nomine domini, amen. Per hoc presens publicum instrumentum ad vniuersorum notitiam deducatur, quod anno incarnationis domini M°CCC° vicesimo sextimo, die mercurii post festum Resurrectionis Domini, mensis aprilis, indictione decima, pontificatus sanctissimi patris ac domini nostri domini *Johannis* diuina prudencia pape vicesimi secundi anno vndecimo, regnante illustrissimo ac potentissimo principe domino *Karolo* Dei gracia *Francorum* et *Nauarre* rege, apud *Belnam eduensis* diocesis michi notario publico infrascripto, exhibita sint copia quarumdam litterarum regiarum in dicta copia insertarum sigillo ad causas curie domini ducis *Burgundie,* quo vterent *Diuione* vt prima facie videbatur sigillata, quarum tenor sequitur per hec verba : Doney pour copie souz le seel es causes de la court monseigneur le duc de *Bourgogne,* dou quel l'on vse a *Diion,* le jour de la feste de la Resurrection notre Seignour, l'an de l'incarnation d'icely mil CCC vint et sept. (Suit la copie de l'acte du 7 avril 1326, v. *supra,* n° 36). Quibus si quidem his visis copiatis et in formam publicam redactis prout decet, *Guillermus* de *Alto Villari* domicellus heres, prout dicit, pro media parte *Odeti* de *Alto Villari* executori dictarum litterarum regiarum se opposuit, dicens se habere iustas et efficaces causas quare ad contenta in dictis litteris regiis parere non tenetur, petens et requirens a dicte forniente sibi assignari diem certam coram presidentibus *Parisius*, ad quam coram ipsis possit causas proponere ac eciam allegare quare ad contenta in dictis litteris regiis non tenetur, qui *Guillermus* ante omnia vt manus regia de petitis muniretur vite nomine, et ad opus munimen quorum interest, mittere potest et debet, in manu prefati seruientis obligauit quamdam domum suam sitam

Diuione que dicitur vulgariter domus *dou Cinge,* cum turri dicta domo existente. Item et decem libratas terre, quas annis singulis habet et percipit in et super pedagio de *Argelleyo,* et si hec non sufficiunt quod ad petita obligat generaliter omnia alia bona sua quocumque sint, qua manu regia sit munita et de qua munitione idem seruiens se hinc pro contento ; dictus quod et asserens se esse sufficienter munitam quantum ad hoc idem seruiens dicto *Guillermo* heredi diem *Parisius* coram presidentibus videlicet diem marcis post festum Assomptionis Domini assignauit ostentur, dicetur et allegatur causas rationabiles vt dicebat quare ad predicta in dictis litteris regiis contenta non tenetur, necnon et alterius in negotio procedetur quod fuit rationis. Acta sunt hec anno, die, mense, indictione et pontificatu predictis ; presentibus : *Philiberto Roberti, Mileto Valon,* et *Johanne* preposito de *Santasse,* et pluribus allis ad hoc vocatis testibus et rogatis. Et ego *Thierricus de Albo Monte, tullensis* diocesis clericus, auctoritate apostolica et regia publicus notarius, in premissis omnibus et singulis suprascriptis dictis, factis, oppositis diei assignationi... aliis prout superius enarrantur, vna cum dictis testibus presens interfui, inde hoc presens publicam instrumentum manu propria scriptum publicum et in formam publicam redegi, hinc quod me subscripsi, et signo meo solito signaui rogatus.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 38.

24 août 1326.

Jehan li Miteers baillif de *Senz*, au commissairs deputez ou a deputer de par le Roy messire, sur le fait iadis dou Temple en la baillie de *Senz* ou au preumi sergent le Roy messire, soit de la preuoste de *Senz* ou de la preuoste

de *Villomen* le Roy, auquel ces lettres venront, salut. Nous vous mandons et commeitons que les lettres de noble homme et sage monseigneur *Raoul Souain* dit *de Joy,* cheualier le Roy messire, deuant parmi les quelles ces nostres presentes sont annexees, vous adcomplissez et metez a execution si comme raisons sera et a vn chascun de vous aprendra; et de ce fait nous vous donons pooir, mandaiz et commandaiz, a touz nos subgez requis tous autres que en ce obeisse et entende a vous et a chascun de vous endroit soit en ce faisent. Donney le dymanche jour de feste Sainz Bartholomier apostre, l'an anl M.CCC, vint et six.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 39.

1327 (jour des saints Jumeaux).

L'abbé Poinsard vend au couvent la maison du chauffoir.

Nos frater *Poinczardus,* abbas humilis monasterii *sancti Stephani dyuionensis,* notum facimus vniuersis quod nos attendentes conuentum nostrum domos sufficientes, pro suis necessitatibus et asianciis faciendis non habere, nos ipsius conuentus necessitatibus et asianciis prospicue cupientes ut tenemur maxime, quod dictus conuentus noster de pecunia quam pro suis pictanciis faciendis habebant nobis dederunt quinquaginta libras turonensium, in pecunia numerata pro domo seu granario alibi infra septa monasterii construendo ipsi conuentui pro nobis et successoribus nostris, damus tradimus et concedimus pro suis necessitatibus faciendis, domum juxta refectorium et supercellarium ipsius conuentus sitam, cuius pars « *Chaufour* » et alia pars « *granarium* » appellatur, dictamque domum totam

prout se ingerit dicti conuentus, vsibus, necessitatibus et asianciis communibus perpetuo deputaui. Volentes quod eam aptent, parent et disponant, prout melius aptari, et disponi potexit pro vsibus necessariis et asianciis suis faciendis. Promittentes bona fide pro nobis et successoribus nostris, contra tenorem presencium non venire infuturum. In cuius rei testimonium, etc. Actum die veneris in festo sanctorum geminorum, anno domini millesimo ccc vicesimo septimo.

Cop., reg. 127, f° 9 v°. — Cop., reg. G. 133, f° 164 r°, scellé sous double queue (Arv.).

N° 40.

Février 1327.

Sentence du bailli, maintenant Saint-Etienne en la basse justice du finage de Cutigny.

A touz ces qui verront et orront ces presentes lettres, nous *Jehanz* de *Dynteuille* cheualiers bailliz de *Dygenois,* facons sauoir que comme par deuent noble home et saige monsoignour *Jeham* de *Chastoillon,* cheualier adunques baillif de *Dygenois* nostre deuentier, plaiz fuist assis entre le procurour de l'abbey et dou couuent de *Saint Estiene de Dyion* d'une part, et *Odot Sarron* de *Cuttigney* d'autre, sor ce que li diz procurour proposoit que comme la dicte yglise de *Saint Estiene* fuist saissie de la basse iustice de la ville et dou finaige de *Cugtygney,* et li procurour de la dicte yglise haust trait en cause par deuent le dit abbey comme par deuent iuge ordenaire dou dit leu, et qui estoit ou dit temps en saisine de la dicte iustice, lou dit *Oudot Sarron* suis plusors heritaiges, c'est asauoir mes, maisons, terres, prez et suis toutes les choses non mobles que li diz *Odoz* tenoit en la ville et ou fynaige de *Cuttigney*, et sor ce plusours proces faiz, la saisigne des

dictes choses demandees fuit adiugie a la dicte yglisse par le commissaire dou dit abbey, doney sor ce et apres ce li fuit la dicte saisine deliuree par vertu de l'exeqution de la dicte sentence. Et li diz bailliz nostre deuantier hahust ostey les dictes choses de la main de la dicte yglisse et de ses genz et baillies au dit *Odot* si comme l'on disoit ; si, requeroit li diz procurour ou nom que dessus, a nostre dit deuantier que les dictes chosses remeist en la main de la dicte yglise, ou point et en l'estat queles estoient au temps qu'il y mit la main; lou dit *Odot* disant au contraire et deffendent que la dicte requeste ne deuoist estre faite par ce que la dicte sentence estoit nule, et donee de non son iuge quant au temps quale fuit donee, la basse iustice de *Cugtyney* estoit en la main monsoignour le duc comme en main soueraigne par le debat des diz religioux d'une part, et de mahour des escheuinz et de la commune de *Dyion* d'autre ; les queles choses proposees de par le dit *Odot*, li diz procurour en tant comme elles li sont contraires, mit en ny et soffray de prouer de son fait ce que lam soffirait a la fin, a quoy il tendoit et auxi li diz *Odoz* nia le fait proposey de par le dit procurour, et soffray de prouer le siem a la fin a quoy il tendoit; et sur les entencions des dictes parties plusours tesmoings furent produz de l'une partie et de l'autre, iure apellee partie dehuement et examinez diligemment, publication faite et repruches sur les tesmoings baillies, raisons de droit de l'une partie et de l'autre, conclux en la cause et requis a oir droit de noz deuentiers baillifz de *Dygenois ;* et le proces venu a nous, collacion faite d'yceluy presentes lès parties, a la parfin iournee hont estey plusours assignees tant de nos deuentiers bailliz de *Dygenois* cum de nous a oir droit sur le dit proceps, darrerement iournee assignee a *Dyion* a nostre essize dou dit leu qui se commencay le semadi apres le dyemoinge que l'on chante oculi mei, iusques au quel

iour nostre essize de *Dyion* fuit demendee dou iuedi apres la feste de saint Pere en feurier. Vehu les proces deuent diz, heu consoil et deliberacion des saiges sur ycels, ou nom de nostre soignour, amen : Nous prononcons et a droit par nostre sentence diffinitive, que li dit religioux hont soffisamment prouee lour entencion a la fin a quoy il tendent, et *Odoz Sarrons* moins soffisamment a la fin a quoy il tend, si seray faite la requeste des diz religioux. Ou tesmoig de la quel chose, nous hauons mis nostre grant seaul dou quel nous vsons en nostre bailliaige en ces presentes lettres, doney le dit semadi l'am de grace mil trois cenz vint et sept. *Jehanz* de *Dynteuille*, cheualiers bailliz de *Dygenois* au preuost de *Dyion*, salut, nous vous mandons et commectons que la sentence donee de nous pour les religioux de *Seint Estiene* de *Dyion* contre *Oudot Sarron* de *Cuctigney*, a la quele sentence ces presentes lettres sont ennexees vous mettez a execucion selon sa tenour. Done a *Chalon*, le mardi deuent la Natiuite de Nostre Dame, l'am de grace mil trois cenz vint et huit.

Orig., G. 383, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 173.

N° 41.

Avril 1327.

Bail à cens. — « *Johannes*, fils de feu *Martinus dictus Jorget de Coicheyo* », reconnaît retenir « ad censam perpetuam » de l'abbaye de *Saint-Etienne*, trois pièces de vigne sises au finage de *Coicheyum*, la première au lieu dit « *En Sempigney*, joignant d'un côté, la vigne de *Haymonetus*, orfèvre (aurifaber), et de l'autre celle de *Raymondus*, fils de feu « *Jacobi maioris de Coicheyo* » ; la seconde, « *Es Poitures* », entre la vigne de *Agneta de Beaul*

Repaire, et celle des héritiers de *Gilonus de Fontanis ;* la troisième, « *Es Aubournes* », entre la vigne de *Johannes Pitois*, et celle du prieuré de *Marcegnayum ;* moyennant une mesure de vin payable annuellement au moment des vendanges, et assignée sur une vigne sise au même finage, au lieu dit « *En Sampigney* », entre la vigne de *Marie*, fille de feu *Moninus Bauiart* et celle des héritiers de *Guillermus de Demois*. Fait en présence de *Johannes Piquardus*, clerc coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire à *Dijon*, de *Petrus de Corbigneyo*, chanoine de la chapelle ducale, et de *Monetus de Arceyo*, clerc ; témoins.

Orig., G. 339, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 127, f° 266 r°.

N° 42.

1327 (samedi avant les Rameaux).

Bail à cens. — « *Symonetus* de *Marcenayo* in bosco *dyuionense* commorans », et « *Boneta* eius vxor » reconnaissent retenir à titre de bail à cens de l'abbaye de *Saint-Etienne*, une maison « cum fondo, manso et pertinentiis eiusdem », sise à *Dijon*, « *in vico dolearie* », entre la maison des héritiers de *Humbeletus* de *Accellis*, d'une part, et la maison de *Perrenetus Poissenetus*, d'autre part ; moyennant 50 sous « monete communiter currentis pro tempore per ducatum *Burgundie* », payables savoir : 25 sous à la Saint-Jean, et 25 sous à la Toussaint. Fait en présence de *Vanherus Barberius* de *Dijon*, et de *Hugues*, fils de *Perrenetus*, clerc, le samedi avant les Rameaux.

Cop., reg. G. 127, f° 45.

N° 43.

Mai 1327.

Loreta, femme de Galtherus Poissenetus, vend un meix sis derrière les Chaudeaux, à Guiotus de Grosso Bosco et Ysabellis, sa sœur.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem M° CCC° vicesimo septimo, mense maii, ego *Loreta* vxor *Galtheri Poisseneti* de *Dyuione*, notum facio vniuersis, quod ego laude et assensu dicti mariti mei, vendo pro me et meis heredibus ac imperpetuum quitto, *Guioto* de *Grosso Bosco* domicello et *Ysabelli* eius sorori, vnum mansum cum pertinentiis eiusdem necnon et cum muro in eodem manso existente; videlicet: a latere rippare *Susionis* cum quid mansus situs est retro dictorum « *les Chaudeaux* », iuxta dictam rippariam *Susionis* hinc, et domum et mansum *Guioneti* dicti *au Chaset* de *Dyuione* fratris mee venditoris predicte inde. Quam quidem venditionem facio pretio octo librarum turonensium paruorum bonorum, michi a dictis emptoribus solutarum et de quibus me teneo plenarie pro pagato. Quare teneor ex pacto et promitto pro me et meis heredibus, etc. *Ego Galtherus Poissenetus* maritus dicte *Lorete* predictus predicta, laudo dicteque vxori mee quo ad venditionem huiusmodi auctoritatem probui et probeo. Et promitto per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum, contra tenorem presentium non venire, et insuper nos coniuges predicti volumus compelli ad premissorum obseruantiam, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis, Stephani Oilerii* filii quondam *Johanneti de Varangiis* morantis apud *Dyuionem,* et *Juliani* filii quondam *Villeti* de *Saceyo*, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis. — Hoc facto nichil.

Orig., G. 258, scellé sous double queue.

N° 44.

Août 1327.

Echange par lequel Jean François, clerc, cède à l'abbaye de Saint-Etienne une maison, rue de la Porte-Saint-Pierre, et reçoit une maison, située devant le monastère.

In nomini domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo ccc° vicesimo septimo, mense augusti, ego *Johannes Francisci* de *Dyuione,* clericus, notum facio vniuersis presentes litteras jnspecturis, quod ego facio permutationem seu excambium perpetuum cum religiosis viris abbate et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, videlicet quod pro eo quod dicti religiosi michi tradiderunt pro me et heredibus meis imperpetuum, quandam domum ligneam cum manso, fondo et pertinenciis eiusdem, sitam *Dyuione* in vico porte *sancti Petri dyuionensis*, juxta domum meam hinc, et domum religiosorum sancti *Johannis Iherusalemensis* de *Dyuione* jnde ; libere pro onere suo consueto, ego sponte et prouide, pro vtilitate mea, cedo, concedo, et jmperpetuum quicto pro me et heredibus meis predictis, religiosis pro se et successoribus suis, quandam domum meam sitam in castro *dyuionense* ante predictum monasterium *sancti Stephani*, juxta domum dictorum religiosorum hinc, et domum seu voleriam *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis* pro domino duce inde ; de qua domo eisdem religiosis permutata et jmperpetuum excambiata me penitus deuestio, pro me et heredibus meis et dictos religiosos et successores suos corporaliter inuestio de eadem. Promittens pro me et heredibus meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et immobilium, presentium et futurorum, dictam domum permutatam seu excambiatam libere pro onere suo consueto dictis religiosis et successoribus suis,

contra omnes perpetuo garantire, deffendere meis propriis sumptibus et expensis, si qui calumpniatores apparerent quod absit quamcito, et quocienscunque super hoc fuero requisitus. Renuncians in hoc facto et ex certa sciencia sub juramento et obligatione predictis, omnibus exceptionibus, allegationibus, barris et rationibus juris et facti, que contra tenorem presentium possent obici seu dici et precipue juri dicenti generalem renunciacionem non valere. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis* dicti *Amee* de *Dyuione*, clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, magistri *Renaudi* dicti *Rosote*, et *Stephanini* dicti *Marcheant* de *Geureyo*, *Lathomoris Dyuionense* commorantium, testium ad hoc vocatorum et rogatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 264, scellé sous simple queue. — Cop., reg. G. 133, f° 175.

N° 45.

Janvier 1328.

Johannes Frerouhet fonde à l'église Saint-Nicholas une messe qui doit être célébrée par deux chapelains.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo octauo, mense ianuarii, ego *Johannes Rateti* de *Belna*, clericus notarii curie domini ducis *Burgondie* apud *Dyuionem*, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod ego vidi, tenui, diligenter inspexi et de verbo ad verbum legi, duo paria litterarum sanarum et integrarum, non cancellatarum non abolitarum, nec in aliqua parte sui viciatarum, quarum tenor prime littere sigillo dicte curie domini ducis prout prima facie apparebat sigillate sequitur in hec verba : In nomine domini, amen. Ego *Johannes*

Frerouheti de *Dyuione*, clericus, filius defuncti *Theobaldi Frerouheti* quondam burgensis *dyuionensis*, notum facio vniuersis, quod ego volens vt anime mee animarumque parentum et antecessorum meorum memoria habeatur, et vt peccatorum meorum remissio a summo Deo benignius tribuatur, faciliusque paradisi gloriam consequamur in honorem Dei beateque semper virginis Marie matris eius, et beati Nicholay confessoris, omniumque sanctorum et sanctarum Dei, facio, fondo, instituo et ordino quatenus possum et michi licet de iure ac per eum ad quem spectat fieri statuo et ordinari supplico duas perpetuas capellanias pro vna missa cothidiana pro defunctis, pro remedio anime mee et animarum parentum et antecessorum meorum, per duos perpetuos capellanos scilicet : per vnum eorum vna ebdomada et per alterum eorumdem alia ebdomada sequenti, in ecclesia parrochiali *beati Nicholay dyuionensis* perpetuo celebranda ; quibus quidem predictis perpetuis capellaniis et earum capellanis pro se et suis successoribus ad dictam missam deseruiendam futuris temporibus instituendam de bonis michi a Deo collatis pro sustentatione vite eorundem dono, cedo et concedo in helemosinam et in hereditatem perpetuam sub modo et forma infrascriptis ea que sequuntur, videlicet : circa nouem iornalia terre in duabus peciis, sita in finagio *Dyuionis* inter villam *Dyuionis* et capellam *Sancti Martini*, vna iuxta terram magistri *Guidonis* dicti *Vienere* hinc, et iuxta terram vxoris *Johannis Dygenot* inde ; alia iuxta terram vxoris *Girardi Griffon* ex vna parte, et iuxta terram relicti dompni *Philippi Griffonis* ex parte altera. Item, vnam peciam terre continentem circa septem iornalia, sitam in dicto finagio prope dictam capellam *Sancti Martini,* iuxta cymiterium eiusdem capelle et iuxta terram relicte dompni *Philippi Griffonis*. Item, vnam peciam terre continentem circa sex iornalia sitam in finagio *Dyuionis* ad fontem « *de longe*

nohe », iuxta terram *Perroneti Pauperis hominis* hinc, et terram *Perroneti* de *Gemellis* inde. Item, vnam peciam terre continentem circa duo iornalia, sitam in finagio de *Dyuione* « *en lonc bois* » iuxta terram *Girardi Griffonis*. Item, vnam peciam vince continentem circa duo iornalia et dimidium sitam in finagio de *Poilleyo,* iuxta vineam *Johannis Valno* de *Dyuione* ex vna parte, et iuxta vineam religiosorum de *Oigneyo* ex parte altera. Item, vnam petiam vinee continentem circa vnum iornale et dimidium sitam in finagio *Dyuionis* de super « *crucem albam* » iuxta vineam heredum *Henrieti Guinaul*, collationem autem dictarum duarum capellaniarum et institutionem dictorum duorum capellanorum ad easdem cum omnibus iuribus et pertinentiis earundem capellaniarum, volo et ordino ad venerabilem in Christo patrem dominum abbatem monasterii *Sancti Stephani dyuionensis* qui nunc est, et qui pro tempore fuerit, pertinere presentatione tamen dictorum duorum capellanorum michi quandiu vixero, et post decessum meum heredi meo ex corpore meo primo genito si quem me habere contigerit quandiu ipse eciam vixerit post mei decessum, vel in casu in quo heredem ex corpore meo procreatum non habuero, *Guioto* dicto de *Marcilleyo* de *Dyuione,* nepoti meo, quandiu ipse solum vixerit in humanis penitus reseruata. Post decessum autem mei, et dicti heredis mei ex corpore meo primogeniti, si quem habuero vel dicti *Guioti* de *Marcilleyo*, si ad eum secundum ordinationem meam predictam presentacio predicta pertinuerit volo, et ordino collationem predictam absque presentatione alicuius ad dictum dominum abbatem qui nunc est et qui pro tempore fuerit, pleno iure pertinere, ita scilicet quod idem dominus abbas capellanias predictas, aliquibus concanonicis suis dicti monasterii conferre nec cuiquam vna cum predicta ecclesia *Sancti Nicholay* titulo firme seu admodiatineis tradere, nec cum ipsa ecclesia *Sancti Nicholay*

incorporare nec alibi extra dictam ecclesiam *Sancti Nicholay* deseruiri facere poterit, vel debebit quomodolibet infuturum, alioquin si dictus dominus abbas qui nunc est vel qui pro tempore fuerit, vel conuentus dicti monasterii vellent aliquid admonere vel mutare de ordinatione mea antedicta aliqualiter in futurum. Ego, volo et ordino quod in hoc casu hereditagia antedicta ad heredes meos iure hereditario reuertantur, et ad eadem tanquam sua propria auctoritate sua recurrant et eadem teneant, et possideant ex tunc perpetuo infuturum, item volo et ordino, quod predicti duo capellani qui pro temporibus futuris dictas capellanias obtinebunt per se ipsos easdem capellanias modo quo supra deseruiant, nec per alios capellanos nec in infirmitate corporis detenti easdem possint vel debeant facere deseruiri. Volo eciam et ordino quod dicti duo capellani et eorum successores abbati *Sancti Stephani* iurare teneantur collatione eis facta modo predicto in dictis capellanis deseruire. Item, volo et ordino, quod ad premissorum maiorem firmitatem predicti abbas et conuentus dicti monasterii *Sancti Stephani* super premissis faciant et fieri concedant litteras sigillis suis sigillatas, que autem predicta omnia et singula, facio et valere volo iure codicillorum hos presentes codicillos addendo meo testamento seu mee vltime voluntati sub sigillo curie domini ducis *Burgondie* confectis, anno et die infrascriptis, volens et ordinans predicta omnia et singula per exequtores in eodem meo testamento nominatos exequtioni plenarie demandari, et quantum ad hec premissa tenenda et inuiolabiliter obseruanda, volo me et heredes meos compelli quasi ex re adiudicata, etc In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Cultilerii* de *Dyuione* clerici, coadiutoris *Johannis Rateti,* notarii *dyuionensis*, discreti viri magistri *Guidonis* dicti *Vienere* iurisperiti, *Johannis Monieti* de *Fauerneyo* et *Perroneti* de *Gilleyo* clericorum, testium ad hoc voca-

torum, die lune ante festum beati Barnabe apostolici, mense iunii, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo octauo. Tenor vero secunde littere sigillo domini ducis predicti prout prima facie apparebat sigillate talis est : Nous *Eudes* dux de *Bourgoigne,* facons sauoir a touz, que comme *Jehans Frerouhoz* de *Dyion*, clers, hait ordene et estanbli en sa darriere voluntey vne messe perpetuelmant celebrer en l'eglise de *Seint Nicholas* de *Dyion*, por le remede de l'ame de luy et de ses ancessours et por la fondacion de la dicte messe hait doney a touz iours mais es chappelains qui la dicte messe celebreront et desseruiront les heritaiges qui s'ensuigent : premeremant, nuef iornaux de terre en douhes pieces essis ou finaige de *Dyion* antre la vile de *Dyion* et la chappale *Seint Martin,* l'une selonc la terre maistre *Guy Vienere* d'une part, et selonc la terre a la femme *Jehan Dygenot* d'autre part ; l'autre selonc la terre a la femme *Girart Griffon* d'une part, et la terre *Odote* qui fut femme *Phelippe Griffon* d'autre part; derechief vne piece de terre contenant environ sept iornaux essis ou dit finaige, pres de la dicte chappale de *Saint Martin,* selonc le cymitiere d'ycele chappale d'une part, et selont la terre de la dicte *Odote* d'autre part ; derechief, vne piece de terre contenant enuiron sex iornaux essis ou finaige de *Dyion* a la fontaine « *de longe nohe* » selonc la terre *Perrenot* le poure homme d'une part et la terre *Perrenot* de *Gemeaux* d'autre part, derechief vne piece de terre contenant enuiron doux iornaux essis ou finaige de *Dyion* « *en lonc bois* » selon la terre *Girart Griffon ;* derechief, vne piece de vigne contenant enuiron doux iornaux et demy, essis ou finaige de *Poilley,* selonc la vigne *Jehan Valno* de *Dyion* d'une part, et selonc la vigne des religioux d'*Oigney* d'autre part ; derechief, vne piece de vigne contenant enuiron hun iornaul et demy, essis ou finaige de *Dyion,* dessus *la Croix Blanche*, selonc la vigne des hoirs *Henriot*

Guinaul de *Dyion;* nous la dicte donacion en tant comme il nous toiche ou puet toichier, volons, loons et approuons et les diz heretaiges por la cause dessus dicte amortizons, sauf a nous et a nos hoirs es diz heretaiges, nostre iustice, soignerie, baronie, ressort et garde, et touz noz autres droiz. En tesmoin de la quel chouse nous hauons fait mettre nostre seaul en ces lettres. Doney a *Viloynes en Duismois,* le vanredi apres la sainte Lucie, l'an de grace mil trois cenz vint et huit. Quod autem ego notarius predictus vidi saluo iure cuiuslibet testificor. In cuius visionis mee testimonium huic presenti transcripto habita de ipso ad sua originalia collacione diligenti sigillum predicte curie domini ducis *Burgondie* rogaui et obtinui apponi. Actum anno et mense supradictis.

Orig., G. 207, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 177.

N° 46.

Avril 1328.

Echange de maison et de vignes, à Fixin, entre Richard, sergent, et Etienne Torteaul.

In nomine domini, amen. Anno jncarnacionis eiusdem M° CCC° vicesimo octauo, mense apprillis, nos *Richardus* seruiens de *Fixino, Osanneta* eius vxor, *Henricus* de *Torcularis* et *Marionae* ius vxor, notum facimus vniuersis quod nos sine vi et dolo, tradimus et quittamus jn excambium seu permutationem perpetuam, pro nobis et nostris heredibus *Stephano* dicto *Torteaul, Stephane* eius vxori et suis, vnam domum cum manso et pertinenciis vniuersis, sitam apud *Fixinum* iuxta mansum heredum *Perrelli Martini* et vineam heredum *Martini Ossenote*, quittam et liberam pro duodecim sextariis vini census, abbati et conuentui *Clugniaco,* singulis in nostris perpetuo

persoluendis. Item, per septem solidis et septem denariis census, religiosis domus Dei de *Broichone* annuatu perpetuo persoluendis. Pro eo videlicet quod dicti coniuges tradiderunt perpetuo nobis et nostris, per modumex cambii predictorum vnumchassum domus cum omni manso, situm in dicta villa, juxta dictum chassum domus in vico dicto *Pueseam*... juxta domum et mansum *Amieti Aniorram,* et juxta domum et mansum dicti *Henrici,* quittum et liberum pro quatuordecim pintis vini census, pro duodecim pintis persoluendis perpetuo hospitalarii annuatu et pro duobus, heredibus de *Granceyo.* Item, pro sex denariis census domino *Phillippo de Ruppella* milite et suis, annuatu perpetuo persoluendis. Item, vnum chassum domus et omnibus aisanciis eiusdem et pertinentiis, situm in dicta villa, juxta domum *Jaquete* filie *Barardet,* quittum et liberum pro vndecim denariis census hospitalarii singulis annis perpetuo persoluendis. Item, vnam domum cum pertinenciis et leuatura eiusdem, super pignionem domus dicti *Maulquarrey* sitam in dicta villa, juxta domum et mansum *Henrici Mariote* et domum *Maulquarrey,* quittam pro tribus solidiis census hospitalarii perpetuo singulis annis persoluendis. Quare nos et heredes nostros penitus deuestiendo de omnibus predictis a nobis per modum excambii perpetui traditis, dictosque coniuges et suos heredes corporaliter jnuestiendo de eisdem. Teneamus et promittimus per juramenta nostra ad sancta Dei euuangelia corporaliter data, et sub obligatione bonorum nostrorum et heredum, mobilium et jmmobilium, presentium et futurorum, per nos et nostros heredes erga dictos coniuges et suos, perpetuo firmiter tenere et jnuiolabiliter obseruare, et nullatenus contrarie ymmo pocius omnia predicta a nobis per excambium tradita dictis coniugibus et suis contra omnes nostris expensis garantire et pacifice et quiete. Omnibus rationibus, allegationibus, barris, actionibus, defensionibus et cautelis

tocius juris et facti canonici et ciuilis penitus renunciando jn premissis. In cuius rei, etc. Actum jn presencia *Johannis Gileti* de *Geureyo,* clerici coadiutoris *Johannis* de *Borbonico,* notarii *nuciaci, Johannis* dicti *Corpeaul* de *Fixino* et *Villermi Lombardet,* testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 351, scellé sous double queue.

N° 47.

Avril 1328.

Isabeau, veuve de Hugues Bellefemme, vend à Guiot, de Gevrey, et à Jeannote, sa femme, une maison sise à Dijon, rue Chaude. Par le même acte, les acquéreurs donnent cette maison en dot à Marion, sœur de Jeannote.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo octauo, mense aprilis post pascha, ego *Ysabellis* relicta *Hugonis Belfemme* de *Dyuione,* notum facio vniuersis tam presentibus quam futuris, quod ego vendo pro me et meis heredibus ac jmperpetuum quitto, *Guioto* de *Geureho* retectori moranti apud *Dyuionem,* et *Jeannehete* eius vxori, pro se et eorum heredibus, quandam domum cum eius fundo, manso et pertinentiis, sitam apud *Dyuionem* in *vico calido,* iuxta domum *Galtheri Marie* de *Dyuione* ex vna parte, et iuxta domum *Estieneti Nouherete* ex parte altera. Saluis tamen michi et meis heredibus super dictas res venditas sex solidis censualibus monete communiter currentis, pro tempore, michi aut meis heredibus annuatim in octabis festi omnium sanctorum persoluendis. Hanc autem venditionem facio precio viginti librarum turonensium michi a dictis emptoribus solutarum, et de quibus me teneo plenarie pro pagata. Quare teneor ex pacto et promitto pro me et meis heredibus, per juramentum

meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligatione omnium bonorum meorum, predictas res a meut predicitur venditas prefatis emptoribus et eorum heredibus, libere pro dictis sex solidis michi aut heredibus meis vt predicitur anno quolibet persoluendis. Item, et pro decem et octo denariis anno quolibet « *leprosarie* » *dyuionense* persoluendis, necnon et pro censu ad perticham contra omnes perpetuo garantire, et in me littis onus suscipere, eamdemque deffendere meis propriis sumptibus, si qui calumpniatores quod absit apparerent quancito, quociens et quacunque parte littis super hoc fuero requisita, necnon facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Quo facto nos coniuges predicti, emptores res predictas nobis ut supra dictum est venditas, damus, cedimus et quittamus donatione irreuocabili facta inter viuos *Marione* sororis mee *Jeannehete* emptricis predicte, vxorique *Villermeti* le *Bobiner* de *Dyuione* in dotem seu maritagium. Promittentes pro nobis et nostris heredibus per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, contra dictam venditionem non facere, vel venire pro nobis vel per alium tacite, vel apperte. Omnibus exceptionibus juris et facti super hoc cessantibus penitus et remotis. Et ad premissa tenenda volumus nos videlicet, ego *Ysabellis* venditrix predicta et nos coniuges predicti, compelli quasi ex re adiudicata, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, domini *Guillermi Lore* decani capelle diuitum de dicto *Dyuione*, et *Moneti* de *Arceone* clerici, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 284, scellé sous simple queue.

N° 48.

25 juin 1328.

Arrêt du Parlement de Paris, confirmant la sentence rendue, en 1322, par Jean de Châtillon, bailli de Dijon, entre l'abbaye de Saint-Etienne et les habitants d'Ahuy.

Philipus Dei gratia *Francorum* rex... vniuersis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod dudum lite mota coram bailliuo diuionense, inter procuratores habitancium ville *Aqueductus* ex parte vna, et procuratorem religiosorum virorum abbatis et conuentus *sancti Stephani dyuionensis* ex altera, super eo videlicet quod procuratores dictorum habitancium dicebant et proponebant contra dictos religiosos, quod dicti habitantes erant et fuerant per tantum tempus quod de contrario memoria non existit in possessione vendendi, emendi, et omnes contractus quocunque modo eis placetur maritando filias suas vel alias, de hereditabus suis faciendi et in quascunque personas cumscunque condicionis vel interdictionis existant transfferendi, et illi in quod dictos hereditates transfferebant tenendi franche et libere in quacunque jurisdictione existent soluendo, quod dictis hereditatibus censum et decimam tantummodo erant quod et fuerant per tempus predictum in possessione tenendi hereditates suas in dicta villa franche et libere, soluendo tantummodo censum et decimam vbicunque et quacunque juridictione moram traherant ; erant contra et fuerant et per tempus predictum in possessione ponendi messerios et vinearios in dicta villa, a quibus messeriis et vineariis dicti religiosi seu alius eorum nomine recipiebant juramentum dictum officium bene et fideliter exercendi. Item, erant et fuerant per tempus predictum in possessione capiendi raortas pro cadragiis suis, et ligaminia pro messibus suis, in nemoribus dicte ville qui sunt dictis religiosis ; erant quod et fuerant per

tempus predictum in possessione essendi de alta iusticia ville *Diuionis*, et de franchisiis et priuilegiis de ville; erant contra et fuerant per tempus predictum in possessione essendi franchi et quitti ab omni taillia, soluendo singulis annis dictis religiosis centum librarum *diuionensium* aut valorem, que dicte centum libre per quatuor vel quinque probos viros dicte ville de consensu aliorum dicte ville eligendos debebantur distribui et equari inter ipsos super quibus possessionibus suis predictis dicti religiosi impediebant et perturbabant dictos habitantes de nouo indebite et iniuste; quare petebant procuratores predicti, quod dictum bailliuum declarari dictos habitantes esse et fuisse in possessionibus predictis et ipsos in dictis suis possessionibus tueri et defendi dictos quod religiosos, compelli ad cessandi et desistendi ab impedimentis et perturbationibus predictis; procurator virorum dictorum religiosorum ex parte altera, contra dictos habitantes proponebat et dicebat quod dicti religiosi erant in possessione et per plures et vltimos annos, leuandi et percipiendi a quolibet tenentum focum in dicta villa vnum bichetum auene annui redditus, qui redditus vulgariter appellatur saluement ; item, erant in possessione leuandi et percipiendi a dictis habitantibus terras in finagio dicte ville, exceptis terris vocatis les aleux, pro quolibet jornali terre medium cartellum bladi, medietatem siliginis et medietatem auene annui redditus, secundum terrarum quantitatem quantus habent in dicto finagio ; erant et dicti religiosi in possessione imponendi, faciendi et leuandi tailliam singulis annis, semel alte et basse, aliquando plus, aliquando minus, super dictos habitantes et de vno plus et de alio minus, secundum asiamentum dictorum habitancium ; dicebat et dictus procurator ad confortandum saisinam suam quod secundum consuetudinem generalem et notoriam *Burgondie* omnes immobiles sunt tailliabiles in si doceant de

titulo vel priuilegio, sine franchisie aut de abonamento, et quod dictus ipsorum gaudere debet de ipsis tanquam tailliabilibus donec documenta de titulo vel priuilegio suo ; quare, petebat procurator dictorum religiosorum declarari per dictum bailliuum dictos religiosos esse in possessione jurium predictorum, dictos quod religiosos in suis possessionibus predictis tueri et defendi, dictos quod habitantes ad soluendi dictis religiosis juria predicta compelli et ad cessandi et desistandi ab impedimento et perturbatione que dictis religiosis dicti habitantes opponebant in predictis. Lite igitur super hinc inde coram dicto bailliuo legime contestatione, testibus productis ab vtraque parte super factis predictis productis, et testibus ex parte dictorum religiosorum super quibusdem factis contrariis per ipsos de nouo post litem contestationem proponitis, dictus bailliuus pronunciauit dictos religiosos bene et sufficienter intencionem suam probauisse, propter quod condempnauit dictos habitantes dictis religiosis in petitis, salua questione proprietatis, dictis habitantibus in predictis, et per eamdem summam pronunciauit dictos habitantes non bene probauisse intencionem suam contra dictos religiosos, preter quod in eo quod dicebant se esse in possessione capiendi raortas et ligaminia in nemoribus dictorum religiosorum et eligendi messerios et vinearios in dicta villa qui tamen jurare debebant in manibus dictorum religiosorum seu alterius de eorum mandato dictum officium bene et fideliter exercendi ; propter quod dictus bailliuus dictos religiosos ab impetecionem dictorum habitancium propter quod in dictis duobus casibus, absoluit dictis habitantibus perpetuum silencium imponendo, salua dictis habitantibus questione proprietatis, dictos vero religiosos quoad dictos duos casus dictis habitantibus condempnauit, a qua summa procuratores dictorum habitancium in quantum contra ipsos faciebant coram auditoribus causarum appellarum

ducatus *Burgundie* appellauerunt; qui dicti auditores summam dicti bailliui confirmauerunt addendo dicte summe, videlicet in articulo loquente de franchise *dyuionensis*, quod dicti habitantes bene probauerunt se esse in possessione quadrigandi vina sua apud *Diuionem* absque solutione roagii et vendendi dictam vinam suam in villa *diuionense* in grosso vel alio franche et libere, sicut alii de dicta villa propter quod in hoc ad indicauerunt saisinam habitantibus predictis dictos religiosos ad cessandi ab impedimento quod super hoc dictis habitantibus apponebant condempnando a qua summa procuratores dictorum habitancium in quantum contra ipsos faciebant ad nostram curiam appellauerunt. Auditis igitur dictis partibus in dicta curia nostra, quicquid dicere et proponere voluerunt in causa appellationis predicte, viso et diligenter examinato toto processu, reiectis per dictam curiam nostram de processu dicte cause dictis factis contrariis per dictos religiosos post litis contestationem de nouo propositis reiectis et per dictam curiam quibusdem exceptionibus facti per dictos religiosos contra deposiciones testium dictorum habitancium propositis quia constitit dicte curie nostre dictos habitantes bene probasse intencionem suam, preter quam in eo quod dicebant se esse in possessione quod quatuor vel quinque viri dicte ville eligendi erant de eorum consensu pro dictis centum libris dictis religiosis per dictos habitantes singulis annis debitis consequendi inter dictos habitantes super quolibet probauerint se esse in possessione eandi quitti et liberi ab omni taillia, soluendo dictis religiosis singulis annis c librarum *diuionensium*, tantummodo non cum probauerunt quod dicti probi viri qui dictas c libras inter dictos habitantes distribuere... et debebant esse eligendi de consensu eorumdem, et in eo quod dicebant se esse de franchisiis *Dyuionis* quod et non probauerunt, propter quam quod pro primo furto quitti erant pro sexa-

ginta quinque solibus sicut alii de *Diuione*, et quod possint vina sua ducere et vendere apud *Diuionem* absque roagio senalia redibencia persoluendi sicut et alii dicte ville *Diuione* predicto per iudicium curie nostre dictum fuit dictos auditores in eo quod confirmauerint summam dicti baillîui per quam absoluit dictos religiosos ab impeticione dictorum habitancium, preter quam in causibus predictis per dictos habitantes non probatis male iudicasse, et procuratores dictorum habitancium bene appellasse. Item quod constitit dicte curie nostre dictos religiosos probauisse se esse in possessione leuandi et percipiendi a quolibet tenente focum in dicta villa de *Aqueductu*, vnum bichetum auene annui redditus, et a quolibet habitante dicte ville habente terram in finagio dicte ville medium cartellum bladi, medium siliginis et medium auene, secundum quantitatem terre quam habet in dicto finagio; eos quod esse in possessione eligendi probos viros de dicta villa, qui dictas centum libras dictis religiosis a dictis habitantibus singulis annis debitas debeant inter dictos habitantes coequare ; ideo per idem iudicium dictum fuit dictos auditores quo ad casus predictos bene iudicasse, confirmando summam dicti bailliui et dictos habitantes male appellasse in eo vero quod in ceteris contentis impeticione dictorum religiosorum summam dicti bailliui confirmauerint cum per dictos religiosos appella probata non fuerint male iudicasse, et dictos habitantes bene appellasse. In cuius rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum *Parisius* in parlamento nostro, xxv^{a} die junii, anno domini M° CCC° vicesimo octauo.

Orig., G. 312, scellé sous double queue d'un sceau de cire jaune dont un fragment subsiste.

N° 49.

1328 (du jeudi après la Sainte-Marie-Madeleine).

(Pièce en mauvais état.)

Protestations de l'abbé *Poinsard* contre la prétention des officiers de l'abbaye de *Cluny,* de faire contribuer la *maison de l'Epoy* à l'entretien des fortifications de *Gevrey*.

Orig., G. 383, scellé sous double queue.

N° 50.

24 septembre 1328.

Instrument contre les Jacobins de Dijon, en faveur de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Per hoc presens publicum jnstrumentum cunctis pateat euidenter, quod anno eiusdem domini millesimo trecentesimo vicesimo octauo, jndictione duodecima, die XXIIII mensis septembris, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini *Johannis* diuina prouidentia pape XXII, anno tertio decimo, jn presentia mei notarii publici et testium subscriptorum, coram venerabili et discreto viro magistro *Amisio* de *Aurelianis* decano ecclesie *parisiensis* subdelegato vt dicitur, reuerendi in Christo patris domini *Hugonis parisiensis* episcopi, se gerentis pro iudice seu conseruatore priuilegiorum fratribus ordinis predicatorum in prouintia *Francie*, a sede apostolica indultum vna cum quibusdam collegis suis cum illa clausula, quatinus vos, vel duo, aut vnus vestrum, per vos vel per alium et cetera, personaliter constitutus discretus vir magister *Johannes Boneti* de *Dyuione* clericus, procurator personarum infrascriptarum, per quoddam publicum instrumentum signo et subscrip-

tiones *Guioneti Chargerii*, auctoritate imperiali vt dicitur publici notarii signatum, sigilloque venerabilis et religiosi viri fratris *Ponzardi* abbatis *sancti Stephani* de *Dyuione* sigillatum, vt prima facie apparebat ad infrascripta facienda bene et sufficienter instructus prouocauit seu appellauit, nomine procuratorio quo supra, contra ipsum dominum subdelegatum ac contra fratrem *Symonem* de *Ycio* procuratorem religiosorum virorum priòris et conuentus fratrum predicatorum *dyuionensium*, et contra ipsos priorem et conuentum ad prefatum dictum episcopum in scriptis suc hac forma : Quum appellationis remedium in fauorem oppressorum et opprimi sperantium sit a sanctissimis patribus introductum vt apud falsos et temerarios processus iudicum valeat subuerini et inique sententie contra iuris tenorem prolate habeant retractari. Et vos dominus *Amisius* de *Aurelianis* decanus ecclesie *parisiensis* subdelegatus vt dicitur, a reuerendo in Christo patre ac domino domino *Hugone parisiensi* episcopo, qui se gerit pro iudice seu conseruatore priuilegiorum fratribus ordinis predicatorum in prouintia *Francie*, a sede apostolica indultorum vna cum aliis collegis cum illa clausula quatinus vos, vel duo aut vnus vestrum, per vos vel per alium, et cum feceritis ad instantiam fratris *Symonis* de *Ycio* procuratoris et procuratorio nomine religiosorum virorum prioris et conuentus fratrum predicti ordinis *dyuionensis*, actorum dominum *Guillermum* de *Balneolis* rectorem ecclesie *sancti Michaelis dyuionensis*, dominum *Henricum Lalemant*, dominum *Othonem* de *Atheys*, dominum *Johannem* de *Courbeton*, dominum *Johannem* de *Buxo*, dominum *Hugonem* de *Arcons*, dominum *Johannem Gaillart* rectorem ecclesie *beate Marie dyuionensis*, reos virtute dicte conseruationis et commissionis vobis facte coram nobis conueniri et procurator ipsorum citatorum nomine procuratorio, ipsorum et pro ipsis, cum protestationibus de non consentiendo in vos nisi quatenus de iure

tenebantur coram vobis proposuit quod per ea que ex parte dictorum prioris et conuentus coram vobis erant exhibita non erat vobis aliqualiter iurisdicio attributa quoniam procurator dictorum religiosorum predictus ad fundandam iurisdicionem vestram solummodo exhibebat quoddam rescriptum apostolicum domini *Benedicti* pape vndecimi, per quod domino *parisiensi* episcopo et eius collegis committi videbatur, quatinus quamdam constitutionem ab ipso domino *Benedicto* editam que [que] incipiebat inter cunctas, faceret in omnibus suis capitulis firmiter obseruari, sed predicta constitutio per felicis recordationis dominum *Clementem* papam quintum approbante sacro generali concilio *viennensi* erat et est penitus reuocata et omnino cassata prout apparet per decretalem dicti domini *Clementis* que incipit dudum; quare dicebat procurator eorum nomine procuratorio, ipsorum et pro ipsis quod iurisdicio data ad eam exequendam seu conseruandam erat penitus annullata, et quod dicto *parisiensi* episcopo et suis collegis non competit aliqua iurisdicio seu conseruacio que sibi fuerat per dictam constitutionem penitus annullatam et reuocatam, attributa. Item, proponebat et dicebat procurator dictorum citatorum, nomine procuratorio ipsorum et pro ipsis, quod si procurator dictorum religiosorum diceret quod virtute cuiusdam clausule generalis que est in fine dicti rescripti, in qua dicitur quod eadem iurisdicio seu conseruatio super aliis privilegiis dictorum fratrum est dicto domino *parisiensi* episcopo et eius collegis attributa, quod vos possetis cognoscere quod nullatenus virtute dicte clausule generalis viso modo agendi, debebatis cognoscere, quia in dicto rescripto apostolico sit mentio specialis de priuilegiis datis fratribus super predicationibus faciendis, libera sepultura et confessionibus audiendis et dicta clausula generalis non extenditur ad priuilegia de quibus specialiter cautum est, si que dicti fratres habent sed ad alia priuilegia tantum,

et supposito siue preiudicato quod extenderetur ad alia priuilegia, attamen dicebat et proponebat dictus procurator dictorum citatorum, quod per dictum rescriptum apostolicum virtute cuius intebatur agere procurator dictorum religiosorum coram vobis quod iuridicis vestra non erat sufficienter fundata, immo erat necessarium quod exhiberentur sua priuilegia quia vos non habetis, nec habere potestis iuridicionem virtute dicti rescripti, nisi super priuilegia, sed de suis priuilegiis nunquam apparuit coram vobis, nec sibi facta fuit copia, quare iuridicio vestra si quam habebatis non erat sufficienter fundata. Preterea, predictus procurator dictorum citatorum proponebat, quod peticiones dictorum religiosorum non procedebant, et quod ipse non erant admittende, tum quia in dictis petitionibus concluditur directe ad restitucionem rerum funeralium quod fieri non deberet, sed deberet concludi alternatiue videlicet ad restitucionem rerum funeralium si extarent supposito siue preiudicato, quod coram vobis peti possent, et si non extarent ad valorem seu extimacionem earumdem cum secundum iura non entis nulla est restitucio tamen quod in extimacione bona funeralia in dictis peticionibus petuntur super quibus rationibus dictorum religiosorum seu eorum procuratoris, dies iouis post festum beati Mathei apostoli, quod fuit anno domino millesimo trecentesimo viginti et octauo, fuit per vos ad interloquendum dictis partibus assignata, qua die dictis procuratoribus dictarum partium coram vobis constitutis magis sequendo vestre libitum voluntatis quam iudicium rationis interloquendo pronuntiauistis iuridicionem vestram fuisse et esse sufficienter fundatam, vosque virtute exhibitorum coram vobis ex parte dictorum religiosorum seu eorum procuratoris ad fundandam iuridicionem vestram posse cognoscere de contentis in libellis dictorum actorum eis reis exhibitis coram vobis auctoritate predicta, ipsosque reos prout ad vnumquemque ipsorum

pertinet et contra eum vel eos agunt ipsi actores teneri respondere libellis dictorum actorum non obstantibus dictis rationibus propositis ex aduerso ipsos reos eisdem actoribus in expensis legitimis per eandem vestram interlocutoriam rationes retardati processus condempnantes, taxatione ipsarum vestro iuditio reseruata in preiuditium dictorum reorum atque dampnum ipsosque et eorum quemlibet multipliciter pregrauando, et contra ius et iusticiam temere veniendo. Idcirco, ego *Johannes* dictus *Bonnete* de *Dyuione* clericus, procurator dictorum reorum habens inter cetera potestatem et mandatum speciale appellandi, sentiens predictos reos dominos meos in premissis et premissorum quolibet multi pliciter pregauari, dubitans ex verisimilibus coniecturis ipsos quemlibet ipsorum posse a vobis imposterum pregrauari, a predictis grauaminibus et eorum quolibet, nomine procuratorio dictorum dominorum meorum, et nomine cuiuslibet eorumdem, a vobis et contra vos et contra dictos religiosos et contra quemcunque alium nomine ipsorum fundatum in hiis scriptis ad reuerendum patrem dominum *parisiensem* episcopum, prouoco et appello, et appellando prouoco, et prouocando appello et apostolos nomine quo supra, super dicta appellatione mea a vobis michi dari peto, quos si dare denegaueritis seu plusdebito tempore distuleritis, iterum vt prius ad dictum reuerendum patrem in hiis scriptis prouoco et appello me mea causam dictorum dominorum meorum statum eorum, atque bona vna cum omnibus presenti appellationi adherentibus et infuturum adherere volentibus protectioni dicti reuerendi patris supponendo, protestans nominibus quibus supra de huiusmodi appellatione mea insinuanda, intimanda, innouanda ac etiam prosequenda, quandocunque, quotienscunque, vbicunque et coram quibuscunque michi visum fuerit melius expedire. Et a te tabellione publico michi peto fieri super premissis

publicum instrumentum, et vos omnes hic assistentes inuoco in testimonium premissorum. Qua appellatione seu prouocatione sic interposita, prefatus dominus decanus super apostolis sic respondit. Deliberabimus super apostolis infra tempus a iure statutum. Acta fuerunt hec, in claustro *parisiensi* in domo habitationis dicti domini decani, presentibus discretis viris, *Johanne* dicto de *Goelou*, et *Viardo* de *Anceneto* clericis, et pluribus aliis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. — Et ego *Gaufridus* de *Alneto* clericus *corisopitensis* diocesis, apostolica et imperiali auctoritate notarius publicus, premissis vna cum prenominatis, presens interfui et ea manu mea propria scripsi, publicaui, hic me subscripsi, et signum meum consuetum rogatus apposui, et etiam requisitus.

Orig., G. 226. — Cop., reg. G. 133, f° 179.

N° 51.

1328 (5, 7 et 20 octobre).

Le procureur de l'abbaye de Saint-Etienne requiert Amisius d'Orléans, juge subdélégué par l'évêque de Paris, conservateur des privilèges des Jacobins de France, de lui donner des témoins de l'appel qu'il avait émis contre les Jacobins.

In nomine domini, amen. Per hoc presens publicum jnstrumentum, cunctis pateat euidenter, quod anno eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo octauo, quinta die mensis octobris, scilicet die mercurii ante festum beati Dyonisii, jndicione duodecima, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini domini *Johannis* prudentia diuina pape XXII^di^ anno tercio decima, in mei notarii publici et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, jn presencia jn claustro *parisiense* coram venerabili et discreto viro domino *Amisio* de *Aurelianis*,

decano *parisiense* sub delegato vt dicitur reuerendi Christo patris ac domini domini... Dei gracia *parisiensis* episcopi, conseruatoris vt dicitur priuilegiorum religiosorum virorum fratrum predicatorum jn prouincia *Francie*, a sede apostolice jndulcorum ab eadem sede dari personaliter comparuit, discretus vir magister *Johannes Boneti* de *Dyuione* clericus, *Parisius* commorans, procurator et procuratorio nomine fratrum *Mehens* de *Archeyo, Henrici Alemandi, Johannis Goillardi, Guillermi* de *Balneolis*, *Johannis* de *Corleton, Hugonis Darceris* et *Johannis* de *Buxo*, canonicorum monasterii *Sancti Stephani* de *Dyuione,* ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, et ab eodem domino decano primo, secundo et tertio, et jnstanter petiit nomine quo supra, appellos sibi dari super quamdam appellationem ab ipso nomine quo supra, jnterpositam ad reuerendum jn christo patrem dominum episcopum *parisiensem* supradictum, contra priorem et conuentum fratrum predicatorum de *Dyuione*, quiquidem decanus sic... quod satis habebat de tempore super quibus idem procuratorio nomine quo supra, sibi per me dictum notarium publicum petiit fieri et tradi publicum jnstrumentum. Acta sunt hec anno, die, mense, jndictionis, loco et pontificatu predictis. Presentibus ad hec *Egidio Allorum* et *Hugone* dicto *Delalahaye* de *Dyuione* clericis, testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Preterea, anno, mense, jndictione et pontificatu predictis, septima die mensis predicti, jn claustro *parisiense*, circa horam terciam jpsius diei, jdem procurator nomine quo supra, jnstanter petiit primo, secundo et tercio super appellationem predictam ab eodem domino decano appellos sibi dari, qui decanus eidem procuratori prefixit terminum ad dandos appellos tales quales de jure debet vltimam diem temporis a jure statutum. Presentibus magistro *Nicolao* de *Villanis*, et *Moneto* de *Arceone*, clericis testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Item,

vicesima die dicti mensis, anno, jndictione et pontificatu predictis, ad banam jn claustro *parisiense*, coram dicto decano personaliter comparuit jdem procurator et appellos, nomine quo supra, ab eodem domino decano petiit jnstanter et jnstantissime sibi dari, qui decanus sic dixit appellationem tam friuolam et jnanem reputamus et propter... duximus differendum et hoc loco appellorum sibi responḍimus. Acta sunt hec, anno, jndictione, mense, pontificatu et diebus quibus supra. Presentibus magistro *Petro* de *Aurelianis* notario publico, et *Moneto* de *Arceone*, clericis, et pluribus aliis testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis. Et ego *Gaufridus de Alneto*, clericus *corisopitensis* diocesis, apostolica et jmperiali auctoritate, notarius publicus premissis una cum prenominatis testibus, presens jnterfui et ea publicando scribi feci, hic me subscripsi, et signum meum rogatus apposui consuetum. Data ut sunt.

Orig., G. 226.

N° 52.

2 janvier 1329.

Lettre royale déchargeant l'abbaye de Saint-Etienne de payer vingt livres aux Templiers.

Philippus Dei gratia *Francorum* rex, bailliuo *senonense* vel eius locum tenente, salutem. Religiosi... abbas et conuentus monasterii *Sancti Stephani diuionensis* nobis grauit conquerendo monstrauit quod cum imponens eis quod in quingentis floreins auxi de Florencia nobis tenentur in quibus tempore captionis templariorum erant ipsis templarus obligati, non facta fide de obligacione licet ab eis fueris super hoc pluries et cum instancia requisitus. Et non obstante eciam quod ipsi religiosi bonas et efficaces raciones habeant, quare dictum debitum soluere non

tenentur. Illud ab eis exigere interis ipsos quod pro dicto debito compelli facis in eorum per iudicium et iniuste et dictas raciones allegare et proponere volentes eos ad hoc admittere recusans. Quocirca tibi presente auctoritate mandamus quatenus si est ita, et de dicta obligatione non constet per litteras instrumenta aut ab legitime a compulsione predicta penitus desistas, ipsos quod religiosos in dictis suis racionibus audias et eis auditis eisdem super premissis exhibeas vocatum evocandi iusticie complementum. Interim vero bona dictorum religiosorum de mandato tuo propter hoc capta vel saisita eisdem recordi, facias sub ydonea cautione. Datum *Vicennam*, die secunda ianuarii, anno domini M°CCC° vicesimo nono.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 53.

23 janvier 1329/30.

Acte de l'appel au Saint-Siège, émis par le procureur de l'abbaye de Saint-Etienne, d'une procédure faite par l'official de Langres au sujet d'une cause non exprimée dans l'acte et qu'on suppose relative au droit de procuration (1).

Pièce en mauvais état dont la fin est ainsi conçue : Acta sunt hec anno et die, jndictione, pontificatu, loco et hora predictis. Presentibus discreto viro magistro *Stephano* de *Verziato* aduocato jn curie *lingonense*, *Luguino Assecatore*, *Johanne* de *Noereto*, *Anxello* dicte de *Albarina*, omnibus de *Lingonis* clericis, et pluribus aliis ad hec testibus vocatis specialiter et rogatis. Et ego *Johannes Arnulphi* de *Balna lingonensis* diocesis clericus, auctoritate jmperiali publicus notarius, predictis exhibitionis jnsi appellorum

---

(1) L'indication du contenu de l'acte est tirée de la mention inscrite au verso.

petitionum dicti loci tenentis responsiam, et omnibus aliis suprascriptis vna cum testibus antedictis presens jnterfui, hoc quod presens jnstrumentum jnde confectum scribi feci, et eidem manu propria me subscripsi illud quod signo meo solico signaui rogatus.

Orig. G. 124.

N° 54.

Mars 1329.

Sentence condamnant Oudri de Vulpains, chanoine de Lausanne, à restituer certains biens qu'il possédait à Bligny-le-Sec, pour n'avoir pas tenu son engagement de donner conseil à l'abbaye de Saint-Etienne.

En nom de nostre Soignour, amen. Nous, *Haymes* de *Dompierre*, tenenz le leu de honorauble homme et saige monsoignour *Hugue* de *Courrabuef*, doien de *Chalon*, chancelier monsoignour le duc de *Bourgoigne*, ffacons sauoir a touz, que comme religiouses persones l'abbes et li couuanz de *Saint Estiene* de *Dyion* ou leur procurour hahuissient fait aiourner au vanredi deuant la Magdelaine, monsoignour *Oudri* de *Vulpains*, chenone de *Losanne*, selonc la forme et la tenour d'une citation, de la quelle tenour est telle : *Hugues* de *Courrabuef*, doiens de *Chalon*, clers le duc de *Bourgoigne*, au preuost de *Dyion* et a celuy des sergenz monsoignour le duc et nostres que sur ce seray requis, salut. Il est contenuz en lectres seellees dou seaul de la court monsoignour le duc, que messire *Oudriz* de *Vulpains* chenones de *Losanne*, requenoit que l'abbes et li couuanz de *Saint Estiene* de *Dyion* li hont doney a sa vie tant solemant, le mes de *Sauigney le Sec*, en samble les maisons et les edifices, les tailles, le disme, les terres, les bois, les vignes, les tierces et la iustice grant et petite, que il hont en la dicte vile et ou finaige pour trauaul, consoil et aide, faiz et a faire es diz

religioux, et que pour ce li diz *Oudriz* promet a doner consoil et aide es diz religioux, en ce qu'il hauront a faire et promet encor qu'il tienray les dictes chouses et possideray et panray les fruiz tant comme il viuray, en tel meniere que apres son deceps, les dictes chouses retorneront es diz religioux paisiblement en samble touz les biens meubles que li diz *Oudriz* hauroy au dit leu au tamps de son deceps; or dit li procurour des diz religioux que li diz *Oudriz* ne vuet donner consoil ne aide es diz religioux, en leurs causes ne en leurs besoignes, combien qu'il en hait estey plusours foiz soffisamant requis; pour quoy la dicte donacion doit estre aneantie et rappellee, et doit li diz *Oudriz* estre condampnez a perdre les dictes chouses donees a luy pour la cause dessus dicte. Et dit encore que *Vanconz* de *Loisseroy* sergenz monsoignour le duc pour vertu de execucions donees de nous, si comme il dit a la requeste dou procurour au soignour de *Grancon*, hay pris et mis en la main monsoignour, les choses dessus dictes et les hay vandues ou marchie de *Dyion* commes gaiges a *Aubertin Lombart* pour debte que il dit que li diz *Oudriz* doit au dit soignour de *Grancon*, et ensinc les chouses dessus dictes sont fors de la main au dit *Oudri*, et ne sont cultiuees les terres ne les vignes ne les edifices sostenuz soffisemmanz. Et ensinc s'il auenoit que li diz *Oudriz* morest, li diz religioux sarient ou pourrient estre ampoischiez pour cels qui sarient ensaisinees des dictes chouses, a fin qu'il ne porrient paisiblemant recoure es dictes chouses, ne hauoir les biens meubles qui sarient au dit leu, la quelle chouse est contre la tenour des dictes lettres. Si vous mandons que vous aiornoiz a nos iours qui saront a *Dyion*, le vanredi deuant la Magdeloine, le dit *Oudri* pour veoir rappeller ou adnuller, ou declarier nulle la dicte donacion, pour les causes dessus dictes et pour autres que li diz procurour voudray propouser, et pour

aler auant sur ce, par tant cum raison seray. Et aiournez auxi es diz iours pour deuant nous le dit soignour de *Grancon* ou son procurour, et le dit *Vancont* et le dit *Aubertin Lombart*, qui les dictes choses hay achetees si cum lou dit, en samble toutes les lettres et execucions pour les quelles les dictes choses sont prises et vendues; et pour oir bone cause de par le dit procurour pour quoy la dicte vandue est de nulle valour, et en doit éstre leuee la main monsoignour au profit des diz religioux, et pour aler auant, pour tant comme raison seray. Doney le lundi deuant le dit vanredi, l'an mil trois trois cenz vint et nuef, sellees ce le commandemant fait ce que fait en hauroiz et les nous des aiornez, nous rescripuez se vous en estes requis. De rechief li diz religioux feirent aiorner le dit *Oudri* a *Dyion* par deuant le dit monsoignour le chancelier, au macredi apres la feste de saint Luc euuangeliste, selonc la forme et la tenour d'une autre citacion qui telle est : *Hugues* de *Courrabuef,* doiens de *Chalon*, clers le duc de *Bourgoigne,* a *Vancont* de *Loisseroy* nostre sergent, et a celuy de noz sergenz qui requis en seray, salut : Aiorne a *Dyion* par deuant nous au macredi apres la saint Luc euuangelistre, monsoignour *Oudri* de *Vulpains*, chanone de *Losanne*, pour apourter toutes lettres et esploiz seellez dou scel de la court monsoignour le duc pour vertu des quelx il dit luy hauoir droit es biens de *Sauigney le Sec* appertenanz a l'abbey et au couuant de *Saint Estiene* de *Dyion*, c'est a sauoir, mes, maisons et les edifices, tailles, dismes, tierces, bois, vignes, terres et la iustice grant et petite, et autres biens, et pour oir bonnes causes de par les diz religioux pour quoy les dictes lettres sont et dauent estre de nulle valour, et que li diz biens leur dauent demorer et leur dauent estre randuz, bailliez et deliurez et pour aler auant et rendre es diz religioux sus les deuant dictes chouses pour tant comme raison seray. Doney le sam-

bady apres la saint Denis, l'an de grace mil trois cenz vint et nuef, seelles ces lettres, le commandemant fait, et les randez au pourteur d'icelles. A la quelle iornee li diz *Oudriz* ne vint ne comparut, ne autres pour luy, et li procurour des diz religioux actandit tant comme il duit a la dicte iornee, et fit sa demande contre le dit *Oudri* et en sabsence si comme si fust presenz, et nous requist deffaut et raiornemant contre le dit *Oudri*. Sus la dicte demande et nous li outroiemes la quelle demande et les autres choses dessus dictes sont contenues en hun memoriaul dou quel la tenour s'ansuit : l'an de nostre Soignour, mil trois cenz vint et nuef, le macredi apres la feste de saint Luc euuangelistre, attandit tant comme il duit pour deuant nous *Hugue* de *Courrabuef*, doien de *Chalon*, clerc monsoignour le duc de *Bourgoigne*, maistres *Iehanz* de *Breteniere*, clers procurour et en non de procurour des religioux l'abbe et le couuant de *Saint Estienne* de *Dyion*, contre monsoignour *Oudri* de *Vulpains*, chanone de *Losanne*, li quelx estoit aiorne a la dicte iornee pour deuant nous a la requeste des diz religioux pour aporter toutes lettres seellees dou seel de la court monsoignour le duc, pour la vertu des quelles li diz *Oudriz* disoit ou maintenoit luy hauoir droit ou mes en la maison et es autres biens a *Sauigney le Sec* appertenanz es diz religioux, et pour oir bone cause de par le dit procurour pour quoy elles estient et dauient estre de nulle valour, et pour rendre es diz religioux pour tant comme raison seroit sus fait de lettres seellees dou seel de la dicte court ; li quelx *Oudriz* ne vint ne autres pour luy, et fit li diz procurour sa demande en requeste contre le dit *Oudriz* et en sabsence, si comme s'il fust presenz, en la meniere que s'ansuet. Dit et propose en droit pour deuant vous monsoignour le chancelier de *Bourgoigne* maistres *Iehanz* de *Breteniere*, clers procurour et en non de procurour de religiouses persones l'abbey et le couuant de *Saint Estiene*

de *Dyion,* contre monsoignour *Oudri* de *Vulpains,* chanoine de *Losanne,* que il est contenuz en lettres seellees dou seel de la court monsoignour le duc, que messire *Oudriz* de *Vulpains* chanoine de *Losanne,* cognoit et confesse que li religioux hont doney et baille au dit *Oudri* a sa vie tant solemant, le mes, la maison, et toutes les chouses que il hauient et hont en la vile et ou finaige de *Sauigney-le-Sec,* pour cause de ce que li diz *Oudriz* doit et promet par son sairemant, et en bone foy estre dou consoil des diz religioux et leur promet pour ce donner consoil et aide en leurs causes, et en leurs besoignes et qui seray feaux es diz religioux et a l'iglise ; et encor est contenuz es dictes lettres que li diz *Oudriz* promet tenir les dictes choses en sa main, et cultiuer et maintenir bien et loialmant en tel meniere que apres son deceps, les dictes chouses, en samble touz les meubles qu'il hauray au dit leu au tamps de son deceps demorient paisiblemant es diz religioux, les quelles lettres il vous offre a mostrer ; et encore dit li diz procurour que cum li diz religioux hahussient plait pour deuant le baillif de *Dyion,* contre la commune de *Dyion* et contre plusours autres les habitanz d'*Ahuit* et pour deuant nous contre le soignour de *Cux* et contre plusours autres, li diz *Oudriz* hait estey plusours foiz et soffisemmant requis de par les diz religioux tant par le dit abbey en persone comme par lettres et pour messaiges, que veuest a *Dyion* pour doner consoil et aide es diz religioux sus les dictes choses, et en plusours autres granz besoignes qu'il hauient a faire pour aux et pour leur yglise, et que li diz *Oudriz* estoit et hauoit estey en deffaut et contumace tant de fait comme de parole d'auoir obei et encline a la dicte requeste, et de done consoil et aide es diz religioux et a lour iglise, et que li diz *Oudriz* hauoit le mes et les choses dessus dictes obligies de fait au soignour de *Grancon,* en plusours granz somes d'argent, et hauoit volu et s'estoit consantiz

en facent la dicte obligation que s'il ne pahoit les dictes somes que li sires de *Grancon* les pehut panre et vandre, et dit encore li diz procurour que pour cause de l'obligation et consantement dessus diz, li sires de *Grancon* en ses commandemanz hay prises les choses vandues ou fait vandre et baillies a *Barchelot Menet,* et transportees de fait en yceluy *Barchelot,* et que pour ce li diz *Oudriz* s'estoit randuz et faiz ingrates et non feaux es diz religioux et a leur iglise, et que pour ce il dauoit perdre et hauoit perdu tout le droit et le benefice de la dicte donacion ; et requiert li diz procurour le dit *Oudri* estre condampney es diz religioux, par vostre santance, a perdre tout le droit qu'il hauoit ou poeut hauoir es dictes choses pour cause de la dicte donacion, et icelles randre restaublir et baillier es diz religioux en samble les fruiz qui puent estre leuez puis le deffaut et transport dessus diz, les quelx li diz procurour extime sept vinz liures tornois maismement cum la dicte donacion hait estee faite senz cause raisonable et la sollempnitez que droiz vuet estre gardee es alienations des choses d'iglises non gardee, et ce dit li diz procurour et demande par la meillour meniere et par le meillour droit qu'il puet, et doit sauf a luy le benefice de droit de corriger, d'aioster, de hoster, et cetera, en implorant vostre office en ce qu'il fait a implorer a son profit; et requiert encores que les lettres seelles dou seel de la dicte court se nulles en hay li diz *Oudriz* sus les choses dessus dictes soient adnullees ou au moins suspandues, tant qu'il soit cognehu des choses dessus dictes comme il hait estey aiorney par elles apourter et il ne les hait aportees ; et soffre de prouer li diz procurour des choses dessus dictes ce qui l'an soffiray. La quelle demande ensinc faite il nous mostray les lettres dessus dictes, et nous requist deffaut et raiornement contre le dit *Oudri,* et nous li outriemes. Donne l'an et le iour dessus diz.

De rechief li diz *Oudriz* fut raiornez a la requeste des diz religioux ou de leur procurour, au iusdi apres la saint Andrie, selonc la tenour d'unes autres lettres en citation contenanz telle forme: *Hugues de Courrabuef*, doiens de *Chalon*, clercs le duc de *Bourgoiyne*, a *Gantot* de *Loisseroi* et a touz autres sergenz monsoignour le duc et nostres a cuy ces lettres seront baillies, salut. Cum messire *Oudriz* de *Vulpains*, chenone de *Losanne*, fust aiornez a *Dyion* pour deuant nous au macredi apres la feste saint Luc euuangelistre, pour aporter toutes lettres et esploiz dou seel de la court monsoignour le duc pour vertu des quelles il disoit luy hauoir droit en la maison, en la vile et appertenances de *Sauigney-le-Sec* appertenanz a l'abbey et au couuant de *saint Estienne* de *Dyion*, et pour oir bone cause de par le procurour des diz religioux pour quoy les dictes lettres estient et dauient estre de nulle valour, et que li diz biens leur dauient demorer et leur dauient estre randuz bailliez et deliurez, et pour aler auant et rendre et repondre au dit procurour sus les deuant dictes chouses pour tant comme raisons saroit, au quel iour en l'absence dou dit *Oudri* li quelx ne vint, ne autres pour luy, li diz procurour fit sa requeste ou demande la quelle nous li outroiames baillees seellees, et nous requist deffaut et raiornement contre le dit *Oudri*, les quelx nous li outroiames. Nous vous mandons que vous raiornoiz le dit *Oudri* a nos iours de *Dyion* qui saront le ieusdi apres la saint Andrie, pour repondre au dit procurour sus les deuant dictes choses par tant comme raisons seray, et prions et requerons en aide de droit a toutes iustices estanz fors dou destroit monsoignour le duc qui sur ce saront requises et qui troueront en leur destroit, que aiornient le dit *Oudri* pour deuant nous a la dicte iornee selonc la forme dessus dicte, et pour aler auant tant comme l'on pourray pour raison. Doney le sambadi apres la feste saint Martin

dyuer, l'an de grace mil trois cenz vint et nuef, seellees ces lettres, le commandemant fait et ce que fait en hauroiz nous restituez a la dicte iornee ; au quel ieusdi actandit tant comme il duit a *Dyion* pour deuant nous li procurour des diz religioux contre le dit *Oudri* li quelx ne vint ne conparust a la dicte iornee, ne autres pour luy. Or nous requist li diz procurour des diz religioux dessus diz, et raiornement contre le dit *Oudri* sus les chouses dessus dictes et nous li outroiames, et fut encor raiornez li diz *Oudriz* a la requeste dou dit procurour a *Dyion* pour deuant le dit monsoignour le chancelier au iour de la voille de l'apparicion nostre soignour, pour respondre es diz religioux et pour aler auant sus les dictes chouses, pour tant cum raison seroit, a la quelle iornee li diz *Oudriz* ne autres pour luy ne comparut point qui hahust grace de pladoier par procurour, et pour ce selonc la costume generaul et notoire de *Bourgoigne* especialment selonc le stile de la court de monsoignour le chancelier, nuls ne doit estre recehuz a pladoier pour procurour en demandent ne en deffandent, s'il nay grace de pladoier pour procurour, nous donames au dit procurour des diz religioux present et attandant tant comme il duit et requerant deffaut et raiornement pour descorper les deffauz faiz en la dicte cause, et pour aler auant en icelle pour tant cum raison seroit. Apres, ce fut raiornez li diz *Oudriz* dou mandement dou dit monsoignour le chancelier a *Dyion* pour deuant luy ou pour deuant son leu tenant, au vanredi apres la feste de la Chandelouse pour descourper les diz deffauz ou pour respondre et aler auant, sus les chouses dessus dictes pour tant comme raisons seroit. Au quel vanredi li diz *Oudriz* ne vint, ne comparut, ne autres pour luy et pour ce nous donames au dit procurour des diz religioux requerant a grant instance deffauz et raiornement pour oir droit sus les diz deffaus et. pour veoir adiugier

es diz religioux le profit que il dauient hauoir pour raison des diz deffauz; et de rechief fut raiornez li diz *Oudriz* dou commandement dou dit monsoignour le chancelier a *Dyion* pour deuant luy ou pour deuant son leu tenant, au lendemain des bordes pour oir droit se dire lou pooit lon sus les diz deffauz et pour adiuger es diz religioux le profit d'icels se faire le pooiens ; au quel iour, se comparurent pour deuant nous maistres *Jehanz* de *Bretenerè* clers procurour et en non de procurour pour les diz religioux d'une part, et *Raouls li Bornes* de *Bicey en la Coste* procurour et en non de procurour dou dit *Oudri* d'autre part, celuy iour nous requist li diz procurour des diz religioux que nous li deissiens droit sus les diz deffauz et adiugessiens a luy et es diz religioux le profit qu'il dauient hauoir pour raison des diz deffauz ; le dit procurour dou dit monsoignour *Oudri* disant au contraire que nous ne dauiens ne pooiens adiuger es diz religioux le profit des diz deffauz pour ce especial quar il offroit a paier les despanz faiz de par les diz religioux pour raison des diz deffauz et de doner camptoin de deffandre et poursuigre la dicte cause pour tant comme raisons seroit, et disoit que a ce dauoit estre recehuz selonc droit meismement quar se tant estoit la saisine des dictes chouses adiugie es diz religioux et baillie pour raison des diz deffauz, si denroit estre recehuz li diz *Oudriz* a la dicte saisine et li denroit estre deliuree paiez les despanz, et donee la campcion dessus dicte et sus ce requeroit droit ; le procurour des diz religioux disant et affermant au contraire que selonc la costume de *Bourgoigne* generaul et notoire, totes foiz que aucuns est aiornez sus biens non meubles et fait trois deffauz en la cause, et apres ce est aiournez quarte foiz pour descorper les deffauz et il ne les descourpe a la iornee qui li est sus ce assignee il doit estre condampnez a perdre la saisine de la chouse demandee et doit estre adiugie au

demandeour, et dauqui en auant ciz qui hay fait les deffauz ne puet recouurer la saisine se n'est pour iugement de la proprietey. Et cum li diz *Oudriz* hahut faiz trois deffaux en la dicte cause et sus les choses contenues en la dicte demande et hahut estey aiorney la quarte foiz pour descor pour les diz deffauz et il hahust riens descourpey, nous requeroit que nous condampnessiens le dit *Oudri* a perdre la saisine des choses contenues en la dicte demande, et icelle saisine adiugessiens au dit procurour et es diz religioux, et sus ce meissiens silence au dit *Oudri*, et nous requeroit encore que nous adnullessiens ou au moins suspandessiens toutes lettres que li diz *Oudriz* hay sus les chouses dessus dictes, seellees dou seel de la court monsoignour le duc; et disoit que ensinc le dauiens faire, vehu et considerey la tenour de la dicte demande et dou procels dessus dit et sus ce requeroit droit les quelx chouses, et plusours autres raisons proposees, nous dou consantement des diz procurours assignames iournee es dictes parties, au mardi deuant pasques fluries a oir droit sus les raisons proposees d'une partie et d'autre, les quelles les dictes parties nous dauient baillier per escript dedans la dicte iournee, et auxi pour oir droit comme dessus sus les diz deffauz et pour adiugier es diz religioux se adiugier le poorens le profit des diz deffauz; au quel mardi ne se comparut, li diz *Oudriz* ne autres pour luy pour deuant nous, le procurour des diz religioux comparissant a grant instance que nous li deissiens droit sur les choses dessus dictes et li adiugessiens le profit des diz deffauz, et a la parfin nous qui ne volons ne dauons defaillir a nuns de faire droit a la requeste dou dit procurour des diz religioux present et demandent droit a grant instance, l'absence dou dit *Oudri* ramnplie et suppliee pour la presence de Dieu vehues les raisons que nous hont ostees baillies de par les diz religioux et considerey ce quay estey pro-

posey de bouche, vehues auxi les lettres des diz religioux pour la vertu des quelles ils hauient en cause le dit *Oudri*, la demande et tout le procels dou consoil de prodomes et de saiges Dieu haienz tant solemant deuant les eauz, consideree la costume de *Bourgoigne* et le stile de la court de la chancelerie estre telle comme li procurour des diz religioux l'ay proposee ; prononcons et a droit les raisons proposees de par le dit *Oudri* non estre receuaubles en l'estat de la cause, et en la forme et a la fin quelles sont proposees, et condampnons le dit *Oudri* a perdre la saisine qu'il hauoit ou pooit hauoir es choses contenues en la dicte demande des diz religioux, et d'icelle saisine le priuons par nostre santance, et mectons silence ou dit *Oudri* sus ycelle, et la dicte saisine adiugeons es diz religioux et a lour procurour en non d'aux, sauf au dit *Oudri* le droit de la proprietey, et toutes lettres seellees dou seet de la court monsoignour que li diz *Oudriz* hay sus les dictes chouses suspandons a fin que execution ne soit donee sus ycelles et qu'il ne soit oiz pour voie de execution sus le fait des dictes lettres, et se aucunes execution hauoit li diz *Oudriz* sus les dictes lettres, nous les rappellons et mectons a neant en samble leur effez en tant comme elles pehuent toichier la saisine dessus dicte. En tesmoin de la quelle chouse nous hauons fait mectre en ces presentes lettres le seel dou quel lon use a *Dyion* es causes de la dicte court. Doney le mardi deuant pasques fluries dessus dit, l'an de grace mil trois cenz vint et nuef. (Suit la commission du chancelier relative à l'exécution de la sentence) : *Hugues de Courrabuef*, doiens de *Chalon*, clers le duc de *Bourgoigne*, au preuost de *Dyion* et a celuy de noz sergens qui requis en seray, salut. Nous mandons a vous en samble et a chascun de vous pour soy, que la sentence donee de maistre *Hayme* de *Dompierre* nostre leu tenant en ces presentes annexee vous mectiez tromchiement a execu-

cion, selonc la tenour toutes foiz que vous en seroiz requis et gardez et faites tenir et garder de point en point la dicte santance et en touz ses poinz. Doney le jeusdi deuant pasques flories, l'an mil trois cenz vint et nuef, seellez ce le commandemant fait et ce que fait en hauroiz, nous rescriuez se vous en estes requis.

Orig., G. 393, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 181.

N° 55.

1328/9 (samedi avant les Rameaux).

Confirmation, par l'abbaye de Saint-Etienne, du règlement introduit en 1275, portant que le produit des anniversaires fondés en l'église serait employé à la pitance du prieur et du couvent, et que l'abbé serait à l'avenir déchargé de la pitance du soir.

Nos frater *Poincardus*, humilis abbas monasterii *Sancti Stephani dyuionensis* ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, notum facimus vniuersis presentes litteras inspecturis quod nos vidimus et legimus quasdam litteras sanas et integras sigillis abbatis et conuentus predicti monasterii, sigillatas formamque sequitur continentem : Vniuersis Christi fidelibus ad quos presentium deuenerit noticia litterarum, frater *Amedeus* abbas totusque conuentus ecclesie *Sancti Stephani dyuionensis lingonensis* dyocesis ordinis *Sancti Augustini*, salutem in omnium saluatore. Quum in scripturis et per scripturas jnueniuntur et dantur exampla, nos volentes jura conuentus ecclesie nostre dari obliuioni, sed per memoriam confirmari cum diligenti tractatu pensata vtilitate ecclesie nostre, pro nobis et successoribus nostris, vnanimiter et concorditer in pleno capitulo nostro ordinauimus, statuimus et confirmauimus quod omnia anniuersaria in ecclesia nostra prouenta, et prouentura et pictancia conuentus

ecclesie nostre ad prioris et conuentus ecclesie nostre arbitrium in ipsas pictancias commutantur cum omnibus exhibitiis eorumdem anniuersariorum. Et per hoc statuit abbas ecclesie nostre qui tempore fuit liber erit, et jmmunis ab omnibus conuentus ecclesie nostre pictanciis serotinis. Et ad huiusmodum statutum tenendum perpetuo nos et successorès nostros specialiter obligauimus. In quorum omnium memoriam testimonium et munimen litteris istis sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini millesimo cc° septuagesimo quinto mense decembris. Nos igitur *Poincardus* abbas supradictus totusque ecclesie *Sancti Stephani* conuentus, vt omnia et singula predictis litteris contenta maioris habeant roboris firmitatem, approbamus, ratifficamus et confirmamus, promittimus insuper pro nobis et nostris successoribus bona fide omnia et singule predicta, inuiolabiliter obseruare nec contra predicta vel aliquod de predictis imposterum venire, nec contra venire, volentes consentire tacite vel aperte, volentes etiam quod predicti prior et conuentus de dictis anniuersariis jam sibi legatis et legaturis imposterum prouentis et prouenturis in ecclesia nostra, cum eorumdem exitibus pro dicta pictancia secundum modum et formam predictis, prout melius expedire videbitur gaudeant et vtantur. In cuius rei testimonium nos abbas et conuentus predicti litteris istis sigilla nostra duximus apponenda. Actum in capitulo nostro die sabbati ante ramos palmarum, anno domini millesimo trecentesimo vicesimo octauo.

Orig., G. 173, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 127, f° 11 r°.

N° 56.

1328/9 (samedi avant les Rameaux).

Confirmation, par l'abbé Girard, des lettres de l'abbé Poinsard.

Nos frater *Girardus*, humilis abbas rectus et confirmatus monasterii *Sancti Stephani diuionensis* ordinis *Sancti Augustini lingonensis* diocesis, notum facimus vniuersis presentes litteras inspecturis, quod vidimus et legimus quasdem litteras sanas et integras sigillis abbatis et conuentus predicti monasterii, sigillatas formam que sequitur continentem : Vniuersis Christi fidelibus ad quos presentium deuenerit notitia litterarum, frater *Poinczardus* abbas totusque conuentus ecclesie *Sancti Stephani diuionensis lingonensis* diocesis ordinis *Sancti Augustini,* salutem in domino saluatore. Quum in scripturis et per scripturas inueniuntur et dantur exampla, nos nolentes iura couuentus ecclesie nostre dari obliuioni, sed per memoriam confirmari cum diligenti tractatu pensata vtilitate ecclesie nostre pro nobis et successoribus nostris, vnaniuntur et concorditur in pleno capitulo nostro, ordinamus, statuimus et confirmamus quod omnia anniuersaria in ecclesia nostra prouenta et prouentura pro pictancia conuentus ecclesie nostre, ad prioris et conuentus ecclesie nostre arbitrium in ipsas pictancias conuertantur cum omnibus decimis exitibus redditibus eorumdem anniuersariorum. Et per hoc statutum abbas ecclesie nostre cum pro tempore fuerit liber erit et immunis, ab omnibus conuentus ecclesie nostre pictanciis serginis. Et ad huiusmodi statutum tenendum perpetuo nos et successores nostros specialiter obligamus. In quorum omnium memoriam testimonium et munimine, litteris istis sigilla nostra apposuimus. Actum anno domini millesimo ccc vicesimo octauo, in capitulo nostro, die sabbati ante ramos palmarum.

Cop., reg. G. 127, f° 8 r°.

N° 57.

Mai 1329.

Odon, Huguenin et Girard, enfants de Perrel, de Marsannay, se reconnaissent hommes de Saint-Etienne, moyennant un abonnement de trois sols dijonnais par an.

En nom de nostre Seignour, amen. L'an de l'incarnacion d'iceluy anl trois cenz vint et nuef, ou mois de maiz, nous *Odoz, Huguenins* et *Girardez* freres enfanz cay en arriers *Perrel* de *Marcegnay,* et de *Symone* fille fue *Hugue Sarron* de *Cuttigney,* facons sauoir a touz ces qui verront ces presentes lettres, que nous recognoissons et affermons nous par nous et par nos hoirs, estre hommes taillaubles et esploitaubles de l'eglise de *Saint-Estienne* de *Diion,* sauf toute voies que de grace especial l'abbes et li couans de la dite eglise nous hont abonniez a nos uies tanc soulemant... de *Digon* les quelx nous sumes tenu paier chascun an a la feste de la Touz sains es diz religieux en non de taille, tant come nous viurons, et de plus ne nous porrons baillier li diz religieux tant come nous viurons. Les quelx choses dessus dites, nous sumes tenuz et promettons por nous et por nos hoirs, par nos sairemanz corporelmant donez soz sainz euuangiles, et soz l'obligation de touz nos biens, tenir, garder et accomplir, et non contre venir, et volons estre controint quant a ce auxi come de chouse adiugee par la court monsoignour le duc de *Borgoigne,* a la jurisdiction de la quele court nous sogmettons nous, nos hoirs et nos biens. En tesmoignaige de la quel chouse, nous hauons requis et supplie le seel de la dite court, estre mis en ces presentes lettres... *Johannes* de *Cultirei* de *Diyon,* clerc coadiutour de *Jehan le Ratat* notaire de *Dyion,* de frere *Nicholas...* de *Loire* dou *Temple* et *Vienot* de *Bene* damorum... tesmoins a ce appelez l'an et le mois dessus diz.

Orig., G. 193, scellé sous simple queue.

N° 58.

1329 (lundi après la Saint-Jean-Baptiste).

Accord entre Saint-Etienne et les Jacobins, relativement aux vicaires des paroisses.

Viro venerabili et discreto domino *Amisio* de *Aurelianis*, decano ecclesie *parisiensis*, subdelegato a reuerendo in Xristo patre ac domino domino *Hugone* Dei gratia *parisiense* episcopo, judice et conseruatore priuilegiorum fratribus ordinis predicatorum jn prouincia *Francie*, a sede apostolica jndulcorum vna cum reuerendis jn Christo patribus antecessoribus et adeg... episcopis eius collegiis cum illa clausula, quod cum vos vel duo aut vnus vestrum, per vos vel per alium, etc. *Odo Rotharii* de *Dyuione* presbiter *lingonensis* dyocesis tabellio curie *lingonensis* juratus salutem, et quicquid potest servicii et honoris noueritis quod de discordia que est mota *Parisius*, coram nobis jnter religiosos viros *Johannem Goillart* rectorem ecclesie *beate Marie* de *Dyuione*, *Guillermum* de *Balneolis* rectorem ecclesie *beati Michaelis* de dicto *Dyuione*, dominum *Henricum Laullemant*, *Othonem* de *Aicheyo*, *Johannem* de *Courlechone*, *Hugonem Darceons* et *Johannem* de *Buxo* canonicos regulares ecclesie *Sancti Stephani* de dicto *Dyuione*, ex vna parte; priorem et conuentum ordinis fratrum predicatorum de dicto *Dyuione*, ex altera ; vos certiffico quod amicabiliter est pacificatum jnter partes, volentes et expresse consentientes dicti fratres quod sententie quas dicunt dicti fratres esse latas jn dictos canonicos et processus facti contra ipsos ad jnstanciam dictorum fratrum reuocentur, et a dictis sentenciis absoluantur simpliciter vel ad cautelam. Datum et actum *Dyuione* jn capitulo dictorum fratrum post pulsationem campane sue, die lune post festum Natiuitatis beati Johannis Baptiste, presentibus *Johanne* dicto *Guyoni* de *Sancto Juliano*, *Johanne* dicto *de Sancto Sepulcro* clerico

trecensis dyocesis, *Johanne* de *Sancto Memino* et *Perreneto* de *Chausius* commorantibus jn domo fratrum predictorum, testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis, anno domini millesimo ccc vicesimo nono. — *Odo Rotharii.* Ita est.

Orig., G. 226, scellé sous double queue.

N° 59.

1329 (vendredi après la Saint-Pierre).

Ratification, par Amisius d'Orléans, du traité par lequel l'abbaye de Saint-Etienne et le couvent des Jacobins déclarent, dans un but de pacification, non avenues les sentences prononcées contre l'un et l'autre.

Amisius de *Aurelianis,* decanus ecclesie *parisiensis,* subdelegatus a reuerendo jn Christo patre ac domino domino *Hugone* Dei gracia *parisiense* episcopo conseruatore, vna cum aliis cum illa clausula contra vos uel duo, aut vnus vestrum, per vos vel per alium seu alios, etc. a sede apostolica deputato priuilegiorum religiosorum virorum fratrum ordinis predicatorum in prouincia *Francie,* ab eadem sede indulcore presbyteris omnibus et cappellanis ceteris quod ecclesiarum rectoribus ad quos presens mandatum peruenerit, salutem jn domino, et mandatis apostolicis firmiter obedire. Quia nobis constat per litteris venerabili et discreto viri... officialis *lingonensis,* religiosos viros *Johannem Goillart,* rectorem ecclesie *Beate Marie* de *Dyuione, Guillermum* de *Balneolis,* rectorem ecclesie *beati Michaelis* de dicto *Dyuione,* dominum *Henricum Allemant, Othonem* de *Acheyo, Johannem* de *Corbechone, Hugonem Darceons,* et *Johannem* de *Buxo,* canonicos regulares ecclesie *Sancti Stephani* de dicto *Dyuione,* firmasse et amicabiliter pacificasse cum reli-

giosis et honestis viris priore et conuentui fratrum predicatorum *dyuionensium ;* de quadem summa pro dictis priore et conuentui a nobis contra jpsos canonicos et rectores lata quondam sentencie quas dicuntur iidem fratres a nobis esse lata jn dictos canonicos et rectores et processus facti contra jpsos ad jnstanciam dictorum fratrum reuocentur, simpliciter vel ad cautelam, prout hec omnia et singula jn predictis litteris dicti... officialis *lingonensis* plenius et seriosus continetur quarum tenor sequitur jn hec verba : Vniuersis presentes litteras jnspecturis... officialis *lingonensis* salutem jn domino. Noueritis quod jn presencia *Odonis Rotharii* de *Dyuione* presbyteri tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hoc et maiora loco nostri audienda nobis quod referenda commisimus et per presentes committimus vices nostras propter hoc personaliter constituti, prior et conuentus fratrum predicatorum *dyuionensium* asseruerunt et vnanimiter consenserunt, ac eciam coram dicto jurato nostro voluerunt quod de discordia que est mota *Parisius* coram venerabili et discreto viro domino *Amisio* de *Aurelianis.* (*Suit la charte n° 58.*) Hinc est quod nobis omnibus... jn virtute sancte obedie et sub pena suspensionis et excommunicationis, quas jn vos et vestrum quelibet ferimus jnsi mandatis nostris nomino verius apostolicis... meis distrate percipiendo mandamus quot jpsos canonicos et rectores quos a predictis sentenciis suspensionis et excommunicationis, si quas ab hoc... currerunt cum omnibus suis participis jn hiis scriptis jn forma ecclesie absoluimus ad cautelam absolutos a nobis palam et publice. Datum sub sigillo nostro quo jn talibus vtimur, anno domini millesimo CCC° vicesimo nono, die veneris post festum cathedre sancti Petri.

Orig., G. 226, scellé sous double queue.

N° 60.

Mars 1330.

Bail à cens. — *Bonus Amicus*, fils de feu *Hugo Lolberel* de *Lanthenayo*, reconnaît retenir à cens pour lui et ses héritiers, de l'abbaye de *Saint-Etienne*, trois parcelles de terre d'une contenance d'environ trois journaux, sises au finage de *Barges* « in finagio de *Bargiis* » : 1° *En Amourtiz*, joignant d'un côté la terre des héritiers de *Poncius* de *Blaiseyo*, et de l'autre, celle de *Hugo Richardot;* 2° au même lieu, joignant d'un côté la terre de *Sebillete*, fille de feu *Odo Boudiot*, et de l'autre, celle des héritiers susdits ; 3° au même lieu, joignant d'un côté la terre des héritiers de *Maiorisse* de *Barges* « et conturnum ex altera », pour un demi-bichot de blé et un demi-bichot d'orge, « ad mensuram *Dyuionis* », livrables annuellement à la Toussaint. Fait en présence de *Johannes Cultilerii*, clerc coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire à *Dijon*, de *Petrus* de *Corcellis* et de *Johannes*, fils au *Motaillot*, témoins.

Orig., G. 327, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 187.

N° 61.

1330 (mardi avant les Rameaux).

Acte par lequel Johannes Bonami reconnaît qu'il a usurpé sur les droits de l'abbaye de Saint-Etienne, en vendant du vin pendant le ban du monastère.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis*, salutem in domino. Noueritis quod in presentia *Johannis Cultilerii* de *Dyuione* clerici tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras propter hoc personaliter constituti, *Johannes* filius quondam magistri *Bonamici* de *Sathenayo* de *Dyuione*, cle-

ricus, recognouit et confessus est coram dicto jurato nostro quod super discordia que vertetur inter procuratorem religiosorum virorum abbatis et conuentus monasterii *Sancti Stephani* de *Duioyne lingonensis* diocesis ex vna parte, et ipsum *Johannem* ex altera, super eo quod ipse *Johannes* vendiderat seu vendi fecerat et ratum habuit tempore bannorum in cellario suo, sito in pagamenario *dyuionense* vinum sangetum contra voluntatem dictorum religiosorum seu mandati ipsorum, ad quos religiosos dicta banna dinostuntur pertinere, predicto *Johanne* dicente quod hoc poterat facere, procuratore autem dictorum religiosorum assente contrarium, videlicet quod nec vinum, nec saugetum, nec aliud vinum artifficiatum, tempore bannorum ipse *Johannes* poterat vendere. Tandem bonis viris mediant concordatum est inter dictos procuratorem et *Johannem*, quod dictus *Johannes* consitetus et assit se tunc vendendo dictum sangetum vel aliud vinum jus aliquod non habere, nec eciam infuturum reclamabit, et si faciat contrarium per se vel per alium, admittere vult vinum quod venderetur. Itaque, quod crederetur sibi quod juramentum suum si vinum venderet tempore bannorum, aut vendi faceret seu ratam haberet venditam esse factam, jn quo casu quod juraret idem *Johannes* ut supra venditionem huiusmodi non esse factam nomine suo, non jncideret in penam supradictam, que autem premissa omnia et singula tenetur et promisit predictus *Johannes* per suum juramentum datum ad sancta Dei euuangelia et sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, tenere, adimplere, jnuiolabiliter obseruare et non contrauenire per se, vel per alium, tacite vel expresse, quomodolibet jnfuturum. Supponentes idem *Johannes* se, heredes suos at omnia bona sua, quantum ad hoc juriditioni curie *lingonensis* sine reclamatione alterius curie seu fori. In cuius rei

testimonium, etc. Actum presentibus magistro *Haymone* de *Donna Petra,* canonico capelle ducis *Burgondie* de *Dyuione, Stephano Dolearii* et *Costeneto* teste de dicto *Dyuione*, testibus ad hoc vocatis, die marcis ante dominicam in ramis palmarum, anno domini MCCC tricesimo. — *Johannes Curtilerii* jta est.

Orig., G. 184, scellé sous simple queue.

N° 62.

1330 (jeudi après la Noël).

Concession viagère des profits et revenus de la cure de Neuilly, faite par l'abbaye de Saint-Etienne à Robert de Chaume, vicaire, qui fait l'abandon de tous ses biens à l'abbaye.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis,* salutem in domino. Noueritis quod in presentia dilecti et fidelis mandati nostri jurati *Johannis Cultilerii* de *Dyuione,* clerici tabellionis curie *lingonensis,* cui quantum ad hoc commisimus vices nostras propter hoc personaliter constituti, dictus *Robertus* de *Calma* presbiter, perpetuus vicarius ecclesie de *Nulleyo* sponte et proiuide recognouit et publice confessus est, quod ipse attendens affectionem et amorem quas et quas religiosi viri frater *Ponczardus* abbas totusque conuentus monasterii *Sancti Stephani dyuionensis* monasterii, erga ipsum dominum *Robertum* habere... in tantum quod ipsi abbas et conuentus me ad vitam meam dumtaxat dederunt et concesserunt domum suam de *Nulleyo* quam jnhabitare consueuerunt alii vicarii dicte ecclesie de *Nulleyo*, vna cum oros et pertinenciis eiusdem necnon omnes oblationes et prouentus pertinentes ad altare dicti loci et de *Crimolois,* et quicquid ratione juris patronatus in dicta ecclesia et eius parrochia consueuerunt percipere et habere, grossis decimis finagiorum de *Nulleyo* et de

Crimolois et eorum decimis canaborum miliorum et lugminarium finagii de *Crimolois* dumtaxat exceptis dederunt etiam me modo quo supra iidem abbas et conuentus omnes terras et orcos suos dicti loci quas et quas vicarii sui dicti loci et maxime dominus *Haymo* super deffunctis tenuerunt et tenere consueuerunt ibidem, vna cum sexta parte, tam grosse quam minuce, decime de *Corcellis*. Ita quod per predictos omnibus archidiacone et decano *dyuionensis* super precationibus ratione visitationis debitis idem dominus *Robertus* satisfacere ac sibi et dicte ecclesie aliis desservientibus in diuinis necessaria miscuere, et predicta omnia deffendere ac me bono statu tenere quoad vixerit teneatur, ipsi dicti abbas et conuentus omnia alia omnia ipsi ecclesie jncombentia supportare tenentur. Ita quod post decessum ipsius domini *Roberti* premissa omnia vna cum meliorationibus quas fecerit idem *Robertus* in eisdem ad dictum monasterium abbatemque et conuentum predictos pacifice reuertantur prout dictus *Robertus* premissa omnia et singula eorum dicto jurato nostro confessus est esse vera. Ipse *Robertus* vitium jngutitudinis me assit in hoc parte, nolens jntrare ymo pocius euictare dedit, cessit, concessit ac eciam dat, cedit et concedit pro se et suis heredibus predictis abbati et conuentui et eorum monasterio predicto donatione pura, perpetua et jrreuocabili facta inter viuos, quia bona sua mobilia, presentia et futura, ac immobilia que per ipsum acquirerent jnfuturum vsuffructu et dispensatione legittima sancto aduixerit reseruatis in eisdem; de quibus bonis idem dictus *Robertus* ex nunc prout ex tunc dictos abbatem et conuentum jnuestiuit constituens se nomine dictorum abbatis et conuentus ipsa bona possidere, et promisit idem *Robertus* per suum juramentum in verbo sacerdocis prestitum, et sub obligatione omnium bonorum suorum, per se et suis heredibus, quos ad hoc obligat expresse

huiusmodi donationem ac omnia et singula premissa tenere, jnuiolabiliter obseruare, et non venire, quomodolibet jnfuturum ; renuncians in hoc facto juri dicenti donationem quingentes aureos excedentes non valere, et omnibus aliis exceptionibus juris et facti que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici, et percipuere juri dicenti generalem renunciationem. In cuius rei testimonium, etc. Actum presentibus fratre *Othone* de *Archeyo*, canonico predicti monasterii, domino *Johanne* de *Fossatis*, et *Johanne* de *Morreyo dyuionense* commorante clerico, testibus ad hoc uocatis die jouis post festum Natiuitatis Domini, anno eiusdem millesimo ccc tricesimo. — *Johannes Curtilerii* jta est.

Orig., G. 216, scellé sous simple queue.

N° 63.

2 février 1331.

Fondation d'anniversaire en l'église de Saint-Etienne, par Eluydis, dame d'Arceaux et de Perrigny.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo tricesimo primo, mense februarii, scilicet die dominica in festo purificationis beate Marie Virginis, ego *Eluydis* domina *de Arcellis* et de *Perrigneyo* domicella, notum facio vniuersis presentes litteras jnspecturis, quod ego per Dei graciam sana mente licet infirma corpore cupiens anime mee operibus misericordie salubriter prouidere, condendo meum testamentum seu meam vltimam voluntatem, dedi et legaui ac etiam per presentem paginam, do et lego conuentui *Sancti Stephani* de *Diuione*, centum solidos ad monetam turonensium paruorum annui et perpetui redditus pro anniuersario meo, annis singulis in eorum

ecclesia perpetuo celebrando. Quos eidem conuentui ab ipso anno quolibet perpetuo percipiendo et habendo, assedeo et assigno super domum meam de *Dyuione*. Ita, scilicet quod ego volo et ordino, quod si et quodcunque *Guido* filius meus dictum annum redditum alibi sufficienter assedauerit et assignauerit, quod domus eadem de dicto anno redditu assessione que et assignatione predictis quicta remaneat penitus perpetuo et immunis, huiusmodi ante donationem et legationem assessionem pro et assignationem de premissis facio sub hac conditione, quod super hiis habeatur consensus duorum de quorum feodo et retrofeodo ac etiam principimus, et perlatonum de quorum principatu et baronia predicta monere diuoscuntur et precipio ab executoribus meis in dicto meo testamento nuncupatis erga dominos eosdem jmpetrari. Item volo, precipio et ordino, quod premissa sic a me donata et legata, si amortizatione indigeant per eosdem executores meos erga dominos temporales quorum interest cum expensis bonorum meorum amortuari procurentur, huiusmodi que donationem et legatum assessionemque ac omnia et singula premissa promitto pro me et meis heredibus, quos ad hoc specialiter et expresse obligo bona fide, et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et jmmobilium, presencium et futurorum, tenere, attendere, adimplere, inuiolabiliter obseruare, et non contra venire seu contravenienti in aliquo consentire facto seu verbo, consensu, vel jure consuetudine, aut modo alio qualicumque. Omnibus exceptionibus juris et facti nihil facto cessantibus penitus et remotis. Et volo me et heredes meos compelli ad pre, missorum obseruanciam, quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie,* nec non per curiam seu gentes domini episcopi *lingonensis,* et per quancumque aliam curiam seu justiciam ecclesiasticam vel seculariam, et quamlibet earumdem simul et semel coniunctim vel

diuisim quam dicti religiosi aut successores sui duxerunt eligendi quocunque jure seu quacunque consuetudi in contrarium introductis non constantibus. Quarum curie et gentium domini ducis *Burgondie* domini episcopi *lingonensis* alteriusque curie seu justicie, cuiuscunque juridicionibus, quo ad hoc suppono me ac heredes meos et a me causam habentes et imposterum habituros. Et est sciendum quod super premissis facti concessi alias litteras sigillo curie *lingonensis* sigillatas, quibus per presentes nolo aliquos preiudicium conseruari, sed volo eas secundum formam earum executioni debite demandari. In quorum premissorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis* de *Cultilerii* de *Diuione,* clerici coadiutoris *Johannis Rateti,* notarii *diuionensis,* religiosorum virorum fratrum *Theobaldi dou Pautez, Stephani* de *Verrangiis,* canonici *sancti Stephani diuionensis, Hugonis* de *Chastrouillano* ordinis fratrum minorum conuentus de *Diuione, Petris* de *Molinis* burgensis de *Diuione, Perreneti* dicti *Monceron* marorum de *Aqueductu* et *Terrici* de *Courbeton,* testium ad hoc vocatorum et rogatorum, anno mense et die predictis.

Orig., G. 264, scellé sous simple queue. — Cop., reg. G. 127, f° 231.

N° 64.

Février 1331.

(Pièce en très mauvais état.)

Sentence arbitrale qui adjuge à l'abbaye de Saint-Etienne le patronage de Saint-Julien et de ses annexes.

Orig., G. 217, scellé sous double queue.

N° 65.

Mai 1331.

Bail à cens. — « *Johannes* filius dicti *Maulart* de *Franchauilla, Humbeletus* eius frater, *Johannes* dictus *li Gaule, Villermetus* filius *Johannis Euurardi, Johannes* dictus *li Buichaz, Johannes* filius dicti *Couchiot, Jacobus* dictus *Oudeaul, Lambeletus* de *Ycio, Broquardus* filius *Galteri Manerote, Michael Deschelon* et *Moninus* filius *Theobaldeti,* reconnaissent retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne*, à titre de bail à cens emphytéotique, chacun un journal de terre à prendre dans la corvée de ladite abbaye, au lieu dit « *Paruus campus Regnaudi* », d'une contenance d'environ onze journaux, sis au finage de *Dijon*, entre la vigne d'*Henricus Vertoillot*, et le chemin commun de *Roiffeyum*. Moyennant dix sous *dijonnais* de cense ou telle autre monnaie « qualis apud *Dyuionem* communiter curret pro tempore ad venditionem panis et vini », payables par chacun des reteneurs sur son journal, à la fête de l'Assomption, à peine de trois sous d'amende et du droit de commise, en cas de non-paiement de la redevance, pendant deux années consécutives.

Ils s'engagent à planter en vigne leur parcelle respective, et ne pourront l'aliéner sans le consentement des religieux.

Fait en présence de *Johannes Cultilerii* de *Dijon*, clerc coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire à *Dijon ;* de *Guiotus le Danney*, de *Johannes Audinus* et de *Gelietus* dictus de *Darois*, témoins.

Orig., G. 296, scellé sous double queue.

N° 66.

7 mai 1331.

L'abbaye de Saint-Etienne est déchargée de payer au commandeur du Temple, les arrérages de vingt livres de rente dont on la prétendait redevable pour l'hôpital de Brochon.

A touz ceus qui ces lettres verront, *Jehan de Milon*, garde de la preuoste de *Paris*, salut. Sachent tuit que nous auons veu vnes lettres seelees dou seel messir le Roy, contenans ceste fourme : *Philippus* Dei gratia *Francie* rex, dilecto magistro *Radulpho Scutrerii*, decano *Mauritanense*, clerico, et bailliuis *Senonensis* et *Masticonensis*, vel eorum locum tenentibus, salutem. Litteras carissimi domini nostri regis *Karoli*, vidimus in hec verba : (V. *supra*, n° 35). Item, *Karolus* Dei gratia *Francie* et *Nauarre* rex, dilecto magistro *Radulpho Scutrerii* decano *Mauritanense*, clerico nostro, et bailliuis *Senonensis* et *Masticonensis* vel eorum locum tenentibus, salutem et dilectionem. Cum alia audita querela religiosorum virorum abbatis et conuentus *Sancti Stephani diuionensis*, dicere cum quod commissarii nuper a nobis super facto quondam bonorum Templi jn dictis balliuiis deputati, religiosos jpsos jmpetebant et compellere nitebantur ad soluandum arreragia preteriti temporis de viginti libris monete currentis jn ducatum *Burgundie*, jn quibus deffendere frater *Hugo* quondam abbas dicti monasterii, certis ad hoc datis fideiussoribus de soluendo eis annis singulis perpetuo preceptori et fratribus tunc domus de *villa subtus Geureyum*, ex causa eiusdem composicionis facte dudum vt dicitur jnter dictum quondam abbatem ex vna parte, et fratrem *Hugonem de Paredo* visitatorem generalem domorum milicie templi ex altera, se obligauerit. Nos auditis rationibus ex parte dictorum religiosorum coram dilectis et fidelibus gentibus compotoris nostrorum propositis jpsos religiosos ad tui bailliui *Senonense* pre-

dicti, examinere duximus remittendos, mandauerimus quod tibi vel predecessori tuo quatenus religiosos jpsos non promitteres quod premissos compelli, sed fideiussores per dictum quondam abbatem propter hoc datos per viam actionis, non per viam exceptionis, super hiis auditis eorum rationibus et legitimis deffensionibus quod ceteres prout jpsos fideiussores ad hec esse nostras obligatos. Nichilominus vos magister *Radulphus* contra heredes dictorum fideiussorum prout ex jpsorum querela didicimus pretextu cuidam commissionis a nobis seu nostra curia tacito de premissis obtentu per viam executionis predicti, eorum bona capiendo et eciam distrahendo. Quare mandamus vobis quatenus si est jta ab executione predicta penitus desistentes de quicquid dicte commissionis virtute factum sint ad statum prefactum. Reducentes jpsos heredes manu nostra sufficienter munita, ad dictorum bailliuorum seu alterius eorumdem, videlicet illius cui jpsos juridictioni sub esse noueritis remittatis et vobis bailliuuis predictis et vestrum cuilibet ; mandamus et committimus per presentes quatenus jpsos heredes vocatos euocandi jn suis rationibus et legitimis defensionibus audientes jpsis exhibeatis... et mature justicie complementum. Datum *Parisius*, decima die marcii, anno domini M° CCC° vicesimo sexto. Et cum religiosi abbati et conuentui *Sancti Stephani dyuionensis* predicti et heredibus *Odonis* quondam domini de *Altovillari* fideiussoris vt dicitur, propter hoc dati se... ; per vos magistrum *Radulphum* predictum contra dictarum litterarum tenorem jndebite molestari, vobis et vestrum cuilibet presentium tenore mandamus quatenus a molestatione predicta totaliter desistentes quicquid contra tenorem dictarum litterarum contra religiosos et heredes predictos, et jn eorum preiudicium fecistis et attemptatis, reuocantis et ad statum perfectum et debitum reducentes vos bailliui predicti prout ad quemlibet vestrum pertinuerit religiosis et here-

dibus predictis juxta tenorem predictam exhibeatis ecclesias et mature justicie complementum litteris subreptis jmpetratis, jn contrarium seu eciam jmpetrando non obstantibus quibuscumque. Datum *Parisius,* die xxviii^a^ aprilis, anno domini m° ccc° tricesimo. Et nous en ce transcript auons mis le seel de la preuoste de *Paris*, l'an mil ccc trente et vn, le mardy vii^ème^ jour de may. — *G. de Dynant.*

Orig., G. 227, scellé sous double queue.

N° 67.

Juin 1331.

Déclaration de seize journaux de terre, sis à Corcelles, qui doivent tierces et tailles à Saint-Etienne.

Vniuersis presentes litteras inspecturis officialis *lingonensis,* salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico* clerici tabellionis nostri iurati cui quantum ad hec et maiora commisimus vices nostras propter hoc personaliter constituti, *Johannes* dictus *Bonne* de *Dyuione* clericus, filius quondam domini *Hugonis Bonne*, confitetur quod dictus *Haymo* pater suus tempore quo viuebat acquisiuit plures terras et plura hereditagia sita in finagio de *Corcellis* in loco dicto « *en maul vaux* », inter quas terras ipse acquisiuit plures terras que debebant tertiam ecclesie sancti *Stephani Dyuionis*, a pluribus et diuersis hominibus et acquisiuit de terris tertiabilibus dicte ecclesie, vsque ad sexdecim iornalia ; que sexdecim iornalia sita sunt in finagio predicto de *Corcellis*, « *en maul vaux* », quorum sexdecim iornalium quinque sunt in finagio in loco dicto « *au sante* », erga cheminum quod tendit erga cheminum de *Mileyo,* iuxta terram *Girardi Charrteon.*

Item, in loco dicto « *en lichey* » tria iornalia, iuxta, terram *Ginoti* filii quondam *Perrini* clerici. Item, tria iornalia, ibidem, iuxta terram dicti *au Gronart*, ex vna parte, et terram dicti *au foresteret*, ex altera. Item, in eodem finagio versus cheminum et se extendunt vsque ad « nemus de *Marmot* ». Item, ibidem duo iornalia iuxta terram dicti *Guioti*, et se ingerunt vsque ad « *nemus de Corcellis* », que sexdecim iornalia tenuit dictus *Johannes Bonne*, a domino *Hugone dou Pautez*, tertiabilia per duodecim annos et amplius et que sexdecim iornalia dictus *Hugo* tenet ab ecclesia *sancti Stephani* predicti, ad vitam ipsius domini *Hugonis* et que sexdecim iornalia predicta dictus *Johannes* vult quod sint imperpetuum taliabilia dicte ecclesie hoc saluo et retento, quod per presentes pactiones omnes alie terre quas olim dictus *Haymo* pater dicti *Johannis* acquisiuit, et que sunt tertiabiles dicte ecclesie in tali statu quod nunc sunt quiete remanebunt. Promittens idem *Johannes* per iuramentum suum datum ad sancta Dei euuangelia corporaliter, et sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, quorumcunque predicta omnia et singula prout et quemadmodum sunt superius expressa, tenere, facere, complere et inuiolabiliter obseruare, et contra tenorem presentium non venire in futurum, tacite vel expresse. Omnibus exceptionibus iuris et facti super hoc cessantibus penitus et remotis se heredes suos et omnia bona sua, qua ad hoc iuridicioni curie *lingonensis* et omnis alterius curie cuiuscunque ecclesiastice et secularis. Datum die dominica post festum trinitatis domini, presentibus *Johanne* dicto *lou Gauloys* et *Johanne dou Pautez* de *Dyuione* testibus ad hoc vocatis, anno domini millesimo trecentesimo tricesimo primo, quis dictus *Johannes Piquardi* morte preuentus predicta non prefecit, sed *Thomas Raolini* de *Luseyo* clericus, et super hoc a nobis vna cum *Johanne Curtilerii* et *Guioto* dicto de

Sancto Johanne de *Dyuione* clericis, cum illa clausula et eorum cuilibet insolidum commissarum deputatus ea de mandato nostro in hanc publicaui formam redegit et signo suo consueto signauit, ad cuius *Thome* relationem sigillum dicte curie *lingonensis* litteris presentibus duximus apponendum in testimonium premissorum. — *Thomas Raolini* ita est.

Orig., G. 332, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 189.

N° 68.

23 août 1331.

Mandement de Jean de Miteeis, bailli de Sens, relatif à une composition entre l'abbaye de Saint-Etienne et les templiers.

Doney pour copie. *Jehans li Miteeis*, baillis de *Senz*, à *Jehan de Richebourt* sergent dou Roy messire, salut. Nous hauons vehues les lectres du Roy messire, contenanz ceste forme : *Philippus* Dei gratia *Francorum* rex, bailliuis *Senonensi* et *Masticonensi*, vel eorum loca tenentibus, aut *Johanni* de *Dyuite Burgo* seruiente nostro ceteris quod a nobis in hac parte deputatis salutem. Litteras karissimi domini nostri regis *Karoli* vidimus in hec verba : (voir *supra*, n^os^ 35 et 66). Et ad heredes *Odonis* quondam domini de *Altauillam* fideuissoris ut dicitur, propter hoc dati se asseriat prout ex ipsorum didicimus per te *Johannem* virtute quandam... a nobis subreptis et tacite de predictis litteris jmpetatrarum contra ipsarum litterarum tenorem, jndebite molestari, bona eorum capiendi et etiam distrahendi, vobis et vestrum cuilibet presentia tenore mandamus quatenus et attemptatis reuocantes et ad statum pristinum et debitum reducentes nos bailliui predicti prout ad quemlibet vostrum pertinuit heredibus predictis juxta dictarum litterarum tenorem

exhibeat celerie justicie complementum, non permuttentur ipsos contra ipsarum litterarum tenorem de cetero molestari litteris aliis quicquid subreptis jmpetratum seu etiam jmpetrandis non obstantibus quibuscumque. Datum *Parisius* vltima die maii anno domini M°CCC° tricesimo primo. Par la vertu des quelles lectres, nous vous mandons et commandons estroitement que de contraindre les hoirs dou dit feu monseignour *Eude* par voie de execution, vous cessez dou tout en tout, et se nuls de lours biens hauez pris, vanduz ou destraiz par ceste cause, s'il lour rendez et deliuez, et tout ce que contre la tenour des dites lectres hauez fait, mettez en estat dehu, et rappelez selonc la forme et tenour d'ycelles lectres, et qui riens lour vodrons demander par voie d'action, nous ferons volentiers rayson des diz ploiges nos subgiez, selonc ce qui es dites lectres est contenu de ce faire; nous vous donnons pooir, mandons et commandons a touz nos subgiez, requerons tous autres que a vous obeissent et entendent en ce faisent. Donney a la *Villeneuve le Roy*, le samedi apres la Magdaleine l'an mil ccc trente et hun. Par la vertu des quelles lectres, je *Jehans de Richebourt* sergens messire le Roy dessus dit, tout le vandaige que je hauois fait par la vertu des lectres des quelles cestes dessus font mention, rappele et met au neyant a monseigneur *Jehan Dauuelers* cheualier, *Guilleme* son frere et touz autres a cuy la chouse puet appartenir, remet et restaubli au droit a la saisine et a l'estat que il hauet et estient, es chouses vandues par la cause dessus dite au temps que je les pris par la vertu des lectres dou Roy messire, des quelles ces presentes font mention, ce est a sauoir : sus monseignour *Jehan* d'*Auuilers* la moitié d'*Auuilers* et sus *Guilleme* et ses autres freres et suers, vint et cint liures de terre a *Argilley* et vint et cint a *Auuilers*. Et deffan a *Robin* de *Moncons* et a *Huguenin* et a *Guiot Rigaut* et a chascun

d'aux li quel hauient achetey les chouses dessus dites, que de cy en auant ne s'an contreuienient en riens et se riens en ont recehu qu'il le randient audit monseignour *Jehan* et *Guilleme* et aus autres dessus diz a chascun por tant admil li appartient et lour deffan encor que dou pres qu'il hauient promis por les chouses dessus dites qu'il n'an paient riens, et ce je *Jehans* dessus diz, faiz a sauoir a touz que ge les chouses dictes hay faites par la vertu des dictes lettres nostre maitre le baillif de *Sens*, et pour acomplir le mandement contenu en ycelles. Ou tesmoignaige de laquel chouse, je *Jehanz de Richebourt* dessus diz, hay mis seel en ces presentes lettres. Doney a *Dyion*, le venredi voille de Saint Bartholomier apostre, l'an de grace mil ccc trente et hun.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 69.

1331 (du lundi avant les Bordes).

Perellus de Gevrey se reconnaît homme de Saint-Etienne.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis*, salutem in domino. Noueritis quod in presentia dominici *Curtilerii* de *Dyuione* clerici tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hoc et maiora commisimus vices nostras propter hoc personaliter constitut, quod *Perrellus* de *Geureho Dyuione* commoransi, clericus, sponte et prouide recognouit et confessus est se esse hominem religiosorum virorum abbatis et conuentus monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, videlicet pro vna libra cere annui redditus qua libra cera... idem *Perrellus* per juramentum suum ad sancta Dei euuangelia datum et sub obligatione omnium bonorum suorum... et soluere dictis religiosis anno quolibet quandiu

idem *Perrellus* vita duxit in humanis ad festum omnium sanctorum..., idem *Perrellus* et subiciones sicut omnia bona sua quantum ad hoc iuridictioni curie *lingonensis* absque reclamat... curie dictus iuratus noster nomine nostro dictum *Perrellum* condempnauit et viua voce... ad reddendum et soluendum dictis religiosis dictam libram cere ad terminum supradictum alioquin nos... scriptos executionis monitione alia nostra premissa. In cuius rei testimonii, etc. Actum presentibus *Johanne Bouchiote* presbitero, et *Done de Amoiseyo* fratre domus hospitalium... testibus ad hoc vocatis, die lune ante dominicam Bordarum, anno domini millesimo ccc tricesimo primo. — Dominicus *Curtilerii* jta est.

Orig., G. 193, scellé sous simple queue.

N° 70.

10 novembre 1331.

Mandement du duc Eudes IV au bailli de Dijon, à l'effet de faire exempter de l'impôt des marcs, les hommes de l'abbaye de Saint-Etienne.

Eudes dux de *Bourgoigne,* contes d'*Artois* et de *Bourgoigne,* palazins et sires de *Salins,* a nostre baillif de *Digen,* salut. De part les religioux de *Saint Estienne* de *Diion* nous hai este nostre en complaignent que en bone saisine et possession sont et hont este si comme il dient de retenir soubz euls a *Diion* touz hommes et femmes venont a *Diion* sanz paier de noz mars, excepte de nos bourgeois de *Diion.* Or nous hont dit li diz religioux que a pluiseurs hommes qu'il hont retenu et sont soubz eulx a *Diion* les gens qui leuent noz marz de la dicte ville leurs hont getie de nos marz, et de noueaul ou preiudice des diz religioux si comme il dient et ycelles genz estant soubz euls a *Diion* hont gaigie pour ce qu'il refusent a

paier de noz diz marz, ce qui leur en est hehu getie, si nous hont requis li diz religioux, que des gaiges pris des dictes genz estant soubz euls a *Diion* pour cause des diz marz nous leur feissiens hauoir recreance, et que nous feissions enquerir la verite dou fait. Si vous mandons s'il est ensinc, que des gaiges pris sus les dictes genz estant soubz eulz a *Diion*, vous leur faites hauoir recreance, et la recreance hehue appellez par deuant vous nostre procureur et ceuls qui seront a appeller, et enquerir diligeamment la verite se il pehuent retenir soubz euls a *Diion* hommes sanz paier de noz marz, et se vous trouez qu'il ne le puissent faire gardez il nostre droit et se il le pehuent faire, si faites cesser de touz empeschemenz es diz religioux mis sus ce. Donne a *Saint Ceigne sus Vigenne*, le x^me^ iour de nouembre l'an de grace mil ccc trente et hun.

Orig., G. 183, scellé sous double queue. — Cop., reg. G. 133, f° 193.

N° 71.

Décembre 1331.

Transaction entre l'abbaye de Saint-Etienne et les habitants d'Ahuy.

En nom de nostre Seignour, amen. En l'an de l'incarnacion d'iceli anl ccc trante et un, ou mois de decembre, c'est a sauoir le mardi apres la feste de saint Andrier, nous, frere *Poincarz*, humbles abbes de l'eglise de *Saint Estienne* de *Dyion*, et touz li couanz de ladite eglise, de l'ordre de *Saint Augustin* de la dyocese de *Laingres*, au son de la cloiche si comme il est de costume a lore de chapitre tenir, por ce especialmant essamblez, appelez sollempnemant touz ces qui sont a apeler, et presant touz ces qui hont volu, pehu et dehu estre, d'une part; et

nous, *Humbers diz Arconcex* et *Richarz diz dou Poins* homes et habitanz de la vile d'*Ahuit* procurours des autres homes et habitanz de la dite vile d'*Ahuit* d'autre part ; facons sauoir a touz ces qui verront ces presantes lectres que nous c'est a sauoir : Nous, li diz abbes et couanz en non de nous et de nostre dite eglise, et nous li diz *Humberz* et *Richarz* en non de nous et en non de procurourz et comme procurourz des autres homes et habitanz de la dicte vile d'*Ahuit* et en non d'aux et pour aux : Premeremant hahue sur les chouses ci desoupz escriptes, pruehue deliberation et tratie diligent, vehu et considere le profit euident de nous li diz abbei et couant et de nostre dite eglise, et auxi de nous *Humberz* et *Richarz* deuant diz et des autres habitanz de ladite vile d'*Ahuit* sur les plaiz, destorz et controuerses qui estient entre nous les dites parties, acordons, pacifions et transsigons en la meniere qui s'ansuit : Premeremant, sur ce que nous li diz abbes et couant, affermiens les diz homes et habitanz d'*Ahuit* et lor biens ladite vile d'*Ahuit* et les heritaiges des diz homes et habitanz assis ou finaige d'*Ahuit*, estre taillaubles et esploitauble a nous et a nostre dite eglise de haut et de bas ; les homes et habitanz d'*Ahuit* disanz au contraire et affermanz que il estoient franz de toutes tailles por cent liures *digenois* les queles il deuoient chascun anz a nous et a nostre eglise por taille et non plus. Nous les dites parties es nons que desus, por bien de pais, voillons, acordons et estaublisons que nous *Humberz* et *Richarz* et li autres habitanz d'*Ahuit* qui sont et seront por le tamps, paierons chascun an es diz abbei et couant dedeanz la feste de saint Remy, por taille et en non de taille, sex vinz liures de bons *digenois* fors en bons *digenois* ou autre monoie a la natour de bons *digenois*, selon le pois a la loy et le cours que bons *digenois* furent faiz et estaubliz et plus ne porrons nous li diz abbes et couant en non de taille et por

taille leuer des diz habitanz. Et nam porrons nuns frainchir excepte tant solemant celuy qui seray maires et celui qui seray sergenz de la dite vile d'*Ahuit*, li quex por le tamps qu'il seront ou seruise de la marie et de la sergenterie d'*Ahuit* ne contribueront es dites sex vinz liures, mas les paieront li autres habitanz de la dite vile d'*Ahuit* entieremant. Et por les dites sex vinz liures de tailles estre sauues a touz iours, mais es diz abbes et couant et lour dite eglise nous li diz procurours en non que dessus voillons, confessons, ordenons et estaublissons touz les biens mobles de nous et des diz habitanz en queque leu et en queque partie que ce soient et touz les heritaiges que nous et li diz habitanz ou chascuns d'aux hauont ou haurons, hont ou hauront ou tamps a auenir en la vile et ou finaige d'*Ahuit* estre et demorer taillaubles et obligiez es diz religioux et a lor sucessours et lor dite eglise, tanques a la some des dites sex vinz liures *digenois* de taille por chascun anz, en tel meniere que quicunques tanray des diz heritaiges de queque luy et en queque leu qu'il soit ou demoroit paiera por les diz heritaiges ce qui li seray getie et impose de la dite taille, por quatre prodomes, qui seront chascun anz esliz dedeanz la feste sainz Bartholomier, c'est a sauoir : doux de par nous li diz religieux ou de nostre commandemant, et doux de par li diz habitanz. Et ou cas que nous les diz religioux ou nostre commandemanz ou les diz habitanz n'auoient esliz les doux prodomes dedeanz la dite feste de sainz Bartholomier, la partie qui seray diligenz les porray eslire tous quatre quant a celle foiz, et controindrons nous li diz abbes et ciz qui sera abbes de la dite eglise por le temps, les diz esliz a panre la charge et a faire le giez de ladite taille et feronz li diz quatre prodomes esliz en la main de nous les diz religioux ou de nostre commandemant sairemant de getier et de imposer la dite taille sur chascun leaumement a lor auis et de ce qui sera getiez

por les diz quatre prodomes iuriez acordemant ne le porra nuns plaindre. Et ou cas qu'il y auroit descort l'abbes de la dite eglise qui sera por le temps ou les commandemanz l'acordera raisonaublemant a son auis. Et sera getie ladite taille chascun anz a la dite feste sainz Bartholomier ou enuiron, et porrons nous li diz religioux dois adonc que la dite taille sera getie saisir les biens et les fruz de ces de cuy nous nous doterons qu'il ne les transportient autre part, mas nous n'an porrons nuns vandre ne esploitier iusques a la dite feste saint Remi. Et serons tenuz faire recreanee sanz difficultei a ces qui ploigeront paier dedeanz la dite feste saint Remi ce qui lour sera getiez et impose de la dite taille. Et se aucuns qui ne seront des diz habitanz d'*Ahuit* tenient des diz heritaiges et ne paient dedans la dite feste sainz Remi ce qui lor sera getie et impose de la dite taille, il paieront sept soulz d'amande et se il celloient de paier iusques a la feste de la Chandelouse apres en suyant, nous li diz religioux porrons panre lour diz heritaiges et vendre ou loer a autre por la dite taille et por l'amande, li quelx (li quelx) deuqui en auant paieroit la dite taille si cum dessus est dit, sauf tant que ciz qui aurai deffailli si cum dessus est dit vient paier dedanz ant anz apres les tailles et les amandes, il porrai recourer son heritaige ensine vuit de fruit comme il l'aurai laissiez. Et tant comme ciz qui ne seront des diz habitanz tenanz des diz heritaiges paieront ou autres por aux ce qui lor serai impose de la dite taille dedanz le terme desus dit, por raison des diz heritaiges qu'il tenront, nous li diz religioux ne porrons, ne deurons mettre la main por la cause desus dite. Derechief nous li diz procurours en non que desus, confessons et acordons que nous li diz habitanz qui sont a et qui seront ou tamps a auenir et chascuns d'aux qui tiendrai feu en la dite ville d'*Ahuit* doit et est tenuz de paier es diz religioux, chascun anz a la feste de touz sainz, vn bichot

d'auoine d'annuel rante que l'on appale sauuemant, et por chascun jornaul de terre assis ou dit finaige d'*Ahuit*, exceptez ces que l'on appale les aleux, demi quartaul de blef pormi conseaul et auoine, a la mesure de *Dyion*, de annuel rante que l'on appale ranterre, et dou plux le plux, et dou moins le moins, selonc la quantite de la terre, et a ce sont tenues et obligiees les dites terres es diz religioux. Derechief nous li diz procurours en non que dessus, quitons et remettons es diz religioux pormi c'est present acort le droit de penre liens se point en hont li diz habitanz es bois d'*Ahuit*. Et nous li diz religioux ou nostre commandemanz es diz habitanz danrons et baillerons raortes tant et mestiers lor sorai por lour charrues. Et est a sauoir, que pormi cest acort est sauf es diz habitanz li elections des messiers et des vigniers dou finaige d'*Ahuit* et tous bons usaiges ou il hont este d'ancienetey, et sont sauues auxi a nous les diz religioux les coruees des charrues de la dite ville d'*Ahuit*, et les coruees de sacler et de moissener qui sont celles c'est a sauoir : de chascune charrue des diz habitanz d'*Ahuit* chascun anz un jornaul de soure, vn jorneaul de vaain et un jorneaul de tremis. Item, de moissener li hons et li femme mariez qui tainent feu de chascune persone, vne coruee. Item, dou sacler de chascun feu vne persone, et es dites coruees facent nous li diz religioux deuons doner es diz habitanz, facent les dites coruees dou pain doues foiz le iour. Et sauf encor a nous les diz religioux la cense des uignes, la iustice, le droit que nostres sergenz du dit leu hai a costume de panre quant aucuns acquiert maison, vigne ou terre en la dite ville et ou finaige d'*Ahuit*, ensamble toutes nous autres droitures. Et pormi c'est present acort touz despanz, missions et amandes sur le commun des diz habitanz et sur nous les diz religioux ou tamps passey seront quites d'une partie et d'autre. Et ne porrons gemais nous li diz religioux ne li diz habitanz, faire querele ne com-

plainte au roy ne au duc ne autre part, sauf a nous les diz religioux les arrages dou sauuement et de la ranterre que li diz habitanz nous doiuent por raison dou tamps passey. Les quex acort, pacificacion et transaction et toutes les autres chouses dessus dites et chascune d'icelles por la meniere que dessus sont dites et diuisees, nous li religioux en non de nous et de nostre eglise, por nous et por nos successours, et nous li diz procurours en non de nous et por aux et lour hoirs et successours, et cels qui hont et auront cause de nous et d'aux sur ce, sumes tenuz et promettons, c'est a sauoir : nous li diz religioux en bone foy et sous le vou de nostre religion et souz l'obligation de touz les biens de nostre dite eglise, et nous li diz procurours en non que desus par nos sairemanz donez corporelmant sur sainz euuangiles et sous l'obligacion de tous les biens de nous et des autres habitanz d'*Ahuit* desus diz, tant mobles cum non mobles, presanz et auenir, c'est a sauoir : chascune de nous les dites parties par tant comme a li es nons que dessus toiche et apertient tant conioinctement comme diuisement par stipulation ferme, leaul et sollempnel garder, tenir, faire et accomplir et non contre venir ne consantir que autres y vaine en jugement, ne deffors taisiblement ne expressement, par fait ou par paroles, par droit ou par costume, ou par autre meniere quex quelle soit. Et por plus grant fermetey et seurtey des chouses dessus dites, nous, *Micheloz Cadoz, Monias li Vauex, Hugo Grenote, Jaquoz Matoilloz, Micheaux* de *Varranges, Humberz li Arçoncex, Marienot* qui fut femme *Theuenot Au bertins,* les filz *Jaquoz,* li maistres *Huguenoz,* filz *Flurot, Melenote* qui fut femme *Perenin Tout le monde, Garniers li Aulemanz, Jehannoz* et *Villemoz Aulemanz* freres, *Doonins* qui fut femme *Jehannot Besancon, Raoux* de la *Borde, Aubers* de la *Borde, Jehans li Esuiriez, Perrenoz Auxions, Jehans* filz *Perreaul Grenote, Andriers* et *Jaquoz* anfanz au *Vail-*

lant, Bone fille au *Moine, Mathex* filx *Durant, Juhannote* femme *Humbeloz* de la *Borde, Esteuenins* filz au *Peletey, Renaux destaubles, Jaquoz Moichoz, Reynote li Baretee, Renaux* de *Gemeaux, Jaquoz Bouex, Monins Bouex, Aliote* femme *Hugo Bouer, Perrenote* qui fut femme *Mathey* dou *Poins, Jehannoz* et *Richarz* ses anfanz, *Hugo Cheuuilloz, Marions* femme fue *Garnier Noiroz, Jehans Cadoz, Prenoz li Buitheux, Humberz, Gigoz,* ses genres, *Andrier Gigot* ses genres, *Nepnote* qui fut fille *Perrenoz Liachote* et sa seurs, *Arambours* qui fut femme *Tartillot, Michies li Plonez, Guiot Tartilloz, Jaquoz li Bouex, Auberz Rebillars, Monins Vintherans, Jehan Varnex, Rouse* sa seur, *Mathelie* qui fut femme *Raoul Mangeron, Mathex* et *Demoingeoz* qui furent anfanz *Perreaul Grillot, Jehans Danrooul, Ysebeaux Daute Ville, Michies* et *Mathex* ses anfanz, *Jehannote* qui fut femme au *Baulet, Jaquoz li Villerandez, Jehanz Charrelois, Hugues Moichoz, Aubrioz* de *Chaigneot, Monoz Moichoz, Esteuenote* qui fut fille *Martene, Odelenote* qui fut femme lou *Vallot le Tixerant, Garniers li Couex, Lamberz* de *Poteingey, Jacote* niece *Moingote, Marienoz li Boussarde, Villemoz Humberz, Moingote* qui fut femme *Gaichot, Roberz* de *Nuiz, Jehanz Moreaux, Hugues Chaudeaux, Moingears* fille *Matherot, Moingears* femme au *Daui, Humberz li Coilliez, Jehannote* qui fut femme *Cheurot, Parisoz* ses filz, *Bertheaux* filz *Rabigant, Humberz* filz au *Daui, Jehan Rincheraus, Perrenoz li Maires* et sa femme, *Beloz* fille *Changey, Odoz* et *Guioz Chaudeaux, Osannote* qui fut femme *Odot Lambin* et *Juhannote* sa fille, *Jehans Oudemers, Jehanz li Coiferez, Morisoz* filz au *Coifferet, Guiote* fille au *Coifferet, Jehannoz* filz au *Bonon, Hugues Andriers, Andrioz* ses genres, *Perreaux li Roux, Guioz li Cornuz, Lorete* qui fut femme *Jaquoz Tout le monde, Andriers li Moniaz, Costenoz li Tateruz, Perrenoz Oudemer, Jehanz Golloz, Sebile* qui fut femme *Jehan Alaison, Marguerite* qui fut fille *Gigot Raymont, Jaquoz*

et *Arambours* enfanz *Michelot Dammichel, Villemoz Moingeons, Andriers Denisoz, Bertheaux li Esuiriez, Jaquoz li Lois, Doonins* qui fut femme au *Sutardet, Marions* fille *Perreaul Michie, Villemoz Rebillarz, Marion* qui fut femme *Jaquot Berton, Juhannote* fille a *Lallebaut, Aruiers* filz a la *Mugnote, Jehannoz* de *Sainz Thiebaut, Jehans Cognoos, Andrier Barroz, Villemoz li Maistres, Guarnierz li Bouex, Jehanz* fil a la *Noire, Perrenoz li Miarllez* et *Perrenoz* ses filz, *Villemoz li Pichez, Perreaux li Pichez, Jehannote* sa suer, *Jehannoz li Tixerans* et *Humbeloz* ses filz, *Doonoz li Rousse* de *Marcennay*, tuit habitanz de la dite ville d'*Ahuit* por ce nommeemant dus en vs aiornez et especiaulmant essamblez, presenz touz ces qui hont voluy, dehu et pehu estre deuant l'eglise de la ville d'*Ahuit*, le diemange apres la sainz Nicholas d'yuer, a l'ore de la messe parroichaul de la dite eglise, l'an et le mois dessuis dit, c'est a sauoir : chascun de nous desus nommez li vns apres l'autre, singulerement appelez et nous tuit ansamble en communs, nuns de nous dessus nommez contredisanz les diz acors, transaction, et toutes les autres chouses dessus dites et chascune d'icelles en la meniere et en la forme que desus sunt escriptes et deuisees, cognoissons estre faites por nous et en nostre non, et volons, louons, aggraons, rattifions et promettons por nous et por nos hoirs et successours et ces qui hont ou auront sur ce cause de nous, par nos sairemanz donez corporellement sus sainz euuangiles et souz l'obligation de touz nos biens mobles et non mobles presenz et a uenir, faire, tenir, garder et acomplir sanz corrumpre et sanz auler encontre, ne consentir que autres y vainent en jugemant ou dessors por droit ou por costume, por fait ou por parole ou por quelque autre meniere que ce soit, taisiblement ou en appert. Et renuncons nous li diz religioux et procurours es nons que dessus et nous li habitanz dessus nommez por tant comme a vn chascun de

nous toiche et apertient sous le vou et sairemant que dessus de certeinne science en ce fait a toute lesion, decepcion ou circonuencion et errour de fait et de droit, et a touz droit escript et non escript, statut et costume locaul et generaul, et a toutes autres exceptions, raisons et allegacions de fait et de droit por les quex nous ou aucuns de nous porriens ou porroit aler ou dire encontre la tenour de ces presentes lectres, ou por quoi les chouses dessus dites en tout ou en partie porrient estre adnulleez ou empeschies por quelque meniere que ce fut et especiaulemant au droit disant la generaul renunciation non valoir. Et volons estre controinz, c'est a sauoir : nous li diz religioux, nous et nous successours, et nous, li diz procurours nous en nostre non, et les autres habitanz d'*Ahuit* por les quex nous sumes procurours et lor hoirs et successours et nous habitanz d'*Ahuit* dessus nommez nous, et nos hoirs et successours, et ces qui hont ou hauront cause de nous ou tamps a auenir quant a tenir, garder et acomplir tous les chouses dessus dites et vne chascune d'iceles por tant comme a vn chascun de nous appertient auxi comme de chouse adiugiee por la court de monseigneur le duc de *Borgogne* a la iuridicion de la quele quant a ce nous sogmettons, c'est a sauoir, nous li diz religioux, nous et nos successours, et nous li diz procurours en non que dessus et nous li habitanz dessus nommez, nous et hoirs et successours. En tesmoinaige de la quel chouse nous auons requis et supplie le seaul de la dite court estre mis en ces presentes lettres, et essambles doublees por nous les dites parties, ensamble les seaux de nous abbe et couant dessus diz, les quex nous auons mis es samblaubles de cestes doublees por les diz procurours et habitanz. C'est fait en la presence de *Jehanz le Curtelier* de *Dyion*, clerc iurie de la dite court, coadiutour de *Jehanz le Ratat* notaire de *Dyion,* l'an, le mois, es jours, hores, et leux

dessus diz, c'est a sauoir dou contraut de nous religioux et procurours dessus diz. Present maistre *Guiy Vienne, Hayme* de *Dompierre* et *Jehanz* de *Breteniere*, saiges en droit, et dou contraut de nous habitanz dessus nommez, present *Guienot le Chargerat, Odot* et *Thierri* de *Corbeton* freres, es chouses dessus dites tesmoins requis et appelez.

Cop., reg. G. 126, f° 96 r°.

N° 72.

8 décembre 1331.

L'abbé Poinsard, sur la requête des habitants d'Ahuy, fait un règlement par lequel le droit de retrait lignager qui, d'après la coutume locale, était fixé à un an et un jour, est réduit à un mois seulement.

Uniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis*, salutem jn domino. Noueritis quod anno domini millesimo CCC tricesimo primo, octaua die mensis decembris, scilicet die dominica post festum beati Nicholai hiemalis, hora quasi tertia ipsius diei, jnditione quartadecima, pontificatus sanctissimi patris domini nostri domini *Johannis* diuina prudentia pape vicesimi secundi, anno sextodecimo, jn presentia dilecti et fidelis nostri *Johannis Cultilerii* de *Dyuione*, clerici tabellionis nostri et curie *lingonensis* jurati auctoritateque jmperiali publici, notarii apud *Aqueductum lingonensis* diocesis, ante ecclesiam eiusdem loci personaliter constituti... venerabilis jn Christo frater *Ponczardus* abbas monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, ordinis *Sancti Augustini lingonensis* dyocesis dominus temporalis ville de *Aqueductu* hominesque et habitatores dicte ville omnes et singuli qui voluerunt, potuerunt aut debuerunt jnteresse, vocati et citati propter hoc ibidem nominatim et hostiatim

per seruiente dicte ville de *Aqueductu* pro ipso abbate prout ipsi et dictus seruiens asserebant nomine eorum contradicente dixerunt, asseruerunt et publice confessi sunt, quod cum jn dicta villa de *Aqueductu* et eius territorio talis sit consuetudo, scilicet quod quacumque aliquis aliquam hereditatem suam vendit proximior de genere venditora qui apparet habet retractam seu reemptionem hereditatem, vendite causa deuanterie seu causa proximitatis generis vel consanguinertatis offerendo et soluendo jnfra minus, et dicte a tempore huiusmodi venditionis emptarum hereditatum, precium venditionis eiusdem jpsi habitatores ibidem presentes facientes tres partes vel minime parte dictorum habitancium vt videbatur vnanimiter et concorditer, dicto abbati domino suo supplicauerit tam humiliter quam jnstanter vt dictam retractionem seu reemptionem totaliter amouetam aut saltim restringet ad certum terminum breuiorem asserentes hos esse utile, et expediens ville et habitatoribus antedictis ; qua supplicatione sit facta dictus abbas ad dictarum habitancium supplicationem et requestam dictam retractionem seu reemptionem que annualis erat ad vnum mensem restrinxit, statutus quod nullus ad retractionem seu reemptionem huiusmodi post vnvm mensem a tempore venditionis huiusmodi admittatur, quod statutum dicti habitatores nullo contradicente concorditer laudauerunt, receperunt et approbauerunt. Promittentes pro se et suis quod statutum huiusmodi inuiolabiliter obseruarent quibus sit actis tam predictus abbas quam habitatores predicti a dicto jurato nostro notario publico jnfrascripto petierunt sibi super hiis fieri publicum jnstrumentum sigillo curie *lingonensis* vna cum signo et subscriptione ipsius jurati nostri notarii publici jnfrascripti sigillandum. In cuius rei testimonium, etc. Acta sunt hec, anno mense, die, hora, jndicione, pontificatu et loco predictis, presentibus *Guioneto Chargerii* de

Dyuione clerico, *Odone* et *Therrico* de *Courbeton* fratribus, testibus ad prẽmissa vocatis specialiter et rogatis. — *Johannes Cultilerii* Jta est. — Et ego *Johannes Cultilerii* de *Dyuione* clericus *lingonensis* dyocesis et autem jmperiali auctoritate publicus notarius et curie *lingonensis* tabellionis juratus, statuto et omnibus aliis premissis sic ut premittatur per dictum venerabilem priorem et habitatores predictos, actis vna cum prenominatis testibus jnterfui, premissaque aliis legittime occupatus scribi feci et publicam signo que nostro consueto, hic manu nosfra propera subscribens signam vnacum appositione sigilli curie *lingonensis* vocatus et rogatus.

Orig., G 310, scellé sous simple queue.

N° 73.

Janvier 1332 (n. st.).

Bail à cens, consenti par l'abbaye de *Saint-Etienne*, à *Jacobus dictus li Maistres de Aqueductu,* d'une pièce de vigne sise « *au Désert* » (in deserto), d'une contenance d'environ cinq quartiers situés au finage d'*Ahuy,* au lieu dit « *Es Sooles* », joignant de part et d'autre la vigne de *Johannetus Morellus ;* et d'une autre parcelle d'environ un demi-journal de vigne, située au même finage, au lieu dit « *Es Plantes* », joignant la vigne d'*Andrietus le Mallet,* et celle de *Guillermus* de *Fontanis,* franciscus. Pour une rente annuelle de 28 sous « monete communiter per ducatum *Burgondie* ». Le premier paiement ne sera que de 12 sous à la Toussaint prochaine, et les 16 sous restant seront payés à la Toussaint 1336. En cas de non-paiement d'une annuité, l'abbaye de *Saint-Etienne* profitera des récoltes jusqu'à complet désintéressement. Fait à *Dijon,* en présence de *Johannes Cultilerius,* clerc

coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire; de *Johannes Morellus* et de *Dominicus Grillot*, d'*Ahuy*, témoins.

Cop., reg. G. 127, f° 298 r°.

N° 74.

Janvier 1332.

Johannes Maulpertus vend à l'abbaye de Saint-Etienne une vigne sise à Ahuy, « Ou Closeaul ».

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc° tricesimo secundo, mense ianuarii, ego *Johannes* filius *Perreneti Maulperti* de *Dyuione* clericus, notum facio vniuersis presentibus et futuris, quod ego sponte, scienter et prouide considerata super hoc vtilitate mea euidenti ac pro necessitate mea vrgenti de laude, auctoritate et consensu predicti *Perreneti* patrismei vendo, cedo, concedo et quicto pro me et meis heredibus religiosis viris priori et conuentui monasterii *Sancti Stephani Dyuionis* pro se et suis successoribus vnam petiam vinee continentem circa tria quarteria cum dimidio, sitam in finagio de *Aqueductu* « *ou Closeaul* », iuxta vineam *Arbeleti* de *Fontanis*, et viam communem; quam quidem venditionem facio precio scilicet viginti librarum turonensium paruorum, michi a dictis emptoribus solutarum, traditarum et deliberatarum in pecunia bene et legitime numerata, et de quibus a dictis emptoribus ne teneo plenarie pro pagato penitus et contento; de qua quidem petia vinee sic vendita me pro me et meis heredibus penitus deuestio et predictos emptores inuestio perpetuo pro se et suis successoribus tenore presentium litterarum de eadem. Promittens pro me et meis heredibus per meum iuramentum datum ad sancta Dei euuangelia, et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium

et immobilium, presentium et futurorum predictam petiam vinee sic venditam dictis emptoribus et suis successoribus quictam pro censu et decima, contra omnes perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere, in iudicio et extra, meis propriis sumptibus et expensis, si qui calumpniatores aut contradictores super hoc apparerent in futurum. Preterea ego prefatus *Perrenetus Maulpertiz* de *Diuione* pater predicti venditoris huiusmodi, venditionem ac omnia et singula alia premissa prout a dicto *Johanne* venditore filio meo sunt contessa volo, laudo, confirmo et penitus ratiffico, et eidem *Johanni* filio meo quo ad hoc do et concedo laudem auctoritatem pariter et consenssum, et promitto pro me et meis heredibus per meum iuramentum datum ad sancta Dei euuangelia, et sub obligatione omnium bonorum meorum contra tenorem presentium litterarum non venire per me, seu alium, tacite vel expresse, quomodolibet in futurum. Renunciantes nos ambo venditor et laudator, prout cuilibet nostrum competit in hoc facto ex certa scientia, et per dicta iuramenta nostra exceptionibus doli mali, vis, metus, lesionis et circonuentionis, deceptionis in aliquo, premissorum modo premisso seu modo debito, non gestorum venditionis predicte non legittime dicti precii, non habiti et non recepti iuri, per quod deceptis vltra dimidiam vel minus dimidia iusti precii subuenitur, omnibusque aliis exceptionibus tocius iuris et facti que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici, et specialiter iuri dicenti generalem renunciationem non valere, et volumus nos ad premissorum obseruanciam quasi ex re adiudicata per curiam domini ducis *Burgondie* cuius iuridicioni quod ad hoc supponimus nos et nostros heredes. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Curtilerii* de *Diuione* clerici coadiutoris *Johannis Rateti diuionensis*, *Odonis Chandeaul* de *Aqueductu*, et *Jacobi le Maistre*

eiusdem loci, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Cop., reg. G. 127, f° 297 v°, et reg. G. 133, f° 166.

N° 75.

1332.

Sentence du lieutenant de la chancellerie de *Dijon* portant défense aux habitants d'*Ahuy* de faire aucun département de taille sans le « sceu et consentement de M. l'abbé de *Saint Estienne* (1) ».

N° 76.

Mai 1332.

Constitution de rente, faite par *Clareta*, épouse de *Perrenetus dictus lou Camuz*, tailleur à *Dijon*, au profit de *Johannes Rogetus*, cordonnier au même lieu et de ses héritiers, de cinq sous *dijonnais* payables chaque année à la fête de Saint-Michel archange, moyennant quatre livres de petits tournois. Les cinq sous de rente sont assignés sur une maison sise à *Dijon* « *in vico channeriorum* », entre la maison des héritiers de maître *Laurentius dictus Richierus*, et celle de *Philippus Borelerius*. — *Johannes Rogetus*, ses héritiers et ses ayants cause ne pourront faire aucune réclamation. Approbation par *Perrenetus* de l'acte consenti par sa femme *Clareta*. — *Johannes Rogetus* abandonne au profit de l'église Saint-Michel de *Dijon* les cinq sous de rente pour servir au paiement des prêtres et clercs célébrant les messes

---

(1) Pièce complètement illisible. L'indication de son contenu est tirée de la note portée au verso.

d'anniversaire de feu son frère *Gilonus Rogetus*, et pour le repos de son âme et de celle de ses aïeux. Fait en présence de *Petrus dictus de Til Castello* de *Dijon*, clerc coadjuteur de *Johannes Ratetus*, notaire ; de *Mauritius dictus le Jay*, prêtre, et de *Parisetus le Jaycius*, témoins.

Cop., reg. G. 127, f° 68 r°.

N° 77.

Mai 1332.

Vente à vie d'un meix au milieu de maisons, « in vico quoquinorum », faite par Humbeletus, dit li Escornaulez, à Jaqueta, dite Labille.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo CCC° tricesimo secundo, mense mayo, nos *Humbeletus* dictus li *Escornaulez* de *Diuione*, et *Mariona* eius filia, vxor *Johannis* dicti *Ferrant*, notum facimus vniuersis quod nos videlicet ego *Mariona* predicta de laude et auctoritate dicti *Johannis* mariti mei ad hoc presenti, vendimus et quictamus ad vitam nostram duntaxat, *Jaquete* dicte *Labille* de *Diuione* vnum chassum existentem in medio cuiusdam domus sitis in vico furni *Quoquinorum*, juxta domum *Jacobi* dicti *Clarote* hinc, et mansum religiosorum de *Besua*. Item, vnum thalamum jn dicta domo existentem, videlicet ante dictum chassum. Item, medietatem vnius celerii existentem de subtus domum percosuratam aperte sancti Nicholay. Item, partitum in predicta domo existentem pro eundo et redeundo ad premissa dicte *Jaquete* a nobis vt dictam est vendita. Item, et medietatem vnius mansi siti retro dictam domum videlicet, aperte predictorum religiosorum de *Besua*. Hanc ante venditionem secundum precio sexaginta et sex solidorum turonensium, nobis a dicta *Jaqueta* solutarum et deliberatorum, et de quibus nos

tenemus a dicta emptore plenarie pro pagatis. Promittentes per juramenta nostra ad sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium bonorum nostrorum, premissa vendita dicte emptori libere pro duodecim solidis turonensium paruorum censualibus reddendis et soluendis quolibet anno, in festo omnium sanctorum, religiosorum *sancti Stephani dyuionensis* quamdiu viximus ; ipsi contra omnes garantire, deffendere et in pace tenere, et contra tenorem presencium quamdiu viximus non venire. Ego vero *Johannes* predictus dicte *Marione* maritus, predictam venditionem in quantum me nomine vxoris mee predicte tangit volo, ratiffico et approbo, dicteque vxori mee quantum ad premissa peragenda auctoritatem meam probui... et assensum de non veniendo contra premissa ad sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum juramentum. Et volumus nos et nostrum quenlibet prout nostrum cuilibet tangit compelli ad premissorum obseruantiam, quasi, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis* dicti *Amee* de *Diuione* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *diuionensis,* domini *Dominici* de *Diuione* presbiteri jn parrochiam *beati Nycolay diuionensem* capellam, domini *Theobaldi* dicti *Sarret* presbiteri et *Hueti Oleari* de *Salone* capelle clerici, testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Cop., reg. G. 127, f° 91.

TABLE GÉNÉRALE

Les chiffres renvoient aux numéros des chartes

A

Abbas Maceriarium : Johannes, 26 ; — monasterii Sancti Benigni, 27, 28 ; — Sancti Stephani : Amedeus, 55 ; Girardus, 56 ; Hugo, 20, 32, 66 ; Poincardus, 1, 7, 10, 14, 15, 20, 28, 32, 39, 49, 50, 55, 56, 62, 71, 72.

Abonnement (*droit d'*), 25, 27.

Adelenote, qui fut femme lou Vallot le Tixerant, 71.

Agneta de Beaul Repaire, 41.

Ahuist, Aqueductus, 5, 25, 26, 48, 54, 65, 71, 72, 75 ; — lieux dits : au Désert, 73 ; es Plantes, 73 ; es Sooles, 73 ; ou Closeaul, 74.

Ajournement, 25.

Aliote, femme Hugo Bouer, 71.

Alleu, 5, 25, 48, 71.

Alnuphus Recoopertor, 19.

Alta Rippa, 34.

Alta Villa, 68.

Alto Villari (dominus de), 66.

Amedeus, V. *abbas* et *canonicus*.

Amende, *peine*, *clause pénale*, 19, 24, 25, 26, 59, 65, 71, 73.

Amietus Aniorram, 46.

Amisius de Aurelianis, decanus parisiensis, 50, 51, 58, 59.

Amortissement, 23, 63.

Andreas de Creceyo, clericus, 21.

Andreas, dictus Pie de Porc, burgensis dyuionensis, 24.

Andrier Barrot, 71.

Andrier Gigot, 71.

Andriers, anfanz au Vaillant, 71.

Andrietus, dictus dou Pasgner, 10.

Andrietus li Malles, 73.

Andriez li Moniaz, 71.

Andrioz, gendre de Hugues Andriers, 71.

Angnes, vxor Maignandi, dicti Chant le Boy, 34.

Anniversaire, V. *sépulture*.

Anxellus, dictus de Albarina, clericus, 53.

Appel, 25, 48, 50, 53.

Arambours, anfan Michelot Dammichel, 71.

Arambours, qui fut femme Tartillot, 71.

Arbeletus de Fontanis, 74.

Arcellis, 63.

Arceyum, 41.

Archidiaconus, 62.

Arconceium, 29.

Arcum super Tiliam, 18.

Argelleyum, 37, 68.

Arnulphus, filius dicti Noiron, 29.
Aruiez, fils à la Mugnote, 71.
Arreragium, 32, 35, 36, 66.
Arrêt, 25, 48.
Artois, 70.
Aubers de la Borde, 71.
Auberz Rebillars, 71.
Aubricus, decanus, 10.
Aubrietus Bone, 10.
Aubrioz de Chaigneot, 71.
Autorisation maritale, 16, 76, 77.
Auinio, 20, 28.

B

Bailliuus, *bailliz*, 25, 32, 38, 40, 48, 66, 68, 70.
Ban de la vente du vin, 61.
Barchelot Menet, 54.
Barges, lieu dit : en Amourtiz, 60.
Beatrix, uxor Guillermeti dicti li Barboux, 19.
Belote la Vullere, 11.
Beloz, fille Changey, 71.
Belna, 26, 30, 37 ; — lieux dits : an Pehuiller, 33 ; en Chardenereul, 33 ; en Thope, 33.
Benedictus XI, papa, 50.
Bertheaux, filz Rabigant, 71.
Bertheaux li Esuiriez, 71.
Bicey en la Coste, 54.
Bichetum, v° *mesures*.
Blaiseyum, 60.
Bon de Chalon, seigneur, 25.
Boissellus, v° *mesures*.
Bone, fille au Moine, 71.
Boneta, uxor Symoneti de Marcenayo, 42.
Bonin, sergent du maire de Dijon, 16.
Bonus Amicus, 60.
Brechon, Brochon, 35 ; — lieu dit : Puesca, 46.
Bricius de Sancto Mauricio, de Dyuione, 29.
Broquardus, filius Galtheri Manerote, 65.
Burgensis dyuionensis, 4, 11, 14, 24, 31, 45, 63, 70.

C

Cabilonensis, Chalon, 20, 25, 26, 27, 28, 40, 54.
Canonicus (*chenone*) : — capelle ducis Burgundie, 8, 9, 17, 20, 28, 41 ; — Aubianensis, 10 ; — Beate Marie de Salione, 6 ; — de Losanne, 54 ; — Sancti Stephani : Amedeus, 55 ; Henricus Alemandi, 51, 59 ; Hugo Darceons, 51, 59 ; Guillermus de Balneolis, 51 ; Johannes de Burgilles, 6 ; Johannes de Buxo, 51, 59 ; Johannes de Corbeton, 51, 59 ; Johannes Goillardi, 51, 59 ; Johannes de Viomgiis, 2 ; Mehens de Archeyo, 51 ; Otho de Archeyo, 59, 62 ; Stephanus de Verrangiis, 63 ; Theobaldus dou Pautez, 63.
Capella, 27, 28, 45, 47, 61, 69.
Capellanis, 45, 59.
Cens (*bail à*), 18, 19, 41, 42, 60, 65.
Censualis, 26, 46, 47.
Champagnes, 13.
Chapelerius, 2.
Charges et *redevances* diverses : *corvée*, 25, 71 ; *dime*, *decima*, *decimalis*, 5, 20, 25, 29, 33, 54, 62 ; *perticha*, 21 ; *saluamentum*, 5, 25, 48, 71 ; *ranterre*, 5, 25, 48, 71 ; *taille*, *taillia*, *tailliabilis*, 5, 54, 57, 65, 71.
Charles, roi de France, 35, 36, 37, 66, 68.
Chargeyum, lieu dit : es Ylles de Saint-Etienne, 31.
Cheuigneyum, lieu dit : en Percey, 10.
Citation, 54.
Clareta relicta Laurencii Clemenceti, 33.

Clareta uxor Perreneti, dicti lou Camuz, 76.
Clementius Blondelli, 31.
Clementius Guillermi, 28.
Clementus V, papa, 20, 50.
Clericus notarii, V. Johannes Cultilerii, Johannes dictus Amee, Petrus dictus de Til Castello, Regnaudus Raterii.
Clinayum, 6.
Clugniacum, 46, 49.
Coicheyum, lieux dits : en Sampigney, 29, 41 ; es Poitures, 41 ; es Aubournes, 41.
Confirmation, 43, 45, 55, 56, 74, 77.
Conseil (devoir de), 54.
Constitution de rente, 24.
Corbigneyum, 28, 41.
Corcellis, 60, 62 ; — lieux dits : au Sante, 67 ; en Lichey, 67 ; en Maulvaux, 67 ; Nemus de Corcellis, 67 ; Nemus de Marmot, 67.
Cordonnier, 76.
Corisopitensis, 50, 51.
Costenoz li rateruz, 71
Coutume de Bourgogne, 5, 25, 48, 54.
Costenetus de Dyuione, 61.
Crimolois, 62.
Curatus, 18.
Cutigneyum, Cuttigney, 40 ; — lieux dits : an Viner, 10 ; en Manl Boissat, 10 ; en Brenaul, 10 ; es Crais des Vignes, 10 ; es Quarres, 10 ; Miseneler, 10.
Cux (seigneur de), 54.
Cysterciensis, 26.

D

Dannone, vxor Othonini de Verrangiis, 13.
Darois, 65.
Dartingey (dame), 13.
Decanus, doien, 9, 20, 27, 28, 47, 50, 51, 54, 58, 62, 66, 69.
Demoingeoz, qui fut anfan Perreaul Grillot, 71.
Demoingetus, dictus Bonnechouse, 8.
Demois, 41.
Denarius, v° *monnaies*.
Dime, v° *charges*.
Dijon, Diuio, dyuionensis, Diion, Digenois, 1, 2, 4, 5, 6, 7. 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77 ; — *fontaine :* de longe Nohe, 45 ; — *four :* Quoquinorum, 77 ; — *lieux dits :* Crux alba, 45 ; Chaufour, 39 ; Granarium, 39 ; en Craissolles, 2 ; en Lonc bois, 45 ; in Bosco, 42 ; in Deserto, 2 ; in Campo Euurardi, 2 ; les Chaudeaux, 43 ; Leprosaria, 47 ; Paruus Campus Regnaudi, 63 ; — *portes :* Comtis (du comte), 8, 19 ; Sancti Petri (de Saint-Pierre), 44 ; — *rues :* vicus Calidus, 47 : es Channex, Channeriorum, 11, 76 ; Comtis, 24 ; es Noiroz, 34 ; es Ribotez, 10 ; Dolearum, 42 ; Rooleta monialium de Thardo, 10, 11, 21, 22.
Dominicus Grillot, 73.
Dominicus, presbiter Sancti Nicholai de Dyuione, 77.
Donation : entre vifs, 54, 62 ; *pro remedio anime*, 31, 34, 45.
Done de Amoiseyo, frater hospitalis, 69.
Doonins, qui fut femme Jehannot Besançon, 71.
Doonins, qui fut femme au Sutardet, 71.
Doonaz li Rousse de Marcennay, 7.
Dot, 47.
Droit des femmes, 21.

Dux Burgundie, 1, 3, 4, 7, 11, 20, 22, 25, 27, etc. ; — Eudes IV, 17, 23, 45, 54, 68, 70.

E

Echange, 10, 26, 33, 44, 46.
Ecclesia : Beate Marie dyuionensis, 50, 58, 59 ; — Beati Michaelis de Dyuione, 58, 59 ; — Cabilonensis, 20, 27, 28 ; — de Arcu super Tiliam, 18 ; — Sancti Juliani et de Agneyo, 6, 64 ; — Sancti Nicholai de Dyuione, 19, 45, 77.
Eduensis, 37.
Egidius Allorum, clericus, 51.
Eluydis, domina de Arcellis et de Perrigneyo, 63.
Emina, v° *mesures*.
Emoneta, filia Clare, relicta Laurencii Clemenceti, 33.
Episcopus, 20, 50, 51, 58, 59, 63.
Epoy (maison de l'), 49.
Eschigneyum, lieu dit : es Plantes de Gresilles, 12.
Esteuenins, filz au Peletey, d'Ahuy, 71.
Esteuenote, qui fut fille Martene, d'Ahuy, 71.
Estienetus Nouherete, 47.
Estienne de Clareuaulx, clerc du baillif, 25.
Eude le Chageour (maître), 25.
Exceptions (procéd.) (*deceptionis in aliquo, doli mali, juris et facti, lesionis, metus, non numerate pecunie, vis, venditionis legitime non facte*, etc.), 2, 4, 7, 11, 13, 21, 24, 29, 34, 44, 46, 62, 63, 67, 71, 74.
Exploit (procéd.), 25.

F

Fauerneyum, 31, 45.
Fidéjusseurs, 32, 35, 36, 51, 63, 68.
Fief, 23.
Fixeyum, 29.
Fixinum, 46.
Flurot (filz), 71.
Fontanis, 73, 74 ; — *lieu dit :* en rue Saint-Martin, 2.
Foresteret de Corcellis, 67.
Forgnandi (liberi), 10.
Franchauilla, 65.
Franchise, 5, 25, 48.
Francia, Francorum, 32, 35, 36, 37, 48, 50, 51, 52, 58, 59, 66, 68.

G

Gage, 64, 70.
Galtherus Falconeti de Dyuione, clericus, 34.
Galtherus Marie de Dyuione, 47.
Garnerus Griffon, 10.
Ganlart, 34.
Garniers li Aulemanz, d'Ahuy, 71.
Garniers li Couex, d'Ahuy, 71.
Gaufridus de Alneto, clericus corisopitensis, 50, 51.
Gaufridus de Vlmis, 3.
Gelietus, dictus de Darois, 65.
Gemellis (Perronetus de), 45.
Genlis, 30.
Geurehum, Geureyium, 44, 46, 47, 48, 69.
Gigoz, d'Ahuy, 71.
Gilleta, vxor Clare relicta Laurencii Clemenceti, 33.
Gilotus de Eschigeyo, 12.
Gilonus de Fontanis, 41.
Girardus Charreton, 67.
Girardez, fils de Perrel de Marcegnay, 57.
Girardus de Besua, clericus, 6.
Girardus de Croiseyo, 30.
Girardus Griffon, 45.
Girardus li Baptoiez de Nulleyo, 7.
Girardus de Roifteyo, clericus, 26.
Granceyo (heres de), 46.

Grancon (seigneur de), 54.
Gronart de Corcellis, 67.
Guarniez li Bouex d'Ahuy, 71.
Guido de Vergeyo, notarius, 28.
Guido, dictus Vienere, Guy Vienne, sage en droit, 45, 71.
Guido, filius Eluydis de Arceyo, 63.
Guienot le Chargerat, Guionetus Chargerii, 50, 71, 72.
Guietus, dictus Damprior, 10.
Guillemardus Chappon, 10, 11.
Guilleme Dauuelers, 68.
Guillerma, relicta Richardi de Dyuione, 21.
Guillermetus, dictus li Barboux, 19.
Guillermus Cambitoris, 33.
Guillermus Breti de Johannis, 7.
Guillermus de Alto Villari, 28, 37.
Guillermus de Balneolis, canonicus, 50, 51, 58, 59.
Guillermus de Campo diuiso, 34.
Guillermus de Castello, 4.
Guillermus de Demois, 41.
Guillermus de Fontanis, franciscus, 73.
Guillermus Griffon, 19.
Guillermus Lore, decanus, 47.
Guillermus de Cutigneyo, 10.
Guillermus de Magneyo super Tyliam, 10.
Guionetus, dictus au Chaset, 43.
Guiot Tartilloz d'Ahuy, 71.
Guiot Rigaut, 68.
Guiote, fille au Coifferet d'Ahuy, 71.
Guiotus de Danney, 65.
Guiotus de Geureho, retector, 47.
Guiotus de Grosso Boscho, domicellus, 3, 43.
Guiotus, dictus de Marcilleyo de Dyuione, 45.
Guiotus, dictus de Sancto Johanne, de Dyuione, clericus, 67.
Guiotus filius quondam Perrini, clericus, 67.
Guioz Chaudeaux, d'Ahuy, 71.
Guioz li Cornuz, d'Ahuy, 71.
Guy de Dinant, 66.

H

Haymes de Dompierre, 54, 61, 71.
Haymo Baudetus, canonicus, 9.
Haymo Bonne, magister, 67.
Haymo de Leugley, vicarius de Nuylleyo, 10.
Haymonetus, aurifaber, 41.
Henricus, decanus capelle ducis Burgundie, 8, 20, 28.
Henricus de Torcularis, 46.
Henricus, filius Othonini de Verrangiis, 13.
Henricus Alemandi, canonicus, 50, 51, 58, 59.
Henrietus Guinaul, 45.
Henricus Vertoillot, 65.
Héritage, 25, 45, 48, 67, 71, 72.
Hospitalis : — Beate Marie Virginis de Dyuione, 34 ; — de Brochon, 35, 36.
Homo tailliabilis, 5, 57, 71.
Huissier, 36.
Huetus Olearii de Salone, clericus, 77.
Hugo Cheuilloz, d'Ahuy, 71.
Hugo Darceris (de Arcons), canonicus, 50, 51, 58, 59.
Hugo de Viomgiis, 1.
Hugo de Auxona, 12.
Hugo de Chastrouillano, 63.
Hugo de Parando (de Paredo), visitator domorum Templi, 32.
Hugo dictus Chapez, clericus, 10.
Hugo dictus Delalahaye, de Dyuione, clericus, 51.
Hugo dictus Granz de Mirabello, 4.
Hugo dictus Lobereaul, 10.
Hugo Graindorge, 8.
Hugo Grenote, 71.
Hugo Lolberel de Lanthenayo, 60.

Hugo, parisiensis episcopus, 50, 58, 59.
Hugo Richardot, 60.
Hugo Zelebetus, 13.
Hugue d'Ostun, 5.
Huguenins, fils de Perrel de Marcegnay, 57, 68.
Huguenot de Troicheres, 22.
Huguenoz, d'Ahuy, 71.
Hugues Andriers, d'Ahuy, 71.
Hugues Chaudeaux, d'Ahuy, 71.
Hugues Chappey, 22.
Hugues de Courrabuef, doyen de Chalon, 54.
Hugues de Cruse, garde de la prevosté de Paris, 35.
Hugues dou Pautez, dominus, 67.
Hugues, fils de Perrenetus, 42.
Hugues Moichoz, d'Ahuy, 71.
Hugueta, 2.
Huguetus Lathomi, 34.
Humbeleta de Accellis, 42.
Humbeletus Maulart, 65.
Humbeletus dictus li Escornaulez, de Diuione, 77.
Humbeloz, filz au Tixerant, d'Ahuy, 71.
Humbertus, clericus, 33.
Humbertus de Jocis, 26.
Humbertus, filius Othonini de Verrangiis, 13.
Humberz, d'Ahuy, 71.
Humberz, filz au Daui, d'Ahuy, 71.
Humberz li Coilliez, d'Ahuy, 71.
Huo de Masuillo, clericus, 6.

I

Impôt des marcs, 70.

J

Jacobus de Vantoux, clericus, 5.
Jacobus dictus Clarote, 77.
Jacobus dictus Oudeaul, 65.
Jacobus li Maistres, 73, 74.
Jacote, nièce Moingeote, d'Ahuy, 71.
Jaqueta, filia Barardet, 46.
Jaqueta dicta Labille de Dyuione, 77.
Jaquetus, 2.
Jaquoz, anfan au Vaillant, d'Ahuy, 71.
Jaquoz, anfan Michelot Dammichel, d'Ahuy, 71.
Jaquoz Bouex, d'Ahuy, 71.
Jaquoz (filz), d'Ahuy, 71.
Jaquoz li lois, d'Ahuy, 71.
Jaquoz li Villerandez, d'Ahuy, 71.
Jaquoz Matoilloz, d'Ahuy, 71.
Jaquoz Moichoz, d'Ahuy. 71.
Jeannehete, vxor Guioti de Geureho, 47.
Jehan Dauuelers, chevalier, 68.
Jehan de Brechon, 35.
Jehan de Chastoillon, chevalier du Digenois, 5, 25, 40.
Jehan de Dynteuille, chevalier, 40.
Jehan de Milon, garde de la prévôté de Paris, 66.
Jehan de Richebourt, sergent dou roy, 68.
Jehan de Perrecey, 22.
Jehan le Miteers, bailli, 38, 68.
Jehan Rincheraus, 71.
Jehan Varnex, d'Ahuy, 71.
Jehannote qui fut femme au Baulet, d'Ahuy, 71.
Jehannote qui fut femme Cheurot, d'Ahuy, 71.
Jehannote, suer de Perreaux li Pichez, d'Ahuy, 71.
Jehannoz, anfan de Perrenote, femme Mathey dou Poinz, d'Ahuy, 71.
Jehannoz Aulemanz, d'Ahuy, 71.
Jehannoz de Sainz Thiebaut, d'Ahuy, 71.
Jehannoz, filz au Bonon, d'Ahuy, 71.
Jehannoz li Tixerans, d'Ahuy, 71.

Jehans Cognoos, d'Ahuy, 71.
Jehans Danrooul, d'Ahuy, 71.
Jehans li Coifferez, d'Ahuy, 71.
Jehans Oudemers, d'Ahuy, 71.
Jehanz Cadoz, d'Ahuy, 71.
Jehanz Charrelois, d'Ahuy, 71.
Jehanz li Esuiriez, d'Ahuy, 71.
Jehanz Golloz, d'Ahuy, 71.
Jehanz, fil a la Noire, d'Ahuy, 71.
Jehanz, filz Perreaul Grenote, d'Ahuy, 71.
Jehanz Moreaux, d'Ahuy, 71.
Johanna dicta Morselote de Cutigneyo, d'Ahuy, 71.
Johannes Audinus, 65.
Johannes Arnulphi de Balna, clericus, 53.
Johannes Bigotus, 1.
Johannes Berroti, 33.
Johannes Bonetus, de Dyuione, clericus, 50, 51.
Johannes Bruchiote, rector, 30, 69.
Johannes Cultilerii, de Dyuione, clericus, 4, 8, 29, 45, 57, 60, 61, 62, 63, 65, 67, 69, 71, 72, 73, 74.
Johannes de Breteneria (Jean de Bretenière), clericus, 30, 54, 71.
Johannes de Borbonico, notarius, 46.
Johannes de Burgilles, canonicus, 6, 28.
Johannes de Buxo, canonicus monasterii Sancti Stephani dyuionensis, 50, 51, 58, 59.
Johannes de Chargeyo, domicellus, 31.
Johannes de Courbeton (de Corbeton), canonicus monasterii Sancti Stephani dyuionensis, 50, 51, 58, 59.
Johannes de Dyuite Burgo, seruiens, 68.
Johannes de Fossatis, 62.
Johannes de Morreyo, clericus, 62.
Johannes de Noereto, clericus, 5, 53.
Johannes de Santasse, 37.
Johannes de Tamela, 8.
Johannes de Tannureyo, 7.
Johannes de Trancelayo, 19.
Johannes de Vercellis, clericus, 34.
Johannes de Villeyo, clericus, 25.
Johannes de Viomgiis, 2, 28.
Johannes dictus Amee, 2, 44.
Johannes dictus Bonne, clericus, 67.
Johannes dictus Bouhot, clericus, 25.
Johannes dictus Corpeaul, de Fixino, 46.
Johannes dictus de Besua, clericus, 19.
Johannes dictus de Goelon, clericus, 50.
Johannes dictus de Sancto Memino, 58.
Johannes dictus de Sancto Sepulcro, trecensis clericus, 58.
Johannes dictus Ferrant, 77.
Johannes dictus Fuser, 2.
Johannes dictus Goillardi, canonicus, 50, 51, 58, 59.
Johannes dictus Guyoni de Sancto Juliano, 58.
Johannes dictus li Buichez, 65.
Johannes dictus lou Gauloys, 65, 67.
Johannes dictus Monbeliart, 19.
Johannes dictus Petit, 1, 11.
Johannes dictus Quoquaiz, domicellus, 29.
Johannes Dygenot, 45.
Johannes dictus Vaudouhot de Roura, 3.
Johannes dou Pautez, 67.
Johannes, fils au Matoillot, 60.
Johannes, fils de feu Martinus dictus Jorget de Coicheyo, 41.
Johannes, filius quondam Bonamici de Sathenayo, clericus, 61.
Johannes filius dicti Couchiot, 65.
Johannes, filius dicti Maulart de Franchauilla, 65.
Johannes, filius Perreneti Maulperti, clericus, 74.

Johannes, filius Perrellus Bourioise, receptor ducis Burgundie, 20.
Johannes, filius Stephaneti Perroti de Belne, 33.
Johannes Francisci, clericus, 44.
Johannes Frerouhot, filius Theobaldi Frerouhot, 8, 45.
Johannes Giletus de Geureho, clericus notarii, 46.
Johannes Godelineaul de Coicheyo, 25.
Johannes Goillardi, canonicus, 50, 51, 58, 59.
Johannes Lambertus, 19
Johannes le Corbe, 10.
Johannes Monieti de Fauerneyo, clericus, 45.
Johannes, papa XXII, 20, 28, 30, 37, 50, 51, 72.
Johannes Perrinus, filius Othonini de Verrangiis, 13.
Johannes Piquardi de Longo Vico, clericus coadiutor notarii, 1, 2, 7, 11, 16, 21, 24, 28, 30, 31, 41, 43, 47, 67.
Johannes Pitois, 41.
Johannes Onderi, 33.
Johannes Rateti de Belna, notarius dyuionensis, Jehan le Ratat, 1, 7, 8, 11, 12, 16, 19, 21, 24, 29, 30, 31, 34, 41, 43, 44, 45, 47, 57, 60, 63, 65, 71, 73, 74, 76.
Johannes Rogetus, cordonnier à Dijon, 76.
Johannes Valno, de Dyuione, 45.
Johannes Valonis de Sancto Fidelo, 7.
Johanneta, vxor Andree Pie de Porc, 24.
Johannetus de Chambeire, burgensis, 14.
Johannetus de Varangiis, 43.
Johannetus Marioche, 2.
Johannetus Morellus, 73.
Johanninus, filius Hugoneti, 26.
Journal, v° *mesures*.
Juhannote, femme Humbeloz de la Borde, 71.
Juhannote, fille Osannote Lambin, d'Ahuy, 71.
Juhannote, fille à Lallebaut, d'Ahuy, 71.
Julianus, filius quondam Villeti de Saceyo, 43.
Justice haute et basse, 5, 25, 40, 48.

K

Karolus, v° Charles.

L

Lambeletus de Ycio, 65.
Lambertus, dictus Triber de Roura, 31.
Lamberz de Poteingey d'Ahuy, 71.
Lanthenayum, 60.
Larreyum, 28.
Laurencetus, dictus Noiretat, 31.
Laurencius, dictus Richierus, 76.
Lathomor, Dyuione commorans, 44.
Lettre royale, 52.
Libra, v° *monnaies*.
Librata, v° *monnaies*.
Lingonensis, Laingres, 1, 2, 4, 6, 10, 15, 20, 27, 28, 50, 51, 53, 55, 56, 58, 59, 61, 62, 63, 67, 69, 71, 72.
Lirot, 34.
Lithero (dominus de), 34.
Lore, femme Huguenot de Troichères, 22.
Loreta, vxor Galtheri Poisseneti, 43.
Lorete, qui fut femme Jaquoz Tout le Monde, 71.
Luguinus Assecatoris, clericus, 53.
Losanne, 54.
Luseyum, 67.
Luminaire, 62.

M

Magneyum super Tyliam, 10.
Maiorisse de Barges, 60.

Maire, 7, 16.
Mairot de Mirandes, 10.
Mandement (procéd.), 32, 35, 36, 37, 38, 52, 54, 68, 70.
Marcegnayum, 41, 42, 57, 71.
Marguareta la Bonderee, 2.
Maria de Roiffeyo, 26.
Maria, vxor Mathei Pie de Porc, 24.
Marie, fille de feu Moninus Bauiart, 41.
Marienot, qui fut femme au Bertins d'Ahuy, 71.
Marienoz li Boussarde d'Ahuy, 71.
Mariona, filia quondam Belini don Pasgner, 10.
Mariona, filia Humbeleti, 77.
Mariona, vxor Henrici de Torcularis, 46.
Marions, femme fue Garnier Noiroz d'Ahuy, 71.
Marions, fille Perreaul Michie d'Ahuy 71.
Marions, qui fut femme Jaquot Bertons, 71.
Martinus Ossenote, 46.
Maritagium, 13, 47.
Masticonensis, 35, 36, 66.
Mathelie, qui fut femme Raoul Mangeron d'Ahuy, 71.
Matheus, filius Andree Pie de Porc, 24.
Matheus Candelarius, 24.
Mathex, anfan Perreaul Grillot d'Ahuy, 71.
Mathex, filx Durant d'Ahuy, 71.
Maulquarrey, 46.
Mauritanensis, Mortain, 35, 36, 66.
Mauritius, dictus le Jay, presbiter, 76.
Mehens de Archeyo, canonicus, 51.
Melenote, qui fut femme Perenin Tout le Monde, 71.
Messier (*messerius*), 48, 71.
Mesures : bichetum, 25, 48, 60, 71 ; *boissellus*, 10 ; *emina*, 7 ; *jornale*, 2, 10, 12, 25, 26, 45, 60, 65, 67 ; *modius*, 11, 41 ; *operata* (*ouvrée*), 26, 33 ; *pied* (*pes*), 11 ; *pintis* 46 ; *quartallum*, 10, 25 ; *quarterium*, 2, 73, 74 ; *sectura*, 31.
Michael Deschelon, 65.
Micheaux de Varranges, 71.
Micheloz Cadoz d'Ahuy, 71.
Michies et Mathex, anfanz d'Ysebeaux Daute Ville, 71.
Michies li Plonez d'Ahuy, 71.
Miletus Valon, 37.
Mileyum, 67.
Mirandes, lieu dit : Nemus Doisseaux, 34.
Modius, v° *mesures*.
Moingeote, qui fut femme Gaichot, 71.
Moingears, fille Matherot, 71.
Moingears, femme au Daui, 71.
Mombart, 22.
Monetus de Arceone, clericus, 47, 51.
Monins Bouex d'Ahuy, 71.
Monins li Vauex d'Ahuy, 71.
Monins Vintherans d'Ahuy, 71.
Monnaies : denarius, 16, 23, 46, 47 ; *floreins*, 52 ; *libra*, 11, 14 ; *libra dyuionensis*, 5, 11, 25, 48, 71 ; *libra monete communiter currentis per ducatum Burgundie*, 32 ; *libra turonensis*, 2, 21, 23, 24, 39, 54 ; *libra turonensis fortis*, 10 ; *libra turonensis parvi*, 4, 8, 16, 43 ; *solidus*, 8, 46 ; *solidus monete communiter currentis per ducatum*, 19, 42, 73 ; *solidus monete communiter currentis Dyuionè*, 10, 12, 18, 26, 47, 57, 65, 71, 76 ; *solidus turonensis*, 24 ; *solidus turonensis parvi*, 19, 34, 63, 77.
Monoz Moichoz d'Ahuy, 71
Moreyum, 62.
Morisoz, filz au Coifferet d'Ahuy, 71.

N

Nauarra, 32, 35, 36, 37, 66.

Nepnote, qui fut fille Perrenoz Liachiote d'Ahuy, 71.
Nicholas de Loire dou Temple, 57.
Nicholaus, dictus Folot de Besua, 8.
Nicolaus de Villanis, clericus, 51.
Notarius, v° Guido de Vergeyo, Johannes de Borbonico, Johannes Rateti, Guionetus Chargerii, Petrus de Aurelianis.
Nuciacum, 46.
Nulleyum, 62.

O

Odetus de Alto Villari, 37, 65, 68.
Odetus le Perretat de Varois, 26.
Odo de Besua, 10.
Odo Boudiot, 60.
Odo Cambitoris de Belne, clericus, 33.
Odo Chaudeaul de Aqueductu, 71, 74.
Odo Rotharii, presbyter, 58, 59.
Odot de Corbeton, 71, 72.
Odot Sarron de Cuttigney, 40.
Odoz, fils de Perrel de Marcegnay, 57.
Officialis, 2, 4, 6, 20, 27, 28, 53, 59, 61, 62, 67, 69, 72.
Oigneyum, 45.
Operata, v° *mesures*.
Orfèvre, aurifaber, 41.
Osanneta, vxor Richardi de Fixino, 46.
Osannote, qui fut femme Odot Lambin, 71.
Othon de Atheyo (Acheyo), 50, 58, 59.
Othoninus de Verrangiis, 13.
Oudri de Vulpains, chanoine, 54.

P

Papa, V. Clementus V, Benedictus XI, Johannes XXII.
Paris, Parisius, parisiensis, 35, 36, 37, 48, 50, 51, 58, 59, 66, 68.
Parisetus Lectoisiet, 12.
Parisetus le Jaycius, 76.
Partage, 13.
Patronage (*droit de*), 18, 64.
Pelliparius, burgensis dyuionensis, 11.
Perrel de Marcegnay, 57.
Perrellus de Geureho, commorans, 69.
Perellus Volandi de Fixeyo, 29.
Perrellus Martini, 46.
Perrigneyum, 63.
Perrinus de Verrangiis, 11.
Perreaux li Pichez d'Ahuy, 71.
Perreaux li Roux d'Ahuy, 71.
Perrenetus de Chausius, 58.
Perrenetus, dictus Monceron, 63.
Perrenetus Fancrerii de Belne, clericus, 33.
Perrenetus, filius Thierrici, 4.
Perrenetus lou Camuz, tailleur, 76.
Perrenetus Poissenetus, 42.
Perrenote, qui fut femme Mathey dou Poins d'Ahuy, 71.
Perrenoz Anxions d'Ahuy, 71.
Perrenoz, filz au Marliez d'Ahuy, 71.
Perrenoz li Maires d'Ahuy, 71.
Perrenoz li Marliez d'Ahuy, 71.
Perrenoz Oudemer d'Ahuy, 71.
Perronetus, filius Perroneti de Clarauallo, 4.
Perronetus de Gemellis, 45.
Perronetus de Gilleyo, clericus, 45.
Perronetus Pauperis hominis, 45.
Perrotus de Eschigeyo, 12.
Petrus de Aurelianis, notarius, 51.
Petrus de Corbeton, 28.
Petrus de Corcellis, 60.
Petrus de Loya, canonicus, 28.
Petrus de Corbigneyo, decanus, 20, 28, 41.
Petrus de Molinis, burgensis, 1, 63.
Petrus de Treceyo, 33.

Philippus Borelerius, 76.
Philippus de Ruppella, miles, 46.
Philippus Griffon, 45.
Philippux le Loichart, 33.
Philibertus Roberti, 37.
Philippus, rex Francorum, 48, 52, 66, 68.
Pied, v° *mesures*.
Pierre de Semur, clerc du duc de Bourgogne, 22.
Poilleyum, 45.
Poincardus, v° *abbas*.
Pommartum, 32.
Poncius de Blaiseyo, 60.
Possession (droit de), 25.
Prenoz li Buitheux d'Ahuy, 71.
Presbiter, 1, 7, 11, 18, 20, 26, 58, 69, 62, 76, 77.
Prévôt, 25, 38, 54.
Privilège, 25, 48, 50, 58, 59.
Prior : de Larreyo : Renaudus, 28 ; — de Fauorneyo, 31 ; — de Thardo : Johannes de Viomgiis, 2, 28 ; — monasterii Sancti Stephani : Stephanus, 15 ; Johannes de Tannureyo, 7.
Procuratio, procurator, 5, 6, 22, 25, 28, 40, 48, 50, 54, 61, 70, 71.
Propriété (droit de), 5, 25, 26, 48, 54.

Q

Quartallum, v° *mesures*.
Quittance, 2, 13.

R

Radulphus de Aqueductu, presbiter, 26
Radulphus de Sancto Luppo, presbiter, 10, 11.
Radulphus Scutrerii, Raoul le Scutrier, 35, 36, 66.
Ranterre, v° *charges*.
Raoul li Bornes, 54.
Raoul Moingeron, Mangeron, procureur, 5, 25.
Raoul Souain, dit de Joy, cheuailer, 31, 38.
Raoux de la Borde d'Ahuy, 71.
Raymondus, filius quondam Jacobi Maioris de Coicheyo, 41.
Receptor ducis, 24.
Rector ecclesie, 6, 30, 58, 59.
Regnaudus, 2.
Regnaudus, filius Clare relicta Laurencii Clemenceti, 33.
Renaudus de Colohis, 10.
Renaudus de Perreceyo, 10.
Renaudus, dictus Bec Doye, 10, 11.
Renaudus, dictus Rosote, 44.
Renaudus, filius quondam Richardi de Dyuione, 21.
Renaudus, prior de Larreyo, 28.
Renaux d'Estaubles, 71.
Renaux de Gemeaux, 71.
Rente (constitution de), 24, 76.
Retrait lignager, 72.
Rex, 48, 51, 52, 66, 68.
Reynote li Baretee d'Ahuy, 71.
Richardus, clericus, 2.
Richardus de Besua, 31.
Richard de Montmorot, seigneur de Genlis, 30.
Richardus, seruiens de Fixino, 46.
Richarz, anfan de Perrenote dou Poins, 71.
Robertus de Calma, presbiter, 62.
Roberz de Nuiz, 71.
Robin de Moncons, 68.
Roiffeyum, 65 ; — lieux dits : en Petraria, 26 ; en Rouans, 26.
Rosierus de Fauorneyo, clericus, 31.
Roura, 13, 31.
Rouse Varnex d'Ahuy, 71.

S

Saint Ceigne sus Vigenne, 70.
Saisine, 25, 34, 40.

Salio, Salins, Salo, 70, 77.
Salvamentum, v° *charges*.
Sanctus Benedictus, 27, 28.
Sanctus Benignus de Dyuione, 20, 27, 28.
Sanctus Johannes de Dyuione, 28, 30.
Sanctus Philibertus de Dyuione, 28.
Sancta Maria de Dyuione, 59.
Sanvignes, 33.
Savigney le Sec, 54.
Sathenayum, 61.
Sectura, v° *mesures*.
Sebille, qui fut femme Jehan Alaison, 71.
Sebillete, veuve Odo Boudiot, 60.
Sens, Senonensis, 32, 38, 52, 66, 68.
Sentence, 5, 22, 40, 48, 50, 54, 58, 59, 64, 74.
Sépulture : anniversaire, 34, 45, 56, 63, 76 ; — *droit de cimetière*, 8, 9, 20.
Seruiens, sergent, 46, 54, 68, 71, 72.
Servitude (droit de), 22.
Solidata, v° *monnaies*.
Solidus, v° *monnaies*.
Sougneretus Corrigear, 19.
Stephana, vxor Stephani Torteaul, 46.
Stephaninus, dictus Marcheant de Geureyo, 44.
Stephanus au Grasset, 3.
Stephanus de Verrangiis, canonicus, 63.
Stephanus de Verzieto, aduocatus, 53.
Stephanus, dictus Torteaul, 46.
Stephanus Dolearii, 61.
Stephanus, gener au Grasset de Verrangiis, 13.
Stephanus li Mouceuz de Dyuione, 8.
Stephanus Oilerii, 43.
Suson, 25, 43.
Symo le Pointre, 3.
Symo de Ycio, procurator, 50.
Symonetus de Marcenayo, 42.
Symonetus Judeus, notarius Roure, 3, 13.

T

Taille, taillia, 5, 25, 48, 54, 57, 67.
Tailleur, 76.
Tardus, 2, 28.
Terricus de Courbeton, Thierri de Corbeton, 63, 71, 72.
Testament, 63.
Theobaldus, dictus Sarret, presbiter, 77.
Theobaldus dou Pautez, canonicus, 63.
Theobaldus Frerouheti, burgensis, 45
Theuenin de Troismolins, huissier du Parlement de Paris, 36.
Thierricus de Albo Monte, clericus, 37.
Thierricus, dictus de Tylicastro, burgensis, 4, 11.
Thomas Raolini de Luseyo, clericus, 67.
Tierce, 67.
Til Castellum, 76.
Transaction, 6, 20, 27, 30, 71.
Trecensis, 20, 27, 28, 58.
Tullensis, 37.
Tylicastrum, 4, 11.

U

Usufruit (droit d'), 62.

V

Vancons de Loissoy, sergent, 54.
Vanherus Barberius, 42.
Varanges, 18, 63.
Varois, 26.
Vemen de Cloistre, prévôt de Dijon, 25.

Vente, 2, 8, 17, 21, 29, 39, 43, 47, 74, 77.
Vergeyum, 28.
Viardus de Anceneto, clericus, 50.
Vicennam, 51.
Viennensis, 50.
Vienot de Bene, 57.
Villa subtus Geureyum, 32, 66.
Villemot Mangeon, procureur, 25.
Villemot Moingeon d'Ahuy, 5, 71.
Villemoz Aulemanz d'Ahuy, 71.
Villemoz Humberz d'Ahuy, 71.
Villemoz li Maistres d'Ahuy, 71.
Villemoz li Pichez d'Ahuy, 71.
Villemoz Rebillarz d'Ahuy, 71.
Villetus de Saceyo, 43.
Villermetus de Marchia, 1.
Villermetus la Dant, 2.
Villermetus le Bobiner, 47.
Villermus Lombardet, 46.
Villomen le Roy, 38 ; Villeneuve-le-Roy, 68.
Villoynes en Duismois, 23, 45.
Vincentius de Sampigneyo, 33.
Vinearius (vignier), 25, 48, 71.

Y

Ysabellis, relicta Hugonis Belfemmè de Dyuione, 47.
Ysabellis, soror Demoingeti, dicti Bonne Chouse, 8.
Ysabellis, soror Galtheri Poisseneti, 43.
Ysabellis, soror Othonini de Vercellis, 3.
Ysebeaux Daute Ville, 71.
Ypotheca, 29.

Imp. Jobard, Dijon

PENSER-AGIR
JOBARD-IMPRIMEUR-DIJON